

Tension au Burundi

La situation continue de se dégrader au Burundi après l'attentat au cours duquel trois ressortissants belges et plusieurs Burundais ont trouvé la mort, dimanche 19 mars. Des affrontements ont éclaté lundi dans le centre de la capitale où régnait mardi matin un calme précaire. p. 3 et 14

Bill Clinton à Moscou le 9 mai

En dépit de la guerre en Tchétchénie, Bill Clinton se rendra à Moscou, aux cérémonies marquant le cinquantième anniversaire de la victoire sur les nazis, et tiendra un mini-sommet avec Boris Eltsine. p. 4

L'emploi des jeunes se dégrade

Selon des enquêtes de l'Insee et du Cerreq, l'insertion professionnelle des 16-25 ans s'est fortement détériorée de 1993 à 1994. 850 000 jeunes étaient au chômage en mars 1994. Le nombre d'emplois qu'ils occupent a diminué en un an de 200 000. p. 9 et 14

Les éditoriaux du « Monde »

Massacres au Burundi : Jeunes sans emploi. p. 14

M. Delors en première ligne

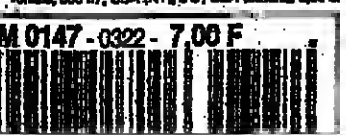


JACQUES DELORS

IL REVIENT... Après avoir, le 11 décembre 1994, abandonné la gauche à elle-même, l'ancien président de la Commission européenne s'est mêlé pour la première fois de la campagne, lundi 20 mars, en présidant effectivement le comité de soutien à Lionel Jospin. Jacques Delors se montre ulcéré par l'indigence, selon lui, des propositions de la droite sur l'Europe. Edouard Balladur accuse Jacques Delors de le plagier. M. Delors n'en a cure puisque, à ses yeux, l'un et l'autre sont « tellement vagues » que cela lui semble relever exclusivement du « marketing » politique. Il cherchera, lui, à placer l'Europe au centre de vrais débats. En attendant, il a beaucoup complimenter le candidat socialiste. Plus confiant qu'il ne l'était à l'automne sur ses propres chances, M. Delors fera-t-il maintenant le printemps de M. Jospin ?

Lire page 7

Abonnement, 3 DM; Années-Guyane, SF; Autriche, 25 AT; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$CAN; Espagne, 200 Ptas; Grèce, 200 Dr; Italie, 200 L; Luxembourg, 200 F; Pays-Bas, 200 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 200 £; Suisse, 200 Sfr; Tchèque, 200 Kč; USA, 2,25 \$; USA (hors), 2,25 \$.



L'armée turque combat les Kurdes en Irak

Washington déclare « comprendre » les raisons de l'opération militaire contre les bases du PKK

PLACÉE depuis le mois d'avril 1991 sous la protection d'une coalition de trois pays occidentaux (les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France), la plus grande partie du Kurdistan irakien, qui s'étend au nord du 36° parallèle, n'est pas pour autant devenue un havre de paix et de tranquillité. L'armée turque y a lancé, lundi 20 mars, une opération militaire de très grande envergure contre des bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le PKK. Le premier ministre, Tansu Ciller, a affirmé que l'opération serait limitée dans le temps et serait conduite de manière à éviter les pertes civiles. Informé, le président américain Bill Clinton a affirmé « comprendre » les motifs de la Turquie.

Cette région du nord de l'Irak a vu affluer, au fil des ans, non seule-

ment des combattants du PKK, mais aussi des opposants kurdes irakiens, auxquels les partis kurdes irakiens ont accordé l'asile, après leur avoir interdit toute activité militaire. Ankara et Téhéran continuent néanmoins d'affirmer que les « bases » de leurs opposants respectifs dans cette zone leur servent de point de départ pour des opérations anti-gouvernementales en territoires turcs et irakiens.

Enfin, des accrochages opposent, depuis quelques semaines, une partie des Kurdes irakiens à l'armée de Bagdad postée au sud du 36° parallèle. Selon certaines informations, les États-Unis auraient encouragé les Kurdes et d'autres formations de l'opposition irakienne, essentiellement chiite, à chercher noise aux forces du président Saddam Hus-



sein, dans le but, notamment, de tester leur combativité. Ces accrochages interviennent alors que les services de renseignements américains ont fait état d'une récente tentative de coup d'État avortée en Irak et que le mécontentement contre le régime prend de l'ampleur au sein de la population et de l'armée, dont les officiers supé-

rieurs seraient sous haute surveillance.

L'imbroglio du Kurdistan jette une lumière crue sur la confusion qui règne à propos de l'Irak : au centre subsiste un régime dictatorial que n'embrasse pas le chaos à la périphérie.

Lire page 2

M. et M^{me} Chirac ont tiré profit d'une vente de terrains au Port de Paris

PROPRIÉTAIRE de 247 hectares de terrains situés en bord de Seine à Vigneux, dans l'Essonne, la belle-famille de Jacques Chirac a vendu une parcelle de 103 hectares à un promoteur immobilier, qui les a revendus le même jour, 20 janvier 1993, au Port autonome de Paris, établissement public placé sous la tutelle de l'État. Cette transaction a rapporté à M^{me} Chirac, détentrice d'1/27^e de l'héritage, une plus-value de 1,4 million de francs, figurant dans la déclaration de revenus de M. et M^{me} Chirac pour 1993 (Le Monde du 21 mars). Achetés 63 millions de francs par le promoteur, ces terrains ont été revendus au Port autonome pour 63 millions de francs.

Lire page 7

La nuit où le Négus fut assassiné

ADDIS-ABEBA de notre envoyé spécial

Depuis des mois, le colonel Mengistu, le nouvel homme fort d'Éthiopie, tentait d'arracher à Haïlé Sélassié l'aveu de fabuleux comptes en Suisse. Inflexible et hautain, son prisonnier niait. Les face-à-face entre le Roi des rois et son sinistre successeur auraient pu enrichir l'histoire de dialogues autrement shakespeariens. Au lieu de quoi, leurs entrevues tournaient court, rapporte l'une des rares personnes à avoir assisté l'empereur jusqu'à sa mort prétendue « naturelle ». Il y a vingt ans. En fait, un assassinat, désormais à peu près éclairci.

L'ombre portée du frère monarque impressionnait Mengistu et il craignait un contre-coup d'État. Aussi l'avait-il fait incarcérer près de lui, dans un palais de l'ex-empereur dont il se réservait l'usage principal. Le Négus avait quatre-vingt-trois ans et était de santé fragile. Au cours de son incarcération, les nouveaux maîtres du pays avaient accepté qu'il fût opéré pour des dysfonctionnements urinaires, puis il s'était rétabli.

Neuf mois plus tôt, Mengistu et ses hommes avaient fait collectivement exécuter cinquante-neuf proches du souverain, ministres, généraux, familles et parents. Pourquoi le Roi des rois avait-il été épargné ? Le 26 août 1975, la nuit vient de tomber sur le palais. Un serviteur est là qui voit le Négus prier, un *chamma* (le châle traditionnel des

Ethiopiens) sur les épaules. Des gardes entrent et commandent au valet de chambre de laisser seul le prisonnier. Le serviteur obéit. D'habitude, il ne quitte pas le souverain avant 21 heures. De force, il est conduit dans une pièce éloignée où il sera enfermé toute la nuit.

Au matin, les gardes viennent le chercher. Ils lui demandent d'apporter, comme chaque jour, son petit déjeuner au Négus. L'homme entre dans la pièce. Haïlé Sélassié gît sur son lit, le visage violacé, une couverture remouillée jusqu'aux épaules. Il régit une forte odeur d'éther dans la pièce.

Le Négus a probablement été étouffé, dans son sommeil ou non. La justice éthiopienne, qui juge aujourd'hui à Addis-Abeba les hommes de l'ancien régime, croit connaître l'assassin, un officier subalterne, responsable de l'infirmerie du palais et disparu depuis. Aussitôt averti, Mengistu est accouru, suivi d'un de ses lieutenants, pour s'assurer de ses yeux que son cauchemar avait pris fin. Puis il a demandé qu'on creuse plusieurs excavations dans le jardin et le palais, afin que nul ne sache où sa victime reposait. On a retrouvé récemment les restes de l'empereur, enterrés à trois mètres de profondeur sous le bureau de Mengistu, chassé du pouvoir après dix-sept ans de terreur rouge et exilé aujourd'hui au Zimbabwe.

Bertrand Le Gendre

Les gaz, arme absolue des maîtres chanteurs

EN MOINS de deux ans, le Japon a connu sept attentats au gaz et, à chaque fois, l'enquête sur les auteurs de ces agressions n'a pas abouti. Depuis la guerre de 1914-1918 et, plus récemment, depuis le conflit irako-iranien des années 80, nul n'ignore que les toxiques chimiques peuvent semer la mort et entraîner des incapacités définitives ou temporaires des victimes. Mais ce qui vient de se passer dans le métro de Tokyo est proprement terrifiant. Quels que soient les résultats de l'enquête en cours sur l'origine de ce huitième attentat, l'opinion va devoir se faire à l'idée - déjà communément admise par les experts, qui hésitent à la mettre sur la place publique pour d'évidentes raisons de sécurité - que la menace chimique sur des populations démunies de protection à tout de l'arme absolue si, de surcroît, elle est agitée par des maîtres chanteurs.

Loin d'être tombée en désuétude, l'arme chimique est crédible. Elle est relativement facile à mettre au point. Elle est bon marché. Elle a des effets rapides, spectaculaires et très meurtriers, même si celui qui la brandit n'est pas à l'abri d'une erreur de manipulation. Autant dire qu'elle revêt plusieurs visages : elle peut figurer dans des panoplies militaires - en termes secrets et exportables - en dépit des conventions internationales qui sont censées la bannir - ou être utilisée par des terroristes

prêts à s'en servir coûte que coûte. Aujourd'hui, un grand nombre de pays ont développé leur industrie chimique, pharmaceutique ou agroalimentaire sont, en permanence, capables de fabriquer ou de livrer des produits intermédiaires - et libres à la vente - dont le mélange peut devenir toxique à court terme. Ainsi, pour citer le cas de substances qui apparaissent anodines en première analyse, certains pesticides modernes, voire des herbicides, voués à l'agriculture, sont loin d'être inoffensifs. Ils ont des effets secondaires redoutables, surtout à long terme, sur l'écosystème.

Mais, en règle générale, un produit toxique - qu'il soit neutralisant, incapacitant ou léthal - doit répondre, pour agir sur des hommes, des animaux ou des plantes, à plusieurs critères. Son effet varie beaucoup selon le mode de dispersion (quantité et stabilité des composants) et selon son degré d'exposition (concentration du contaminant rapportée au temps de mise en œuvre). Les agents chimiques dits létaux (mortels), comme le tabun, le sarin, le soman ou l'ypérite (le tristement célèbre gaz moutarde de 1917), tuent à des doses relativement faibles : 0,4 milligramme de neurotoxique VX, par exemple, peut provoquer le décès d'un homme. Qu'ils soient volatils ou persistants, ils agissent principalement par la voie respiratoire ou par

agression cutanée. Certains de ces produits continuent à être nocifs pour les personnes qui se porteraient, sans équipement protecteur, au secours des victimes.

Jacques Isnard

Lire la suite page 14 et nos informations page 3

Six mois de prison ferme requis contre M. Tapie

Le procureur l'a désigné comme « responsable de la corruption » dans l'affaire du match VA-OM

LE PROCUREUR de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, a requis, mardi matin 21 mars, dix-huit mois d'emprisonnement dont six mois fermes à l'encontre de Bernard Tapie, accusé d'être l'organisateur principal de la tentative de corruption lors du match Valenciennes-OM. En prononçant ces réquisitions, le procureur a souligné qu'il tenait l'ancien président de l'OM pour « responsable de la corruption et de deux tentatives de subornation de témoin », dont furent l'objet le joueur marseillais Jean-Jacques Eydelie et l'entraîneur valenciennois Boro Primorac.

De fait, c'est à l'encontre de M. Tapie que le procureur s'est montré le plus sévère. Le député des Bouches-du-Rhône est le seul, parmi les six prévenus, à se trouver menacé d'une peine d'emprisonnement ferme. Jean-Pierre Bernès, ancien directeur général de l'OM et bras droit de M. Tapie, a vu le représentant du ministère public requis contre lui dix-huit mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende. Accusé d'avoir été l'« opérateur » de la tentative de corruption, en appelant les joueurs valenciennois au téléphone, la veille du match, Jean-Pierre Bernès a clairement mis en cause son ancien « patron » au cours du procès : ce

« repentir » tardif lui a sans doute permis de bénéficier d'une relative clémence de la part du procureur.

En ce qui concerne Jean-Jacques Eydelie, qui mit en relation Jean-Pierre Bernès avec les deux joueurs de Valenciennes, Eric de Montgolfier a requis quatorze mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende. Les deux joueurs nordistes, Christophe Robert et Jorge Burruchaga, convaincus d'avoir accepté l'argent proposé par l'OM pour « lever le pied » durant le match, pourraient être punis, selon les réquisitions, de huit mois d'emprisonnement avec sursis et d'une amende de 20 000 francs chacun - l'amende maximale prévue par la loi pour des faits de cette nature. Partie civile au procès, l'avocat de la Fédération française de football, Jean Appleto, estimait, lundi 20 mars dans sa plaidoirie, qu'ils avaient déjà été punis, avec les sanctions qui leur ont été infligées par les instances du football.

Le procureur Eric de Montgolfier a enfin requis trois mois de prison avec sursis contre Marie-Christine Robert, l'épouse de Christophe Robert, qui a reconnu avoir récupéré l'argent de la corruption et ainsi convoyé l'argent de la corrup-

Lire page 10

Robert P. VIGOUROUX
Jean-Luc VADAKARN - Stéphane VIGOUROUX

Quelle est ta ville ?

La ville dans tous ses états



Grasset

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 22 MARS 1995

OFFENSIVE L'armée turque a lancé, lundi 20 mars, « la plus grande opération militaire dans l'histoire de la République turque », contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en territoire irakien. Entre trente mille et trente-cinq mille hommes sont engagés dans l'opération, à laquelle participe également l'aviation. ● LE CHAMP de l'intervention

turque est situé à l'intérieur de la « zone d'exclusion » que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont imposée aux forces de Bagdad, en 1991, dans le nord de l'Irak. Les Occidentaux ont

été informés par Ankara des objectifs de l'opération et le président Bill Clinton a affirmé « comprendre » la fermeté turque. ● DE CETTE « ZONE D'EXCLUSION », délimitée par le 36° parallèle,

une partie de l'opposition au régime de Bagdad, harcèle les forces de ce dernier, pour contribuer, avec l'appui apparent des États-Unis, à la déstabilisation de Saddam Hussein.

Les Kurdes sont sous le feu des forces d'Ankara et de Bagdad

L'armée turque a lancé une vaste offensive dans le nord de l'Irak alors que les combattants du Kurdistan se heurtent toujours aux troupes de Saddam Hussein

ISTANBUL
de notre correspondant
Trente mille à trente-cinq mille soldats turcs, équipés de chars et d'artillerie, ont franchi la frontière irakienne en trois endroits, lundi 20 mars à l'aube, pour une offensive contre les combattants kurdes de Turquie (PKK) décrite comme « la plus grande opération militaire dans l'histoire de la République turque ».

Selon les autorités d'Ankara, cette opération, lancée à la veille du Nouvel An kurde, et deux jours après que dix-huit soldats eurent trouvé la mort dans une embuscade du PKK, sera de « courte durée » et ne menace pas « l'intégrité territoriale de l'Irak ». « Nous voulons nettoyer cette zone et déraciner le PKK, dont les opérations sont dirigées contre notre population innocente », a déclaré le premier ministre Tansu Ciller.

Quatre objectifs principaux ont été désignés, là où, selon le gouvernement turc, le PKK dispose d'effectifs estimés entre 2 400 et 2 600 hommes. L'armée turque envisage de se déployer au long des 220 kilomètres de la frontière, sur une profondeur d'environ 40 kilomètres. Quatorze avions de l'armée de l'air ont lâché lundi 76 bombes sur des cibles au nord de l'Irak.

BILL CLINTON « COMPREND »
Plusieurs ambassadeurs, notamment ceux des pays qui participent à l'opération *Provide Comfort* – le parapluie aérien occidental déployé en 1991 pour protéger les Kurdes d'Irak contre les attaques de Bagdad – ont été convoqués lundi pour un briefing sur l'opération en cours. Le quartier général de *Provide Comfort*, à la base aérienne d'Incirlik, a refusé de révéler si les alliés avaient été avertis à l'avance, mais

il a admis que les avions occidentaux n'avaient pas survolé la région lundi. M. Ciller a également expliqué ses objectifs par téléphone au président Clinton, qui, selon le porte-parole de la Maison blanche « comprend la nécessité pour la Turquie d'agir avec détermination ».

Les Kurdes irakiens, affirmant n'avoir reçu aucun avertissement préalable, ont protesté avec véhémence. Signifiant que 80 chars, 100 véhicules blindés de transport de troupes et 280 véhicules avaient franchi la frontière, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) s'est

déclaré « profondément déçu par cette incursion injustifiée », qui est « une violation claire et nette de l'intégrité territoriale irakienne ». Le représentant du PDK à Ankara, Safer Dizayee, a déclaré que son parti resterait néanmoins en contact avec les autorités turques, afin de limiter l'impact de l'opération sur la population civile. « Nous avons donné des instructions à nos peshmergas (combattants) de ne pas s'opposer. Nous voulons à tout prix éviter une collision entre notre peuple et la Turquie », a-t-il ajouté. Citant des rumeurs non confirmées, selon lesquelles certains villages près de Zakho avaient été encerclés et plusieurs centaines de personnes arrêtées, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a également exprimé sa « profonde inquiétude » pour la sécurité de milliers de réfugiés kurdes.

Nicole Pope



Les États-Unis attiseraient les différentes rébellions en Irak

AMMAN
de notre correspondante
du Proche-Orient

Des tracts, signés par un mystérieux « leadership militaire de l'armée » et appelant à la rébellion contre le président irakien Saddam Hussein, ont été distribués au début du mois à Bagdad et auraient été adressés, pour la première fois, à de hauts responsables militaires et du parti Baas, au pouvoir. Selon des voyageurs en provenance d'Irak, un certain trouble répercuterait dans l'armée, et les officiers seraient sous la haute surveillance d'un pouvoir de plus en plus nerveux. D'importantes manifestations de protestation contre les pénuries ont d'autre part eu lieu durant la première semaine de mars, à Kout et Nasiriya (au sud de Bagdad), et le mouvement de mécontentement général paraît s'étendre.

Les troubles dans l'armée, dont il est impossible de mesurer l'ampleur, pourraient expliquer les mouvements auxquels se livrent, depuis la première semaine de mars, les combattants kurdes de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, soutenus par des éléments du Congrès national irakien (CNI), coalition de mouvements d'opposition soutenue par Washington d'Ahmad Jalabi, contre l'armée irakienne, dans la région de Kirkouk.

Il apparaît en effet, selon des recoupements, que ce sont les hommes de M. Talabani qui sont

allés « titiller » l'armée de Saddam Hussein à la « frontière » entre le Kurdistan irakien, autonome, et la partie sous contrôle de Bagdad. La présence de M. Jalabani au côté de M. Talabani est, pour tous les experts, la preuve d'un certain engagement américain dans l'opération. D'autant que, affirme un opposant, il y a peu de temps encore, M. Jalabani était plus proche de Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'autre grande faction kurde.

AVERTISSEMENT TURC

Selon Bayane Jabbar, représentant à Damas de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII), dirigée de Téhéran par l'ayatollah Mohammad Bakr Hakim, M. Jalabani a engagé environ 2 000 hommes – dont 40 officiers – dans ces combats, sans même demander l'aval du conseil présidentiel du CNI. Ce n'est que deux jours après le début des opérations que M. Talabani aurait pris contact avec M. Barzani et l'ayatollah Hakim, pour leur demander de soutenir ces combats. Le chef du PDK aurait refusé de s'engager, arguant du fait, selon M. Jabbar, que des Kurdes ne peuvent pas s'attaquer seuls à la ville arabe de Mossoul, qui fait face à son propre fief dans le nord-ouest du Kurdistan. Cette thèse est toutefois contestée par l'UPK, qui affirme que M. Barzani a refusé de s'engager après un entretien avec

des responsables turcs. Un avertissement très sévère adressé la semaine dernière aux groupes dirigés par M. Talabani par un porte-parole du ministère des affaires étrangères turc accablait cette thèse. « Nous savons que des forces locales dans le nord de l'Irak horcellent militairement les troupes irakiennes normalement postées au sud du 36° parallèle », avertit Ferhat Ataman, avocat d'ajouter. « Nous savons aussi que ces forces veulent lancer un assaut sur Kirkouk. La Turquie n'acceptera, en aucune façon, un tel développement, qui porterait atteinte à l'intégrité territoriale de l'Irak ».

La Turquie craint qu'une guerre généralisée au Kurdistan entraîne un nouvel exode massif des Kurdes irakiens vers son territoire. Elle soupçonne aussi l'UPK de donner quelque liberté au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, turc), à plusieurs camps dans le Kurdistan irakien. Ankara, qui tient régulièrement sur la situation de l'Irak des consultations avec Damas et Téhéran, n'a jamais vu d'un bon oeil « l'autonomie » accordée au Kurdistan irakien.

Selon plusieurs sources, les opérations lancées par l'UPK et le CNI avec un certain aval de Washington pourraient avoir pour but de tester la capacité et la volonté de combattre de l'armée irakienne. Les affrontements entre factions kurdes rivales, qui ont fait depuis près d'un an des cen-

tales de morts, font eo outre douter de la capacité des Kurdes à se gouverner eux-mêmes.

Les chutes, regroupées au sein de l'ASRII et qui ont à la mi-février lancé une importante opération contre l'armée irakienne, dans la région des marais, au sud de l'Irak, estiment pour leur part que le fruit n'est pas encore mûr. « Notre stratégie consiste pour le moment à rassembler dans un même mouvement d'opposition à la fois le peuple et des éléments de l'armée », affirme M. Jabbar. « Quelques généraux sont prêts à faire quelque chose, mais ils ont besoin d'un soutien populaire. » Il est clair aussi que les chiites – qui se souviennent encore amèrement de l'échec du soulèvement de 1991, auquel les troupes américaines n'avaient apporté aucune aide – ne se lanceront pas dans une nouvelle aventure sans un minimum de garanties américaines.

UNE NOUVELLE COORDINATION

En attendant, selon M. Jabbar, des combattants chiites présents au Kurdistan, et regroupés depuis deux mois dans deux camps d'entraînement mis à leur disposition par M. Talabani, qui leur a aussi fourni des armes, ce qui laisse supposer une aide extérieure, ont pris position sur la ligne de front, pour éventuellement prendre part aux combats qui s'y déroulent.

Il semble clair, en tout cas, qu'une coordination nouvelle

existe entre les principales forces d'opposition combattantes, c'est-à-dire kurdes et chiites. Selon des sources informées, elle aurait été facilitée par la présence au Kurdistan du général Wafiq Samarraï, ancien chef des services de renseignement militaires, qui est passé à l'opposition à la fin de 1994. « Son rôle est le coordonnateur entre les forces d'opposition et l'appareil militaire à l'intérieur de l'Irak », affirme un opposant. Sa connaissance des milieux militaires et ses

contacts sont un atout précieux. » La part jouée par les États-Unis dans ces tentatives de déstabilisation de l'Irak reste pour l'instant difficile à évaluer. Tel que présenté par le *New York Times*, qui citait des sources des services de renseignement américains (*Le Monde* du 16 mars), le coup d'État supposé du général Samarraï laisse sceptiques plusieurs représentants de l'opposition.

Françoise Chipaux

Une population en quête de reconnaissance

● **Identité.** Les Kurdes forment sans doute le seul peuple, aussi nombreux – près de vingt millions de personnes, selon les meilleures estimations –, qui n'ait obtenu ni son indépendance, ni son autonomie, ni la reconnaissance de son identité culturelle (à de rares exceptions près).

● **En Irak,** les Kurdes se sont soulevés à plusieurs reprises contre le pouvoir de Bagdad, obtenant celui-ci, malgré de dures répressions, à leur reconnaître un statut d'autonomie, resté

pratiquement lettre morte. Ils se sont de nouveau rebellés en mars 1991, profitant de la défaite de l'armée irakienne dans la guerre du Golfe. Mais les troupes de Bagdad sont parvenues à repousser cette rébellion, au point de provoquer un exode massif qui a amené les Occidentaux à organiser une protection du Kurdistan irakien, notamment sous forme aérienne, à partir de la Turquie. De ce fait, les Kurdes d'Irak jouissent, depuis, d'une quasi-indépendance, et ont constitué un « Parlement » et un « gouvernement » dans le nord du pays.

● **Les principales formations** kurdes d'Irak, officiellement, ne réclament qu'une large autonomie alors que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en Turquie, exige l'indépendance.

Alger opère une réorganisation des services de sécurité

UNE « COORDINATION de la sécurité du territoire », sorte de « super-direction » chargée probablement, selon le bureau algérois de l'AFP, de centraliser l'activité des services de lutte antiterroriste (sécurité et renseignement), a été créée, et son directeur, Mohamed Ouadiah, officiellement nommé, lundi 20 mars, par le président Liamine Zerrouk. Ancien patron de la sûreté nationale (police), M. Ouadiah a été remplacé par un colonel à la retraite, Ali Toumi, ancien responsable de la Sécurité militaire.

Le président a également désigné une fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, Aicha Hénia Sémichi, au poste de secrétaire d'État chargée de la solidarité nationale et de la famille, laissé vacant depuis le mois d'octobre. Enfin, le gouvernement a nommé sept nouveaux walis (préfets), dont celui d'Alger. Ces changements s'inscrivent dans la perspective de l'élection présidentielle, que les autorités ont déterminées à organiser d'ici à la fin de l'année. La

plupart de ces changements dénotent une mainmise de plus en plus nette des militaires sur tous les centres de décision.

Selon la presse locale, ils pourraient être suivis de remaniements plus importants. Certains titres algérois, ainsi que le quotidien saoudien *Al-Ahram*, ont évoqué comme imminent le départ de l'actuel premier ministre, Mokdad Sifi.

NEUF FEMMES TUÉES

La vie quotidienne des Algériens n'en est pas bouleversée pour autant. En plus de l'aggravation de l'insécurité, la plupart des familles restent préoccupées par la dégradation de leur pouvoir d'achat. Le prix du litre de lait a ainsi augmenté de plus de 17 %, passant, mardi, de 8,50 à 10 dinars (1,25 franc). Importé à 100 %, le prix du lait a déjà augmenté de près de 40 % en janvier.

Les milieux de la presse ont été profondément touchés par l'attentat perpétré lundi matin, sur les hauteurs d'Alger, contre les deux sœurs Hammadi, Houria, secré-

taire, et Rachida, journaliste, employées à la télévision d'État. C'est Houria, et non Rachida, comme annoncé par erreur, qui a été tuée ; Rachida a été grièvement blessée. En l'espace de neuf jours, neuf femmes ou adolescentes ont été tuées, lors d'attentats officiellement attribués aux groupes islamistes.

A Bruxelles, l'Armée islamique du salut (AIS), branche armée de l'ex-Front islamique du salut (FIS), a lancé un « dernier avertissement » à « ceux qui soutiennent le pouvoir et sa tyrannie ». Ce message viserait, en particulier, les « milices » d'autodéfense créées dans certaines régions, avec l'aval des autorités.

■ **Unesco rend hommage.** mercredi 22 mars, à 18 heures, à Paris, à la mémoire de Ahmed Asselah et de Abdelkader Aïboula. Le directeur de l'école des beaux-arts d'Alger et le dramaturge oranaï ont été assassinés, il y a un an, le premier dans la capitale, le second à Oran.

COMMENTAIRE CONFUSION

Le moins que l'on puisse dire à propos de l'Irak, c'est que la confusion la plus totale règne sur le terrain et dans les esprits. Quatre ans après la guerre du Golfe, les mêmes interrogations se posent avec insistance après chaque nouveau rebondissement ou prétendu développement intérieur : qui a autorisé sur quoi, qui veut quoi et surtout, qui dit la vérité ?

L'armée turque est intervenue massivement, lundi 20 mars, en territoire irakien. Cette incursion, qui n'est pas la première du genre, a officiellement pour objectif de combattre les militants du Parti des travailleurs (turc) du Kurdistan (PKK). Mais les Kurdes irakiens ont toujours affirmé que le PKK était interdit d'activité sur leur territoire et que les victimes des incursions turques sont des civils.

Les Turcs ne sont pas les seuls à n'en faire qu'à leur tête dans le nord de l'Irak. L'artillerie et l'aviation iraniennes pilonnent à intervalles quasi réguliers des zones qui abritent, selon Téhéran, des re-

belles kurdes iraniennes ; ce que les Kurdes irakiens ont toujours démenté.

La coalition occidentale, qui protège la partie du Kurdistan irakien située au nord du 36° parallèle, n'a jamais rien fait pour empêcher ces interventions, qui ne sont pourtant rien d'autre que des violations de la souveraineté irakienne – quelle que soit la réputation que le régime de Bagdad inspire aux Occidentaux et à la plupart des irakiens. Un autre paradoxe de la situation dans le nord de l'Irak n'est-il pas précisément que le « parapluie » occidental offre un « sanctuaire » aux opposants kurdes, turcs et iraniens ?

Plus ironique encore : les Occidentaux, emmenés par les États-Unis, affirment, à l'unisson d'Ankara et de Téhéran, qu'ils sont soucieux de sauvegarder l'intégrité territoriale de l'Irak. Tous disent aussi que ce sont les irakiens eux-mêmes, notamment les partis de l'opposition, qui doivent, s'ils le veulent, renverser le régime de Bagdad.

Tous les opposants irakiens, souhaitent la chute de Saddam Hussein. Mais lorsque l'on connaît les divisions qui les minent – notamment celles qui opposent les for-

mations kurdes – et les suspicions – fondées ou non – nourries par Washington et les monarchies pétrolières de la région à l'endroit des liens de dépendance qui existent entre les chiites irakiens et l'Iran, lorsqu'on garde présent à l'esprit le fait que la majorité de la population irakienne est chiite – dans un monde arabe majoritairement sunnite –, lorsqu'on se souvient enfin qu'en 1991, les soulèvements chiites dans le Sud et kurde dans le Nord, n'ont reçu aucun soutien américain, on est fondé à se demander si la chute de M. Hussein est réellement souhaitée par Washington.

Un Irak affaibli, mais tenu d'une main de fer par un régime dictatorial, n'est-il pas en effet plus « sûr » que l'inconnu ? A moins, que des militaires, plus présentables, sunnites de préférence, ne prennent le pouvoir. Une solution de ce genre ne se dessine pas vraiment. La seule chose sûre, c'est que M. Hussein est toujours le maître entre le 32° parallèle au sud et le 36° au nord et que la population subit la cruauté du régime et désespère d'un réel changement.

Mouna Naim

مكتبة من الرمال

Le Burundi craint de nouveaux troubles

Au lendemain d'une embuscade meurtrière, dimanche 19 mars, des heurts entre Hutus et Tutsis ont fait au moins neuf morts

NAIROBI
de notre correspondant
Une embuscade meurtrière, tenue dimanche 19 mars par une bande armée - probablement une unité des Forces de défense de la démocratie (FDD), mouvement rebelle à majorité hutu, - a aussitôt déclenché de nouveaux troubles dans la capitale du Burundi. Cinq personnes (trois Belges, dont une fillette, et deux Burundais) ont été tuées dans l'attaque qui a eu lieu à une dizaine de kilomètres au sud de Bujumbura, à la tombée de la nuit. Des véhicules civils revenaient en convoi d'une sortie dans l'arrière-pays quand une des voitures a dû s'arrêter pour changer une roue. Deux Belges et quatre Burundais ont par ailleurs été blessés.

« Il semblerait que ce soit un attentat aveugle, estime le représentant des Nations unies au Burundi, Ahmedou Ould Abdallah, les expatriés n'étaient pas visés. Les agresseurs ont apparemment mitraillé indistinctement tous les véhicules. » Lundi soir, la radio burundaise confirmait ce bilan en ajoutant qu'un des assaillants avait été tué. En revanche, une source policière ayant reçu l'anonymat affirme que dix-sept personnes ont été tuées dans cet attentat.

Le gouvernement belge, qui, la semaine dernière, avait conseillé à ses ressortissants au Burundi « d'être prudents », a fermement condamné cette attaque. Le premier ministre burundais, Antoine Nduwayo, a pour sa part lancé un appel au calme à la radio nationale, en ajoutant que « ces gens sont allés très loin et que tout Burundais doit les combattre ».

La journée de lundi a été très tendue à Bujumbura. « Quand je me suis rendu au travail lundi matin, raconte un habitant, j'ai remarqué que de nombreux employés en majorité hutus repartaient déjà en sens inverse, quittant en toute hâte le centre-ville pour s'en retourner chez eux. Je me suis dit que la journée allait être agitée ».

Très nerveux, des partisans de l'opposition (à majorité tutsie) ont investi le marché central de Bujumbura et ses alentours, en réaction à

l'attaque de la veille (que l'on attribue aux combattants fidèles à Léonard Nyanzima, ancien ministre démissionnaire et fondateur des FDD). Ils ont lancé des pierres et frappé des passants, ont incendié des tentes.

Au moins neuf civils ont été tués et de nombreux autres blessés dans le centre de Bujumbura. L'insécurité a poussé la population à quitter le centre-ville où plusieurs affrontements ont mis aux prises Hutus et Tutsis. « Chaque fois que la tension monte, explique un habitant, les Hutus se rassemblent en groupes pour rentrer dans leur quartiers ou leurs villages respectifs, et ils s'arment de pierres au cas où ils croqueraient sur leur chemin des bandes de jeunes Tutsis ».

Après une accalmie dans l'après-midi, des coups de feu et des explosions de grenades étaient de nouveau entendus en début de soirée. Peu avant le couvre-feu, en vigueur dès 19 heures, des centaines de militaires patrouillaient dans les rues de Bujumbura qui se préparaient à passer une nouvelle nuit agitée.

Jean Héline

■ L'Union européenne, préoccupée par la dégradation de la situation au Burundi, a promis, lundi, d'accroître son aide à l'ancienne colonie belge. L'UE envisage d'envoyer de nouveaux experts en droits de l'homme et tentera de susciter un « débat national » pour réconcilier les Burundais et rétablir la démocratie dans ce pays, affirme un communiqué rédigé dimanche après la réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union. En outre, l'organisation humanitaire française Action internationale contre la faim (AICF) a lancé un appel en faveur des « forces de réconciliation » au Burundi. « Nous ne pouvons accepter l'impunité de la communauté internationale », écrit l'AICF, dans un communiqué diffusé lundi à Paris, en évoquant le précédent rwandais et le génocide qui a coûté la vie à plus de cinq cent mille Tutsis et Hutus modérés en 1994.

Une secte fait l'objet de soupçons après l'attentat à l'arme chimique dans le métro de Tokyo

Un groupe apparemment bien organisé a intoxiqué plus de 3 000 personnes en dispersant du sarin

De nombreux citoyens de l'archipel nippon croient à une tentative de déstabilisation de leur société après que 3 200 de leurs compatriotes

eurent été intoxiqués, le 20 mars, dans le métro de Tokyo. Une secte, Aum shinri-kyo, fait l'objet d'une certaine suspicion : en 1994, des habitants

d'une localité située à une centaine de kilomètres de la capitale avaient dénoncé des émanations de gaz provenant d'un local de ce groupe.

TOKYO

de notre correspondant
« Un défi à la société, visant à la déstabiliser » : tel est, en substance, la teneur de la plupart des commentaires de la presse au lendemain de l'attentat au gaz dans le métro à Tokyo. Les Japonais sont sous le choc de cette agression, encore non revendiquée, dont ont été victimes, lundi 20 mars, des milliers de salariés se rendant à leur travail.

On dénombre désormais 8 morts, et quelque 1 500 personnes sont jugées dans un état grave, parmi lesquelles 15 n'ont pas repris connaissance. Au total, 3 200 personnes ont été intoxiquées, dont plusieurs centaines sont encore en observation dans les hôpitaux.

En ce 21 mars, jour chômé célébrant l'équinoxe de printemps, règne sur la capitale nipponne le calme habituel des jours fériés, mais, dans les métros, phénomène inhabituel, on croise des policiers.

Une menace diffuse hante désormais les esprits. Quel objectif poursuivent ceux qui ont perpétré cet attentat ? Le seul indice dont dispose la police est le témoignage de ce voyageur qui a vu un homme de grande taille, portant

des lunettes de soleil et un masque en tissu (comme en porte souvent les Japonais pour ne pas contaminer les autres lorsqu'ils sont enrhumés, ou pour se prémunir du vent froid), qui a laissé dans un wagon, à la station Hi-biya, une boîte à casse-croûte enveloppée de journaux de laquell, un peu plus tard, s'est dégageé une fumée toxique.

La police a découvert six paquets du même type dans cinq stations de métro et a confirmé que le gaz nocif était bien du sarin. Les auteurs de l'attentat ont sciemment utilisé dans des lieux fermés, tels que les wagons et les couloirs des métros, afin d'en accentuer l'effet. Selon des experts, la substance nocive avait été préparée à l'avance : son transport n'est pas dangereux tant que le récipient qui la contient est fermé, estime Masanori Fukuda, spécialiste des gaz toxiques.

Selon cette même personnalité, il est possible de fabriquer du sarin à partir de produits chimiques que l'on trouve dans le commerce, mais certaines conditions de température et de temps exigent que le gaz ait été préparé avant l'attentat en un lieu sûr, car il est délicat à manier dans sa dernière

phase de production. Tous ces éléments donnent à penser qu'un groupe organisé est à l'origine de cet attentat.

Mais les auteurs de cet acte criminel, et leurs motifs, restent pour l'instant sujet à conjectures. Selon le criminologue Akira Fukushima, l'opération a été menée par des individus parfaitement organisés qui ne semblent cependant pas avoir été mus par des considérations idéologiques.

La secte Aum shinri-kyo accuse l'Etat d'avoir fomenté l'attentat pour réprimer ses activités religieuses

Certains précédents sont les premières pistes explorées par les enquêteurs : une affaire similaire avait fait sept morts dans la ville de Matsumoto en juin ; lors d'un autre incident, encore plus étrange, survenu un mois plus tard, était apparu le nom de la très controversée secte Aum shinri-kyo.

Fondé en 1988, ce groupe compte cinq mille membres et a à sa tête une sorte de gourou, Shoko Asahara. Elle défraya régulièrement la chronique pour ses rites et pour son prosélytisme qualifié par ses adversaires de « coercitif ». Aum shinri-kyo a publié lundi un communiqué rejetant toute relation avec l'attentat. Elle accuse au contraire l'Etat d'avoir fomenté celui-ci pour réprimer ses activités religieuses.

Aum shinri-kyo a, depuis sa création, fait l'objet de plaintes de parents dont les enfants ont adhéré, et a eu des démêlés avec des habitants des lieux où elle s'implante. Elle a aussi été poursuivie pour des infractions à la législation sur les terrains. Elle est ac-

tuuellement au centre d'une sombre affaire de kidnapping d'un étudiant qui a conduit à l'arrestation, dimanche, de trois de ses membres par la police d'Osaka.

La secte avait été soupçonnée il y a trois ans à la suite de la disparition d'un avocat des parents d'enfants victimes de sa propagande ainsi que de sa femme et de ses deux enfants. Les uns et les autres n'ont jamais été retrouvés. En décembre 1992, après un litige avec les membres d'Aum shinri-kyo, douze paysans avaient été séquestrés et menacés du sort de l'avocat disparu s'ils continuaient à s'opposer à la secte. Enfin, depuis une dizaine de jours, le kidnapping d'un notaire qui enquêtait sur la disparition de sa sœur, membre de la secte, intrigue la police.

Plus intrigant : en juillet, un mois après l'affaire de Matsumoto, les habitants de Kamikishiki (préfecture de Yamaguchi, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tokyo), qui luttent depuis deux ans contre la présence dans leur voisinage d'un centre de la secte Aum shinri-kyo, avaient signalé des émissions suspectes de gaz. L'enquête a abouti à la découverte de traces de sarin dans le village ; mais il n'y a pas eu de suites.

Philippe Pons

■ Un roman avait décrit l'attentat. - L'attentat commis le 20 mars à Tokyo avait été décrit dans le roman d'un écrivain britannique publié en 1991. Dans *Parfum mortel*, Gordon Thomas avait imaginé que des terroristes répandaient du sarin dans une petite localité avant de le diffuser dans les galeries de métro d'une grande agglomération. L'ouvrage a connu un grand succès au Japon. Gordon Thomas, qui vit à Dublin, et a déjà publié 35 romans, se dit inquiet de ces ressemblances, sans pour autant se sentir de responsabilité : « Pour que l'intrigue tiende debout, il faut être très précis », a-t-il plaidé. - (Reuter.)

La reine d'Angleterre revient en Afrique du Sud 48 ans après...

JOHANNESBURG

de notre correspondant
La reine Elisabeth II a commencé, lundi 20 mars, au Cap, une visite officielle de six jours en Afrique du Sud. En compagnie de son mari, le duc d'Edimbourg, Elisabeth II a débarqué dans le port du Cap, accueillie par le président Nelson Mandela et saluée par les fanfares, les coups de canon et un passage d'avions de combat.

Depuis 1947, aucun monarque britannique n'avait visité l'Afrique du Sud. Cette année-là, accompagné de toute sa famille, dont la future reine, le roi George VI avait fait le voyage dans ce qui était encore une possession de la Couronne. Un an plus tard, porté par une majorité d'Africains anglophobes, le Parti national accédait au pouvoir et faisait de l'apartheid la politique officielle du pays. En 1961, l'Afrique du Sud, rompant tout lien d'allégeance avec la Grande-Bretagne, devenait officiellement une République et claquait la porte du Commonwealth.

C'est à peine si, lundi matin, lors de son bref discours devant le Parlement, Elisabeth II a rappelé ces moments pénibles, préférant évoquer la nostalgie qu'elle avait de son premier voyage, l'engagement sud-africain au côté des Alliés durant les deux guerres mondiales, la signification universelle de la réconciliation ou, encore, la communauté économique et linguistique qui lie les deux pays.

PROBLÈMES POUR WINNIE MANDELA
Lundi matin, Nelson Mandela a été décoré de l'ordre du Mérite, l'une des plus hautes décorations britanniques. Avec Mère Teresa, il est désormais le seul étranger à la porter. Avant la cérémonie, les spéculations allaient bon train à propos d'un éventuel ennoblement de Nelson

Mandela. Ce dernier, qui a toujours manifesté son admiration pour le système politique anglais, n'y était, dit-on, pas opposé. Mais le président Mandela devenant Sir Nelson, son épouse, devenait ipso facto Lady Winnie, ce qui n'enthousiasmait guère Buckingham Palace.

A nouveau mise en cause dans une douteuse affaire de corruption, Winnie Mandela, souvent surnommée par ses partisans « la reine d'Afrique », était absente du Parlement lorsque Elisabeth II y a prononcé son discours. Un de ses collaborateurs à l'esprit facétieux avait collé sur la porte de son bureau un papier indiquant : « Fermé jusqu'à mercredi. La reine n'est pas en ville ».

Alors que de nombreuses voix s'élevaient pour demander que « la reine » soit privée de ses responsabilités de vice-ministre des arts, de la culture, de la science et de la technologie, le vice-président Thabo Mbeki doit, cette semaine, rencontrer Nelson Mandela pour discuter de l'avenir politique de son épouse. Contestant la légalité de la récente perquisition effectuée à son domicile, cette dernière se bat bec et ongles pour récupérer les documents saisis à cette occasion et qui peignent l'implication dans des affaires de corruption (*Le Monde* du 3 mars).

Déjà condamnée, en 1993, pour complicité dans l'enlèvement de quatre jeunes gens, dont Fun, Stompie Moeketsie Selpel, devait être assassiné, Winnie Mandela pourrait, par ailleurs, avoir à s'expliquer prochainement sur le meurtre mystérieux d'un médecin témoin des brutalités exercées sur la victime avant qu'elle soit retrouvée dans un terrain vague, la gorge tranchée.

Georges Marion

Le désespoir des derniers boat people vietnamiens

BANGKOK

de notre correspondant
Au centre de transit de Thu Duc, dans la banlieue de Ho Chi Minh Ville, des « rapatriés volontaires » vietnamiens, débarqués la veille d'un Airbus en provenance de Galang (Indonésie), déguistent, au petit matin, des œufs couvés arrosés de bile 33. Certains s'immobilisent déjà d'être réunis avec leurs parents, proches ou lointains, qu'ils n'ont pas vus depuis cinq ou six ans. D'autres, parmi ces anciens boat people, s'étonnent : ils ont ramené des kilos de savon ou de dentifrice, ignorant que le Vietnam est redevenu un pays dont les marchés regorgent de produits de consommation de luxe comme de première nécessité, importés illégalement ou fabriqués sur place. Personne ne les a prévenus. Cette scène avait lieu en janvier.

Mars, au camp de Morong, aux Philippines. Des « réfugiés de la mer » menacent de s'immoler par le feu ou de se poignarder si on les force à regagner leur pays. Les images font le tour de la planète. La sincérité de leur détresse est évidente, et l'exode tragique de ces réfugiés, commencé vingt ans auparavant, risque de se terminer par un rapatriement de même nature. Ils ont compris qu'une décision de la communauté internationale - remontant à 1989, donc souvent avant leur fuite du Vietnam - est irréversible : seuls ceux qui ont pu justifier, depuis, du caractère politique de leur départ pourront être accueillis par des pays tiers.

Un peu plus de 40 000 Vietnamiens restent donc sur le carreau dans les camps-prisons de la région. En février 1993, entendant mettre un point final, les gouvernements intéressés ont décidé

que tous seraient rapatriés dans le courant de l'année.

Fin janvier, plus encore que les années précédentes, des dizaines de milliers de « Viet Kieu » - les Vietnamiens d'outre-mer qui ont, dans leur immense majorité, fui la victoire communiste de 1975 - sont revenus au pays célébrer le Têt. En outre, des dizaines d'anciens cadres du régime de Saigon ont repris le chemin du Vietnam, souvent comme consultants de firmes étrangères - raquettes de tennis ou clubs de golf sous le bras.

Ils savent que le PC conserve le monopole du pouvoir et ne tolère aucune opposition : nombre

d'entre eux ont subi, parfois pendant des années, une dure rééducation. Mais, surtout depuis 1993, ils misent sur l'ouverture du pays, sur les réformes économiques et sur la libéralisation sociale.

LASSITUDE DE LA COMPASSION

Ces itinéraires, communs au départ, semblent devenus irréciliables. Certes, longtemps les plus choyés parmi les réfugiés, les derniers boat people sont aujourd'hui victimes, de la part de la communauté internationale, de ce que l'on nomme la « lassitude de la compassion ». Beaucoup a été entrepris, notam-

ment par le HCR, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, afin de tenter de leur faire comprendre qu'ils regagneraient un pays bien différent de celui qu'ils avaient quitté, et qu'ils y seraient aidés et protégés. Le programme de « rapatriements volontaires », appliqué depuis plusieurs années avec une aide à la réinsertion fournie par l'Union européenne, semble bien fonctionner. Pourtant, nombre de ces ultimes boat people se sentent sacrifiés, oubliés. Pour être mûrs, leur désespoir n'en est pas moins poignant.

Jean-Claude Pomonti

PRIX D'AMIS, CONSEIL D'AMI : TUNISIE AMIE !

Circuit en 4x4 dans le Sud tunisien 3890F

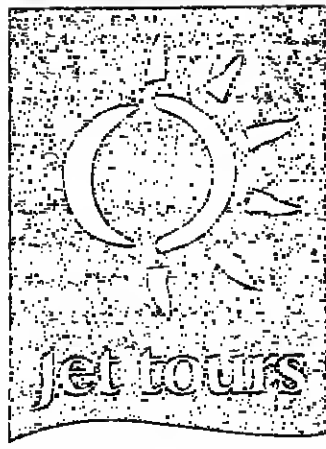
"Sahara latitude 33". Forfait 8 jours/7 nuits, vol A/R Jerbe + circuit 4x4, pension selon programme. Entre dunes dorées et oasis nichées dans la montagne, une autre façon de découvrir cette région insoumise.

Week-end Gammarth 2950F**

Forfait vol A/R + transferts + 3 nuits avec petit déjeuner à l'hôtel 5 étoiles Abou Newee Gammarth. Un lieu idéal pour partir à la découverte de Sidi-Bou-Said et du magnifique site de Carthage et s'initier au golf, avec à proximité un 18 trous.

*du 30.05 au 28.06 et du 28.09 au 28.10.95. **du 1.04 au 13.04.95. Prix par personne, base 2 personnes, départ Paris. Hors taxes d'aéroport et assurances.

Renseignements et inscriptions dans votre agence de voyages habituelle.



Le sommet Clinton-Eltsine aura lieu à Moscou le 11 mai

En dépit de la guerre en Tchétchénie, le président américain rencontrera son homologue russe à l'occasion du cinquantième anniversaire de la victoire des Alliés contre les nazis. Il devrait également se rendre en Ukraine

Au risque de laisser le Kremlin un peu plus libre encore de bombarder les populations tchétchènes, le président Bill Clinton a décidé de se rendre à Moscou pour les cérémonies du cinquantième anniversaire de la victoire

des Alliés contre les nazis et d'y tenir un « sommet » avec son homologue russe, Boris Eltsine. Les deux hommes parleront, notamment, de la sécurité en Europe et des conditions auxquelles Moscou pourrait accepter

un élargissement de l'OTAN à certains pays est-européens. La rencontre, qui suscite de vives critiques aux États-Unis du côté des républicains, sera préparée mercredi 22 et jeudi 23 mars à Genève par le ministre russe des

affaires étrangères, Andreï Kozirev, et le secrétaire d'État, Warren Christopher. Celui-ci doit faire étape mercredi à Paris. Le président américain devrait également se rendre en Ukraine.

WASHINGTON

Après des semaines de tergiversations, la Maison Blanche a annoncé lundi 20 mars que le président Bill Clinton se rendrait à Moscou le 9 mai, pour assister aux cérémonies du cinquantième anniversaire de la victoire alliée sur le régime nazi. M. Clinton devrait également se rendre en Ukraine et un sommet Eltsine-Clinton aura lieu le 11 mai à Moscou. Cette décision comporte des risques politiques pour le président américain. L'administration démocrate a cependant estimé que le danger de paraître avaliser l'intervention de l'armée russe en Tchétchénie, par la seule présence de M. Clinton à un défilé militaire sur la place Rouge, valait d'être couru.

Pour Boris Eltsine, il s'agit d'un succès diplomatique, qu'il lui faut maintenant exploiter, sur le plan intérieur, face à ses adversaires politiques. Le président russe n'a pas ménagé ses efforts pour faire fléchir Washington, Moscou avait laissé entendre qu'un refus contribuerait de facto à affaiblir M. Eltsine, alors même que les États-Unis ne perdent pas une occasion de réitérer leur soutien à la politique mise en œuvre par le chef du Kremlin.

Deux éléments supplémentaires semblent avoir emporté la décision américaine. D'abord le fait que M. Eltsine a récemment confirmé que des élections légis-



latives et présidentielle auraient lieu, respectivement, en décembre 1995 et juin 1996, tout en réaffirmant son engagement en faveur des réformes économiques et politiques. M. Clinton a, d'autre part, déclaré qu'il « appréciait » la décision de réduire le défilé militaire du 9 mai à sa plus simple expression : seuls 2 500 anciens combattants de la seconde guerre mondiale participeraient à la cérémonie, et tout matériel militaire sera exclu. La « mise en scène et le scénario » selon l'expression de la présidence américaine) ayant ainsi été réglés, Bill Clinton pourra participer au

sommet américano-russe qui se tiendra le lendemain de la cérémonie, avant de partir pour l'Ukraine. La rencontre des deux chefs d'État devrait porter, outre la question tchétchène, sur l'architecture de sécurité en Europe

et le désarmement bilatéral. Washington insiste pour que le Parlement russe ratifie rapidement le traité START II, condition sine qua non pour une nouvelle étape du désarmement nucléaire. Les deux hommes devraient

procéder à un échange de lettres sur les conditions (traité ou pacte de relations privilégiées avec la Russie) auxquelles Moscou pourrait accepter un élargissement de l'OTAN à certains pays d'Europe de l'Est. Il n'est pas impossible que le différend sur la question de la vente de réacteurs nucléaires russes à l'Iran puisse trouver une solution. Malgré toutes les précautions prises, à Moscou comme à Washington, pour rendre plus « acceptable » le voyage du chef de la Maison Blanche, Bill Clinton n'échappera pas aux critiques des républicains.

Ceux-ci dénoncent la politique russe poursuivie par la Maison Blanche, qui se résume, selon Robert Dole, le chef de la majorité sénatoriale, à un slogan, « Eltsine d'abord ». M. Dole stigmatise l'orientation, à ses yeux de plus en plus autoritaire, de Boris Eltsine, et demande que les États-Unis ne subordonnent pas leurs relations avec la Russie à un soutien aveugle au président russe.

Laurent Zecchini

A Paris, le chef de la diplomatie russe s'oppose à une extension « précipitée » de l'OTAN vers l'Est

L'OUVREMENT de la Conférence sur la stabilité en Europe a été marqué, lundi 20 mars à Paris, par l'intervention musclée du ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, qui a réitéré l'opposition de Moscou à l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'ancien bloc communiste. Devant les représentants d'une cinquantaine de pays, réunis à Paris pour cette conférence sur la prévention des conflits à l'Est, M. Kozirev a mis en garde contre l'extension du parapluie de sécurité de l'OTAN. « Pourquoi se précipiter quand il y a un risque de créer de nouvelles divisions ? » a-t-il demandé, précisant que « des préparatifs vers l'extension saperaient le partenariat entre la Russie et l'OTAN ».

Pourtant, dans son discours inaugural, Edouard Balladur, avait souligné que l'élargissement de l'Alliance atlantique serait « progressif » et qu'il devrait, en tout état de cause, s'accompagner d'« une nouvelle relation de sécurité entre l'Europe et la Russie ». Le premier ministre français faisait ainsi écho à la proposition faite par les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, dimanche à Carcassonne, selon laquelle, parallèlement à son élargissement, l'OTAN devrait proposer à la Russie un dialogue privilégié. Moscou a déjà fait connaître ses conditions : pas de troupes étrangères stationnées sur le sol des pays d'Europe centrale, ni de déploiement d'armes nucléaires.

UN « STATUT SPÉCIAL »

Voyant ainsi reconnu son statut de grande puissance en Europe, la Russie serait associée plus étroitement à l'Alliance atlantique, sans pour autant disposer d'un « droit de veto » sur les décisions de cette dernière. Cet aspect des choses préoccupe les pays d'Europe de l'Est, profondément irrités par la proposition de l'ancien « grand frère » à vouloir dicter sa propre loi.

Malgré le « coup de gueule » de M. Kozirev à Paris, ce projet de nouveau partenariat entre la Russie et l'OTAN sera sûrement au cœur des entretiens entre le ministre russe des affaires étrangères et son homologue américain, Warren Christopher, mercredi 22 et jeudi 23 mars à Genève. L'idée qu'un projet de « statut spécial » se dessine pour la Russie a également été renforcée par l'annonce, lundi, d'un sommet Clinton-Eltsine le 11 mai à Moscou (lire ci-dessus).

Les propos intransigeants de M. Kozirev, sans doute partie de la panoplie de négociations des Russes, n'ont du reste pas suscité

d'émotion particulière parmi les représentants des pays de l'Europe centrale, habitués à décoder les propos des dirigeants russes, estime : « En dépit de la rhétorique, la Russie commence à accepter l'indivisibilité d'un élargissement de l'OTAN ». Même les pays baltes, pourtant si prompts à dénoncer les visées expansionnistes de l'ancien Empire soviétique, sont restés muets. Aucun de leurs représentants n'a cru bon de reproduire publiquement ses emportements de M. Kozirev. Conscients de leur fragilité, les pays de l'Est ont à cœur de trouver « une forme de coopération pour calmer la Russie », comme l'a affirmé Wladyslaw Bartoszewski, le nouveau chef de la diplomatie

table-filée d'autonomie ». Or les autorités de Budapest s'étaient, elles, félicitées de l'incorporation dans le traité de la recommandation 1201 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui stipule, au contraire, que les minorités nationales « ont le droit de disposer d'administrations locales ou autonomes ou d'un statut spécial ».

Loin donc d'avoir clarifié la situation, ce traité risque de relancer des polémiques qu'il était destiné à régler. Ce contretemps pourrait également compliquer la signature d'un traité entre la Hongrie et la Roumanie, qui abrite la plus forte minorité magyare, près de deux millions de personnes en Transylvanie. Teodor Melescanu, le chef de la diplomatie de Bucarest, a insisté sur

Le « pacte de stabilité »

Le « pacte de stabilité en Europe » adopté, lundi 20 mars à Paris, par 52 pays de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), vise à encourager les anciens pays communistes à conclure des « accords de bon voisinage » pour régler, là où ils existent, des contentieux sur le statut des minorités et le tracé des frontières.

Dans une déclaration en 15 points, les pays membres de l'OSCE s'engagent à œuvrer pour « une Europe où les peuples expriment démocratiquement leur volonté, où les droits de l'homme, y compris ceux des personnes appartenant à des minorités nationales, sont respectés, où les États égaux et souverains coopèrent par-delà les frontières et développent entre eux des relations de bon voisinage ». En annexe de ce document est publiée une liste d'une centaine d'accords régionaux et bilatéraux, présentés comme une manifestation de bonne volonté. Le suivi de la conférence a été confié à l'OSCE.

polonaise. Si la perspective d'un élargissement de l'OTAN, pilier de la sécurité européenne, a émergé de la Conférence de Paris, celle-ci a également été marquée par la conclusion dimanche d'un « accord de bon voisinage » entre la Hongrie et la Slovaquie, présenté comme l'un des acquis majeurs du pacte de stabilité. Pourtant, cet accord, considéré comme un modèle du genre par l'entourage de M. Balladur, qui a solennellement patronné sa signature, dimanche à Matignon, a commencé à battre de l'aile, à peine la conférence ouverte.

Après avoir conclu, en extrême semaine dernière, un traité censé régler, entre autres, la question du statut des minorités – l'une des priorités du pacte de stabilité –, la Hongrie et la Slovaquie, ont aussitôt exposé des interprétations divergentes de l'accord qu'elles venaient tout juste de signer. Dans son discours, Vladimir Meciar, le chef du gouvernement de Bratislava, s'est félicité du fait que le texte régissant le statut des six cent mille Magyars de Slovaquie s'appuie sur « la conception individuelle des droits de l'homme », jugeant « innocen-

la nécessité de trouver une formulation qui « évite de donner des messages confus ».

Les premiers ministres de ces deux pays, Gyula Horvath et Nicolae Vacaroiu, se sont certes publiquement engagés à poursuivre les négociations dès le mois d'avril. Mais le chef du gouvernement roumain a soigneusement omis, dans son allocution, de prononcer le mot de « minorité », dominant ainsi la mesure des préjugés qui restent à surmonter.

Marie Jégo et Yves-Michel Riols

Commandez vos livres par Minitel

36 15 LEMONDE

Moscou lâche les séparatistes de Crimée au profit de l'Ukraine

MOSCOU

de notre correspondant

« Une affaire intérieure » : après trois jours de silence embarrassé, le verdict de Moscou sur la crise en Crimée est tombé. Le « coup de force » que tentent les Ukrainiens en Crimée, péninsule du sud du pays peuplée à près de 65 % de Russes aux tendances séparatistes, est « une affaire intérieure » à l'Ukraine, a déclaré, lundi 20 mars à Kiev, le premier vice-ministre russe Oleg Soskovets.

Malgré les événements, ce haut responsable russe avait maintenu sa visite, et a réglé lundi une bonne partie du contentieux russo-ukrainien qui retardait la signature d'un traité entre les deux géants slaves.

Cet avis est aussi celui du président russe Boris Eltsine, qui pourtant se tait, a cru bon de préciser un vice-ministre ukrainien des affaires étrangères. Le président ukrainien Leonid Kouchma – qui semble avoir lui-même planifié la décision d'abolir la « présidence » et la constitution de Crimée – a exprimé sa « reconnaissance » aux autorités russes pour leur « compréhension », soulignant que « personne n'a l'intention de supprimer l'autonomie » de la Crimée.

LE SILENCE DE M. ELTSINE

Le vice-premier ministre russe a livré l'une des raisons de la mansuétude russe. M. Soskovets a expliqué que l'attitude de l'Ukraine, qui « a compris les problèmes intérieurs de la Russie », notamment la guerre menée contre les séparatistes tchétchènes, expliquait « la réaction de Moscou face à la situation en Crimée ».

L'autre raison de l'attitude russe, moins mise en avant, est que Moscou n'avait aucun intérêt à sacrifier l'intéressant rapprochement avec l'Ukraine pour les Russes de Crimée, qui ont le tort de ne pas comprendre qu'ils ont été utilisés par la Russie comme moyen de pression sur Kiev.

Oleg Soskovets a donc continué de négocier l'épuration du passé ukrainien, signant deux accords sur le règlement de la dette de Kiev (4,2 milliards de dollars au total). Une partie de cette dette devrait être réglée par des prises de participation du géant russe du gaz Gazprom (dont le premier ministre russe serait un important actionnaire) dans des entreprises ukrainiennes. Les Russes souhaitent notamment racheter les gazoducs ukrainiens, ce que les nationalistes d'Ukraine dénoncent comme du « néocolonialisme » économique.

Russes et Ukrainiens doivent continuer à négocier l'avenir de la flotte de la mer Noire, notamment le partage des installations portuaires, basées en Crimée.

Lâché par le Kremlin, le « président » destitué de Crimée, le Russe Iouri Mechkov en a appelé lundi au Parlement de Moscou. Faut-il contrôler les médias, ses appels au peuple de Crimée semblent rencontrer peu d'écho. Il a été invité à rendre ses deux pistolets ou à « faire face aux conséquences ».

Dans la capitale russe, les événements laissent la population et la presse de marbre – à part la Pravda, qui dénonce « le régime arbitraire de force » et le « silence altier » de Boris Eltsine. Seuls quelques députés de la Douma se sont émus. Le président de la commission parlementaire pour la CEI, Konstantin Zatouline, a estimé que le traité, pas encore signé entre Moscou et Kiev, ne pourrait être ratifié par la Douma. Il a jugé qu'on ne pouvait comparer la Tchétchénie et la Crimée car « Iouri Mechkov a été élu par 70 % de la population alors que Djibokar Douaev (le président tchétchène) est arrivé au pouvoir par un coup d'État ». Outre que le président Douaev a lui aussi été « élu » à une écrasante majorité, il semble, cependant, que la population tchétchène soit aujourd'hui prête à se faire tuer pour son pays et pas celle de Crimée.

Jean-Baptiste Naudet

LA PRÉFECTURE DE VAUCLUSE COMMUNIQUE :

Avis d'ouverture des enquêtes conjointes : préalable à la déclaration d'utilité publique valant également enquête publique pour la protection de l'environnement, et sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune d'AVIGNON

Il sera procédé à des enquêtes conjointes : préalable à la déclaration d'utilité publique valant enquête publique pour la protection de l'environnement, conformément à la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, et sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune, sur le projet suivant : construction de la gare nouvelle TGV de COURTINE sur le territoire de la commune d'AVIGNON.

Ces enquêtes se dérouleront en la forme prévue par les articles R 11.14.1 et suivants du code de l'expropriation.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête seront déposés à la préfecture de Vaucluse, en mairie centrale d'AVIGNON, et en mairie annexes des quartiers Ouest, pendant trente-trois jours du 20 MARS au 21 AVRIL 1995, afin que chacun puisse en prendre connaissance tous les jours ouvrables :

- à la préfecture de Vaucluse de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h à 16 h,
- en mairie centrale d'Avignon et en mairie annexes, aux heures habituelles d'ouverture au public.

Toute personne pourra consulter le dossier aux jours et heures indiqués ci-dessus et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête ou les adresser par écrit à la commission d'enquête domiciliée à la préfecture de Vaucluse, 71, rue Joseph-Vernet, 84905 AVIGNON CEDEX 9, siège des enquêtes.

Une commission a été nommée par le président du tribunal administratif de MARSEILLE, et se compose des membres ci-après :

* Membres titulaires :

- M. Pierre CARRIAS, magistrat honoraire, président de la société HLM des Alpes-de-Haute-Provence, président de la commission.
- M^{me} Catherine GRAND-LOISEAU, architecte DPLG.
- M. Gérard ARDILOE, géomètre expert DPLG.

En cas d'empêchement de M. Pierre CARRIAS, la présidence de la commission sera assurée par M^{me} Catherine GRAND-LOISEAU.

* Membres suppléants :

- M. Yves LE HO, architecte DPLG, urbaniste DIUUP.
- M. André BROCHUT, ingénieur divisionnaire des travaux ruraux en retraite.

Un ou plusieurs membres de la commission d'enquête siégeront dans les lieux d'enquête pour y recevoir les observations du public aux dates ci-après :

PRÉFECTURE DE VAUCLUSE :

- Mardi 28 mars 1995, de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h.
- Mercredi 12 avril 1995, de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h.

MAIRIE CENTRALE D'AVIGNON :

- Jeudi 30 mars 1995, de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 30 à 16 h 30.
- Samedi 8 avril 1995, de 9 h 30 à 11 h 30.

MAIRIE ANNEXE DES QUARTIERS OUEST :

- Lundi 3 avril 1995, de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 30 à 16 h 30.
- Vendredi 21 avril 1995, de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 30 à 16 h 30.

Toute personne concernée pourra, à l'issue des enquêtes, demander communication des conclusions de la commission d'enquête. Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées au préfet de Vaucluse (1^{er} directeur - 1^{er} bureau - Expropriations), 71, rue Joseph-Vernet, 84905 AVIGNON CEDEX 9.

Pour le préfet, le directeur délégué

Jacqueline PORTEFAIX

مركز للافلام

Les combats ont repris en Bosnie après onze semaines d'accalmie

Les Serbes ont riposté à une offensive de l'armée gouvernementale en bombardant la ville de Tuzla

Pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de la trêve en Bosnie, au début de l'année, des affrontements d'envergure ont éclaté, lundi

20 mars, sur trois fronts. Le gouvernement bosniaque a reconnu avoir cessé d'honorer un cessez-le-feu qui « n'a eu pour seul effet que de ge-

ler les conquêtes territoriales serbes ». Ripostant à l'offensive musulmane, les forces serbes ont bombardé, lundi, la ville de Tuzla.

SARAJEVO

de notre correspondant
L'armée gouvernementale bosniaque a déclenché trois offensives dans le nord et le centre du pays, interrompues lundi 20 mars, dans l'après-midi, par l'épaisse neige qui s'est abattue sur la Bosnie et par de sanglantes représailles serbes sur la ville de Tuzla. Une trentaine de soldats bosniaques ont été tués lors du bombardement de leur caserne et près de deux cents personnes, civiles et militaires, auraient été blessées dans cette ville à majorité musulmane du nord-est de la Bosnie. L'artillerie serbe a pilonné la caserne à l'heure du rassemblement des troupes dans la cour, et plusieurs obus sont tombés aux alentours du camp militaire, dans le centre de la ville. Des représailles ont également eu lieu à Travnik et à Zenica, en Bosnie cen-

trale, ainsi qu'à Sarajevo, où au moins six personnes ont été blessées par des tirs embusqués et où plusieurs explosions ont secoué la capitale lundi après-midi.

DES OBJECTIFS PRÉCIS

Les combattants bosniaques paraissent avoir attaqué des objectifs précis près de Travnik et de Tuzla, où se trouvent deux importants centres de transmission serbes. La troisième offensive, dans le nord du pays, visait le corridor de Posavina, cordon ombilical d'à peine quelques kilomètres de large entre la Serbie et les territoires sous contrôle serbe de Bosnie et de Croatie. Aucune conquête territoriale ne semble avoir été réalisée.

Ces batailles sont-elles le prélude à l'offensive de printemps tant annoncée par les belligérants et tant crainte par les diplomates ?

« Nous avons l'impression que ces offensives ont été limitées à des objectifs stratégiques, dont la destruction pourrait signifier qu'une opération de plus grande envergure est en préparation », commente un officier de la Forprom, qui précise que l'armée bosniaque a engagé quelque deux mille hommes et cinq chars d'assaut dans l'attaque des monts Malevica, situés à l'est de Tuzla, et où se trouve l'un des plus importants centres de transmission serbes.

Cette reprise des combats, six semaines avant l'expiration de l'accord de « cessation des hostilités » signé le 31 décembre 1994, ainsi que la multiplication des attaques de snipers serbes à Sarajevo et la reprise des tirs contre les avions de l'ONU inquiètent la Forprom, qui redoute que l'absence de progrès sur le front diplomatique n'incite les belligérants à conclure sur le champ de bataille. En visite lundi 20 mars à Zagreb, le chef du gouvernement bosniaque, Haris Silajdzic, a certes expliqué que les autorités de Sarajevo avaient cessé d'honorer un cessez-le-feu qui avait contribué à geler les conquêtes territoriales serbes. « La communauté internationale aide les Serbes à conserver les territoires qu'ils ont conquis en insistant sur le statu quo et les négociations. C'est absurde, elle encourage le droit à la force plutôt que la force du droit », a-t-il ajouté, précisant qu'il exigerait des grandes puissances qu'elles imposent aux Serbes une date butoir pour leur ralliement au plan international de paix sous peine de représailles militaires.

Rémy Ourdan

Les ministres des finances européens restent sans réponse devant l'instabilité des changes

BRUXELLES

(Union européenne)
de notre correspondant
Comment mettre les devises européennes et le marché unique communautaire à l'abri de fluctuations destructrices dues, pour l'essentiel, à la volatilité du dollar ? Les ministres des finances des Quinze, réunis lundi 20 mars à Bruxelles pour leur traditionnel conseil mensuel, ont planché sur ce thème sans être capables pour autant de donner une réponse unanime. Des doutes ont été exprimés par certains, notamment par Kenneth Clark, le chancelier de l'Echiquier, quant aux vertus des actions stabilisatrices susceptibles d'être mises en œuvre par le G7.

Ils sont d'accord sur le diagnostic : les turbulences actuelles ont des causes extérieures et ne peuvent donc être imputées ni au Système monétaire européen (SME), qui au contraire est réputé avoir fonctionné de façon satisfaisante lorsque la peseta a été attaquée, ni encore moins à la stratégie de convergence mise en œuvre pour parvenir à l'Union économique et monétaire (UEM).

Edmond Alphandéry observe que la monnaie unique, si elle existait, permettrait d'éviter des difficultés du type de celles que vivent aujourd'hui les marchés européens. Il continue à penser qu'il faut pleinement utiliser les possibilités offertes par le traité de Maastricht et décider de passer à la troisième étape de l'UEM dès le 1^{er} janvier 1997, si les conditions en sont réunies.

ACTIONS CONCERTÉES

Le ministre français, qui préside les travaux des Quinze, estime que les ministres des finances du G7 devraient délibérer sur la manière d'améliorer la stabilité du Système monétaire international lors de leur réunion de printemps. Jacques Santer, le président de la Commission européenne, avait fait une proposition analogue, dimanche, en marge de la réunion des ministres des affaires étrangères de Carcassonne.

L'un et l'autre considèrent qu'il convient d'impliquer les Américains, puisque leur situation économique, marquée par d'importants déficits, tant des finances

publiques que du commerce extérieur et des paiements courants, est à l'origine de l'instabilité des marchés. Mais M. Santer avait fait référence à des actions concertées - du genre des accords du Plaza et de ceux du Louvre - menées au cours des années 80 par le G7 pour rétablir le calme sur les marchés, déjà troublés par les facilités du dollar.

Les ministres des finances s'étaient alors entendus, sans pour autant les dévoiler, sur les écarts de change qu'il était souhaitable de maintenir entre les principales monnaies et avaient indiqué que les Banques centrales interviendraient de façon à ce qu'ils soient respectés. M. Alphandéry ne pense apparemment pas à de telles interventions, rendues difficiles vu le volume des capitaux qui sont désormais échangés chaque jour sur les marchés. Le ministre français croit plutôt aux vertus d'un message répété avec solennité par les plus hautes instances monétaires du monde industrialisé et prêche en outre pour davantage de coordination entre les politiques économiques des pays du G7. Des

engagements pris dans le sens d'une surveillance multilatérale renforcée, menée avec le concours du FMI, devraient, selon lui, être de nature à stabiliser les marchés.

Il y a une dizaine d'années qu'on évoque la coordination des politiques économiques au sein du G7, sans résultats probants. M. Clarke, qui croit encore moins aux avantages, autres que ponctuels, d'interventions concertées, s'est montré sceptique quant aux chances de succès d'une telle tentative.

Ph. L.

Arrestation en Grèce d'un commando anti-albanais

LES SEPT HOMMES - trois Grecs et quatre membres de la minorité grecque d'Albanie - arrêtés en Grèce près de la frontière albanaise appartiennent à l'organisation extrémiste grecque MAVI, a annoncé, lundi 20 mars, le ministre grec de l'ordre public. Le MAVI est un groupe ultranationaliste qui réclame le rattachement à la Grèce de la province sud de l'Albanie. Il avait revendiqué l'attaque sanglante contre la caserne albanaise d'Episcopi, le 10 avril 1994, qui avait gravement envenimé les relations entre Tirana et Athènes. Adoptant un ton plus conciliant, le premier ministre grec, Andreas Papandréou, a déclaré que l'affaire du commando constituait une « claire provocation » et que le gouvernement mènerait l'enquête « jusqu'au bout » (AFP).

AMÉRIQUES

■ GRANDE-BRETAGNE-ÉTATS-UNIS : le premier ministre britannique John Major effectuera les 3 et 4 avril une visite de travail aux États-Unis, « à l'invitation du président Clinton », a confirmé, lundi 20 mars, le porte-parole de la Maison Blanche. Les relations entre les deux pays sont tendues en raison du traitement exceptionnel réservé par les autorités américaines à Gerry Adams, leader du Sinn Féin (aile politique de l'IRA), lors de sa visite de dix jours aux États-Unis. (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : l'ultra-conservateur Pat Buchanan est devenu, lundi 20 mars, le quatrième candidat républicain à se lancer dans la course à la présidence. M. Buchanan a annoncé sa candidature à Manchester (New Hampshire), État où se déroulent les premières primaires et où il avait défait en 1992 le président sortant George Bush, remportant 37 % des suffrages. (AFP)

■ GUATEMALA : le gouvernement et les rebelles guatémaltèques ont engagé une nouvelle série de pourparlers de paix, lundi 20 mars à Mexico, sous l'égide de l'ONU. Chaque partie a d'emblée accusé l'autre de faire obstacle au processus visant à mettre fin à trente-quatre ans de guerre civile. (Reuters)

PROCHE-ORIENT

■ Les négociations israélo-syriennes ont repris, lundi 20 mars à Washington, au niveau des ambassadeurs, après quelque trois mois d'interruption. A la demande des deux parties, le coordonnateur du département d'État pour les affaires du Proche-Orient, Dennis Ross, assiste aux discussions, qui portent sur le retrait de l'armée israélienne du plateau du Golan. (Reuters)

■ QATAR : les États-Unis ont obtenu l'autorisation de déployer, pour la première fois, les équipements nécessaires à une brigade au Qatar, pour défendre les pays du Golfe, a annoncé, lundi 20 mars à Koweït, le secrétaire américain à la défense, William Perry, en tournée dans la région, a estimé que l'Irak était « une menace immédiate » pour la zone et l'Iran « une menace future ». (AFP)

AFRIQUE

■ NAMIBIE : le président Sam Nujoma s'est réservé, lundi 20 mars, le poste de ministre des affaires intérieures à l'occasion d'un vaste remaniement ministériel coïncidant avec le cinquième anniversaire de l'indépendance du pays. Le premier ministre Hage Geingob a été maintenu dans ses fonctions, déjouant les pronostics sur son limogeage. (AFP)

ÉCONOMIE

■ ESPAGNE : le déficit de la balance commerciale a atteint 154,4 milliards de pesetas (6 milliards de francs) en janvier, soit une augmentation de 73,1 % par rapport à janvier 1994.

■ JAPON : le produit intérieur brut a baissé de 0,9 % au quatrième trimestre de l'année dernière par rapport au troisième trimestre, portant à 0,6 % la croissance sur l'ensemble de 1994. En 1993, le PIB avait reculé de 0,2 %.

Les vendeurs d'armes français défient les Américains dans le Golfe

Au Salon « Idex-95 », à Abou Dhabi, un exposant sur dix vient de France

LOIN derrière la Grande-Bretagne, mais pratiquement à égalité avec les États-Unis et avec l'Ukraine, voire avec l'Allemagne, la France a dépêché une cinquantaine d'exposants - en majorité des industriels de l'armement terrestre - au Salon international militaire « Idex-95 » à Abou Dhabi, dans les Émirats arabes unis (EAU). Cette exposition, qui rassemble plus de cinq cents industriels d'une quarantaine de pays, s'est ouverte dimanche 19 mars et doit s'achever lundi 23 mars. Dans le port, la France a déployé à quel deux frégates, dont la toute récente *La Fayette*, qui est en service dans la marine nationale depuis la fin de 1994 et a été commandée à huit exemplaires par Taiwan et l'Arabie saoudite.

Abou Dhabi est le plus grand et le plus peuplé des sept Émirats qui constituent la fédération des EAU. Cette fédération est un gros client de l'armement français, avec, notamment, des chars AMX-30, des blindés AMX-10, des canons d'artillerie de 155, des automitrailleuses légères Panhard, trente-six avions de combat Mirage-2000, des missiles antichars Hot ou Milan, des missiles antiaériens Mistral et anti-navires Exocet. Abou Dhabi a, à lui seul, commandé récemment trois cent quatre-vingt-dix chars de combat et quarante-six chars de dépannage Leclerc produits par GIAT-Industries, soit un marché global de 21 milliards de francs.

Avec les EAU, l'Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn et Oman ont formé un conseil de coopération du Golfe qui prévoit de consacrer 60 à 80 milliards de dollars à son armement d'ici à la fin du siècle. Ce qui explique sans doute que, pour sa deuxième édition depuis sa création en 1993, « Idex-95 » ait attiré autant d'exposants (un doublement de leur nombre) et de visiteurs (près de 50 000 sont d'ores et déjà invités).

PARTENARIATS LOCAUX

Les industriels français ont ouvert avec les EAU, mais aussi avec Qatar et l'Arabie saoudite, une série de discussions pour, le cas échéant, de nouvelles livraisons d'armes. C'est ainsi que Dassault cherche à placer aux EAU une dizaine de Mirage-2000 supplémentaires, que le groupe Aérospatiale propose des hélicoptères et que DCN-International est en concurrence avec des chantiers britanniques, allemands, italiens et américains pour fournir des corvettes de 2 500 tonnes fortement armées.

La plupart des contrats se font désormais sur la base de compensations, c'est-à-dire que le pays exportateur doit s'engager à établir avec son client des « partenariats » locaux à hauteur de 60 % du marché.

Le groupe GIAT-Industries est, d'autre part, en pourparlers avec l'Arabie saoudite et Qatar pour des chars Leclerc. Le premier de ces pays, qui possède des AMX-30 et qui a commandé des chars améri-

cains Abrams, souhaite acquérir quelque quatre cent-cinquante nouveaux blindés en trois tranches de cent cinquante chacune. GIAT-Industries a été sollicitée pour présenter son Leclerc, cet été, en démonstration en Arabie saoudite. Avec le Qatar, qui a acquis en France des AMX-30, des blindés AMX-10 et VAB, des avions Mirage-2000, des missiles tactiques, des pièces d'artillerie et des patrouilleurs de la classe *la Combattante*, la négociation porte sur une cinquantaine de chars Leclerc. La signature de ces deux marchés n'est toutefois pas attendue avant 1996 ou 1997.

Dans cette région du Golfe, les États-Unis se sont taillé la part du lion depuis la fin de l'opération « Tempête du désert » contre l'Irak. Les industriels américains contrôlent 70 % des transactions. Au début de mars, Warren Christopher, le secrétaire d'État, a fait une tournée dans le Golfe et son collègue de la défense, William Perry, y séjourne actuellement : il a prévu de se rendre mercredi 22 mars à Abou Dhabi. En dépit de cette compétition, les industriels français considèrent qu'ils peuvent faire jeu égal et qu'ils ont « des opportunités » depuis que la France a accepté de conclure des accords de sécurité avec Koweït et les EAU, ce à quoi elle avait été fort peu disposée jusqu'à présent.

Jacques Isnard

CHÉRIE, J'AI ENVIE DE PUDDING, ALLONS DÉJEUNER EN ANGLETERRE.

Quel pudding choisirez-vous ? Et quel fromage parmi les merveilles de la lacterie anglaise ?
Et à propos, la crème et le beurre du Devon, vous connaissez ? Et le fameux Yorkshire pudding, qui accompagne si bien le rôti ? Avec Le Shuttle, 35 minutes de traversée vous séparent de ces agapes... car contrairement à ce que l'on pense en France, on peut très bien déjeuner en Angleterre.



le Shuttle
La Navette d'Angleterre

LE SHUTTLE PRENEZ-LE QUAND ÇA VOUS PREND.

POUR UN BILLET ACHETÉ AVANT LE 30 AVRIL, UN BILLET GRATUIT DE MÊME TYPE À OFFRIR À VOS AMIS.*

Tapez 3415 Le Shuttle ou appelez le N° VOS 127 127.

PROGRAMMES. Le refus de Jacques Delors de participer à la compétition électorale a contribué à atténuer le clivage entre fédé-

listes et adversaires de l'Union européenne. Prenant acte de la ratification du traité de Maastricht, les trois candidats susceptibles de devenir président de la République ont bâti

leur programme sur l'acceptation de l'acquis communautaire. ● **PRUDENCE.** Les conditions dans lesquelles ce traité a été accepté par une faible majorité des Français en-

traînent toutefois Edouard Balladur, Jacques Chirac et Lionel Jospin à mettre en avant la nécessité d'une coopération européenne plus compréhensible par tous. ● **OPPO-**

SITION. Le rejet de l'actuelle construction européenne est, en revanche, un des points forts des discours de Robert Hue, Philippe de Villiers et Jean-Marie Le Pen.

L'Europe n'est pas un enjeu majeur de la campagne présidentielle

Après le débat passionné suscité par la ratification du traité de Maastricht, les principaux candidats à l'Elysée ont bâti leurs propositions sur l'acceptation de la construction européenne

CONTRAIREMENT à ce que l'on prédisait à l'automne, alors que Jacques Delors n'avait pas encore renoncé à se présenter à l'élection présidentielle, l'Europe n'est pas devenue un sujet fort d'affrontement dans la campagne. Peut-être surestimait-on d'ailleurs l'effet qu'aurait produit la participation de l'ancien président de la Commission de Bruxelles à la compétition électorale.

Une donnée nouvelle de la politique intérieure française est en train de s'établir : la démagogie anti-européenne est une posture d'opposant ; quand la perspective d'accéder au pouvoir se rapproche, on devient presque nécessairement européen. Jacques Chirac a illustré cette règle la semaine dernière, en dissipant les incertitudes qui pouvaient subsister sur ses options dans ce domaine et en confirmant qu'il existe, entre les trois candidats les mieux placés pour accéder à la présidence, un très large accord sur les questions européennes.

Ce que l'on appelle « l'acquis communautaire », c'est-à-dire le socle de ce qui a été mis en commun par les Douze, devenus Quinze aujourd'hui, s'est en effet considérablement élargi ces dix



monnaie unique. Reste la date de ce passage, sur laquelle le traité n'est pas impératif (il dit : en 1997 si une majorité d'Etats membres satisfait aux critères retenus par le traité, ou bien au plus tard en 1999). Sur ce point, Jacques Chirac n'a pas jugé utile de se prononcer, sinon pour faire remarquer, à la différence du traité, que le taux de chômage est aussi « un critère essentiel de l'activité économique ».

Ni Edouard Balladur, qui déclare souhaiter la monnaie unique « en 1997, si possible », ni Lionel Jospin, qui affirme la même chose en ajoutant qu'« un regard lucide sur la réalité oblige à constater que cela paraît difficile », ne sont vraiment

allés plus loin. Si l'Europe est, pour ces trois candidats, une nécessité, si les engagements pris ne sont plus remis en cause par aucun, chacun semble avoir tiré de l'épisode tumultueux de la ratification du traité de Maastricht, en 1992, la conclusion que les Français étaient saturés de grands desseins européens, hostiles à tout nouveau projet indéchiffrable, incroyables quant aux bénéfices qu'ils peuvent en recueillir, inquiets de trop de transferts de souveraineté, méfiants envers une Allemagne trop dominante parmi les Quinze.

Tous en tirent pour leçon l'obligation de revenir à plus de pragmatisme, de mieux expliquer l'E-

urope, de faire en sorte qu'elle protège des concurrences extérieures déloyales, de contenir les pouvoirs de la Commission, d'accroître le rôle des Parlements nationaux, d'assurer aux gouvernements la maîtrise de l'ensemble.

« RETOUR AU RÉALISME »

Et la suite ? L'heure n'est plus aux grands projets « visionnaires » ; l'époque mitterrandienne est révolue, Lionel Jospin lui-même a banni de son discours la sémantique fédéraliste, inutilement conflictuelle, et dit compter sur « un retour au réalisme ». Le seul domaine où ces trois candidats se permettent une audace offensive est celui de la défense, dans lequel chacun peut sentir que la France dispose des moyens de jouer un rôle leader et que c'est l'une de ses cartes maîtresses.

Quant aux grands rendez-vous que l'Europe s'est fixés à elle-même et aux problèmes qu'ils génèrent (comment, en particulier, construire la « grande Europe », élargir vers l'est, sans mettre en péril les politiques communautaires, notamment la politique agricole commune ?), on entre là dans une zone compliquée, qui se prête mal aux discours électoraux.

Edouard Balladur, après avoir fifté avec une géométrie extrêmement variable (une multiplicité de « noyaux » plutôt mous de solidarité à la carte) est revenu, sous l'influence de quelques européens de son entourage au schéma des « cercles concentriques », plus orthodoxe et plus compatible avec l'approche allemande. Jacques

Chirac se distingue peu de cette approche. Lionel Jospin ne s'est guère exprimé sur ce sujet. Aucun de ces trois candidats en tout cas n'énonce abruptement la seule position qui incarnerait la continuité par rapport à la politique de M. Mitterrand, et qui consisterait à dire clairement que seuls seront membres de l'Union européenne les Etats qui en acceptent tout l'acquis, fût-ce avec des périodes de transition.

Ce n'est pas sur leur approche des questions européennes que

passer outre le reproche de venalité, au point de faire dire à certains centristes qu'il leur apparaissait désormais comme « le plus européen » des candidats ?

Le seul fait de consacrer à la politique extérieure, supposée lasser l'électeur, un discours de deux heures, était déjà en soi une façon de se démarquer de ses deux concurrents. Une autre, pour laquelle l'expérience acquise depuis deux ans par le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a massivement pesé, fut d'insinuer à

Le désappointement de M. Delors

Les propositions européennes de Jacques Chirac et d'Edouard Balladur ne sont guère prises par Jacques Delors. En aparté avec les journalistes, lundi 20 mars, l'ancien président de la Commission européenne a exprimé son désappointement : « Les propos des candidats de droite sur l'Europe sont tellement vagues que je ne peux m'en satisfaire. » Jugant « ridicule » le débat sur la date d'entrée en vigueur de la monnaie unique, considérant le programme de M. Chirac comme « un chef-d'œuvre d'ambiguïté », M. Delors a ajouté que « la politique européenne des candidats de droite [lui] rappelle une chanson de Maurice Chevalier qui disait : « C'est peut-être moins bien mais c'est nouveau, c'est rigolo. » Pour lui : « Il faut juger les gens autant sur leur passé que sur leurs promesses. »

ces trois candidats se départageront. On peut néanmoins s'interroger sur l'impact produit, le 16 mars, par le discours de Jacques Chirac, que l'on sait flanqué à la fois de l'ex-thatchérien Alain Madelin et de celui qui fut le chantre de l'anti-Maastricht, Philippe Séguin. La simple tactique électorale commandait, il est vrai, de conquérir l'UDF. Mais comment le candidat Chirac est-il parvenu à

ce discours un ton volontariste et dynamique, un ton qui ne semblait pas s'excuser de la nécessité de l'Europe, ni de la relation qu'elle implique entre la France et l'Allemagne. En bref, d'avoir senti que le pire des dangers qui guette la France de l'après-Mitterrand sur la scène internationale, c'est peut-être tout simplement l'atonie.

Claire Tréan

Plagiat ?

Edouard Balladur est surpris par le programme européen de Jacques Chirac. Lundi 20 mars, au micro de France-Inter, le premier ministre a déclaré : « J'ai plutôt le sentiment que [les] propositions [européennes de l'ancien président de l'UDF] consistent à démarquer les miennes ». Il a ajouté qu'il avait pour sa part déjà « témoigné dans les actes » de sa politique européenne, précisant : « Je vous rappelle que c'est moi qui ai sauvé l'Europe manénaire lors de la tourmente de l'été 1993 et qu'il m'est arrivé de me sentir bien seul, à ce moment-là, y compris au sein de ma propre majorité » ; il faisait ainsi allusion à ce qui avait été perçu comme un manque de soutien de la part du maire de Paris. Il a souligné : « Ma politique européenne est parfaitement claire depuis de nombreuses années. Il n'y a pas eu de volte-face de ma part. »

dernières années. Non seulement l'Europe est désormais étroitement liée à de multiples aspects de la politique intérieure, mais des engagements ont été pris dans le traité de Maastricht qui lient les gouvernements quels qu'ils soient pour plusieurs années. Les remettre en cause, dénoncer ce traité, n'est certes pas impossible. Mais ce serait déclencher une crise européenne à l'issue totalement incertaine, risquer de mettre à bas tout l'édifice, alors qu'il est devenu de plus en plus évident (à l'occasion de la négociation du GATT par exemple) que la préservation des intérêts nationaux et de l'influence française sur la scène internationale a besoin du relai de l'Europe.

LES LEÇONS DE MAASTRICHT

C'est dire si l'idée émise en novembre par Jacques Chirac d'organiser un référendum sur le passage à la monnaie unique, qui était une façon de flatter les adversaires de ce projet contenu dans le traité de Maastricht, était aventuriste. M. Chirac, s'apercevant sans doute que, si elle promettait de lui rapporter certaines voix, cette proposition lui faisait aussi perdre sa crédibilité de présidentiable, a fait très vite marche arrière. Il a affirmé le 16 mars qu'il était « personnellement engagé en faveur de la pleine réalisation de l'Union économique et monétaire, lorsque les conditions prévues par le traité seront réunies ». Il fait donc sien, sans ambiguïté, l'objectif de la

AVÈC LE TOURNANT libéral de 1983, l'engagement européen du Parti socialiste constitue le principal point de clivage, à gauche, entre le PS et le Parti communiste français. Dans son programme, le candidat communiste, Robert Hue, propose une « transformation radicale de l'Union européenne », en dénonçant vigoureusement le projet de la CDU et du chancelier Kohl de constituer « un noyau dur dominé par l'Allemagne ». A l'opposé de la monnaie unique, M. Hue propose de « développer un écu instrument monétaire de coopération fondé sur les monnaies nationales et se référant aux richesses produites dans les pays de l'Union européenne ».

« Face aux projets de super-Maastricht qui menacent la souveraineté

de la France », le Parti communiste réclame l'organisation d'un nouveau référendum dès 1995. En matière de défense, il est opposé à la constitution d'une « super-armée européenne » et propose, en remplacement de l'OTAN, un système de sécurité commune incluant tous les pays du continent, y compris la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine.

DROIT DE VETO

Le programme de M. Hue est muet sur les institutions européennes, mais celui du PCF, adopté en janvier 1994 lors du vingt-huitième congrès du parti, se prononce pour le rétablissement de la règle de l'unanimité dans la prise de décision, la revalorisation du rôle des Parlements nationaux et le renforcement du contrôle de la

Commission européenne par le Parlement européen. A la droite de la droite, dans le document intitulé *Mes différences avec le programme commun Balladur-Chirac* ainsi que dans ses *Propositions pour l'Europe des nations*, Philippe de Villiers demande que le droit de veto sur « les intérêts vitaux » soit inscrit dans le prochain traité européen, au même titre que « la préférence communautaire ».

Le candidat du Mouvement pour la France refuse le passage à « la monnaie unique », qui « ouvre en réalité la voie à l'état fédéral » et qui, « sous prétexte de convergence des économies, aboutit à transférer tous nos pouvoirs à Bruxelles ». Hostile à l'application des accords de Schengen, M. de Villiers veut restaurer tous les contrôles aux fron-

tières. M. de Villiers souhaite également voir jouer un plus grand rôle aux Parlements nationaux face au Parlement de Strasbourg. Opposé à l'extension des pouvoirs de celui-ci, il propose de créer une Chambre des Parlements, composée de représentants délégués par les Parlements nationaux et dotée d'un droit de veto contre « les dérives de Bruxelles ».

De son côté, le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, dénonce non seulement l'Europe de Maastricht, présentée comme un « projet européiste et mondialiste, qui comporte la mort programmée de la France », mais il remet en question le traité de Rome. Ce dernier, explique-t-il, a « organisé la désertification des campagnes et la mise en friches de milliers d'hec-

tares » et amené « la disparition de pans entiers de l'industrie ». M. Le Pen veut « réaffirmer la primauté du droit français sur le droit international » et « abroger les révisions constitutionnelles restreignant la souveraineté nationale ».

Il réclame « la suppression de la Commission de Bruxelles » et promet, s'il devenait président, de rétablir les frontières, dont la suppression, affirme-t-il, « entraîne automatiquement chômage, insécurité, immoralité ». Il prévoit également un renforcement de l'armée française, car, explique-t-il, « la situation géopolitique nouvelle incite à repenser les menaces, notamment venant du Sud », mais n'exclut pas « de nécessaires coopérations européennes en matière de défense ».

Les positions d'Edouard Balladur, Jacques Chirac et Lionel Jospin

■ Le cadre :

« Plus ou moins d'Europe : les trois candidats se reconnaissent dans une Europe forte, où se forgera l'avenir de la France. Edouard Balladur : « L'Europe doit devenir un modèle par les valeurs qu'elle défend et par l'organisation dont elle aura su se doter pour les mettre en œuvre. » Jacques Chirac : « L'Europe est aujourd'hui une ambition nécessaire... Notre capacité d'influence dépend de notre union. Notre rayonnement dans le monde aussi. » Lionel Jospin : « L'Europe est devenue le cadre naturel de notre action. »

« Le traité de Maastricht : à l'approche de l'élection, aucun des grands prétendants ne remet en question le traité de Maastricht, que tous trois avaient appelé à ratifier en 1992. Jacques Chirac et Lionel Jospin avec quelques réserves. Pour les balladuriens, ce traité reste le cadre de l'action à venir. Mais Jacques Chirac ne revient pas sur son engagement de 1992 : « Le traité de Maastricht constituait un petit pas dans la bonne direction. » Lionel Jospin : « Le traité d'Union ouvre des perspectives, mais tout reste à faire. »

« La relation franco-allemande : Edouard Balladur souhaite « le renforcement de la coopération franco-allemande, qui est le moteur de l'Europe ». Il a proposé de « compléter » le traité franco-allemand de l'Elysée. Jacques Chirac : « Le couple franco-allemand demeure au cœur du dispositif. » Le maire de Paris veut lui donner « une nouvelle impulsion » dans tous les domaines et affirme qu'il cher-

chera avec le chancelier Kohl « une approche commune » sur la conférence intergouvernementale de 1996. Lionel Jospin : « La relation franco-allemande est l'axe essentiel de la construction européenne. »

■ Union économique et monétaire :

« Date : Edouard Balladur défend un passage à la monnaie unique « le plus vite possible, dès 1997 si les conditions sont réunies ». Jacques Chirac se s'est pas fixé de date mais est pour « la pleine réalisation » de l'UEM, « lorsque les conditions prévues par le traité seront réunies ». « J'ai conscience que ce ne sera pas facile », a-t-il dit. Lionel Jospin a plaidé lui aussi pour la monnaie unique « dès que possible ».

« Respect des critères et priorités : Edouard Balladur estime que la France est tout à fait capable, en deux ans, de réduire son déficit public et de respecter ainsi tous les critères. Jacques Chirac, plus ambigu, souligne que le taux de chômage est aussi « un critère essentiel de la performance économique ». Lionel Jospin souligne que « les objectifs de la politique économique en Europe ne sauraient se limiter aux critères de convergence de la monnaie unique ».

■ Réforme des institutions :

« Élargissement, approfondissement : les trois grands candidats prônent l'élargissement, le moment venu, aux pays d'Europe de l'Est, à condition d'avoir au préalable suffisamment renforcé la capacité de fonctionnement de l'Union européenne pour qu'elle reste une vraie ambition politique, et que

l'élargissement ne mette pas en cause les politiques communes, notamment la politique agricole commune (PAC).

« L'Europe à plusieurs vitesses : Edouard Balladur défend « à titre transitoire » une Europe à « cercles », où coexisteraient un socle commun et des cercles de « coopération privilégiée », permettant à ceux qui le veulent de progresser dans le domaine de la monnaie et de la défense. Jacques Chirac défend la même idée, en précisant qu'il ne s'agit pas de créer des institutions, contrairement à l'idée émise par la délégation de l'Assemblée nationale aux affaires européennes.

« Le pouvoir : aussi bien M. Balladur que M. Chirac défendent une Europe des Etats-nations, où les grandes décisions relèvent de la coopération intergouvernementale, et non de l'appareil communautaire. Le pouvoir exécutif reste clairement aux mains du Conseil européen, auquel la Commission reste subordonnée. Jacques Chirac souhaite même l'instauration d'un président du Conseil européen, choisi pour trois ans, dont le rôle, purement représentatif, serait surtout de donner plus de visibilité au Conseil face à la Commission et à son président. M. Balladur plaide pour que la règle de la majorité, qui introduit une dose de fédéralisme dans les travaux du Conseil, soit élargie. Cette règle de la majorité, « dans les domaines où l'Union est compétente », est défendue avec plus de conviction encore par Lionel Jospin dans ses « Propositions pour la France ». Le candidat socialiste se prononce

en faveur d'un « partage des souverainetés » : « L'union et les Etats doivent voir leurs domaines de compétence et leurs responsabilités définies de façon claire, stable et permanente », estime-t-il.

« Les grandes politiques : en plus de l'acquis communautaire, qu'ils veulent tous maintenir et renforcer, notamment la politique agricole commune, les trois candidats sont d'accord pour renforcer les compétences communautaires dans des domaines aussi essentiels que la monnaie, la protection sociale, les actions de politique étrangère et la défense. M. Balladur et M. Jospin insistent sur la nécessité de contrebalancer l'Europe économique et monétaire par davantage d'Europe sociale. Le premier ministre a proposé la mise en œuvre d'objectifs communs de santé publique, la définition d'un statut européen du salarié. M. Jospin veut harmoniser « vers le haut » les législations sociales. Comme Jacques Chirac, il réclame aussi une politique commerciale européenne. Tous trois militent enfin pour une défense européenne, disposant de moyens d'intervention communs, au service d'une véritable politique étrangère et de sécurité commune. Aussi bien M. Jospin que M. Chirac ont estimé nécessaire dans leurs programmes de maintenir la force de dissuasion française en élargissant, si besoin est, la notion des « intérêts vitaux » de la France.

H. de B.

A l'extrême gauche et à l'extrême droite, les limites du consensus

LES LEÇONS DE MAASTRICHT C'est dire si l'idée émise en novembre par Jacques Chirac d'organiser un référendum sur le passage à la monnaie unique, qui était une façon de flatter les adversaires de ce projet contenu dans le traité de Maastricht, était aventuriste. M. Chirac, s'apercevant sans doute que, si elle promettait de lui rapporter certaines voix, cette proposition lui faisait aussi perdre sa crédibilité de présidentiable, a fait très vite marche arrière. Il a affirmé le 16 mars qu'il était « personnellement engagé en faveur de la pleine réalisation de l'Union économique et monétaire, lorsque les conditions prévues par le traité seront réunies ». Il fait donc sien, sans ambiguïté, l'objectif de la

AVÈC LE TOURNANT libéral de 1983, l'engagement européen du Parti socialiste constitue le principal point de clivage, à gauche, entre le PS et le Parti communiste français. Dans son programme, le candidat communiste, Robert Hue, propose une « transformation radicale de l'Union européenne », en dénonçant vigoureusement le projet de la CDU et du chancelier Kohl de constituer « un noyau dur dominé par l'Allemagne ». A l'opposé de la monnaie unique, M. Hue propose de « développer un écu instrument monétaire de coopération fondé sur les monnaies nationales et se référant aux richesses produites dans les pays de l'Union européenne ».

« Face aux projets de super-Maastricht qui menacent la souveraineté

de la France », le Parti communiste réclame l'organisation d'un nouveau référendum dès 1995. En matière de défense, il est opposé à la constitution d'une « super-armée européenne » et propose, en remplacement de l'OTAN, un système de sécurité commune incluant tous les pays du continent, y compris la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine.

DROIT DE VETO

Le programme de M. Hue est muet sur les institutions européennes, mais celui du PCF, adopté en janvier 1994 lors du vingt-huitième congrès du parti, se prononce pour le rétablissement de la règle de l'unanimité dans la prise de décision, la revalorisation du rôle des Parlements nationaux et le renforcement du contrôle de la

Commission européenne par le Parlement européen. A la droite de la droite, dans le document intitulé *Mes différences avec le programme commun Balladur-Chirac* ainsi que dans ses *Propositions pour l'Europe des nations*, Philippe de Villiers demande que le droit de veto sur « les intérêts vitaux » soit inscrit dans le prochain traité européen, au même titre que « la préférence communautaire ».

Le candidat du Mouvement pour la France refuse le passage à « la monnaie unique », qui « ouvre en réalité la voie à l'état fédéral » et qui, « sous prétexte de convergence des économies, aboutit à transférer tous nos pouvoirs à Bruxelles ». Hostile à l'application des accords de Schengen, M. de Villiers veut restaurer tous les contrôles aux fron-

tières. M. de Villiers souhaite également voir jouer un plus grand rôle aux Parlements nationaux face au Parlement de Strasbourg. Opposé à l'extension des pouvoirs de celui-ci, il propose de créer une Chambre des Parlements, composée de représentants délégués par les Parlements nationaux et dotée d'un droit de veto contre « les dérives de Bruxelles ».

De son côté, le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, dénonce non seulement l'Europe de Maastricht, présentée comme un « projet européiste et mondialiste, qui comporte la mort programmée de la France », mais il remet en question le traité de Rome. Ce dernier, explique-t-il, a « organisé la désertification des campagnes et la mise en friches de milliers d'hec-

tares » et amené « la disparition de pans entiers de l'industrie ». M. Le Pen veut « réaffirmer la primauté du droit français sur le droit international » et « abroger les révisions constitutionnelles restreignant la souveraineté nationale ».

Il réclame « la suppression de la Commission de Bruxelles » et promet, s'il devenait président, de rétablir les frontières, dont la suppression, affirme-t-il, « entraîne automatiquement chômage, insécurité, immoralité ». Il prévoit également un renforcement de l'armée française, car, explique-t-il, « la situation géopolitique nouvelle incite à repenser les menaces, notamment venant du Sud », mais n'exclut pas « de nécessaires coopérations européennes en matière de défense ».

M. Chirac a réalisé une
de 1,4 million de

Mme Chirac a réalisé une plus-value foncière de 1,4 million de francs en 1993

Un promoteur a revendu les terrains acquis au Port autonome de Paris

La belle-famille de Jacques Chirac a vendu, en 1993, 103 hectares à un promoteur pour 63,56 millions de francs. Dans la journée, celui-ci

a recédé les terrains au Port autonome de Paris, pour la somme de 83 millions de francs. Selon M. Chirac, ces transactions ne le concernent pas

puisque elles portent sur des biens appartenant à sa femme, qui n'est d'ailleurs jamais intervenue directement dans cette opération.

LES CANDIDATS à l'élection présidentielle ont décidé de jouer la carte de la transparence et, bien que la loi ne les y oblige pas, ils ont révélé le détail de leur patrimoine et le montant de leur impôt sur le revenu, payé en 1994. Le maire de Paris a accepté - comme les autres candidats, à l'exception de Jean-Marie Le Pen - de rendre publics son revenu de 1993 et le montant de l'impôt qui s'y rattache. Selon les indications fournies par ses collaborateurs, son impôt acquitté en 1994 s'est élevé à 934 026 francs.

Sur les 934 026 francs d'impôt payés, 835 816 francs l'ont été au titre d'une plus-value exceptionnelle pour un montant de 1 479 441 francs. Les explications que nous ont fournies, par écrit, les collaborateurs de M. Chirac sont les suivantes : « Cette plus-value correspond à la quote-part de M. Chirac dans la vente, réalisée le 20 janvier 1993 par les trente-trois membres de l'indivision Chodron de Courcel (la belle-famille du maire de Paris), d'une partie des terrains possédés à Vigneux-sur-Seine et appartenant à la famille depuis plusieurs générations. La quote-part de M. Chirac dans cette indivision familiale s'élève à un vingt-quatrième en nue-propriété, reçu par succession ou décès de son père, Jean Chodron de Courcel, décédé le 12 avril 1985 (usufruit attribué à son épouse survivante) ; un deux-cent-seizième en pleine propriété, reçu par succession au décès de son oncle, Vincent Chodron de Courcel, décédé le 4 mai 1991. »

CONDITIONS INHABITUELLES

S'il explication est limpide, le déroulement de l'histoire, cependant, est complexe. La transaction qui a donné lieu à cette plus-value s'est faite dans des conditions inhabituelles. Première singularité : la société qui a acquis, le 20 janvier 1993, une partie des terrains de l'indivision Chodron de Courcel au lieu-dit Port-Courcel, sur la commune de Vigneux, dans l'Es-

sonne - soit 103 hectares d'une propriété qui s'étend sur 247 hectares - est la Société d'aménagement de Port-Courcel (SAPC). Celle-ci a visiblement été créée pour la circonstance. Faisant partie d'une myriade de sociétés (lire ci-contre) dirigées par un promoteur immobilier souvent en affaires avec la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux, Jean-Pierre Leigniel, originaire d'Anxerre (Yonne), elle a été immatriculée au registre du commerce en février 1991.

Cette première année, son chiffre d'affaires est « non déterminé », et ses pertes sont de

« C'est ça, les affaires... », elle achète les terrains mis en vente par un acte en date de ce 20 janvier 1993 au matin et les revend... l'après-midi du même jour. L'acquéreur est le Port autonome de Paris (PA), qui convoque cet espace depuis près de vingt ans. La transaction est montée de telle sorte que la SAPC ait un minimum de liquidités à sortir de ses caisses. Elle achète les terrains à l'indivision Chodron de Courcel pour un prix de 63,56 millions de francs et les revend aussitôt au Port pour 83 millions de francs, payés comptant pour 20,75 millions de francs et 62,25 millions de francs à terme,

L'étrange constellation Leigniel

Le promoteur Jean-Pierre Leigniel, qui a fait office d'intermédiaire entre l'indivision Chodron de Courcel et le Port autonome, est le dirigeant d'innombrables sociétés civiles immobilières ou d'aménagement (golfs de Toulouse, de Strasbourg, etc.). Dans le cas de l'opération de Vigneux, sa société, la SAPC, comprend plusieurs administrateurs, dont Arnaud de Giscard, un ami de la famille Chodron de Courcel. C'est lui, selon le promoteur, qui l'aurait mis en contact avec l'indivision. Un troisième administrateur de la SAPC est Pierre Bénédict. Travaillant à la direction du Crédit agricole de Yonne, il a été congédié, voici un peu plus d'un an, par la direction nationale de la banque pour des investissements hasardeux.

Parmi les actionnaires de la SAPC, on trouve également la société Duminvest, filiale du groupe Lyonnaise-Dumez. Pour une autre partie des terrains de Vigneux, le promoteur est associé à la société Foncier-Conseil, sous-filiale de la Générale des eaux.

166 000 francs : elle est donc exomomale. Pour le deuxième exercice comptable, qui couvre les deux années 1992 et 1993, le chiffre d'affaires grimpe soudainement à 80,4 millions de francs et les pertes atteignent 204 000 francs. Pour 1994, le chiffre d'affaires redevient « non déterminé », et le résultat est positif de 276 000 francs. Il s'agit donc clairement d'une société constituée dans le seul but de réaliser cette transaction immobilière.

Deuxième singularité, la SAPC ne reste en possession de ces 103 hectares que... quelques heures. Comme le confirme M. Leigniel -

régis en trois tranches égales, sans intérêts, aux 1^{er} avril 1993, 20 janvier 1994 et 20 janvier 1995.

La SAPC gagne donc 20 millions de francs. Selon nos informations, confirmées par M. Leigniel, ces revenus permettent à la SAPC de financer le versement d'honoraires et de commissions pour un montant de 16,5 millions de francs, dont 3,2 millions en 1991 et 13,3 millions au cours de l'exercice 1992-1993. Sur ces 16,5 millions de francs, la commune de Vigneux perçoit 1,5 million pour couvrir les frais de certaines études. On voit les quinze autres millions ? M. Leigniel affirme qu'ils sont versés à l'une de ses innombrables sociétés, dénommée Santandrea, pour payer le loyer de son siège parisien.

ACTION DE CONCERT

L'action de concert entre la SAPC et le PAP ne fait guère de doute. M. Leigniel bénéficie, depuis le 22 juin 1989, d'une promesse de vente sur la totalité des 247 hectares. Tout est donc fait pour que les deux ventes successives du même terrain soient concomitantes. Dans le but de permettre à la commune de Vigneux d'user de son droit de préemption, la formalité d'usage, appelée « déclaration d'intention d'aliéner », est déposée en mairie par l'indivision Chodron de Courcel les 1^{er} et 2 octobre 1992, et la SAPC fait de même le 30 octobre.

La troisième curiosité tient aux

différentes évaluations qui auraient été faites de cet ensemble de terrains. Initialement, sans qu'il soit possible d'en obtenir confirmation, les services des domaines les estimeraient à quelque 40 millions de francs. Mais, à l'insatiation du maire de Vigneux, Lucien Lagrange (PCF), qui veut à tout prix favoriser la vente à la SAPC, les terrains sont classés en zone d'aménagement concerté et ils pourront devenir constructibles. Cette perspective conduit donc vraisemblablement à une réévaluation à la hausse des terrains, ce qui explique que l'indivision Chodron de Courcel ait à payer, en plus des droits de succession, des impôts sur les plus-values.

Pourquoi les héritiers vendent-ils à un intermédiaire pour 63,56 millions un terrain dont l'évaluation finale, par les domaines, sera de 83 millions pour cette parcelle ? Chargé de la communication du Port autonome, Bernard Briffa assure que « la Ville de Paris n'est jamais intervenue dans cette histoire », que « la présence de M. Chirac dans l'indivision ne change rien » et que « l'opération aurait été réalisée tout de même ».

La quatrième étrangeté de cette affaire concerne le Port autonome. En droit, il s'agit d'un établissement public industriel et commercial (EPIC). Sa tutelle est donc exercée, non par la Ville de Paris, mais par l'Etat. Le président du Port autonome est, depuis 1970, Jacques Troniat, ancien secrétaire d'Etat et ancien député. Ex-trésorier de l'UDF (Union des démocrates pour la 4^e République), M. Troniat appartient à la mouvance des gaullistes sociaux de Jean Charbonnel, ancien député de Corrèze, maire de Brive, qui s'était rapproché de François Mitterrand dans les années 80. Il avait été reconduit, en 1992, par le conseil des ministres grâce au soutien du président de la République.

Les rapports de la Ville avec le Port sont conflictuels. Le contrôleur d'Etat chargé de le surveiller s'en inquiète. Dans un rapport confidentiel, remis en décembre 1993, il énumère les différents « risques » auxquels l'établissement est confronté et il relève qu'il est l'objet d'une « mainmise excessive de la ville de Paris ». Enfin, cet investissement de 83 millions de francs, réalisé par le Port, intervient dans des conditions particulières. Le rapport du contrôleur d'Etat note que « le programme des opérations en capital » de l'entreprise a été approuvé « par le conseil d'administration du 28 octobre 1993 », soit plus de deux mois après l'acte de cession. Or, s'il n'acquiesce d'un autre risque : « Surenchère et difficulté à faire face à de lourds investissements ».

Olivier Biffaud et Laurent Mauduit

M. Delors affiche son optimisme quant aux chances de M. Jospin

« JOSPIN VA GAGNER ! » Jacques Delors ne doute de rien. Présentant, lundi 20 mars, le comité de soutien de Lionel Jospin, l'ancien président de la Commission européenne s'est montré exceptionnellement optimiste et n'a pas été chiche de son appui. Navré par la légèreté des propositions européennes de M. Balladur et Chirac, séduit par la démarche du candidat Jospin « à la tête bien faite », qui sait « regarder la société à côté des gens et non pas au-dessus des gens », M. Delors est aujourd'hui convaincu que la gauche « peut retrouver l'enthousiasme pour aller au-delà d'elle-même ». « Nous sommes décidés à repartir forts de ce qui a été fait en quatorze ans, à-t-il affirmé, conscients de nos faiblesses et de nos limites, mais en voulant puiser dans notre mémoire et dans le trésor de création que vous représentez ».

Plus assuré des chances de M. Jospin en ce printemps que des siennes à l'automne dernier, M. Delors expliquait en privé que depuis la situation avait changé, que « le PS étant sorti de ses mou-

voises vapeurs », que « ses éléphants étant partis se promener », cela lui avait « redonné le moral ». M. Jospin lui sut gré de l'avoir retrouvé. Il s'est dit « fier » de son soutien, « parce qu'il représente un exemple de rigueur sur le plan politique, intellectuel et professionnel ».

400 PERSONNALITÉS

Ce comité de soutien de près de quatre cents personnalités, composé en un temps record, n'a sans doute pas le lustre de ceux de 1981 et de 1988 pour François Mitterrand. Autres temps, autres mœurs ! Jack Lang, le grand ordonnateur par le passé de ce genre d'entreprises de prestige, a refusé d'ouvrir son épais carnet d'adresses. Sollicité pour gagner du temps, les services de l'Elysée ont livré leurs noms mais sans téléphone. Petites humeurs trahissant les dispositions de l'un et des autres. Le comédien Pierre Arditi s'est dit choqué de voir ses pairs donner l'impression « d'être tous devenus chira-marxistes ». Il fut applaudi.

Quelque quatre cents personnalités du monde des arts, des lettres,

Le maire de Paris « tout à fait hostile » au port du foulard islamique

INTERROGÉ, mardi 21 mars, par Europe 1, sur le port du foulard islamique, Jacques Chirac a affirmé, à la suite de son entretien avec Salman Rushdie, qu'il ne s'agissait « pas du tout d'un problème religieux mais d'un problème de ségrégation à l'égard des femmes ». « Je suis résolument hostile à tout ce qui peut remettre en cause la vieille ambition française d'intégration. Par conséquent, s'agissant du foulard, je suis tout à fait hostile à ce qu'il soit autorisé. Il faut chasser ces choses, ce sont de vieux fantasmes qui ne sont ni dans notre culture ni dans notre tradition. »

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **CORRUPTION** : Philippe de Villiers a affirmé, lundi 20 mars sur France 2, que des personnalités très proches des candidats à la présidence de la République pourraient être inquiétées pour des problèmes de corruption. M. de Villiers s'est cependant refusé à citer des noms. « En mars 1993, on avait dit aux Français : on va vider l'abcès. Depuis, il y a eu trois ministres en examen, dont un en prison », a-t-il expliqué. « Je n'accepte pas cela », a ajouté M. de Villiers, qui a souligné que « le 8 mai prochain, on reconstruit l'Etat sur l'honnêteté, la vérité, la responsabilité personnelle ».

■ **DISCRETION** : Philippe Vasseur, député (UDF-PR) du Pas-de-Calais et partisan de Jacques Chirac, a conseillé, mardi 21 mars sur RMC, à « ceux qui ont fait un choix » entre Jacques Chirac et Edouard Balladur « d'ont envie d'en changer », d'être « discrets » afin de « préserver la cohésion de la majorité ». « Il ne faut pas donner l'impression d'un retournement de veste », a-t-il expliqué, tout en jugeant « nécessaire de laisser ouverts les ralliements », dont « beaucoup sont sincères ».

■ **ANCIENS COMBATTANTS** : Lionel Jospin s'est engagé auprès de la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie (Fnaca) à « reconnaître officiellement », s'il est élu président de la République, la date du 19 mars comme journée de commémoration de la fin de la guerre d'Algérie. Dans un courrier adressé au président de la Fnaca, M. Jospin souligne que, pour sa génération, « ce conflit a été l'événement majeur exacerbant les passions ». « Il me semble indispensable aujourd'hui d'aborder cette période avec lucidité et réalisme dans un souci de justice et d'apaisement », ajoute le candidat socialiste à l'élection présidentielle.

■ **CAMPAGNE OFFICIELLE** : François Léotard, ministre de la défense et président d'honneur du Parti républicain, s'est déclaré, lundi 20 mars sur Europe 1, « tout à fait confiant » pour Edouard Balladur, affirmant « compter beaucoup sur la campagne officielle ». Pour lui, « les meetings, les grandes réunions, il faut les faire, mais ce n'est pas tout à fait à travers cela que doit passer le message ».

■ **ÉCOLOGISTES** : après le retrait de candidature de Brice Lalonde, l'un des vice-présidents de Génération Ecologie, Hubert Delarue, invite son mouvement à soutenir Antoine Waechter. « Il serait désastreux, pour la cause de l'écologie, que M. Voynet puisse, seule, prétendre à la représenter au soir du premier tour », affirme M. Delarue dans un communiqué. Cette prise de position n'engage pas cependant l'ensemble de GE.

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : l'Union calédonienne, principale composante du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), a appelé, lundi 20 mars, les Calédoniens à voter « pour un candidat de gauche » aux deux tours de l'élection présidentielle. A titre personnel, François Burck, président de l'Union calédonienne, qui soutient Lionel Jospin, a parrainé la candidature de Dominique Voynet.

DÉPÊCHES

■ **BERNARD CHARLES** : le bureau de l'Assemblée nationale est convoqué, jeudi 23 mars, pour examiner la requête concernant Bernard Charles, député du Lot et maire (Radical) de Cahors, en application de l'article 26 de la Constitution, qui définit le régime de l'immunité parlementaire. Une information judiciaire a été ouverte il y a un an à Cahors, sur les conditions de la cession d'un terrain par la municipalité aux laboratoires Pierre Fabre, dont Bernard Charles est l'un des administrateurs. Son épouse, Catherine Charles, consultante pour les laboratoires Fabre, a été mise en examen début février pour « complicité de prise illégale d'intérêts » et placée sous contrôle judiciaire.

« Affaires » : M. Balladur

est favorable à une « purge »

INVITÉ de l'émission « Objection » sur France-Inter, Edouard Balladur s'est déclaré surpris, lundi 20 mars, par le niveau de corruption révélé en France par la multiplication des affaires, estimant que « de mauvaises habitudes avaient été prises », et s'est dit favorable à une « purge » pour que « chacun prenne de meilleures habitudes et renonce à des comportements qu'effectivement la loi réprime ». Tout en jugeant la législation actuelle suffisante, il n'a cependant pas rejeté l'idée de frapper d'inefficacité à vie les élus qui seraient reconnus coupables de corruption. « C'est effectivement une proposition qui peut parfaitement être étudiée et retenue », a-t-il indiqué, « à condition qu'ils soient condamnés. Ça ne se fait pas sur un article de presse, sur une rumeur ou même sur une mise en examen ».

Les réponses de l'entourage du candidat

LE MONDE a transmis, lundi 20 mars, au directeur de campagne de Jacques Chirac, Patrick Stefanini, cinq questions relatives à la transaction du 20 janvier 1993 sur les terrains de la famille Chodron de Courcel. En réponse, l'entourage du candidat nous a fait parvenir, mardi matin, les éléments suivants.

M. Chirac fait préciser, en premier lieu, que son épouse, Bernadette Chodron de Courcel, et lui-même sont mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts. M. Chirac « a reçu en héritage familial 1/27 d'une propriété maintenue en indivision située à Vigneux », indique la note, qui souligne, en second lieu, que M. Chirac « n'a eu à aucun moment à connaître des opérations concernant la vente de ces terrains ». Elle précise que « la vente de ces biens propres à M. Chirac a été négociée au nom de l'indivision par MM. Chodron de Courcel, ses ancêtres, négociation à laquelle M. Chirac ne s'est jamais mêlée ».

L'entourage du candidat observe que Jean-Pierre Leigniel était détenteur depuis 1989 d'une promesse de vente des héritiers Chodron de Courcel, prorogée en septembre 1992, puis en décembre 1992, promesse qui « en droit français vaut vente ». M. Leigniel était donc habilité à signer, à son tour, une promesse de vente, le 9 novembre 1992, au Port autonome de Paris, intéressé par l'achat des terrains de Vigneux-sur-Seine. Dès lors, selon l'entourage de M. Chirac, la concomitance, le 20 janvier 1993, des deux actes de vente - des héritiers Chodron de Courcel à la société de M. Leigniel, puis de cette dernière au Port autonome - était « l'accomplissement logique des négociations antérieures ».

Quant à la différence de prix -

gine Deforges, Benoîte Groult, Paul Guinand, Albert Memmi, Erik Orsenna, Pierre Péan, Yann Queffelec, Denis Roche, Jean Vautrin

Peintres, sculpteurs, architectes : Daniel Buren, Michel Cantal-Dupart, Gérard Fromanger, Georges Jeanclos, Pierre Wiaz

Universitaires, scientifiques, philosophes : Maurice Agulhon, Claude Allègre, Marc Augé, Hubert Curien, Jacques Derrida, Maurice Duverger, Marc Ferro, René Frydman, Françoise Héritier-Augué, Julia Kristeva, Jacques Le Goff, Bernard-Henri Lévy, Jean-Marc Lévy-Leblond, Jean-François Lyotard, André Mandouze, Alexandre Minkowski, Philippe Nozières, Jean-Claude Passeron, Paul Ricoeur, Pierre Rosanvallon, Laurent Schwartz, Benjamin Stora, Pierre-André Taguieff, Alain Touraine, Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet

Chanteurs, musiciens : Barbara, Brigitte Fontaine, Jean Guidoni, Pierre Petret, Sapho, Miguel Angel Estrella, Didier Lockwood, Michel Portal, Serge Reggiani, Aldo Romano, Yves Simon

Cinéastes, réalisateurs : Pascal Aubier, Patrice Chéreau, Claire Denis, Philippe Garrel, Elisabeth Huppert, Marjane Karmiz, Claude Lanzmann, Jean Marbeuf, Serge Moati, Bernard Murat, Yves Robert

Ecrivains, éditeurs : Christine Arnothy, Jean-Denis Bredin, René de Ceccaty, Aimé Césaire, Edmonde Charles-Roux, Alain Decaux, Ré-

D. C.

Au Conseil de Paris l'opposition dénonce la hausse des impôts

Depuis 1992, la progression dépasse 40 %

IL FALLAIT s'y attendre et c'était de bonne guerre. La confirmation par Jacques Chirac d'une nouvelle augmentation générale des divers impôts locaux qui seront démantés, cette année, aux particuliers et aux entreprises parisiennes a donné lieu à un vif débat de politique générale. A vrai dire, il n'y avait guère de surprise. Ces hausses, esquissées à l'automne 1994, avaient été provisoirement chiffrées, dès le mois de décembre, à environ 5 % (Le Monde du 14 décembre 1994). La gauche municipale avait d'ailleurs déjà eu l'occasion de dire ce qu'elle en pensait. Mais le chiffre de 5 % présent plus précis lui a permis de réitérer ses critiques.

La situation a changé : les augmentations seront de 4,5 % pour la taxe d'habitation, de 5,57 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et de 4,5 % pour la taxe professionnelle. M. Tiberi, premier adjoint au maire, les a justifiées en invoquant, d'une part, le prélèvement de solidarité en faveur des communes en difficulté et les lourdes dépenses sociales de la ville, d'autre part, les pertes de recettes dues à la récession économique et à la diminution des concours de l'Etat. Malgré cela, il a estimé que la fiscalité parisienne resterait modérée et que, finalement, le compromis budgétaire 1995 est un nouveau témoignage de la bannière giscardienne des affaires municipales. Les orateurs du RPR et ceux de l'UDF ont félicité Jacques Chirac sans aucune réserve.

Nullement désarmée, l'opposition s'est lancée dans un nouveau débat budgétaire, le troisième en quelques mois. Ses intervenants ont d'abord relevé que le total cumulé des hausses fiscales subies par les Parisiens depuis 1992 dépasserait 40 % alors que l'inflation n'a été que de 8,5 %. Au nom du groupe socialiste, Bertrand Delanoë a rappelé que cette ponction sans précédent se doublait d'autres augmentations portant sur les prix des services : centres aérés, stationnement, enlèvement des ordures ménagères, taxe de balayage, etc.

C'est sur ce dernier point que Georges Sarre (Mouvement des citoyens) a exprimé ses inquiétudes : « Si le rendement de la taxe professionnelle diminue, a-t-il dit, c'est que le tissu économique de la capitale est ténuit. » Il faudrait donc que la ville ait une action forte pour inciter à l'investissement des entreprises de haute technologie.

Le communiste Henri Malberg a, pour sa part, esquissé une politique fiscale de rechange qui, à l'encontre, éviterait à la majorité des Parisiens de « payer les pots cassés d'une situation dont ils ne sont pas responsables ». Selon lui, il conviendrait de réformer la taxe d'habitation pour en faire peser le poids sur « les beaux quartiers », augmenter la taxe sur le foncier bâti pour les grandes sociétés, taxer les profits immobiliers.

Ces critiques et suggestions n'ont pas fait broncher la majorité chiraquienne, qui a voté facilement toutes les augmentations proposées. Par ailleurs, l'unanimité du Conseil s'est reconstruite pour approuver la politique du logement en faveur des plus démunis. Enfin, les débats ont apporté quelques apaisements à ceux qui s'inquiétaient de la menace de fermeture pesant sur quatre centres de protection maternelle et infantile.

Marc Ambroise-Rendu

■ DÉMISSION. Alain-Michel Grand (UDF-CDS) a annoncé, lundi 20 mars, sa démission d'adjoint au maire de Paris, chargé des affaires sociales. Cette décision fait suite aux questions posées, notamment, par les membres du groupe socialiste, qui ont mis en cause à plusieurs reprises les avantages matériels dont il bénéficiait comme président de la Semidep (Société d'économie mixte immobilière et interdépartementale), chargée de la construction et de la gestion de logements sociaux. M. Grand démissionne aussi de la présidence de la Semidep. Jean Tiberi, premier adjoint au maire, a confirmé que cette société faisait l'objet depuis la fin janvier d'un audit conduit par l'inspection générale des services de la Ville de Paris.

Menaces sur les centres de protection maternelle et infantile

SOUVERAIN à une forte pression, la Ville de Paris cherche à calmer le jeu au sujet des centres de protection maternelle et infantile (PMI). Depuis trois mois, des voix se font de plus en plus nombreuses pour dénoncer les contradictions entre le discours « social » de Jacques Chirac, candidat à l'élection présidentielle, et les actes de Jacques Chirac, maire de Paris. Lors du Conseil de Paris lundi, les élus socialistes ont interpellé le maire pour lui demander de lever la menace de fermeture qui pèse sur les centres de PMI dont la gestion a été confiée à des organismes ou des associations.

Celui de la rue du Maroc (18^e), géré par la Caisse d'allocations familiales de Paris (CPAM), et un autre situé dans le 14^e ont déjà fermé leurs portes le 31 décembre 1994. Un troisième, l'impassée Delépine dans le 11^e, devrait subir le même sort le 31 mars. Quant à un quatrième, rue Philippe-de-Girard dans le 18^e, il bénéficie d'un sursis jusqu'à la fin de l'année. Face à l'émotion suscitée par ces fermetures annoncées, la mairie a accepté de composer.

■ M. DEVAQUET AVEC L'OPPOSITION. A l'origine de cette affaire, la dénonciation par la Ville de Paris, en août 1994, de conventions liant à des organismes ou associations assurant la gestion de ces services. La Ville veut alors modifier le mode de calcul de leur financement. Il s'agit d'appliquer les mêmes règles de fonctionnement à l'ensemble des 89 centres de PMI de la capitale. 53 d'entre eux, gérés par des organismes extérieurs, sont sur la sellette. Ceux de la CPAM sont en première ligne.

L'émotion grandit. Le Syndicat national des médecins de protection maternelle et infantile s'élève et écrit au maire de Paris : « En cette période de grande détresse psychologique pour beaucoup de familles parisiennes, nous demandons à ce que le département de Paris garantisse le maintien de ces équipements de proximité pour les jeunes enfants. » La confédération syndicale des familles s'étonne de l'attitude de la Ville. Les syndicats CFDT et CGT des centres de PMI gérés par la CPAM créent un collectif de défense. Les élus socialistes au Conseil de Paris prennent le relais, interpellent le maire et, le 6 février, lors d'un conseil d'arrondissement, Alain Devaquet, maire (RPR) du 11^e, vote avec l'opposition municipale un vœu demandant à la Ville de reprendre la gestion d'un centre menacé de cet arrondissement. Une pétition recueillera plus de mille signatures.

La pression finit par avoir quelques effets. La mairie de Paris a beau estimer qu'elle n'est pas responsable de la fermeture des centres - décidée selon elle par les organismes gestionnaires - elle évolue. Si elle déclare remplir ses obligations légales plus que largement, elle annonce qu'un nouveau centre sera créé dans le 18^e. Mieux encore, lundi, lors du Conseil de Paris, elle déclarera que le centre Delépine, au lieu de fermer, sera confié à un autre organisme privé. Enfin, les deux centres qui dépendaient jusqu'à la fin de la caisse d'allocations familiales, dans le 9^e et le 10^e, seront repris en régie directe.

Michèle Aulagnon

Les conflits sociaux s'enlisent en Corse

Les occupations de services publics se multiplient

Le nombre de grévistes a diminué en Corse au début de la semaine, mais la solution aux conflits sociaux dans le secteur public n'est toujours pas en vue. José

Rossi, ministre de l'Industrie et président du conseil général de Corse-du-Sud, a reçu les postiers en grève et lancé un appel à l'apaisement du conflit.

AJACCIO

de notre correspondant
Tandis que l'Association des maires de Corse-du-Sud en appelle au premier ministre pour « permettre à la Corse de sortir définitivement de la crise dans laquelle elle se trouve plongée », les occupations de services publics se multiplient à Bastia et Ajaccio. A Ajaccio, l'on a même vu, lundi 20 mars, une situation paradoxale : à la direction des affaires sanitaires et sociales, un seul gréviste sur un effectif de soixante-dix et les locaux occupés par des syndicalistes étrangers à l'établissement.

Le nombre global des grévistes est cependant inférieur aux moyennes relevées la semaine dernière. Il était, lundi, de l'ordre de 35 % pour l'ensemble de l'île, avec des variations selon les administrations de 0 à 76 %. La CGT, FO et la FSU maintiennent la pression, multipliant les avertissements - ils rejettent sur le gouvernement les « risques graves de dégradation du conflit » - et menant des actions particulières, comme l'isolement téléphonique depuis vendredi de la préfecture de Corse-du-Sud (160 agents), de l'hôtel du département (120) - où personne n'était en grève lundi - et de l'hôtel de police d'Ajaccio.

Parallèlement, le travail a normalement repris à EDF, tris mois après le déclenchement du conflit (Le Monde daté 19-20 mars), et une issue favorable paraît possible à la

Poste, où la concertation devait reprendre mardi. Les grévistes ont, en effet, été reçus par leur ministre de tutelle, José Rossi, qui a, croit-on, demandé à la direction générale de l'établissement de tout mettre en œuvre pour trouver un terrain d'entente avec les syndicats.

Trente six attentats symboliques ont visé les services publics, le Crédit lyonnais et l'UAP

S'adressant, d'autre part, à l'ensemble des grévistes, le ministre de l'Industrie, également président (UDF-PR) du conseil général de Corse-du-Sud, a souligné que la proximité de l'échéance présidentielle n'était pas le meilleur moment pour faire monter la pression. M. Rossi confirmait ainsi, implicitement, que si la porte n'est pas fermée aux discussions ultérieures prévues dans le cadre de l'Observatoire régional des prix (qui va être mis en place), le gouvernement n'a pas l'intention de reprendre des négociations avec les syndicats, dont cinq ont signé le 10 mars le protocole d'accord. Mais CGT, FO et FSU ne cachent pas leur désir d'être reçus par le ministre de la

fonction publique, André Rossinot. La situation, on le voit, n'est guère évolutive. Le conflit s'enlise, au grand dam des organisations socioprofessionnelles, qui soulignent, une fois de plus, combien elles pâtissent de son prolongement - on est entré, lundi 20 mars, dans la quatrième semaine de grève générale. Quant aux syndicats, ils protestent contre ce qu'ils jugent être la volonté affichée du gouvernement, jouer le pourrissement.

C'est le moment choisi par le FLNC-Canal habituel - d'ant le MPA (Mouvement pour l'autodétermination) est proche - pour perpétrer, dans la nuit de dimanche à lundi, trente-six attentats, certes sans gravité mais qui ont commotionné plusieurs personnes, à Porto-Vecchio notamment. Ces attentats ont visé exclusivement des services publics (Trésor, postes, impôts), le Crédit lyonnais et l'UAP. « Ces actions se veulent symboliques », précise l'organisation clandestine, en imputant au gouvernement une « volonté de pourrissement de la situation qui n'est pas acceptable ». Le FLNC dénonce « le mépris affiché à l'égard des salariés mais également des socioprofessionnels qui subissent le contre-coup de cette crise ». L'Etat, dit aussi le FLNC, « a le devoir de mettre en œuvre une solution globale dans la concertation la plus large ».

Paul Silvani

Un Livre blanc pour éviter que le quartier nord d'Amiens n'explose à nouveau

AMIENS

de notre correspondant
Un Livre blanc consacré au quartier nord d'Amiens vient d'être transmis au maire de la ville, Gilles de Robien (UDF-PR), et au préfet de la Somme. Cette initiative fait suite à la flambée de violence qui s'est emparée, en novembre 1994, de ce quartier, conséquence d'une intervention de CRS considérée comme une provocation : une grenade lacrymogène lancée dans une salle où des jeunes fêtaient un anniversaire. Le préfet avait reconnu alors avoir été trompé par la police, qui lui avait menti sur l'itinéraire et l'action des Compagnies républicaines de sécurité.

Une bonne partie de ceux qui prennent à cœur l'amélioration de la vie quotidienne dans les secteurs défavorisés de la capitale picarde a décidé alors qu'il fallait agir. A l'initiative de François Rodary, de la Commission pastorale diocésaine des migrants, qui est aussi l'un des responsables de l'Association de services aux migrants d'Amiens (ASMA), des enseignants et des responsables d'association se sont réunis. C'est ainsi qu'a pris corps l'idée d'un Livre blanc, dans lequel seraient exprimées des urgences du quartier nord d'Amiens.

RÉALISME

Première priorité : réduire le nombre de jeunes sans travail. Les signataires du document demandent que des emplois soient trouvés sur les marchés de la ville ou de l'office public d'aménagement et de construction (OPAC). A propos des écoles, pour certains en situation d'échec, il est souhaité que les parents soient amenés à participer à des activités avec leurs enfants, et que les enfants puissent sortir de leur quartier.

Le Livre blanc évoque plus loin le problème des logements. Réalistes, les auteurs estiment que la composition sociale du quartier ne changera pas. Dans ces conditions, il importe que l'office de HLM entretienne des relations suivies avec les locataires ou les demandeurs de logement, en ayant « la volonté de résoudre les problèmes au lieu de laisser pourrir les situations ». Le Livre blanc traite aussi de la drogue et de l'environnement social, en s'inspirant par exemple du fait que sept cent soixante enfants de moins de six ans (soit 44 % de cette tranche d'âge, contre 9 % pour l'ensemble de la région Picardie) vivent dans une famille sans revenu lié à une activité professionnelle, dans le quartier du Pigeonnier.

« Travail remarquable », a commenté le maire, qui a voulu en contrepartie rapidement les auteurs, pour leur demander d'être les « acteurs d'une nouvelle étape ». « A travers le travail effectué, écrit-il dans un long communiqué, se dessine peut-être une nouvelle génération de comités de quartier concentrés non seulement sur les problèmes quotidiens mais également porteurs d'idées, de projets et de solutions. » Le préfet, quant à lui, prévoit de recevoir les auteurs du rapport le 29 mars.

Michel Le Hebel

Michel Curie

Aéroports de Paris ouvre la première « Maison de l'environnement » à Roissy-Charles-de-Gaulle

LA SOCIÉTÉ Aéroports de Paris (ADP) a inauguré, jeudi 16 mars, sa première « Maison de l'environnement » dans la zone de fret de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Un deuxième centre d'information devrait ouvrir à Orly en juin. « Lieu d'accueil, de dialogue et d'explication », destiné plus particulièrement aux quelque six cent mille riverains et voisins de la plate-forme aéroportuaire de Roissy, cette Maison de l'environnement propose sur 600 mètres carrés d'exposition divers systèmes de communication interactifs et multimedias. Trois thèmes y sont abordés : l'histoire du développement aéroportuaire, les activités de la plate-forme (circulation aérienne, contrôle et coordination des opérations d'assistance aux avions au cours des phases délicates d'atterrissage ou de décollage), la politique de l'environnement.

Tout visiteur peut prendre connaissance du contrôle de l'eau et de l'air en direct du laboratoire d'ADR. Il peut aussi écouter et comparer le bruit des avions dans des cabines techniques de restitution des bruits et suivre sur écran des atterrissages et des décollages d'avions grâce au système Sonatr. Cet ou-

til, développé par ADP, peut en effet motiver en temps réel les différentes trajectoires des avions au départ et à l'arrivée. Une base de données permet en outre de caractériser les bruits émis, de suivre leur évolution dans le temps et ainsi de pouvoir répondre rapidement aux interrogations des riverains, formulées auprès du département environnement.

En moyenne, ce département reçoit par an entre trois cents et cinq cents appels téléphoniques de personnes se plaignant du bruit, ainsi qu'une centaine de plaintes écrites émanant d'élus ou de personnalités, pour un total de quelque 300 000 mouvements d'avions (320 000 mouvements ont été enregistrés en 1994). Pour la création de cette Maison de l'environnement, ouverte au public du lundi au vendredi, ADP a dépensé 20 millions de francs. En cinq ans, entre 1992 - date du lancement, en direction des riverains, d'un plan intitulé « Environnement de l'entreprise » - et 1996, ADP, comme le précise son président, Jean Fleury, aura investi près de 450 millions dans ce domaine.

Martine Boulay-Méric

Bretagne et Pays de la Loire accentuent leur coopération

VANNES

de notre correspondant
Amorcée en 1990 avec l'installation d'un bureau commun à Bruxelles, la coopération entre les régions Bretagne et Pays de la Loire s'est renforcée, vendredi 17 mars, grâce à la signature par leurs présidents respectifs, Yvon Bourges et Olivier Guichard, de trois conventions sur le développement technologique, la formation et l'interprofession. Les deux régions « membres de l'arc atlantique » entendent « se repositionner par rapport aux régions de l'axe Rhin-Rhône, à forte activité économique », afin d'offrir une « façade atlantique plus forte » : elles redoutent en effet un glissement vers l'Est du centre de gravité de l'Union européenne (Le Monde des 15 février et 16 mars).

L'une des réponses est le « pôle agricole ouest » lancé en 1992 et qui regroupe les centres de recherche de six départements, autour des universités de Rennes, Brest, Nantes et Angers. « Le but est de modifier la recherche scientifique dans l'agroalimentaire et de développer un état d'esprit inter-régional entraînant les industriels », explique Jean-Louis Neumann, délégué général du pôle, qui recense « une dizaine de projets, dont six ont abouti ».

Le projet « haute pression », avec un laboratoire, installé à Nantes, qui permet la stérilisation

des aliments sans cuisson, est le premier pas vers la constitution d'un pôle de génie des procédés. Des applications de cette technologie dans le secteur alimentaire sont envisageables « avant la fin 1995 ».

UN EXEMPLE « UNIQUE »

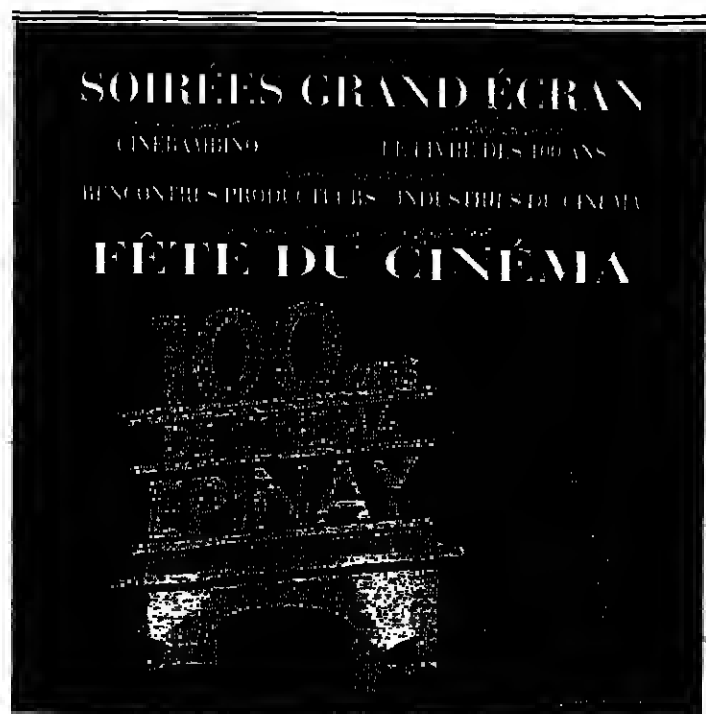
Les recherches dans des secteurs comme les ovoproduits, les emballages, la lutte biologique (tel l'élevage de coccinelles pour détruire les pucerons) montrent que « cette cohérence interrégionale entre recherche et développement économique est un exemple à peu près unique ». Chaque région a apporté 2 millions de francs, et Yvon Bourges et Olivier Guichard s'engagent sur « ce bilan très positif » pour développer la coopération dans d'autres secteurs comme la chimie fine, la santé, la mécanique, les matériaux, la productique.

La Mission régionale du commerce extérieur breton (Mirceb), soutenue par la région, a été chargée, vendredi 17 mars, à titre expérimental, de constituer un relais commun aux deux régions en Afrique du Sud. « Des occasions sont à saisir, notamment dans l'agroalimentaire et la mécanique. L'Afrique du Sud est un pays développé et solvable où les conditions politiques sont bien différentes », relève Yvon Bourges. En novembre 1994, le président de la région Bre-

tagne avait pris la tête d'une délégation française pour défendre un contrat de 2 milliards de francs, portant sur la construction, par la direction des constructions navales (DCN) de Lorient, de quatre frégates destinées à la marine sud-africaine.

Michel Le Hebel

Michel Curie



هكذا من لامل

DEUX ÉTUDES de l'Insee et du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) confirment l'aggravation des difficultés qu'éprouvent les moins de 25 ans, y

compris les jeunes diplômés, à s'intégrer sur le marché du travail. ● **AUJOURD'HUI**, un jeune sur quatre seulement est effectivement employé. Encore s'agit-il fréquem-

ment de postes temporaires ou à durée déterminée. En fait, tout se passe comme si les entreprises hésitaient davantage à recruter des moins de 25 ans : la proportion de

jeunes embauchés tend en effet à baisser. ● **CONJONCTURE** : dans ces conditions, un nombre croissant est contraint de vivre une alternance de périodes d'activité, de « petits bou-

lots » et de stages ou de chômage. ● **SOCIOLOGUES** et animateurs de missions locales constatent que la crise de l'emploi retarde le passage à l'âge adulte de nombreux jeunes.

Les jeunes obtiennent un emploi stable de plus en plus tardivement

Selon les travaux de l'Insee et du Cereq, les 16-25 ans rencontrent des difficultés croissantes pour être embauchés dans les entreprises. Avant ce premier emploi, ils s'installent dans une période transitoire qui tend à s'allonger

QUOI QU'EN RÉVÈNT les candidats à l'élection présidentielle, le fléau du chômage des jeunes n'est pas prêt d'être endigué. Rendus publics mardi 21 mars, deux études de l'Insee et du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) confirment même l'aggravation de ce mal persistant. En dépit d'une amélioration passagère en janvier, avec une réduction de 21 000 demandes d'emploi parmi les jeunes (*Le Monde* du 2 mars), la détérioration a gagné toutes les catégories.

Dans sa dernière livraison, le bulletin *Insee-Première* dresse un portrait contrasté des 8 270 000 jeunes âgés de 16-25 ans. Avec l'allongement de la durée d'études, notamment chez les 20-21 ans, et l'évaluation du niveau de qualification, près d'un jeune sur deux (45,7 %), soit 3 780 millions, était scolarisé en mars 1994 contre 3 650 000 « actifs » ou en quête d'emploi (44,1 % contre 45,3 % un an plus tôt). Cette diminution aurait pu profiter aux candidats à l'insertion. Ce n'est pas le cas. Le nombre d'emplois oc-

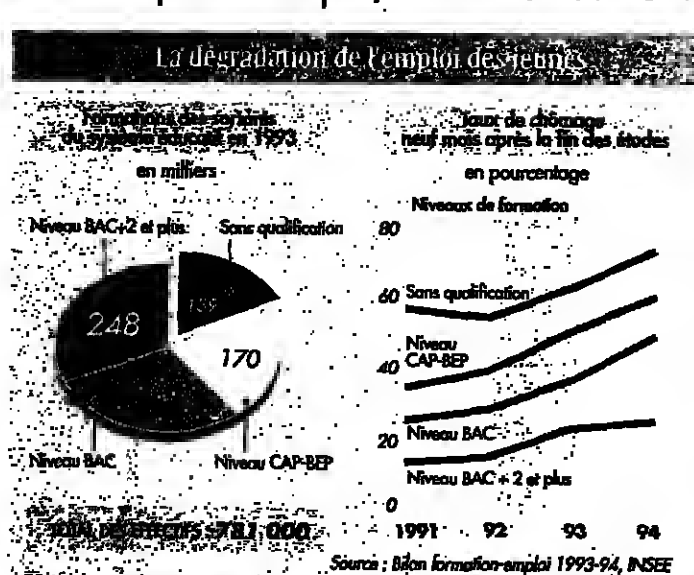
cupés par les 16-25 ans a chuté de 200 000 en un an. Conséquence : un jeune sur dix (10,2 % contre 9,4 % en 1993), soit 850 000, était en mars 1994 inscrit au chômage, avec une part plus importante de filles (10,5 %).

Alors qu'un jeune sur quatre (26,6 %) a effectivement trouvé un travail, la proportion de postes temporaires, intérimaires ou à durée déterminée s'est considérablement accrue (+3 % en un an). Bien qu'en augmentation, de 200 000 à 250 000, les contrats d'apprentissage ne couvrent que 3 % des jeunes, tandis qu'un peu moins de 5 % - soit 380 000 - bénéficient de l'une des multiples mesures gouvernementales d'insertion.

Selon l'Insee, la chute des recrutements dans les entreprises et les administrations, de 3 140 000 en 1991 à 2 760 000 en 1993, n'explique qu'en partie cette dégradation de l'accès à l'emploi. La proportion de jeunes embauchés, notamment parmi les 800 000 qui sortent de l'école ou de l'université, reste faible et a tendance à diminuer (9,1 % en 1993 contre 11,2 % deux ans auparavant). Dans la revue *Economie et statistique* de l'Insee, Dominique Fournié, du Cereq, relève que la moitié des embauches concernent des personnes de 25 à 39 ans, qui pour leur grande majorité, occupaient déjà un activité professionnelle. Toutefois, reconnaît-il, « les professions les plus qualifiées ont le plus souvent recours aux jeunes sortant de l'école ». Autrement dit, constate l'Insee : « Plus le niveau de formation est élevé, plus l'accès à l'emploi est aisé ». Même s'ils ne représentent qu'à peine 10 % des sortants du système éducatif (83 000), les jeunes « exclus », sans qualification ou de « bas niveau de qualification », en font constamment l'amère expérience.

DÉPARTEMENTS RÉGIONAUX

Dans l'enquête consacrée à l'insertion professionnelle des jeunes neuf mois après la fin de leurs études, la direction de l'évaluation et de la prévision (DEP) du ministère de l'Éducation nationale estime toutefois qu'ils sont les premiers bénéficiaires des contrats d'apprentissage (51 %). En revanche, note la DEP, la situation s'est considérablement détériorée pour les titulaires d'un CAP d'un BEP ou d'une première année de bac pro (33 250 jeunes). C'est parmi eux que l'on compte la plus forte proportion de chômeurs, de l'ordre de 33,8 % (+6,2 %), dont 44,9 % de filles. Même si 65 % des jeunes accèdent au niveau du baccalauréat, le danger menace aussi ceux qui abandonnent leurs études (63 091) à ce



Le taux de chômage augmente pour tous les niveaux de formation, les jeunes sans qualification étant les premiers touchés.

stade. Près d'un tiers risque de connaître une période prolongée de chômage, surtout s'ils sont issus de spécialités de bacs professionnels, comme le bâtiment pour les garçons (57,3 %) ou le secrétariat pour les filles (46,2 %). Les disparités régionales sont, dans cette catégorie, particulièrement accentuées. Si l'île-

de-France, l'Alsace et dans une moindre mesure Rhône-Alpes paraissent moins touchées, en revanche, la crise s'est amplifiée dans la Champagne, le Sud-Ouest et surtout le Nord-Pas-de-Calais, où plus d'un jeune sur deux est au chômage. « La région d'études influe plus sur l'insertion que le diplôme ou

plus longtemps (trois ou quatre ans) en moyenne, selon M. Roussel) avec leurs parents. Cette cohabitation, plus fréquente dans les milieux modestes, « se heurte de moins en moins à l'hostilité des parents, qui acceptent désormais l'autonomie sexuelle et affective des jeunes adultes », précise M^{me} Battagliola, observant des différences marquées entre garçons et filles dans les milieux défavorisés.

RISQUE DE PRÉCARISATION

« Si les hommes maintiennent peu d'engagement à fonder une famille avant d'être en mesure de l'entretenir, le « réalisme » des jeunes femmes les incite à dire de futurs époux plus « mûrs » qu'elles-mêmes, déjà insérées sur le marché du travail, affirme M^{me} Battagliola dans une autre étude réalisée pour le ministère des affaires sociales. Aussi, les hommes encore sans emploi au moment d'un itinéraire professionnel précaire sont-ils écartés par les femmes, qui leur préfèrent des hommes au statut social plus sûr, alors que les qualités professionnelles des femmes ne jouent guère sur le choix des hommes. » La division sexuelle du travail et des rôles tend ainsi à perdurer : elle paraît même confortée par la crise de l'emploi, qui touche au premier chef les jeunes les plus démunis », conclut le chercheur. « A l'appui », insiste-t-elle, l'effet combiné des ressources héritées et d'un fort capital culturel tend à atté-

ner les différences de parcours au masculin et au féminin. » Les animateurs des missions locales voient plus concrètement encore la façon dont la crise modifie la vie privée des jeunes. « Saivent, témoigne Bruno Rocca, psychologue à la mission locale de Meaux (Seine-et-Marne), on vit chez des copains successifs, ce qui interdit de disposer d'une adresse permanente et ne facilite guère l'insertion. D'autres vivent contraints et forcés chez leurs parents. Pour tous, le risque est celui d'une faim d'immaturité : s'habituer à une existence faite de morceaux successifs sans projet à long terme. »

Jean-Marie Terrien, directeur de la mission locale de Nantes et président de l'Association nationale des directeurs de missions locales, s'interroge lui aussi sur le retard du passage à l'âge adulte. « Nous avons observé que ceux qui effectuent une démarche volontaire pour obtenir un logement s'engagent aussi plus facilement dans une démarche pour obtenir un emploi. Il en découle un comportement social différent, une meilleure socialisation que ne favorise pas le fait d'habiter chez ses parents », estime M. Terrien. La mission locale de Nantes a donc constitué un fonds d'aide au logement afin d'aider les jeunes sans ressources suffisantes à se construire une « autonomie résidentielle ».

Jean-Michel Normand

La crise de l'emploi a retardé le passage à l'âge adulte

Agnès, Stéphane, Ali, François et Laurent : leur longue marche vers un premier emploi

CEUX-LÀ y sont parvenus. Les jeunes gens, âgés de moins de vingt-cinq ans, que nous avons sollicités viennent tous d'être embauchés en contrat ferme ou en contrat de qualification, qui a vocation à se transformer en emploi durable. Pour certains, cela s'est fait tout seul. « Je n'ai jamais été vraiment inquiet quant aux outils à faire valoir », se souvient Loris Lunshof, diplômé de l'Institut universitaire professionnalisé (IUP) de Paris-Dauphine et aujourd'hui conseiller clientèle au Crédit du Nord. Entre sa sortie de l'IUP et son embauche à la banque, Loris n'a eu « qu'un mois de battement ». Juste le temps de rédiger son mémoire de stage de fin d'études, effectué au... Crédit du Nord. Avec le recul, cette transition de l'école au travail se résume à peu de chose : « Il faut aller de l'avant et surtout être là au bon moment ! » La chance a également joué pour Christophe Bendot. « J'ai quitté l'armée un mardi. Le mercredi, je me présentais chez Pechiney parce qu'on m'avait dit qu'ils recrutent des jeunes. J'ai été pris. J'étais plutôt content. L'embauche en contrat de qualification à l'usine Pechiney-Rhiné de Neuf-Brisach (Haut-

Rhin) tombait à pic. Après avoir échoué au bac et arrêté l'école « sur un coup de tête », Christophe, en attendant de partir à l'armée, était entré dans la valse des petits boulots : livreur de pizzas, manutentionnaire...

LE PRIX À PAYER

Pour d'autres, le parcours vers un premier emploi « véritable » s'est avéré autrement plus chaotique. Diplômé de BTS de commerce international en poche, Agnès avait choisi « de ne pas se poser tout de suite ». Quatre ans plus tard, elle suit, avec un contrat de qualification, une formation en alternance de commercial chez Olivetti France. Agnès ne renie pas ces années passées comme réceptionniste d'hôtel aux Antilles puis comme responsable d'une boutique Total en métropole. « Mais il faut quand même penser à s'établir... » Ses premières expériences professionnelles ne lui en avaient pas donné l'occasion : « Quand j'ai menacé le patron de l'hôtel de partir s'il ne m'augmentait pas, je me suis retrouvée dehors ! » se souvient-elle.

Débrancher le « boulot définitif », celui qui permettra enfin d'avoir

une situation », de « s'acheter une voiture », de « se projeter dans l'avenir... ». Les mots ne manquent jamais pour décrire une aspiration identique. Nombreux sont ceux qui, à l'instar de Stéphane Chereau, ont « galéré », ne parvenant à s'en sortir qu'au prix de concessions douloureuses. Après son apprentissage de magasinier quincaillier, Stéphane a alterné pendant trois ans chômage et petits boulots : de l'emballage de steaks hachés dans un abattoir aux travaux saisonniers agricoles. « Sur les cent cinquante lettres de candidature que j'ai adressées, je n'ai obtenu qu'une trentaine de réponses, toutes négatives. » Son père, salarié chez Pechiney-Rhiné en Maine-et-Loire, le tirera finalement d'affaire après avoir appris que l'usine de Neuf-Brisach recrutait des jeunes en contrat de qualification, dont « des enfants du personnel ». « Cela a marché, mais c'est très dur de devoir partir, comme ça, à 800 kilomètres de chez soi », pense Stéphane.

Le prix à payer pour un emploi stable paraît si élevé que d'anciens finissent par y renoncer temporairement. Licencié économique en avril 1994, Vincent a eu ce qu'il appelle

aujourd'hui sa « période chômage-spliff ». « Je touchais 2 500 francs net d'allocation chômage, auxquels j'ajoutais 2 000 francs gagnés au noir. En habitant chez mes parents, je vivais comme un roi et c'était quand même plus sympa que d'aller à l'usine. » Mais, au bout de « six mois de glorie », il s'est aperçu qu'il n'avait « plus rien à dire au cours des dîners chez les copains ». Trois mois après s'être de nouveau lancé dans la bataille, il décrochait un emploi.

« FAUX BOULOTS »

Actuellement en contrat de qualification chez Olivetti France, Ali, François et Laurent, tous trois de niveau bac + 2, sont sortis désabusés de leurs premières expériences professionnelles. « C'était de l'exploitation pure et simple ! » résume François en se remémorant ses quelques mois passés comme « assistant chef de rayon en périssables » dans un hypermarché. Laurent et Ali ont également fait l'expérience de « commercial en porte-à-porte payé uniquement à la commission ». « On vendait des gadgets à 100 balles chez les particuliers jusqu'à 9 heures du soir », raconte Laurent. « On finit par savoir détecter ce type de faux

boulots. Quand l'entreprise utilise l'entretien d'embauche pour se vendre, et non pas pour décortiquer notre expérience professionnelle, il faut se méfier », observe Ali.

Car lorsqu'il s'agit d'offrir un « vrai travail », les entreprises se montrent autrement plus exigeantes. « Sous prétexte de vous déstabiliser, cela confine au harcèlement », s'insurge Ali. « Pour un poste de guichetier dans une banque, on m'a réclamé un CV, une lettre de motivation, et on m'a convoqué à quatre entretiens d'une demi-heure », renchérit Laurent. « On gagne peut-être 4 000 francs brut les deux premiers mois, mais on a au moins l'assurance de se voir proposer des perspectives intéressantes à la fin », résume Laurent en évoquant leur contrat de qualification en cours. Reste que, observe Ali, « mes copains dont le niveau n'excède pas le CAP n'ont pas compris que l'on propose un tel contrat à un bac + 2 : ils se demandent ce qui va leur rester... »

Titulaire d'une maîtrise d'histoire de l'art, spécialiste de « la sculpture commémorative des années 80 », Murielle Terrones se sentait tout aussi perdue. « Dans ce milieu, on

peut trouver beaucoup de choses à faire, mais gratuitement ! » Après avoir abandonné les stages non payés dans des galeries de peinture, elle a fini par s'inscrire à l'ANPE. « Pour eux, j'étais inclassable. Au mieux, ils me conseillaient de passer des concours pour être prof ou conservateur de musée. » Au terme d'une série de petits boulots, un premier stage de remotivation lui est proposé : « Je me suis retrouvée dans une salle pleine de chômeurs de tous les niveaux et de tous les âges à qui on proposait de partir trois jours à la campagne. Je me suis enfuie. »

Finalement, le « défilé » s'est produit à l'occasion d'un autre stage organisé à l'intention de jeunes diplômés chômeurs. « J'en ai profité pour décrocher un stage chez un styliste spécialisé dans la décoration. Et je me suis lancée. À ma grande surprise, sur sept lettres envoyées, j'ai eu quatre réponses positives. » Aujourd'hui, Murielle est embauchée comme assistante d'une styliste « free-lance ». « Je ne me suis jamais sentie en sécurité, dit-elle. Même aujourd'hui. Mais c'est toujours comme ça, non ? »

Valérie Devillechabrolle

La commission consultative des droits de l'homme dénonce la banalisation du racisme

Le gouvernement répond aux critiques mais confirme sa politique d'immigration

A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la commission nationale consulta-

tive des droits de l'homme souligne, dans le rapport qu'elle devait remettre au premier ministre, mardi 21 juin, la montée de l'intolérance en Eu-

rope. Pour la première fois, les explications du gouvernement sur les critiques formulées l'an dernier sont rendues publiques.

IL EST BON de poser des questions, mais il est meilleur encore d'obtenir des réponses. Pesé à l'aune de ce principe, nul doute que le rapport 1994 de la commission nationale consultative des droits de l'homme, chargée de conseiller le gouvernement en matière de libertés, fera date. Le rituel voulait que, en ce 21 mars, la commission célèbre le printemps en dressant l'état des lieux du racisme en France. Outre son traditionnel sondage sur les sentiments des Français à l'égard des étrangers et ses statistiques sur les délits racistes, la commission dénonçait les abus de l'administration. Excess de la politique sécuritaire, amalgame entre immigrés économiques et demandeurs d'asile, insuffisances de la lutte contre l'exclusion: le gouvernement recevait chaque année son lot de critiques. Mais il se gardait bien de rendre des comptes.

Autant dire que cette année, les quelque cinquante pages de ré-

ponses au rapport 1993 constituent un véritable événement. Elles n'annoncent aucun changement de cap. D'emblée, Edouard Balladur avertit la commission et son président, le conseiller d'Etat Paul Bouchet, qu'il n'a pas été possible de donner satisfaction à l'ensemble de vos demandes dès lors qu'il ne peut être envisagé de changer la politique en matière de lutte contre l'immigration clandestine et de régulation des flux migratoires. Un euphémisme pour traduire ce qui relève parfois du dialogue de sourds.

La commission s'en était prise, l'an dernier, aux conséquences des lois de 1993 sur l'entrée et le séjour des étrangers. Elle soulignait le « cercle vicieux » dans lequel se retrouvent les étrangers dits « protégés ». Mariés à un Français ou à un réfugié politique, parent d'un enfant français, ils ne peuvent être reconduits à la frontière. Mais pour peu qu'ils se trouvent en situation irrégulière, leur cas devient inextric-

cable. En France, toute régularisation leur est refusée. S'ils retournent dans leur pays d'origine pour solliciter un visa, comme le leur conseille l'administration, ils risquent de ne plus pouvoir rejoindre leur famille. Le rapport réclamait donc leur régularisation. « Ce n'est pas parce qu'une personne figure parmi les étrangers protégés contre le prononcé d'une mesure d'éloignement pour séjour irrégulier qu'elle devrait aussi être protégée contre la possibilité de priver son statut de séjour », répond le gouvernement. Le droit au travail leur est refusé plus clairement encore: « Il n'est aucunement recherché d'inclure ces étrangers à travailler clandestinement. Il est clair que ces étrangers doivent avoir la possibilité de quitter le territoire, comme ils y sont invités. » Nous n'avons pas le droit de les expulser, mais nous ferons tout pour qu'ils partent d'eux-mêmes, explique le même gouvernement. Une même

logique conduit le premier ministre à refuser tout relèvement de l'« allocation d'insertion » accordée aux demandeurs d'asile, eux aussi interdits de travail et dont la commission demandait l'alignement sur le RMI.

« Insuffisant », le nombre de lits créés dans les centres d'accueil des demandeurs d'asile (CADA); « insuffisant » la fréquence des visites et le nombre de personnes agréées dans les zones d'attente — zones dans lesquelles les demandeurs sont cantonnés en attendant l'examen en urgence de leur cas; « pas satisfaisant », la réponse apportée par le ministère de l'Éducation nationale assurant que les élèves de moins de seize ans ne verront pas leurs papiers contrôlés par les membres de la commission d'ingénierie à plusieurs reprises le gouvernement.

Pourtant, le ton général du rapport reste très conciliant. Les actions de sensibilisation aux phénomènes racistes menées auprès des policiers sont chaleureusement saluées, là où certains dérapages se trouvent au contraire passés sous silence. Concernant notamment le tristement célèbre dépôt des étrangers de Paris (Le Monde du 20 mars), la commission se borne à enregistrer la réponse du gouvernement: « Un effort budgétaire sans précédent de 22 millions de francs » au terme duquel « il n'y aura plus aucune cellule collective ». En notant de préciser que les étrangers du dépôt attendent toujours le premier coup de pioche.

Nathaniel Herzberg

Deux Français sur trois se disent racistes

LES STATISTIQUES et les sondages sont formels: le racisme s'installe. Avec 34 actions répertoriées par le ministère de la Justice, le niveau de l'année précédente. Des actes dirigés en grande majorité (62 %) contre des Arabes, et dont la gravité augmente, pour la première fois depuis 1990, le racisme a tué: le 6 août 1994, après un bal à Aut (Somme), un jeune harlé a été poussé du haut d'une falaise par quatre jeunes « blancs ». Cet ancrage est plus évident encore dans les résultats du sondage annuel. 65 % s'avouent « pas très », « un peu » ou « plutôt » racistes et 36 % seulement estiment n'avoir jamais de propos ou d'attitudes racistes. Là encore, l'islam et les Arabes sont les cibles privilégiées, puisque 62 % des sondés estiment qu'il y a trop d'Arabes et 59 % trop de musulmans.

Banalisation, donc, mais aussi pessimisme. Ainsi, 84 % des personnes pensent que la cohabitation entre Français et étrangers sera tendue à l'avenir. D'autant que la confiance en les institutions pour intégrer ces populations recule. Avec 67 % d'options favorables, les associations ne cèdent que 2 points. Mais l'École (66 %, -6), les municipalités (46 %, -6), les Églises (41 %, -5), les syndicats (40 %, -6), l'armée (36 %, -6) et les entreprises (36 %, -6) connaissent une vraie crise de confiance. Enfin le sondage marque le triomphe de l'indifférence. Peu de gens se déclarent prêts à manifester (27 %), à adhérer à une association antiraciste (24 %), et moins encore à donner de l'argent (21 %). Une attitude peu surprenante puisque 68 % des Français réservent au gouvernement le soin de lutter contre le racisme.

Tirs croisés contre Bernard Tapie

Le procès du match VA-OM devient celui d'un « système » dont le député fut l'un des responsables

VALENCIENNES de notre envoyé spécial

A trop s'aventurer hors du bois, on devient une cible facile. S'il fallait tirer un enseignement — à défaut d'une morale — de la première semaine valencienne, ce pourrait être celui-ci. Bernard Tapie, par son obsession d'écarter de l'avant-scène, tant à la barre que devant les journalistes, a pris bien des risques. Il a pu s'en rendre compte, lundi 20 mars, à la reprise de l'audience: après une coupure de deux jours marquée par le revirement du maire de Béthune Jacques Mellick (le Monde du 21 mars), toutes les attaques ont convergé vers l'ancien président de l'OM. Au terme de sept jours d'un enlèvement progressif, il ne pouvait aborder dans de pires conditions le réquisitoire du procureur Eric de Montgolfier, attendu mardi matin.

Il y a d'abord eu, lundi, les rappels à l'ordre du président Langlade, qui l'indiscipline de l'ancien président de l'OM traitait au plus haut point. Alors que Marie-Christine Robert, l'épouse du joueur valencien accusé de corruption passive, venait de se rasseoir après une ultime mise au point, le président s'aperçut que le prévenu venait de parler à la jeune femme: « Écoutez ça suffit, monsieur Tapie, elle vient de dire quelque chose de défavorable et aussitôt vous essayez de l'entreprendre! » Plus tard, le président aura cette cinglante question: « Allez-vous avoir assez d'intelligence pour nous donner la bonne version? »

Il y eut, aussi, les reproches du procureur concernant la stratégie du double procès, judiciaire et médiatique: « Ici c'est un tribunal, pas la télévision », fit remarquer M. de Montgolfier. « Je le déplore tout autant que vous moi, juridiquement, je n'y peux rien », renchérit, dans l'après-midi, le président Langlade à propos de l'omniprésence médi-

atique de M. Tapie. Ce dernier finit par s'embourber lui-même dans une théorie surréaliste qui le conduisit à admettre, sans le moindre scrupule, qu'il avait « menti de bonne foi ». Il y eut encore les dernières banderilles de Jean-Pierre Bernès, l'ex-directeur général de l'OM: « Quand je vois comment on manipule une minorité de Marseillais, quand je vois que mon père a reçu des menaces téléphoniques, quand je vois comment on monte les joueurs et les entraîneurs contre moi, je me dis qu'il est facile de parler à Valenciennes et difficile à Marseille. »

M. Tapie chercha bien à contrer M. Bernès, en versant à la procédure des éléments destinés à prouver qu'il ne pouvait avoir ordonné à son adjoint, la veille du match

boue ceux dont vous n'avez plus besoin », etc. Évoquant le duo ministériel Tapie-Mellick, il lança, péremptoire: « La République peut se passer de gens comme vous » et qualifia leurs méthodes de « fascistes ». M. Tapie quitta alors la salle, pour y revenir quelques instants plus tard.

L'offensive la plus efficace vint en fait de l'avocat de la Fédération française (FFF) et de la Ligue nationale de football (LNF), Jean Appietto. Tout au long des débats, il avait prouvé, par la persévérance de ses interventions, qu'il maîtrisait mieux le dossier que la plupart de ses confrères. Le représentant des instances sportives savait combien sa plaidoirie était attendue, tant pour cette affaire que pour les autres, dont la justice n'est pas sa-

« Pressions » présidentielles

Le juge Bernard Berty, cité comme témoin au procès, a affirmé à l'AFP et à France 2, lundi 20 mars, qu'il avait fait l'objet de « menaces » et de « pressions » alors qu'il instruisait le dossier VA-OM. Il évoque « des centaines de lettres injurieuses, des menaces de mort, des coups de téléphone menaçants, et pas moins de trois violations de domicile ». La « principale pression », affirme-t-il, serait venue « du président de la République le 14 juillet (qui a pris) fait et cause pour l'ancien patron de l'OM et [a réprimandé] les magistrats ». Il ajoute que « l'instruction a été rendue difficile, car certains prévenus disposaient de relais à tous les échelons de l'administration judiciaire ».

VA-OM, de prendre une enveloppe destinée au joueur Christophe Robert, mais il semblait mener là un combat d'arrière-garde. En répétant publiquement, quelques minutes plus tôt, qu'il avait « menti », il s'était discrédité par avance. Il avait scindé la branche de sa propre défense.

Les attaques reprenaient en début d'après-midi, avec les plaidoiries des parties civiles. La première save vint de M. Dupont-Moretti, défenseur de Jacques Glassmann, l'honnête détonateur du scandale. L'avocat avait, sous sa manche noire, une poignée de formules susceptibles de faire mouche, aussi bien sur M. Tapie que dans les gazettes: « Je me demande si ces mensonges ne confinent pas à la mythomanie », « Vous traînez dans la

mais qu'il ne pouvait occulter, qu'il a procédé par allusions.

En parlant au nom du sport et de sa morale, M. Appietto disputait un match serré. Il devait à la fois prononcer l'adieu du football à Bernard Tapie et marquer la volonté de « faire le ménage » — ce fut son expression — en matière de corruption et de « marchands du temple ». Il s'efforça d'ailleurs de regretter que les enquêtes internes menées, dès 1990, par la Ligue nationale à propos de certains matches disputés par l'OM n'aient pas entraîné, en leurs temps, l'ouverture d'une information judiciaire: « Nous n'avons jamais traité les pieds, au contraire », assura l'avocat. Il souligna le fait que les joueurs (Robert, Burnichaga et Eydelie) et, à un degré moindre, Jean-

Philippe Broussard

DAL a occupé le siège de la Caisse des dépôts

UNE CENTAINE DE MILITANTS de l'association Droit au logement (DAL) ont occupé, lundi 20 mars, en début d'après-midi, le siège social de la Caisse des dépôts et consignations, à Paris. Ils protestaient ainsi contre l'expulsion, dimanche matin, de quatorze familles qui s'étaient installées la veille dans un hôtel particulier du centre de Toulouse, appartenant en partie à la Caisse des dépôts. Les manifestants ont quitté les lieux vers 16 heures après avoir été reçus par le président de la Caisse, Philippe Lagayette. Selon eux, il aurait donné l'assurance que « tout serait fait pour le réajustement des familles ». Mais M. Lagayette a surtout indiqué que s'étant que « très partiellement » propriétaire de l'immeuble, la Caisse n'avait « pas adressé de demande d'expulsion aux pouvoirs publics ». De quoi renforcer la colère de l'association DAL à l'encontre d'Edouard Balladur et de Charles Pasqua, jugés « entièrement responsables » de la décision de recourir à la force publique. Dimanche, le premier ministre avait en effet indiqué qu'il avait « donné son accord » pour l'intervention. « Il faut que force reste à la loi », a ajouté, lundi, son directeur de campagne, Nicolas Bazire.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE: l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) s'indigne, dans une lettre adressée lundi 20 mars au Conseil supérieur de l'Audience, des tribunes offertes par la télévision publique à des personnes « en délicatesse avec la justice », telles que Bernard Tapie ou Pierre Suard. Selon l'APM, il est « effrayant » que l'on puisse ainsi leur « permettre en toute tranquillité, en l'absence de sérieuse contradiction de la part d'interrogateurs pour le moins peu pugnaces et critiques, et malheureusement en toute impunité, d'essayer de gagner dans l'opinion les causes qu'ils risquent de perdre dans les tribunes ». Si la télévision veut donner la parole à un mis-en-examen, conclut l'APM, elle doit le faire « avec un minimum de mesure et de discernement ».

■ PRISONS: un prisonnier en détention provisoire s'est suicidé, dimanche 19 mars, à la maison d'arrêt de Besançon (Doubs), en se pendait avec sa ceinture dans la cellule où il avait été placé après avoir été interpellé à la frontière franco-suisse en possession d'une petite quantité de drogue. De nationalité française et vivant en Afrique, cet homme âgé d'une trentaine d'années avait été écroué, vendredi soir 17 mars.

JUGEMENTS

■ MÉDECINE: un gynécologue et une sage-femme adeptes des accouchements « naturels » ont été condamnés pour homicide involontaire, lundi 20 mars au tribunal correctionnel de Nanterre, à un an de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende. Le 4 mars 1990, au terme d'une grossesse normale, Claudia Chalumeau avait accouché d'une petite fille en état de mort apparente, qui devait décéder dix jours plus tard de lésions neurologiques irréversibles (Le Monde du 8 février). M^{me} Chalumeau et son mari, qui avaient été séduits par les thèses sur les mises au monde dites « naturelles », avaient alors dénoncé l'environnement médical de l'accouchement et l'absence de surveillance continue par monitoring du rythme cardiaque fœtal. Le docteur Serge Blizieu, gynécologue-obstétricien réputé pour son opposition à l'hypermédicalisation des accouchements, et Pom Suec, la sage-femme, ont annoncé leur intention de faire appel.

■ INDEMNISATION: deux personnes détenues et finalement innocentes ont obtenu des compensations financières, vendredi 17 mars, auprès de la Commission nationale d'indemnisation. Chaleb Boulmoussou, un manœuvre âgé de quarante-sept ans qui avait été détenu pendant un an avant de bénéficier d'un non-lieu dans une affaire de viol, vit recevoir une indemnisation de 60 000 francs. Christian Lévesque, âgé de trente-neuf ans, soupçonné d'avoir allumé des incendies dans un hôtel du Pas-de-Calais, a obtenu 20 000 francs, pour avoir été détenu durant trois mois avant d'être relâché.

■ ACCIDENT: le PDG de la Compagnie des bateaux-mouches, ainsi que l'un de ses pilotes ont été condamnés pour homicide involontaire, lundi 20 mars à Paris, après un accident qui avait coûté la vie à un touriste portugais. Lors d'un choc frontal avec une péniche, le 23 mars 1989 sur la Seine, la victime avait eu la tête écrasée par la fermeture brutale d'une porte coissante. Jean Bruch, le PDG, a été condamné à 150 000 francs d'amende, et le pilote à six mois d'emprisonnement avec sursis.

■ CATASTROPHES AÉRIENNES: Airbus Industrie ne peut se constituer partie civile dans les dossiers instruits après les accidents d'Habheim et du mont Sainte-Odile, les 26 juin 1988 et 20 janvier 1992. La Cour de cassation a rejeté, le 8 mars, les deux pourvois formés par le Groupement d'intérêt économique qui estimait que l'atteinte portée à sa réputation et les démarches entreprises pour démontrer la fiabilité de ses appareils lui avaient occasionné un préjudice. La chambre criminelle de la Cour de cassation a jugé que la chambre d'accusation avait à juste titre considéré que le constructeur n'avait pas subi de préjudice direct à la suite de ces accidents.



VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL.: 40.75.45.45 - FAX.: 45.63.89.01

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 6 AVRIL 1995, à 14 h 30
UN STUDIO à PARIS 19^e - LIBRE
12, rue Léon-Giraud
Mise à Prix: 100 000 F
Pour renseignements: M^{re} Yves TOURAILLE, avocat à PARIS 9^e, 48, rue de Clichy, Tél.: 45-74-45-85
M^{re} PENET-WEILLER adm. jud. 39, bd Beaumarchais à Paris
Visite le 31 mars 1995 de 15 heures à 16 heures
3 avril 1995 de 12 heures à 13 heures

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 6 AVRIL 1995, à 14 h 30
BOUTIQUE - 96, RUE JEAN-PIERRE-TIMBAUD
à PARIS (11^e) - car-bout. W.C. et réserve avec cuisine
Mise à Prix: 300 000 F
S'adresser: à M^{re} Georges LAURIN, avocat à PARIS (75006), 10, rue de l'Isly, Tél.: 45-22-51-26 de 10 h 30 à 12 heures
VISITES s.p.l.c., le 29 MARS 1995, de 15 heures à 16 heures

Vente d'appt. imm. PAL. JUST. NANTERRE le JEUDI 30 MARS 1995 à 14 heures
PAVILLON à ISSY-LES-MOULINEAUX (92)
15, rue MARCEL-MIQUEL - 4 pces pces
Jardin GARAGE - Surf. 211 m²
Mise à Prix: 667 000 F
S'adresser: à M^{re} POUCHARD, avocat à ASNIERES-sur-Seine (92), 9, rue R. Lavoigne
M^{re} R. BOISSEL, avocat à PARIS 9^e, 8, bd. Saint-Germain, Tél.: 43-29-49-88

55 مازن لامل

DISPARITIONS

Fred Mulley

Un fidèle de Harold Wilson

FRED MULLEY est décédé le 15 mars à l'âge de soixante-seize ans. Il était devenu célèbre pour une photo : celle qui le montre assoupi, aux côtés de la reine Elizabeth au cours d'un dîner célébrant son jubilé d'argent.

Alors ministre de la défense britannique, il n'avait même pas été réveillé par les fanfares et le vrombissement des avions à réaction.

Mais la carrière de cet homme discret, né en 1918, ne s'est pas arrêtée là. Fils d'ouvrier, militant du Labour, il fit sur le tard de brillantes études à Oxford puis à Cambridge après avoir passé cinq ans dans un camp de prisonniers allemands.

Intellectuel et syndicaliste, pro-européen, il aura joué un rôle im-

portant au sein du Parti travailliste, dans lequel il se situait franchement à droite.

Député en 1950, il a été successivement secrétaire d'Etat pour l'armée, l'aviation, aux affaires étrangères, au désarmement puis aux transports avant de prendre le portefeuille de l'éducation (1975-1976) puis celui de la défense. Il a aussi été président du Labour en 1974-1975.

Au cours de la dernière partie de sa carrière, il joua un rôle déterminant aux côtés de Harold Wilson, s'efforçant de maintenir la cohésion d'un parti divisé, en particulier sur l'Europe. Il avait été fait pair ooo héréditaire en 1984.

P. de B.

■ **VITAL SACHARENKO**, ancien journaliste à l'Agence France-Presse, est décédé, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, dans la région parisienne. Né le 3 janvier 1916 à Kiev, en Ukraine, Vital Sacharenko a commencé sa carrière de journaliste au service étranger de l'AFP en 1945. Traducteur au procès des criminels de guerre nazis à Nuremberg, il était devenu directeur du bureau de l'AFP à Hongkong en 1960, puis, quatre ans plus tard, directeur du bureau de Berlin, et en 1969, directeur du bureau de New York. En 1973, il était retourné à Paris et avait été nommé rédacteur en chef de l'agence.

■ **SUNNYLAND SLIM**, pianiste de blues, est mort vendredi 17 mars à Chicago (Illinois), à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Sunnyland Slim, Albert Luandrew de son vrai nom, qui a commencé sa car-

rière en jouant du piano dans des églises, des maisons de passe et des salles de cinéma muet au cours des années 20, a enregistré plus de vingt disques au cours de sa carrière et reçu, en 1988, un prix du National Endowment for the Arts. Il a joué avec des grands du blues comme Muddy Waters, Howlin' Wolf, Little Walter et Willie Dixon.

AGENDA OFFICIEL

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Jeu 23 mars :

- 13 heures : déjeuner avec le roi Hussein de Jordanie.

- 18 heures : audience des comités de jumelage des villes de Châteauneuf-Chinon (Nièvre), Cortona (Italie) et Villers (Lot-et-Garonne).

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche 19 mars 1995 sont publiés :

● **Etudes européennes** : un arrêté approuvant la transformation du « centre européen de Strasbourg », association loi 1901, en un groupement d'intérêt public (GIP) provisoirement dénommé « centre des études européennes de Strasbourg », dont le siège est fixé à Strasbourg, dans la Commanderie Saint-Jean (ensemble qui abrite le pôle alsacien de l'Ecole nationale d'administration).

L'objet du groupement est la formation et la recherche dans les domaines de compétence qui concernent l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Le groupement doit participer à la formation initiale des élèves des écoles administratives, en particulier l'ENA, des auditeurs de justice, des élèves des écoles d'ingénieurs de l'Etat, ainsi que des cadres supérieurs territoriaux. Il doit préparer aux concours de recrutement des fonctionnaires des Communautés européennes. C'est au conseil des ministres du 21 octobre 1992 qu'il avait été prise la

décision de principe de créer le centre européen. Cette décision avait été confirmée le 11 mars 1993. Un rapport du Conseil d'Etat montre, en effet, que les postes de haut niveau de la fonction publique européenne sont peu perméables aux ressortissants français, et que les collectivités et entreprises françaises sont peu performantes par rapport à leurs homologues européennes, dans la maîtrise des mécanismes européens. Cette situation est largement due à la faiblesse des modules européens de formation ainsi qu'à la quasi-inexistence de préparations spécifiques aux concours européens.

Le GIP du Centre des études européennes de Strasbourg est constitué par l'Etat, l'Ecole nationale d'administration, l'Institut international d'administration publique, la Fondation nationale des sciences politiques, l'université Robert-Schuman de Strasbourg, l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris, l'Ecole nationale du génie rural, des eaux et forêts, le Centre national de la fonction publique territoriale, le barreau de Paris et la conférence des bâtonniers. Un décret précise la composition de son conseil d'administration.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Viviane et Olivier SILBERSTEIN, Les arrière-grands-pères, Les grands-parents, ont l'immense joie d'annoncer la naissance de

Myriam,

le mardi 21 février 1995.

13, avenue Taillebourg,

75011 Paris.

Décès

- Le docteur Adolphe Avrane, son épouse, M^{me} Colette Avrane, sa fille, Les docteurs Claude et Monique Avrane, M^{me} Denise Macagno, sa sœur, M^{me} Monique Guidet, sa nièce, Et leurs enfants, Marie-Anne, Hélène, Charles-David, Alexandrine, Virginie, Le docteur André Avrane, Et M^{me} Anne-Michèle Avrane, Le docteur Edouard Penot, Et M^{me} Louise Penot, M^{me} Gisèle Avrane, Et leurs enfants, Ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Toute sa famille, Et ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacqueline AVRANE,

née Bernheim-Macagno,

survenue le 15 mars 1995, dans sa quatre-vingt-unième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 23 mars, à 10 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à la porte principale avenue Marx-Dormoy.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

45, rue de Saint-Petersbourg,

75008 Paris.

- Le docteur et M^{me} Michel Barilski, et leurs enfants, David, Aline et Judith, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Meyer BURSTEIN,

survenu le 15 mars 1995, dans sa quatre-vingt-septième année à l'hôpital Boucicaut à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Genia Geselson, Claude et Razya Geselson, et leurs enfants, Michaël et Cécile Gordon, et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de leur très cher ami le

docteur Meyer BURSTEIN.

- Michel et Isabelle Drouin, Sylvie et Jean-Pierre Legaret, Daniel et Michèle Drouin, Nicolas et Eve Drouin, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le chagrin d'annoncer le décès de

M. Jacques DROUIN,

surv. au l. vendredi 17 mars 1995, dans sa quatre-vingt-septième année.

Il rappelle le souvenir de son épouse.

Ghisa DROUIN,

née Solovetschik,

disparue il y a un an.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale à Cuverville-en-Caux (Seine-Maritime).

41, rue Saint-Sabin,

75011 Paris.

- Jean-Louis Chiss, Robert Chiss, l'offrent leurs amis et collègues du décès de leur père,

Guy CHISS,

survenu le 16 mars 1995 à Paris.

- Nous avons le regret d'annoncer le décès de

M^{me} Irène DUMONVILLIER

dans sa quatre-vingt-troisième année (1912-1995).

Ses enfants,

Petits-enfants,

Arrière-petits-enfants.

- Ile de Noirmoutier,

Catherine,

sa fille,

Paul Martin,

son gendre,

Sophie, Cécile, Virginie et Julie,

ses petites-filles,

ont le chagrin de faire part du décès de

Louis FRIJOUX,

survenu à l'âge de soixante-seize ans.

Catherine Martin,

6, rue de Froum,

34970 Lannes.

- Bruno et Charles de Giraud d'Agay, Les familles Ricard et Fabre, ont la douleur de faire part du décès, le 17 mars 1995, de

Marie-Françoise

de GIRAUD d'AGAY,

née Ricard,

professeur des universités,

praticien hospitalier

au service d'anatomie-pathologie

de l'hôpital Saint-Louis, à Paris.

Une cérémonie religieuse a lieu en l'église Saint-Paul, rue Saint-Antoine, le mardi 21 mars, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Vous pouvez envoyer des dons à l'Association Claude-Bernard, à l'attention de M^{me} Anne de Roquencourt, service d'anatomie-pathologie, hôpital Saint-Louis, Paris-10.

« Notre vie est un voyage [dans l'hiver et dans la nuit. Nous cherchons notre passage [dans le ciel où rien ne lui. (Voyage au bout de la nuit.)

- Le président, Le conseil d'administration, Et les membres de la Fédération des industries ferroviaires, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Philippe GUILLEMARD,

délégué général de la Fédération

des industries ferroviaires,

survenu le 17 mars 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 23 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, 1, rue Montalembert, Paris-7.

- M^{me} Renée Navarro, son épouse, Les familles Navarro, Papp, Charpentier, ont la douleur de faire part du décès de

Jean NAVARRO,

ingénieur retraité

de la Météorologie nationale,

ancien des Expéditions polaires

françaises,

et des terres australes françaises,

survenu le 15 mars 1995, dans sa soixante-dix-septième année.

9, rue de la Gare,

72500 Vaux.

- M^{me} Etienne Lapalus, son épouse, M^{me} Jacques Lapalus, M^{me} et M^{me} Jean-Marc Lapalus, Le docteur et M^{me} Bernard Lapalus, Le docteur et M^{me} Philippe Lapalus, ses enfants, Ses petits-enfants, M^{me} le docteur Françoise Bussière-Lapalus, ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne LAPALUS,

ancien élève

de l'Ecole normale supérieure,

ancien doyen de la faculté des lettres

de Dijon,

ancien recteur de l'académie

de Clermont-Ferrand,

survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La messe de funérailles sera célébrée le mercredi 22 mars, à 9 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Clermont-Ferrand.

20, rue de La Rochefoucauld,

63000 Clermont-Ferrand.

- Marie-Catherine Weil, Anne Wilson, Pascal Oger, ses enfants, Patrick, Valérie et Amélie Galtier, Jacques-Arthur et Nicolas Weil, Charlotte et Judith Favier, Antoine et Cécile Oger, ses petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacques OGER,

née Françoise Sockeel,

survenu le 18 mars 1995, dans sa soixante-dix-septième année.

Elle a rejoint son époux,

Jacques OGER,

décédé le 25 décembre 1983,

et sa fille,

Marie-Alice GALTIER,

décédée le 6 mars 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de l'île de Bréhat (Côtes-d'Armor), le mercredi 22 mars.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Nous avons la grande tristesse de faire part du décès de

Nichette SAHUGUET,

veuve de Charles Sahuguet,

peintre,

survenu le 17 mars 1995, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 27 mars, à 9 heures, en l'église de Sainte-Marie-des-Batignolles, Paris-17.

L'inhumation aura lieu, le mardi 28 mars, à 9 heures, à Montreuil-de-l'Aude.

26, rue Brochant,

75017 Paris.

- Alexis et Fabienne Hadjimichalis, Nikita et Christine Hadjimichalis, ses enfants, Renos et Patsy Svoranos, et leurs fils,

Ses frères, belles-sœurs et neveux, Alexandra, Nicolas et Lucas, ses petits-enfants, L'Ecole française d'Athènes, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Vanna

HADJIMICHALIS-SVORANOS,

survenu le 19 mars 1995, à Athènes.

L'inhumation aura lieu le mercredi 22 mars à Athènes.

349, avenue Louise,

1050 Bruxelles (Belgique).

Marnall 46,

10676 Athènes (Grèce).

13, rue d'Alésia,

75014 Paris.

- Françoise et Jean-Claude Gourjault, ses parents, Frédéric, son frère, André Gourjault, son grand-père, Simone et François Luchaire, ses grands-parents, Monique et Gérard Rousseau, Mimi et Pascal Lamy, Isabelle et Yves Luchaire, ses tantes et oncles, Olivier, Danièle, Benjamin, Marie, Julien, David, Quentin, Fabien et Marion, ses cousines et cousins, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel, le 17 mars 1995, à Paris de

Virginie.

Elle avait vingt-ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 24 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Dominique, 20, rue de la Tombe-Issoire, à Paris-14.

THESES
Tarif Etudiants
65 F la ligne H.T.

- On nous prie d'annoncer le décès, dans sa soixante-quinzième année, du général de division

André PONS, officier de la Légion d'honneur, ancien commandant de l'Ecole d'application de l'artillerie de Draguignan,

survenu le 18 mars 1995.

Ses obsèques auront lieu le 24 mars, à 14 h 30, en la collégiale de Montreuil-de-l'Aude (Aude).

Ni fleurs ni couronnes.

155, boulevard de la Reine, 78000 Versailles.

Anniversaires

- Il y a un an disparaissait

Germaine COSTA.

Nous pensons tous fort à elle.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Il y a dix ans mourait dans l'amour des siens notre fils, père, frère et époux.

Denys KRYNEN.

Tous ses amis, ses collègues de la mission française auprès des Nations unies se joindront à la famille dans le souvenir, ce 31 mars 1995.

Soutenances de thèses

- Françoise Simonet soutiendra, pour l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie, sa thèse sur « L'assistance médicale à la procréation », le 21 mars, à 18 heures, à la faculté de pharmacie René Descartes, dans les salons du 119.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Téléphone :

40-65-29-94

40-65-29-96

Le Monde

A lire avant d'élire.

Offre exceptionnelle d'abonnement : 3 MOIS SPÉCIAL ÉLECTIONS*

☐ Oui, je souhaite bénéficier de votre offre exceptionnelle d'abonnement de 3 mois "SPÉCIAL ÉLECTIONS", pour 382 F soit 30 % de réduction (4,90 F le numéro au lieu de 7 Francs), et ne manquer ainsi aucun numéro.

* abonnement postal.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Date et signature obligatoires _____

☐ Je joins mon règlement de 382 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde.

☐ Je préfère régler par Carte Bleue N° _____

A retourner à : Le Monde-Service Abonnements, 1, Place Hubert Beauvillier - 94852 Ivry sur Seine Cedex

Offre valable jusqu'au 30/04/1995 uniquement en France Métropolitaine et pour un premier abonnement.

J'ai bien noté que je pouvais, à tout moment, sur simple demande, faire suspendre ou transférer mon abonnement si je pars en vacances pendant ces trois mois.

HORIZONS

PORTRAIT

L'un a livré sa vie à la science, l'autre à la politique. Il arrive que la politique l'emporte sur la dérive des continents. Depuis quinze ans, Claude Allègre sert Lionel Jospin. A chaque épisode, il jure qu'on ne l'y reprendra plus.

Il est des hommes sans cesse détournés de leur route. Par une femme, un maître à penser, simplement par les circonstances. Pour Claude Allègre, l'un des scientifiques français les plus connus à l'étranger, ce mauvais génie encombrant s'appelle Lionel Jospin. Cela fait près de quinze ans, à entendre cet homme infatigable, rond et volubile, que la grande passion de sa vie, la géochimie, est régulièrement contrecarrée par la destinée de son meilleur ami : la politique. Et à l'en croire, malgré ses plaintes, ses refus, ses livres et ses publications en retard, malgré mille bonnes raisons, la liberté n'est pas pour demain. Claude Allègre a encore rechuté pour cause de campagne électorale. Il conselle, s'impacite, bouscule le PS et son candidat, alors qu'il ferait mieux, de son propre aveu, de se concentrer sur la datation tectonique des plaques.

« Ma vie est là, répète-t-il dans son bureau de l'Institut de physique du globe, qu'il a dirigé de 1976 à 1986. Si Lionel ne s'était pas présenté, je ne serais pas revenu. D'ailleurs, qu'il soit ou non élu, cela

matériau de l'UNEF, en butte aux résistances des étudiants communistes, qui voulaient empêcher les manifestations contre l'intervention militaire. Plus proche des « porteurs de valises » que Jospin. « Lionel refusait de contribuer à fournir des armes dans le FLN, mais se servait contre les soldats de la métropole. Nous fréquentions les leaders étudiants algériens d'Antony, comme Ahmed Ghazali, qui allait devenir premier ministre, et rester notre ami commun. Eux aussi conseillaient la prudence. »

En ces années, Claude Allègre et Lionel Jospin étaient des compagnons d'après l'adolescence. Politisés et incertains. « Pas des intimes, des copains. » Fonçant vers les sciences, rêvant déjà d'en croquer le conservatisme, Allègre garde le souvenir d'un ami moins sûr de lui-même. « Il a lâché hypokhâgne parce qu'il pensait ne pas être admis à Normale Sup. Et puis, alors qu'il était admissible à l'ENA, il s'est persuadé qu'il avait raté l'écrit, et s'est présenté trop tard à l'oral. Il n'est entré à l'ENA que l'année suivante, et nous avons été ça dignement. En fait, il aurait dû être prof d'histoire contemporaine, et normalien. » Comme si l'ENA n'avait été qu'une sorte de

la victoire de François Mitterrand, Lionel Jospin est devenu le premier des socialistes. Ce qui ne rapproche pas davantage Claude Allègre. Le déclencheur, pour l'un comme pour l'autre, est plus personnel. Après Antony, le hasard les place l'un et l'autre aux abords du jardin du Luxembourg, où ils habitent désormais. Promenades, parties de tennis, dîners dans les restaurants du quartier. A l'écart, Claude Allègre n'y est toujours pour rien. C'est Jospin, un rendez-vous après l'autre, qui, calmement, fait tomber peu à peu les appréhensions de l'ami retrouvé. Le PS et François Mitterrand ont besoin d'avis scientifiques autorisés et d'idées pour l'enseignement. Allègre vient tater le vent, qui ne lui dit rien qui vaille. Après le congrès de Toulouse, en octobre 1985, il veut déjà claquer la porte.

Jospin le rattrape en lui confiant la direction du groupe des experts du PS. « Bêtement, j'ai dit oui. » Il s'acquitte de sa tâche, malgré son franc-parler et son dédain des préséances, et offre le concours de plus de trois cents intellectuels et spécialistes au Parti socialiste. Le voilà piégé. Et le sage Jospin, flan-



DESSIN DE MARC TASSOFF

Claude Allègre, l'ami retrouvé de Lionel Jospin

ne changera rien à ma décision. » Claude Allègre s'en veut. Ou affecte de s'en vouloir. Il a tant de choses à faire ! Fouiller encore les mystères du Big Bang, siéger à l'Académie des sciences américaine, dont il est membre, enseigner à Paris-VII ou au MIT (Massachusetts Institute of Technology). Honorer parmi ses pairs son prix Crafoord, l'équivalent du Nobel pour la géologie, qui lui a été décerné, en 1986, par l'Académie des sciences de Suède. A cinquante-huit ans, Claude Allègre affirme vouloir retrouver le droit chemin.

« Je me suis laissé entraîner », lâche-t-il dans un soupir qui éclaire un visage poupin et deux yeux pétillants de malice. La faute à Jospin. Lui n'est qu'un « intellectuel engagé ». Un citoyen vigilant, comme chacun devrait l'être, ajoute-t-il, bénéficiant d'une lignée de grognards contestataires. Un grand-père communiste et mineur, un autre secrétaire du Parti radical de l'Hérault. Un père professeur de sciences naturelles, résistant, et secrétaire général du Front national universitaire. Une mère directrice d'école, et secrétaire fédérale de la FEN. De quoi vous donner le goût de tempêter contre la société, des armes pour les manifs, le réflexe des grandes causes, à la manière des universitaires. Et tout ce qu'il faut de bonnes raisons pour se cantonner dans une sage et furtive réaliste méfiance envers la politique réelle.

Longtemps, Claude Allègre a cru que son tempérament frondeur et son insatiable curiosité scientifique suffiraient à faire une vie. Il y avait bien Lionel Jospin, compagnon de hasard, du temps de ses études, en pleine guerre d'Algérie. Mais, des deux, à la Cité universitaire d'Antony (Hauts-de-Seine), c'était lui le plus engagé, responsable de la section du PSU, alors que le jeune Jospin n'en était qu'un membre intermittent. Ani-

choix de rattrapage. Manière, pour Allègre, de croire qu'à Normale Sup le démon de la politique aurait peut-être épargné Lionel Jospin. Ce qui l'aurait lui-même bien arrangé.

Le temps des copains s'achève, après la guerre, des nuits de discussions enflammées et des matches de basket. Grâce à Yves Rocard, père de Michel, professeur à Normale Sup, Claude Allègre obtient une bourse pour les États-Unis, où il profite des leçons d'un jeune enseignant californien, Gerald Wasserburg. Vingt et un ans plus tard, les deux hommes se partageront le même prix Crafoord.

De retour en France, Claude Allègre applique, presque clandestinement, à la géologie les méthodes de la géochimie. Il a inventé la géochimie. Ce savant anticongrèsiste accumule les titres de gloire, tout en pestant contre son milieu professionnel.

La politique ? Il ne veut pas en entendre parler. Il ne partage pas l'admiration de sa génération pour Pierre Mendès France, et suspecte François Mitterrand de toutes les compromissions. S'il adhère au PS, en 1973, après le congrès d'Épinay, c'est presque en désespoir de cause, dans la section du 13^e arrondissement de Paris, tenue par Paul Quilès, qu'il apprécie peu. De temps en temps, pour un dîner nostalgique, il revoit Lionel Jospin, alors étoile montante du nouveau PS et protégé de François Mitterrand.

Mais à chacun sa vie. Lui, Allègre, n'est pas loin de considérer qu'il ne faudrait jamais laisser les affaires de la société civile aux hommes politiques. Les scientifiques lui paraissent plus pragmatiques. Ces soirs-là, Jospin sourit, laisse dire. Ses convictions se sont trempées avec les années.

Les deux hommes se perdent souvent de vue. Jusqu'en 1981. Par

qué, à la vie à la mort, de son contraire. Grand et mince, alors que Claude Allègre est petit et râblé. Longtemps fidèle à Mitterrand, qu'Allègre indispose rapidement, malgré ses récits de la dérive des continents. Longtemps soucieux, à son poste de premier secrétaire, de la libre expression des courants, tandis que l'éconoclaste voit partout des adversaires de Jospin.

Mais, c'est ainsi, qui cherche Jospin trouve désormais Claude Allègre en sus. Dans un milieu qui prise les alliances de circonstance, l'amitié détonne. Déranger, parfois. Pour Jospin, Allègre a dix idées à l'heure, que le premier se-

« Au Parti socialiste, ils ne foutent rien et passent leur temps à des problèmes d'ambitions personnelles »

crétaire contient, mais que l'ami intègre, digère, à sa manière, méthodique et progressive. « En 1988, quand il a été nommé ministre de l'Éducation, Lionel était déçu que je ne sois pas moi-même ministre. » Qu'importe : Jospin, ministre d'État, peut se permettre de prendre Claude Allègre pour conseiller spécial, malgré les rallies d'une partie de l'appareil et les craintes des milieux pédagogiques. « Je ne pouvais pas refuser. Cela faisait des années que je râlais contre l'Université. »

Le voilà à l'œuvre, comme en son laboratoire. Au gouvernement, ce naïf obstiné pense pouvoir appliquer ses chers raisonnements scientifiques. Un plus un font deux. Au MIT peut-être, à Paris-VII, à l'Institut de physique du globe, qu'il délaisse un peu, en jurant le regretter amèrement. Pas dans les affaires de l'État. Pour la gloire de Lionel Jospin, il s'acharne à réussir la réforme de l'enseigne-

ment supérieur. Quitte à se mettre à dos les hommes gris du budget ou à donner un tour explosif aux réunions interministérielles. On le surnomme « le vice-ministre ». Jospin le contient toujours. « Ce n'était pas fait pour moi, explique-t-il aujourd'hui. Mais cela m'a passionné d'étudier d'ouï près les mécanismes de l'État. Les Français, et même la presse, se trompent sur les centres de décision. Ils ne sont jamais là où on les croit. »

Lorsque Lionel Jospin est évincé du gouvernement Bérégovoy, Claude Allègre pense enfin pouvoir retourner à ses calculs de l'âge de l'Univers. Mais, cette fois,

ilant, il espérait sauver encore le PS. Dans les affaires d'argent, il a longtemps fait la distinction entre les détournements au profit d'un parti et l'enrichissement personnel.

Jospin regrette le départ de l'ami, puis démissionne à son tour. « Intellectuellement, il avait compris que je m'en aille. Mais ce n'était pas encore son heure. » Lorsqu'elle vient, en avril 1993, Claude Allègre suit pas à pas sa traversée du désert. Battu aux élections législatives, hospitalisé pour une crise grave d'hypertension, en butte à des problèmes familiaux, Lionel Jospin traverse une période difficile. Il souhaite retourner aux affaires étrangères, son administration d'origine. « Je pensais qu'on allait lui donner un poste d'ambassadeur dans un pays social-démocrate. Balladur et Juppé étaient d'accord. Cela ne s'est pas fait. Je le voyais de plus en plus à mesure qu'il s'isolait. Il laissait aller son courant au parti. Mai, ça m'énervait de voir Emmanuel l'abandonner, par ambition personnelle. »

ALORS, Claude Allègre quitte à nouveau régulièrement son cher laboratoire pour maintenir les contacts indispensables, certain du retour de Jospin. Jusqu'à cette campagne-ci. « Je ne voulais pas y aller. Mais il avait besoin d'un coup de main. Je ne l'aurais pas fait pour un autre. Peut-être un peu pour Delors, ou pour Rocard. Ce n'aurait pourtant pas été la même chose. » Comme c'est Jospin, Claude Allègre, toujours malgré lui, a repris du service actif. « Au PS, ils ne foutent rien et passent leur temps à des problèmes d'ambitions personnelles. » Toujours querellant, il se mêle à nouveau de tout, du programme du candidat comme de l'état-major. Et toujours dérangeant, il détonne encore. Bourré d'idées — un groupe d'experts à lui tout seul —, il assaille son candidat

de coups de fil, de textes, de propositions. L'ami prend, et fait son choix. Car, Allègre le concède bien volontiers, Jospin a grandi. « Qu'est-ce qui lui manque ? Rien. Il suffit qu'il fasse de la politique. Il est très bon pour ça. »

S'il s'inquiète, pour bien connaître celui dont il se dit « le disciple », c'est plutôt d'une question d'image. « Plutôt rigoureux et vivant en privé », son candidat passe pour « un protestant austère ». « Mai, je me bats pour qu'il soit authentique, qu'il sourie. C'est vrai qu'il est un peu figé en public. Il est même trop respectueux des gens. La preuve : il répond aux questions des journalistes, à la télé, ce qu'il ne fait jamais faire. » Une seule faiblesse de campagne peut-être, qui reste une qualité aux yeux de Claude Allègre : ce manque d'égoïsme affiché qui est la marque des souverains solitaires. « Il aime le travail d'équipe, et apprécie le style décontracté des cabinets américains ou israéliens. C'est pour cela qu'il parle de président-citoyen. »

Jospin a-t-il une chance ? Toutes les chances, réplique le conseiller spécial, oubliant le temps d'une campagne, son rationalisme. Il y croit, et dur comme fer. Sinon, il ne serait pas là, plongé dans un parti qu'il aime tant critiquer, à mille lieues de ses plaques terrestres. Sinon, il serait au travail, à ses livres, à ses publications, à ces mille tâches en retard, et bien plus importantes.

De toute façon, élu ou battu, Lionel Jospin devra se passer de lui. Puis Claude Allègre se ravise : même battu, avec un bon score, Jospin sera l'homme du PS pour les dix ans à venir. De quoi changer les choses, enfin ? A cette réflexion, le géochimiste regarde distraitemment son bureau de l'Institut de physique du globe. Partagé, sûrement.

Philippe Boggio

مكتبة من لاهل

Février 1995 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

INTERNATIONAL

1^{er}. - **BOSNIE** : la proposition, dans un entretien au Monde, du ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, de réunir une conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie est rejetée par le gouvernement de Sarajevo et par le président serbe, Slobodan Milosevic. Le 6, l'Union européenne (UE) appuie l'initiative française. Le 13, le tribunal pour l'ex-Yugoslavie de La Haye lance sa première accusation de génocide contre un groupe de Serbes responsables d'« atrocités à l'indéfini » et autour du camp de la mort d'Omorsko. Le 14, opérant un changement de position, les États-Unis acceptent de suivre leurs partenaires du « groupe de contact » (États-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Russie) et de proposer à Belgrade une suspension des sanctions internationales qui pèsent sur la Serbie depuis mai 1992, en échange de la reconnaissance de la Bosnie et de la Croatie (3, 7, 8, 11, 14 à 16).

2. - **PROCHE-ORIENT** : le président égyptien Hosni Moubarak prend l'initiative de réunir pour la première fois au Caire le roi Hussein de Jordanie, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, afin d'éviter un « effondrement » de l'ensemble du processus de négociation au Proche-Orient. Le 13, réunis à Jéricho, les représentants de l'OLP et d'Israël parviennent à un premier accord sur l'élection directe du président de l'Autorité autonome parallèlement à celle du Conseil d'autonomie (3, 4, 9, 15).

3. - **ALGÉRIE** : François Mitterrand suggère l'organisation d'une conférence sous l'égide de l'Union européenne qui « s'inspirerait » des idées émises lors de la ren-

contre de Rome en janvier des principaux partis de l'opposition, islamistes compris. Le 11, première opération du genre depuis le début du conflit algérien en 1992, un commando islamiste venu d'Algérie attaque le poste-frontière tunisien de Tamerza, faisant six morts parmi les gardes nationaux tunisiens. Le Groupe islamiste armé (GIA) revendique l'opération le 20 (5-6, 7, 8, 11, 16, 22).

4. - **TCHÉTCHÉNIE** : pour la première fois depuis l'entrée des forces russes en Tchétchénie le 11 décembre 1994, les combattants tchétchènes abattent un avion russe à l'est du pays. Le 13, les commandements militaires russe et tchétchène, réunis en Ingouchie, concluent un cessez-le-feu immédiat mais partiel, prévoyant l'arrêt des affrontements aux armes

lourdes et des bombardements aériens. Le 21, les chars russes, appuyés par l'aviation et l'artillerie, bouclent totalement Grozny, repoussant les indépendantistes dans leurs bastions hors de la capitale (5-6, 7, 11 à 16, 22 à 25, 28 à 30/III).

6. - **UNION EUROPÉENNE-TURQUIE** : réunis à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Quinze parviennent à un accord de principe ouvrant la voie à une union douanière avec la Turquie et permettant à terme l'ouverture de pourparlers sur Chypre en vue de l'adhésion de l'UE à l'Union européenne (8, 9, 11, 18).

6. - **ÉQUATEUR-PÉROU** : l'armée péruvienne lance une offensive contre le poste de Twintza dans la zone frontalière que se disputent les deux pays depuis cinquante ans et où les combats ont repris le 26 janvier. Après la prise de Twintza par ses forces, le Pérou décrète, le 13, un cessez-le-feu unilatéral auquel souscrit le gouvernement équatorien. Le 17, les deux pays signent au palais de Pitamaraty, à Brasília, une « déclaration de paix ». Le 26, les combats reprennent dans la région de Twintza à l'initiative de l'armée équatorienne. Le 28, les ministres des affaires étrangères des deux pays signent un nouveau cessez-le-feu à

Montevideo (Uruguay) (7 à 2/III).

6. - **ESPACE** : pour la première fois depuis vingt ans (17 juillet 1975), la navette américaine *Discovery* s'approche de la station orbitale russe Mir, donnant le coup d'envoi à une coopération russo-américaine dans l'espace qui devrait aboutir à la création d'une station spatiale internationale (4, 8).

8. - **ANGOLA** : le Conseil de sécurité de l'ONU décide à l'unanimité l'envoi de 7 000 militaires et d'un millier de civils en Angola (Mission de vérification des Nations unies en Angola, UNAVEM III), afin de confirmer le retour à la paix après les accords de Lusaka (Zambie) du 20 novembre 1994 entre le gouvernement et les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita). Le 12, à l'issue de son 8^e congrès réuni à Ballundo (centre du pays), l'Unita adopte une résolution soutenant le processus de paix signé à Lusaka (10, 14, 16).

10. - **AFGHANISTAN** : une nouvelle force, les *talibans* (étudiants religieux), inconnus il y a encore trois mois, progressent depuis l'autisme 1994 du Sud vers le Nord, s'emparant de plusieurs localités proches de la capitale, Kaboul, créant une situation radicalement nouvelle dans la carte politico-mi-

litaire du pays. Après l'échec de la mission du représentant de l'ONU, l'ancien ministre tunisien des affaires étrangères, Mahmoud Mes-tiri, le président Burhanuddin Rabbani, qui doit démissionner le 21 mars, se déclare, le 24, disposé à partager le pouvoir avec les *talibans* (14 à 16, 19-20 à 26-27).

14. - **RWANDA** : la Commission des recours des réfugiés (CRR) reconnaît le génocide tutsi, comparable, dans ses effets, au sort des juifs durant la seconde guerre mondiale (16).

15-17. - **UNION EUROPÉENNE-ACP** : lors de la réunion à Bruxelles avec les ministres des affaires étrangères des soixante-dix pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), signataires de la convention de Lomé IV, les Quinze de l'Union européenne ne parviennent pas à s'accorder sur le montant de l'aide pour le 2^e Fonds européen de développement (FED) concernant la période 1995-2000 (5-6 à 8, 17, 18).

16. - **ESPAGNE** : le juge Baltasar Garçon, chargé de l'enquête sur les Groupes antiterroristes de libération (GAL), décide l'incarcération de l'ancien secrétaire d'État à la sécurité, Rafael Vera, premier haut responsable du gouvernement de Felipe Gonzalez à être écroué dans cette affaire où il est accusé d'avoir couvert les agissements des escadrons de la mort, tenus pour responsables d'au moins 28 assassinats dans la mouvance de l'organisation séparatiste basque ETA entre 1983 et 1987 (18, 19-20).

17. - **BELGIQUE** : l'affaire Agusta (du nom de la firme italienne qui fut préférée à l'aérospatiale française pour une importante fourniture d'hélicoptères militaires en 1988), qui conduisit à l'assassinat d'André Cools, ancien vice-premier ministre, le 15 juillet 1991, rebondit avec l'arrestation de quatre membres du Parti socialiste flamand (SP) dont la mise en cause éclabousse le secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes, et le commissaire européen, Karel Van Miert. Le 28, l'ancien chef de cabinet de Willy Claes, Johan Delanghe, est arrêté et inculpé pour corruption (21 au 2/III).

20. - **ARMEMENT** : la France, les États-Unis, l'Allemagne et l'Italie signent à Bonn une déclaration

d'intention prévoyant la mise au point d'un système commun de missile antimissile. Le projet, baptisé « Meads », d'un montant de 200 milliards de francs, deviendra, au début du siècle prochain, un des projets majeurs d'armement de part et d'autre de l'Atlantique (22).

22. - **PROCHE-ORIENT** : réuni au Caire depuis la veille à l'initiative de son président, Yasser Arafat, le comité exécutif de l'OLP (CE-OLP) décide de continuer les négociations avec Israël et d'en appeler à la communauté internationale pour les sortir de l'impasse (18, 21 à 24).

22. - **IRLANDE DU NORD** : le premier ministre britannique, John Major, et son homologue irlandais, John Bruton, rendent public le document conjoint contenant les propositions des deux États, prévoyant notamment le retour à une forme de gouvernement local, pour ramener la paix en Irlande du Nord, vingt-cinq ans après le début du conflit (22, 23, 24).

25-26. - **G 7** : les sept pays les plus industrialisés (États-Unis, Canada, Japon, Grande-Bretagne, France, Allemagne et Italie) se réunissent à Bruxelles pour un G 7 entièrement consacré aux autoroutes de l'information, et se prononcent pour une ouverture accélérée des télécoms (25 à 28).

26. - **GRANDE-BRETAGNE** : la banque d'affaires britannique Barings Brothers, fondée en 1762, est placée sous administration judiciaire à la suite de pertes considérables (plus de 4 milliards de francs) subies par sa filiale asiatique de Singapour consacrées à des opérations spéculatives hasardeuses, ce qui provoque un vent de panique sur les marchés financiers (26, 1^{er}/III).

26. - **CHINE-ÉTATS-UNIS** : les négociateurs chinois et américains parviennent, à Pékin, à un compromis dans la bataille des droits de propriété intellectuelle et sur la libéralisation des importations de produits audiovisuels et écrits (28).

27. - **ESPAGNE** : l'ancien directeur de la garde civile, Luis Roldan, en fuite depuis avril 1994, accusé de corruption, fraude fiscale, faux en écritures et trafic d'influence, est arrêté à Ventiane (Laos) et remis à la police espagnole (1^{er}, 2/III).

La guérilla zapatiste et la crise économique au Mexique

● Le 9, le président mexicain, Ernesto Zedillo, lance une offensive contre la guérilla zapatiste, à l'origine du soulèvement intervenu le 1^{er} janvier 1994 dans l'État méridional du Chiapas, l'un des plus pauvres et des plus indigènes. Il ordonne l'arrestation des dirigeants de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et révèle l'identité d'un « sous-commandant Marcos » (Rafael Sebastian Guillén), leader de l'EZLN.

● Le 10, l'armée mexicaine s'empare du village de Guadalupe Tepeyac, quartier général de l'EZLN, dont il appréhende vingt-cinq membres présumés.

● Le 11, à l'appel du Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition de gauche), des dizaines de milliers de manifestants protestent à Mexico contre la « déclaration de guerre » du gouvernement.

● Le 13, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 1929 à Mexico et dans la majorité des trente et un États du pays, enregistre la pire défaite de son histoire avec l'élection du candidat de l'opposition, Alberto Cardenas, du Parti d'action nationale (PAN, conservateur), au poste de gouverneur.

de l'État du Jalisco, quatrième État à passer aux mains du PAN.

● Le 14, le président Zedillo invite la guérilla à reprendre le dialogue pour parvenir à une « solution juste, durable et définitive » du conflit. Les rebelles du Chiapas refusent, le 19, de reprendre les négociations tant que l'armée mexicaine ne se sera pas retirée des territoires dont elle a repris le contrôle. Le gouvernement du président Zedillo, pour couper court aux rumeurs de massacres, entreprend sur place une « campagne sociale » en distribuant vivres et médicaments.

● Le 21, Washington et Mexico s'accordent sur les modalités de l'aide financière américaine (20 milliards de dollars débloqués fin janvier), prévoyant notamment le dépôt sur un compte spécial des revenus pétroliers et le maintien, durant plusieurs mois, des taux d'intérêt actuels, qui, relevés le 20, dépassent 50 %.

● Le 28, le frère aîné de l'ancien président Carlos Salinas de Gortari, Raul, accusé d'avoir commandité, le 28 septembre 1994, l'assassinat du secrétaire général du PRI, José Francisco Ruiz, est arrêté à Mexico (5-6, 11 au 24, 1^{er}/III).

7. - **JUSTICE** : dans l'affaire du sang contaminé, la 23^e chambre correctionnelle s'oppose à la libération conditionnelle, accordée le 2 février par le juge d'application des peines, à Michel Garreta (9, 25).

8. - **ÉCOUTES** : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris annule les enregistrements et les transcriptions des conversations téléphoniques interceptées les 17 et 18 décembre 1994 par les policiers, lors d'une enquête préliminaire sur une tentative d'extorsion de fonds entre le docteur Jean-Pierre Maréchal, beau-père du juge Eric Halphen en charge du dossier des FILM de la région parisienne, et Didier Schuller, conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine, dont Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, est le président. L'arrêt est accablant pour la police judiciaire accusée d'avoir activement participé à une « provocation ». Charles Pasqua adresse, le 9 puis le 11, deux lettres au garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, relançant le différend entre magistrats et policiers (9 au 15).

9. - **SPORT** : Guy Delage, parti le 16 décembre 1994 de Mindelo (cap Vert), touche l'île de la Barbade, réalisant la première traversée à la nage de l'Atlantique après avoir parcouru

3 735 kilomètres en cinquante-cinq jours (10, 11).

11. - **JUSTICE** : malgré la demande de mise en liberté provisoire du parquet général, le juge lyonnais Philippe Courroye renouvelle pour quatre mois le mandat de dépôt de l'ancien ministre de la communication et maître (RPR) de Grenoble, Alain Carignon, en détention provisoire depuis le 12 octobre 1994 dans l'affaire du *Dauphiné News*. Le 17, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon ordonne son maintien en détention (14, 15, 18 au 21).

13. - **JUSTICE** : le procès Pierre Botton-Michel Noir pour abus de biens sociaux, banqueroute, faux et usage de faux, s'ouvre devant la 5^e chambre correctionnelle du tribunal de Lyon. L'ancien ministre du commerce extérieur et maire de Lyon et son gendre figurent parmi douze prévenus, dont Patrick Polvre d'Arvor, journaliste à TF 1, et Michel Mouillout, maire (UDF-PR) de Cannes. Le 28, le procureur requiert de lourdes peines contre les inculpés (14 à 2/III).

14. - **ÉCOUTES** : le juge d'instruction Jean-Paul Valat, chargé d'enquêter sur les écoutes téléphoniques effectuées par la cellule de l'Elysée de 1983 à 1986, entre en possession des preuves de l'implication des hommes du préfet Christian Prouteau dans un système d'espionnage illégal à l'encontre de particuliers non liés au terrorisme. L'Elysée surveillait également l'entourage de Charles Pasqua (19-20, 21, 24).

17. - **JUSTICE** : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon ordonne le renvoi devant le tribunal correctionnel des deux anciens trésoriers du Parti socialiste, Henri Emmanuelli et André Laignel, mis en examen en septembre 1993, pour « complicité de trafic d'influence » dans l'affaire Urca-Marseille (18, 19-20).

17. - **AFFAIRES** : le député (RPR) des Hauts-de-Seine et maire de Levallois-Perret, Patrick Balkany, prend la défense de Didier Schuller dans un entretien au *Parisien*, et lance plusieurs attaques contre le juge Eric Halphen, déclarant qu'il ne savait pas « lequel risquait le plus la prison ». Le 20, Pierre Méhaignerie le poursuit pour diffamation envers les magistrats (18 au 22).

18. - **ÉCOUTES** : Le Point révèle que Matignon a autorisé, du 15 au 22 décembre 1994, la demande de Charles Pasqua, l'écoute télépho-

CULTURE

2. - **Mort d'André Frossard**, écrivain, journaliste et bilinguiste au *Figaro* (3).

4. - **Mort de Patricia Highsmith**, romancière américaine, l'un des grands maîtres du suspense et de l'angoisse (7).

9. - **La 14^e édition de la Foire internationale d'art contemporain de Madrid (ARCO)** ouvre ses portes jusqu'au 14 (12-13).

9-19. - **A l'occasion du tricentenaire de la mort de Henry Purcell**, le Théâtre du Châtelet reprend, pour la première fois depuis sa création en 1691, la version intégrale du *Roi Arthur*, un « semi-opéra » du plus grand compositeur anglais et de John Dryden (12-13).

9-20. - **45^e Festival de Berlin** (Berlinale), une des principales manifestations cinématographiques mondiales. L'appel du cinéaste français Bertrand Tavernier remporte l'Ours d'or (10 au 22).

12. - **Mort de l'écrivain algérien Rachid Mimouni**, à Paris (14).

16. - **Le Laboratoire de recherche des Musées de France**, au pied du pavillon de Flore, est inauguré par le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon. D'un coût total de 155 millions de francs, ce laboratoire est unique au monde (16).

21. - **Le roi Norodom Sihanouk** inaugure le chantier de restauration à Angkor de la pyramide de Baphuon, l'un des plus importants monuments du site, dont le maître d'œuvre est l'Ecole française d'Extrême-Orient (22).

22. - **Mort de l'écrivain Emmanuel Roblé** (25).

25. - **Mort de Jean-Luc Boutté**, secrétaire de la Comédie-Française (28).

25. - **La 20^e cérémonie des Césars** consacre André Téchiné (meilleur film et meilleur réalisateur) pour *Les Roseaux sauvages*, ainsi que *La Reine Margot*, qui reçoit cinq Césars dont le prix d'interprétation féminine pour Isabelle Adjani (28).

26. - **Célébration du centenaire de Marcel Pagnol** (24).

Dossier réalisé par Maryvonne Roche, assistée de Jeanne de Beaufort.

FRANCE

1^{er}. - **AFFAIRES** : l'affaire des fausses factures de la région parisienne rebondit avec l'interpellation de Jean-Paul Schimpf, homme d'affaires proche de Didier Schuller, conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine. Le 10, des documents saisis au domicile de M. Schuller mettent au jour l'existence d'un véritable système de commissions occultes prélevées sur les marchés publics. Chez M. Schimpf, les enquêteurs découvrent des carnets manuscrits dont le contenu révèle les détails du système (5-6, 11, 15, 16, 17, 24, 25, 1^{er}/III).

2. - **RETRAITES** : la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et le Groupement des sociétés d'assurances à caractère mutuel (GEMA) créent avec la CFTD, la CFTC et la CFE-CGC le premier fonds de retraite par capitalisation pour les salariés et retraités de la branche (3).

6. - **PRIVATISATION** : Edmond Alphandery, ministre de l'économie, lance, jusqu'au 14 février, la privatisation de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (Seita), l'État conservant 10 % du ca-

pital. L'opération séduit 1 million de particuliers, pour un montant total de 6,7 milliards de francs (8, 11, 18, 23, 25).

7. - **ÉDUCATION** : à l'initiative de la Fédération syndicale unifiée (FSU) et d'une intersyndicale des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, une journée d'action donne lieu à des mouvements de grève dans les écoles et à plusieurs manifestations à Paris et en province. Lancé fin décembre, contre la circulaire du 29 décembre 1994 réformant les études dans les Instituts universitaires technologiques (IUT), le mouvement s'est étendu dans le primaire et dans le secondaire. La publication en janvier du rapport Laurent sur l'avenir de l'enseignement supérieur ajoute un motif supplémentaire au malaise des étudiants. Le 10, Edouard Balladur annonce la suspension de ladite circulaire. Le 14, François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'issue d'une journée de consultation avec les organisations étudiantes, en annonce le retrait et précise que le rapport Laurent « n'engage pas le gouvernement » (8 à 12-13, 15 à 22).

12. - **RETRAITES** : la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et le Groupement des sociétés d'assurances à caractère mutuel (GEMA) créent avec la CFTD, la CFTC et la CFE-CGC le premier fonds de retraite par capitalisation pour les salariés et retraités de la branche (3).

6. - **PRIVATISATION** : Edmond Alphandery, ministre de l'économie, lance, jusqu'au 14 février, la privatisation de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (Seita), l'État conservant 10 % du ca-

La préparation de l'élection présidentielle

● Le 1^{er} le bureau national du Parti socialiste (PS) adopte son projet de plate-forme présidentielle, intitulé « Un nouveau contrat pour la République sociale ».

● Le 2, Robert Hue, le candidat communiste (qui s'est déclaré le 21 septembre 1994), présente ses « propositions pour la France » intitulées : « Pour transformer la société, inventer ensemble un autre avenir », tandis que le premier ministre-candidat, Edouard Balladur, ébauche, sur TF 1, son programme électoral.

● Le 3, les militants socialistes, appelés à voter dans leurs sections, donnent une majorité de 65,83 % des voix à l'ancien ministre de l'éducation nationale, Lionel Jospin, face au premier secrétaire, Henri Emmanuelli. Le 5, le congrès extraordinaire du PS investit Lionel Jospin candidat à l'élection présidentielle.

● Le 13, Edouard Balladur présente son programme, centré sur l'idée du « nouvel engagement français ». Le projet présidentielle vise à

assurer l'« égalité des chances », la « liberté des citoyens » et le « rôle moteur » de la France dans la construction européenne. Le même jour, Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, renonce à être le candidat conditionnel de l'élection présidentielle.

● Le 17, à l'occasion de sa première réunion publique, Jacques Chirac présente son projet présidentiel. Dénonçant le « conformisme » et l'« immobilisme » et refusant la « pensée unique », il propose un changement « fort » mais « paisible ».

● Le 21, Lionel Jospin présente son état-major, dont le député Daniel Vaillant est le directeur de campagne et Jacques Delors le président de son comité de soutien. Jacques Chirac lance un appel à la restauration de l'« idéal républicain », tandis que Jean-Pierre Chevènement confirme qu'il ne souhaite pas se porter candidat à l'élection présidentielle, préférant rester « en ré-

serve de la gauche et de la République ». Le même jour, dans un entretien au *Nouvel Observateur*, Philippe Séguin, assurant avoir « beaucoup d'estime » pour Lionel Jospin, refuse de dire quel serait son vote au second tour si le premier ministre se retrouvait face au candidat socialiste, ce qui provoque de vives attaques des balladuriens. Le 24, il affirme qu'il votera Balladur.

● Le 21, un jeune Français de dix-sept ans d'origine comorienne est tué à Marseille par des colliers d'afiches du Front national. Le 26, Jean-Marie Le Pen qualifie d'« occident » ce drame de l'« autodéfense ».

● Le 23, dans un entretien au *Monde*, Jean-François Hory, président de Radical, annonce qu'il se porte candidat à l'élection présidentielle. Le conseil national de sa formation, réuni à Paris, le 25, en l'absence de Bernard Tapie, le désigne comme candidat (2 à 7, 9, 11, 14, 15, 16, 18, 19-20, 22 à 2/III).

Le Monde

Massacres au Burundi

La situation se dégrade inexorablement au Burundi. Depuis des mois, la tension règne à Bujumbura, capitale de ce petit pays d'Afrique centrale, où le couvre-feu entre pourtant en vigueur chaque jour dès 19 heures. Les affrontements entre Hutus et Tutsis font chaque semaine plusieurs dizaines de morts, et les extrémistes des deux bords continuent de jeter de l'huile sur le feu, en dépit des appels au calme du gouvernement, des partis modérés et de la communauté internationale.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient été massacrées en novembre 1993, après l'assassinat, le 21 octobre, de Melchior Ndadaye, le premier président hutu démocratiquement élu au Burundi, au cours d'une tentative de putsch menée par des militaires appartenant à la minorité tutsie. On ne sait trop par quel miracle, le pays ne s'est pas embrasé après la mort du président Cyprien Ntaryamira, qui se trouvait à bord de l'avion du président rwandais, Juvénal Habyarimana, abattu le 6 avril 1994.

L'assassinat de deux chefs d'Etat hutus en moins de six mois n'a pas précipité le Burundi dans un chaos à la rwandaise. Mais le pays est d'autant plus fragilisé que la lutte pour le pouvoir oppose toujours la majorité hutue et la minorité tutsie.

La succession de crises politiques, qui accentuent le clivage entre les deux communautés et attisent l'intolérance, est ponctuée d'actes terroristes dans la capitale et de massacres dans les collines. L'assassinat du ministre

butu de l'énergie et des mines, la semaine passée, en plein jour, au cœur de la capitale, a été immédiatement suivi de l'enlèvement d'un ancien maire tutsi de Bujumbura dont le corps devait être retrouvé crucifié et éviscéré. Cette « loi du talion à la burundaise » entretient la peur et engendre la haine dont les extrémistes des deux camps nourrissent leur stratégie politique.

La mort de trois ressortissants belges dimanche, au cours d'un attentat qui a également coûté la vie à plusieurs Burundais, a sorti la communauté occidentale de sa léthargie. Certes, l'Italie avait demandé à ses ressortissants de quitter le Burundi la semaine dernière. Mais les Européens – notamment les Belges – sont encore nombreux sur place et des consignes de prudence sont abondamment diffusées par les chancelleries. Cet attentat a précipité l'envoi, « à brève échéance », dit-on au Quai d'Orsay, d'émissaires de l'Union européenne.

Cette mission conduite par le ministre français de la coopération, Bernard Debré, devrait se rendre à Bujumbura dans les prochains jours pour tenter de favoriser la réconciliation nationale. Elle suivra de peu celle du commissaire européen chargé de l'action humanitaire, Emma Bonino, qui a promis à Bujumbura – comme à Kigali – que l'Union accroitait son aide. Accusée d'avoir assisté au drame rwandais sans avoir pu l'empêcher, la communauté internationale se lance à Bujumbura dans la diplomatie préventive. Mais il risque d'être déjà trop tard pour ramener à la raison les bretteux hutus et tutsis.

Jeunes sans emploi

Les bonnes intentions ne font pas à tout coup bonne politique. Les nouvelles études statistiques rendues publiques mardi 21 mars sur l'emploi et les jeunes, et qui notent une nette dégradation de la situation en un an, sonnent comme un avertissement au gouvernement et aux candidats à l'élection présidentielle. L'insertion professionnelle des jeunes, si souvent évoquée par tous les responsables politiques, apparaît bel et bien aujourd'hui comme l'un des enjeux majeurs de la société française.

C'est une génération entière qui se trouve désormais déstabilisée, précarisée, et qui voit l'essentiel, c'est-à-dire son intégration dans le monde du travail, menacé. L'ampleur des chiffres est là pour le confirmer. Un jeune sur quatre dispose d'un emploi. 850 000 sont inscrits à l'ANPE, sans même avoir recours aux dispositifs d'insertion mis en place ces dernières années. 380 000 sont en stage (CES, contrats de qualification ou d'adaptation), et 250 000 en apprentissage. L'accès direct à un « vrai » emploi se fait désormais au compte-gouttes. Sur les 800 000 jeunes qui sortent de l'école ou de l'université, 250 000 décrocheront une embauche dans l'année suivante. Les autres pénètrent dans un sas, lieu de chômage, d'intérim, de contrats à durée déterminée et de stages, dont il ne sortiront que quelques mois ou quelques années plus tard. Que chaque année, près de 600 000 jeunes se voient ainsi refuser au sortir de leur formation d'intégrer ce que

la société considère comme « la norme » suffit à rendre insupportable le système actuel. Les gouvernements présent et passés ont voulu agir sur deux leviers : l'élévation des formations (accès au bac et massification de l'enseignement supérieur) ; la multiplication de dispositifs d'insertion. Ni l'un ni l'autre n'ont permis d'inverser la tendance. Les jeunes d'un niveau CAP ou BEP sont aujourd'hui les plus frappés par le chômage, ce qui vient au passage relativiser les bienfaits de l'apprentissage, tant vanté par le ministre du travail Michel Girard. Les diplômés du supérieur se voient à leur tour menacés : leur taux de chômage a doublé de 1983 à 1992.

Or force est de constater que la campagne électorale n'a pas permis aux candidats de développer des approches ou des idées nouvelles. M. Balladur promet une formation, un stage ou un emploi au moins de 25 ans. M. Jospin fait de même, avec un affichage plus volontariste puisqu'il estime possible d'offrir un emploi à chaque jeune au bout d'un an. M. Chirac s'est abstenu de détailler des mesures spécifiques, le « renversement » de la pyramide de l'emploi qu'il prône devant à lui seul sans doute réintégrer les jeunes dans la dynamique de l'emploi. Le « grand débat d'idées » tant souhaité par certains candidats, n'est en ce domaine qu'un timide murmure. L'accès à l'emploi des jeunes et, par là-même, le devenir de l'école et de l'université sont pour l'instant les grands absents de la campagne.

Le Monde en collaboration avec la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du directeur, directeur de la publication. Dominique Almy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction.

Edite Plénière, directeur de la gestion ; Anne Chassebois, directeur délégué. Rédacteurs en chef : Thomas Pirelli, Edwy Plenel, Robert Sol, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Cuiry, Laurence Gellaguer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig.

Manuel Luciani, directeur du Monde des débats ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vermet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurens.

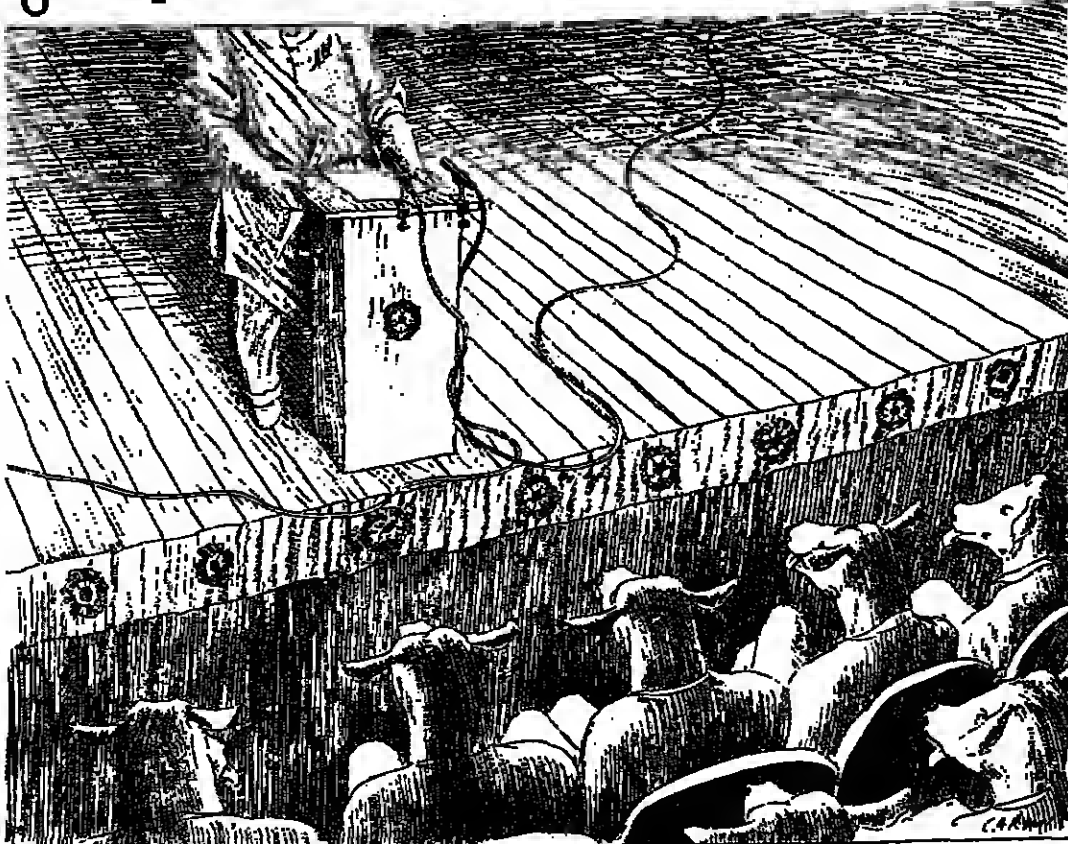
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Bernès-Méry (1944-1969), Jacques Pauvert (1969-1982), André Laurens (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lesourme (1991-1994).

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cinq ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 500 000 €. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Bernès-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directeur.

RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL : 15, RUE FALGUÈRE 75011 PARIS CEDEX 13. Tél. : (01) 44 45 35 35 Télécopieur : (01) 40 45 37 99 Fax : 226.8046

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BERNÈS-MÉRY 94852 VILLIERS-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (01) 40 45 35 35 Télécopieur : (01) 49 50 30 10 Fax : 261.311F

Campagne par Cardon



Vu des Etats-Unis

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

SAN FRANCISCO... Mars 1995.

Qu'est-ce que c'est encore, cette histoire de caviar et de tête de veau ? Vue des Etats-Unis, l'empoignade culinaire des candidats à l'Élysée pousse au grotesque notre image de frivolité bouffonne. Raymond Aron se trompait plus qu'on ne l'a dit quand il voyait les Français en « idéologues » (cité par Jacques Julliard dans *La Droite et la Gauche*, Laffont-Grasset).

Il est vrai que les Américains ne valent guère mieux lorsqu'ils se mêlent d'idéologie, en matière répressive par exemple. Le jour même de nos bisbilles gastronomiques, le gouverneur Pataki rétablissait, au moins en théorie, la peine capitale à New York. La justification avancée pour signer des deux mains, chacune tenant le stylo d'un policier tué en service, était le spectacle du désarroi des veuves et des orphelins assistant, éplorés, à la signature. A la France, les querelles de bonst-faillie, aux Etats-Unis, le chantage à l'irrationnelle émotion.

L'exécution par injection de poison viendra-t-elle à bout d'une violence partout présente outre-Atlantique, encouragée par la vente libre des armes, moteur officiel de toutes les compétitions, de tous les progrès ? Des portiques de détection s'élèvent à l'entrée des écoles, où les enfants de moins de dix ans se rendent avec des couteaux dans les chaussures, chair à canon scies, cibles des tireurs motorisés.

En France, ce temps de la jungle approche, mais la violence routière gardé nos préférences : trente tués par week-end en voiture. Aux Etats-Unis, même nombre de victimes, par balles, le code de la route continuant à bénéficier d'un respect tout anglo-saxon. Deux façons de se passer les nerfs, le dimanche. Ce-

la doit être, culturel, comme on dit maintenant.

Gare aux fractures sociales !, lancent tous nos candidats. Aux Etats-Unis, les fractures se cachent sous le mot juste. L'important est de nommer correctement les minorités ethniques ou sexuelles, par une périphrase qui ne blesse personne. La fin des oppressions et la paix civique seraient à ce prix.

Les ghettos géographiques et linguistiques quadrillent une lèpre géante, dont le *weïfare* masque le pire. En haut des gratte-ciels, où rien d'utilitaire ne doit s'apercevoir, sont posées des chapelles miniatures ou des citations de frotions grecs, comme sur les calendres chromées des Lincoln. La civilisation serait-elle affaire de carrosserie ?

A Chicago, deux blocs seulement, fortifiés comme pour une guerre civile, séparent les immeubles éviscérés du quartier noir et des bouges à blues de l'université néo-gothique, avec ses portraits de *chaimen* à col cassé et sa sérénité okonienne. Pour combien de temps ?

M^{me} Stanford, bienfaitrice de la célèbre université californienne, a inventé une quatrième vertu théologale. Sur la chapelle du campus, la foi et l'espérance en ornement doré sont flanquées de deux Charités au lieu d'une : *Love* et *Charity*. La première dortote des ouvean-pés. La seconde pousse avec des enfants plus âgés, qui pourraient n'être pas de son sang. Le caritatif : ce qui reste quand les siens ont tout.

C'était le temps des fondations « cache-misère ». En France, nous avons sauté le pas. Les PDG dont on faisait les philanthropes menacent de s'enliser si la justice conteste leurs luxes démesurés. La mauvaise conscience sur

laquelle comptent les quêteurs n'atteint plus que les pauvres. La France fête sa chère francophonie. Certains hexagonaux y voient la chance d'une grandeur post impériale. Nous n'aurions plus de colonies ni de pétrole, mais de l'universalité à revendre.

Les Américains sourient de cette prétention. La tenaille où les enserrerait le Québec et la Louisiane ne les inquiète pas vraiment. A la librairie Ferlinghetti de San Francisco, on ne trouve pas un seul livre en français. Sur les campus, le russe et le chinois priment. Business d'abord : les chatolements de Mallarmé et de Derrida, on verra ensuite.

A l'Exploratorium de San Francisco, c'est un scientifique français qui fait les honneurs du monde de demain. On dirait le Palais parisien de la découverte, à ceci près qu'on y préfère les questions qui troublent aux réponses qui épatent.

On l'on retrouve les inimitables « autoroutes de l'information ». Là-bas comme ici, les avis sont partagés. Pour les uns, la compression des données et leur circulation planétaire à cheval sur la télévision et l'ordinateur permettraient tous les espoirs, un savoir partagé, l'égalité des chances tant rêvée, l'« interactive » enfin au mains du premier venu, l'ingéniosité pulvérisant l'idéologie. Il ne manque d'ailleurs pas de jeunes Français dans la « Silicon Valley » de la deuxième génération.

Pour les autres, Internet et autres CD-ROM n'accompliraient aucun saut qualitatif révolutionnaire. Ce ne serait qu'un gadget de plus, une machine à vendre, orientée, manipulatrice, un truc à s'extasier sans trop savoir pourquoi, à départer les éblouissements-bien-être et les sceptiques-ronchons congénitaux.

Une trouvaille connue dans le monde entier par la même métaphore-slogan d'« autoroute », comment ne pas s'en méfier ? C'est un publicitaire américain qui le dit.

Les gaz, arme absolue des maîtres chanteurs

Suite de la première page

Outre ces effets immédiats, les agents chimiques peuvent développer des effets à moins court terme, comme des maladies chroniques, des paralysies persistantes ou des lésions irréversibles du système nerveux central.

Le risque majeur d'un agent chimique, qu'il se présente sous la forme de gouttelettes, d'aérosols liquides ou de vapeur, est qu'on ne puisse en maîtriser la propagation. C'est un inconvénient commun à tous les produits, aussi lourd de conséquences pour la victime que pour son agresseur. Car la contamination passe par la peau, les yeux, les poumons ou l'appareil gastro-intestinal et, de ce fait, elle est omniprésente.

Dispersé dans le métro de Tokyo, le sarin est connu pour être l'un des agents chimiques létaux

les plus virulents, quelle que soit la façon dont il a été absorbé. Il ressemble beaucoup à un pesticide organophosphoré du commerce, qu'il suffirait d'importer quel étudiant en chimie de perfectionnement dans un laboratoire de son université ou à n'importe quel « kamikaze », comme on dit dans les services secrets, d'assembler dans une cave, à condition de s'y montrer prudent. La dose mortelle pour ce neurotoxique est de l'ordre du milligramme. Il provoque la mort par défaillance cardio-vasculaire et par embarras respiratoires.

Par rapport aux armements classiques et, à plus forte raison, par rapport aux munitions nucléaires, la menace chimique a un très faible coût de production. Ce qui est différent de son prix de vente, le seul qui compte en matière de trafics internationaux. Il est difficile d'avancer une estimation sûre,

s'agissant d'une substance qui se fait proposer au marché noir à des réseaux terroristes. Mais on laisse entendre, dans les milieux du renseignement, que la tonne de neurotoxique peut aujourd'hui se négocier aux alentours du million de francs.

DES STOCKS CONSERVÉS

A plusieurs reprises, dans le passé, les experts ont attiré l'attention des gouvernements sur le terrorisme chimique, en raison de l'effet de surprise et de la panique qu'une telle menace engendrerait sur des populations mal préparées à la combattre ou insuffisamment protégées. Il n'est pas aisé, dans ces conditions, de prévoir à froid les comportements irrationnels d'une collectivité soumise à ce chantage, surtout si la pression s'exerce de façon sélective, imprévisible et progressive. A la différence d'une guerre chimique, qui ferait probablement appel à des tirs d'artillerie ou à des aéro-lances de munitions par avion ou par hélicoptère, le terrorisme chimique peut revêtir plusieurs aspects. Ce qui s'est passé dans le métro japonais est l'un des scénarios possibles. On a pu en envisager d'autres, à commencer par le sabotage d'un réseau d'approvisionnement en eau par des substances dispersées à la source même, dans l'usine de traitement, dans un réservoir ou une conduite. Le spectre de la menace chimique n'est pas une invention

de savants fous. Il est réel, et ce chantage à « l'arme du pauvre », comme on a souvent baptisé le chimique, est pour l'instant imparable. Le masque à gaz apparaît comme une défense dérisoire, et l'antidote reste un mode de préservation individuelle et après coup. Quant au traité sur le contrôle des armements chimiques, dont la France a eu l'initiative dès 1989, il peut espérer en restreindre la prolifération, sans vraiment l'éliminer.

Pour l'instant, les gouvernements en sont réduits à mettre en commun, par l'intermédiaire de leurs services de renseignements qui infiltrer les réseaux terroristes, les informations dont ils disposent. Le travail est difficile et ingrat, tant les sources d'approvisionnement sont multiples. Sous le prétexte que leur destruction est onéreuse, risquée et qu'elle prendra du temps, des armées, voire des industries dans le monde, ont conservé leurs stocks de toxiques. Et, d'un autre côté, les chimistes amateurs ne manquent pas, qui « bricolent » des poisons de tout acabit.

Jacques Isnard

RECTIFICATIF

Météo

Les légendes des cartes isobares publiées dans nos éditions du 21 mars étaient erronées. Il fallait lire : « Situation le 20 mars, à 0 heure, temps universel » et « Prévisions pour le 22 mars, à 0 heure, temps universel ».

Le retour des robots dans l'industrie

Demain dans les pages « Sciences »

Le Monde

مركز الدراسات والبحوث

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 22 MARS 1995

MENACE L'alliance franco-allemande dans les télécommunications est fragilisée. La Commission européenne a fait valoir ses réticences à accepter le projet commun Atlas,

élaboré par France Télécom et Deutsche Bundespost Telekom (DBT) dans les services de transmissions de données. Une décision doit être prise le 6 mai. ● POUR LEVER les

préventions bruxelloises, les partenaires vont proposer d'accélérer l'ouverture à la concurrence de certaines infrastructures de téléinformatique. ● L'ENTREPRISE FRAN-

ÇAISE voit le gouvernement allemand, poussé par les Américains, accélérer la déréglementation et elle craint que DBT ne soit tentée de faire cavalier seul. Un

« découplage » que l'on se refuse d'envisager à Paris mais qui remettrait en cause l'une des rares alliances entre les entreprises des deux côtés du Rhin.

France Télécom et Deutsche Telekom répondent aux réticences de Bruxelles

Les deux partenaires proposent d'accélérer l'ouverture de certaines infrastructures de services à valeur ajoutée à la concurrence. L'inquiétude grandit pourtant à Paris sur la solidité future de l'alliance.

« L'AVENIR de France Télécom se déterminera dans les trois années à venir », dit-on place d'Albany, au siège de l'opérateur public français de télécommunications. Trois ans, c'est le temps - bref - qui reste à courir d'ici à la suppression totale du monopole protecteur sur le téléphone en Europe. Au 1^{er} janvier 1998, la concurrence sera complète. France Télécom, aujourd'hui deuxième opérateur en Europe derrière les Allemands, doit se réorganiser pour as-

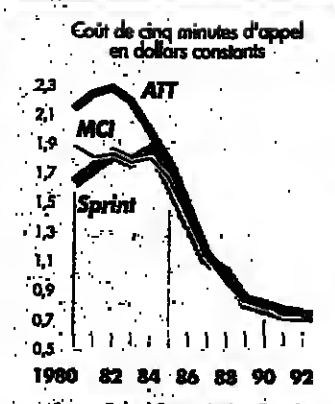
conduite stratégique de ses affaires en engageant une évolution de son statut et en ouvrant son capital. Cette stratégie est complétée par une grande alliance internationale avec Deutsche Bundespost Telekom (DBT), un allié proche culturellement, partageant la même vision et évoluant outre-Rhin, le plus gros marché européen de télécommunications. Cette politique est maintenant fixée depuis quinze mois. Restait à la mettre en place. Mais

hostile à la « privatisation » de France Télécom, aux récentes élections professionnelles montre que les inquiétudes demeurent vives chez les agents de vote, à cette occasion, remis en question leur statut de fonctionnaire.

L'alliance franco-allemande ? La Commission de Bruxelles a émis des réserves relatives à sa compatibilité avec les règles communautaires sur la concurrence. La Commission doit se prononcer, en particulier, sur le projet Atlas, une société commune qu'envisagent de créer France Télécom et DBT dans la transmission de données et d'autres services « à valeur ajoutée ». La vente de ces services est, à l'inverse des communications téléphoniques « de base », d'ores et déjà soumise à la concurrence. Toutefois, les grands rivaux de France Télécom et de DBT, au premier rang desquels le britannique BT (ex-British Telecom), font valoir que la compétition risque d'être biaisée puisque les petits opérateurs privés devront emprunter les lignes des alliés sur les deux plus gros marchés d'Europe. L'argument a été repris par Karel Van Miert, le commissaire européen en charge de la concurrence, le 27 février dernier, en marge du sommet du G7 consacré aux autorités de l'information à Bruxelles.

La Commission a jusqu'au 6 mai pour rendre son verdict. « La DG IV [direction générale chargée des affaires de concurrence] nous est d'ailleurs hostile », estime-t-on à Paris. « C'est un problème d'appréciation. Elle a retenu comme marché de référence pour juger d'éventuels effets négatifs sur la concurrence non le marché mondial, pas même le marché

Décrochage des tarifs aux États-Unis



Avec la déréglementation et le démantèlement du géant ATT en 1984, les tarifs longue distance ont diminué de 60 % en dix ans.

européen, mais les marchés allemand et français », regrette-t-on. D'aucuns dénoncent le « lobbying efficace » des Britanniques de BT. « Vu de la Grande-Bretagne, toute construction continentale forte est considérée comme un danger. » Pour lever les préventions, Français et Allemands ont établi leur réponse. Ils proposent une levée anticipée du monopole sur les infrastructures supportant des services de transmission de données. Les compagnies d'électricité, les sociétés d'autoroutes et de chemins de fer, pourraient être autorisées, dans

les deux pays, à vendre sur leurs propres réseaux de télécommunications - des réseaux dits alternatifs - des services à valeur ajoutée.

Mais certaines déclarations récentes de responsables gouvernementaux allemands, notamment celles du ministre de l'économie, Günther Rexrodt, ont fait naître un doute sur la solidité de l'axe. Soumise à forte pression des compagnies de téléphone américaines, en raison de l'importance de son marché et de sa position géographique qui en fait le carrefour de toutes les alliances, l'Allemagne pourrait être tentée de faire cavalier seul. Deutsche Telekom est déjà engagé dans un processus de privatisation partielle, souligne-t-on, alors que son homologue français est resté en retrait. Ce décrochage handicape l'alliance, les deux partenaires ayant prévu de sceller leur union par un échange de participations en capital.

Le rapprochement des deux opérateurs, ajoutent ceux qui s'inquiètent, pourrait souffrir des changements politiques. En France à l'occasion de l'élection présidentielle et en Allemagne à l'occasion des élections des rapports de force entre les libéraux (partisans d'une forte concurrence) et des démocrates-chrétiens (plus modérés). Par ailleurs, la démission de Helmut Rike, le président du directoire de Deutsche Telekom, co-artisan du projet d'alliance Atlas, a affaibli l'association.

La crainte d'un « découplage » franco-allemand et d'un DBT allant seul son chemin ou retrouvant des liens américains n'est-elle qu'un avatar de la traditionnelle interrogation

française sur la « question allemande » ? Officiellement Paris veut le croire. Elle agit pourtant les esprits et rend d'autant plus importantes les décisions futures de Bruxelles. L'une des rares traductions microéconomiques de l'alliance franco-allemande - qui est plus féconde sur les plans monétaire, culturel ou diplomatique que sur les liens entre les entreprises des deux pays - se trouve fragilisée. La menace n'est pas sans une certaine gravité.

Caroline Monnot

Italie : privatisation du téléphone mobile

Avant de privatiser la STET, opérateur des télécommunications italiennes dans laquelle l'Etat est majoritaire, la société Telecom Italia, sa filiale à 62 %, va vendre au secteur privé ses activités dans le téléphone mobile dès juillet prochain, révèle le Financial Times dans son édition du 21 mars. L'opération était attendue, compte tenu des bons résultats obtenus par cette activité (l'an dernier, Telecom Italia a dégagé un résultat net de 1 450 milliards de lires, soit 4 milliards de francs). En revanche, l'échec relatif à cette cession n'avait jamais été indiqué. La précision est importante, dans la mesure où cette opération a toujours été présentée par le gouvernement italien comme un préalable nécessaire à la privatisation de la STET.

L'Allemagne va attribuer des licences d'exploitation

Le ministère allemand des postes et télécommunications devait attribuer des licences d'exploitation des services téléphoniques et des réseaux à tous les candidats qui répondront à des conditions minimales, affirme le quotidien économique allemand Handelsblatt, dans son édition du 20 mars. Le nombre de ces futures licences serait donc illimité. Cette orientation va dans le sens d'une étude réalisée en février dernier par les experts de la société Morgan Stanley, estimant que le marché allemand pouvait accueillir trois gros concurrents et une multitude d'acteurs locaux et de niches qui détiendraient 34 % du marché allemand des télécommunications à l'horizon 2005.

Le ministre des télécommunications Wolfgang Boetsch doit présenter dans une semaine, lundi 27 mars, le plan arrêté par le gouvernement pour la libéralisation totale du plus grand marché des télécommunications en Europe. Selon les informations du Handelsblatt, les entreprises qui obtiendront la licence auront le choix entre l'exploitation d'un réseau propre, l'offre de services ou les deux combinés. Par ailleurs, selon le quotidien, le ministère promet aux concurrents un accès libre aux réseaux de Deutsche Telekom à des prix acceptables.

sur sa présence dans le nouvel univers.

La méthode prônée par les dirigeants de France Télécom est de donner à leur entreprise plus d'autonomie et de souplesse, dans la

rien ne se passe comme prévu.

L'évolution du statut ? Les pouvoirs publics laissent nécessaire. Mais le chantier a été stoppé net après la grève - suivie à 75 % - d'octobre 1993. Le succès du syndicat SUD,

Aucune participation industrielle du Crédit lyonnais ne devrait être épargnée

LE CRÉDIT LYONNAIS devrait céder 90 % d'un portefeuille de titres évalué entre 43 et 45 milliards de francs « dans les trois ans », comme le prévoit le second plan de sauvetage de la banque présenté vendredi 17 mars (Le Monde du 19 mars). Ce désengagement est sans commune mesure avec celui imposé au Crédit lyonnais après le premier plan de sauvetage, qui prévoyait déjà 20 milliards de francs de cessions d'actifs en deux ans.

Un désengagement auquel personne, aucun client traditionnel

de ses titres Usinor-Sacilor (20 % du capital), Aérospatiale (17,8 %) et Framatome (10 %) dont 1 % vient d'ailleurs d'être vendu. Autant d'entreprises publiques dans lesquelles le Crédit lyonnais était entré à la demande de l'Etat en « échange de bons procédés, en contrepartie des augmentations de capital que l'on nous avait concédées », rappelle-t-on. La privatisation du groupe sidérurgique, envisagée au second semestre 1995, pourrait permettre au Lyonnais de réduire sa participation. Les liens étroits, noués depuis

Crédit lyonnais détiennent environ 20 % ? « Pourquoi ne pas envisager d'introduire Artemis en Bourse ? » Les holdings de Vincent Bolloré, la Compagnie des Glénans, ou de Jean-Charles Naouri, la Foncière Euris, devraient également sortir du portefeuille du Lyonnais. « Personne n'a intérêt à garder un actionnaire en otage, poursuit le dirigeant du Crédit lyonnais. Notre souhait est de rendre nos participations les plus liquides possibles. Aujourd'hui, nous n'avons plus les moyens. »

L'objectif ne sera pas, toutefois, de se désengager à 100 % dans tous les cas. Comme prévu, la banque pourra racheter, pour un montant total de 5 milliards de francs, certaines des participations momentanément portées par le désormais fameux Consortium de réalisation (CDR), spécialement créé pour vendre les participations du Lyonnais et dirigé par un comité de contrôle composé à parité de cinq représentants de l'Etat et de cinq membres de l'établissement financier (Le Monde daté du 19 et 20 mars).

« Même en ne détenant plus aucune participation au capital, nous pourrions tout à fait demeurer des partenaires privilégiés des industriels que nous avons accompagnés ces dernières années, poursuit le responsable du Crédit lyonnais. Mais chaque cas sera un cas d'espèce. Et conserver une participation résiduelle peut contribuer dans certains cas à affirmer un certain nombre de liens. »

Un séisme ? Le Crédit lyonnais s'en défend, qui dit avoir vendu pour une dizaine de milliards de francs de titres, l'an dernier. « Personne ne s'en est plaint, dit-on. Personne ne s'est senti menacé. » Mais il n'empêche, la fin du concept de banque-industrie développé par Jean-Yves Haberer, le président limogé du Crédit lyonnais, bouleverse la donne des entreprises françaises.

Pierre-Angel Gay

Françoise Sampermans au centre des interrogations chez Alcatel-Alsthom

APRÈS une semaine de crise suraiguë, Alcatel-Alsthom reprend son souffle. La succession de Pierre Suard, trois fois mis en examen et sous contrôle judiciaire, reste toujours un sujet tabou rue de la Boétie, au siège parisien du groupe. « Par respect », explique-t-on, tout en se refusant à commenter l'attitude du patron d'Alcatel-Alsthom qui n'a pas pris de recul par rapport à ses fonctions avant d'être contraint par la justice, et qui ne démissionne pas bien qu'il soit - au moins provisoirement - interdit d'exercice. « Pierre Suard est un homme de devoir. C'est parce qu'il estime que son devoir est de se maintenir à la tête du groupe qu'il ne se retire pas. La menace du démantèlement du groupe brandie par M. Suard lors de son intervention télévisée, mercredi 15 mars, est aujourd'hui minimisée. « C'est une simple éventua-

lité. Et il ne s'agit que du siège d'Alcatel qui emploie 200 personnes, pas d'Alcatel-Alsthom. Alcatel-Cit restera bien entendu en France et ne se soustraira pas à la justice. »

Apaisement ? En interne, toutefois, l'atmosphère est au règlement de comptes. Principale accusée, Françoise Sampermans, directrice générale de la Générale Occidentale, le pôle médias-presses du groupe. « C'est médiocre. Mais c'est humain, exprime un haut cadre. M^{me} Sampermans dont l'ascension a toujours irrité certains barons d'Alcatel a été acceptée, par défaut, tant que Pierre Suard était en position de force. Ceux qui se taisaient hier, aujourd'hui crient. » A mots de moins en moins couverts, la patronne de la GO est rendue responsable de « la mauvaise gestion par le groupe de cette affaire. »

Le 14 mars dernier, certains adm-

nistrateurs d'Alcatel-Alsthom auraient demandé sa mise à l'écart, quelle que soit l'issue de l'affaire. Avant, comme l'avait révélé Libération, de subordonner le maintien de Pierre Suard au résultat du pourvoi en appel déposé par ses avocats qui contestent le placement sous contrôle judiciaire.

Où se joue la succession de Pierre Suard ? Du côté du président d'honneur Ambroise Roux, à qui l'on prête énormément et qui aurait contacté le patron de Total, Serge Tchuruk ? Les deux intéressés démentent vigoureusement. Du côté de Marc Viénot, le patron de la Société générale, dont il se murmure qu'il pourrait assurer une régence ? Rue de la Boétie, on dit tout ignorer de semblables tractations.

C.M.

Les élus dénoncent le fait accompli

Les deux rapporteurs généraux du budget à l'Assemblée nationale et au Sénat, respectivement Philippe Auberger (RPR) et Jean Arthuis (CD), se sont publiquement plaints, lundi 20 mars, de la façon dont le Parlement a été traité par le gouvernement dans l'affaire du Crédit lyonnais, lui reprochant d'avoir été « mis devant le fait accompli ». Les deux parlementaires soulignent le risque d'une « aggravation potentielle des dépenses de l'Etat acceptée sans leur consentement explicite. Le Parlement ne saurait valider les mesures prises sans en tirer à terme toutes les conséquences », affirment-ils. MM. Auberger et Arthuis estiment « dès à présent indispensable de réfléchir aux réformes à conduire pour mieux informer le Parlement des décisions gouvernementales engageant les finances publiques en dehors de la procédure stricte sensu des lois de finances, et le cas échéant, l'y associer. Il y a de la crédibilité du Parlement et de sa fonction de contrôle de l'activité du gouvernement. »

Le marché est de son côté désorienté par l'annonce du plan. Après avoir chuté de 10 % lundi 20 mars, le certificat d'investissement remontait légèrement en début de séance mardi à 239 francs. Si Moody's a maintenu ses notations, sa consœur, Standard and Poor's-ADEF vient de placer sous surveillance négative les notes de la banque et de ses deux filiales, la SDBO et la Banque Colbert.

ou partenaire de longue date, « historique », ne peut prétendre, pour l'heure, échapper. Mais si l'on doit veiller à ne « ne pas déstabiliser les entreprises », insiste-t-on Boulevard des Italiens, il n'y a aucune raison de les traiter différemment des unes des autres ». La règle s'appliquera donc à toutes les sociétés dans lesquelles le Lyonnais détient des participations, qu'elles soient publiques, holdings patrimoniales non cotées ou sociétés cotées en Bourse. La banque devrait ainsi se séparer, à terme, de tout ou partie

parfois des décennies avec des industriels, ce seront pas non plus épargnés. Le groupe Bouygues ? « Nous devons élaborer une solution de rechange avec la famille. » Arnault & Associés et Dior, deux des holdings de contrôle du groupe de luxe LVMH ? « Nous avons toujours dit que nous n'y resterions pas éternellement. Ce sont deux sociétés cotées dont nous pouvons nous désengager sans en faire perdre le contrôle à Bernard Arnault. »

La holding patrimoniale de François Pinault, Artemis, dont le

4/5 avril 1995

Europe, emploi, social :
quelles évolutions du rôle
des comités d'entreprise ?

A l'occasion du cinquantième des comités d'entreprise,
le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle
et la Commission européenne
proposent à l'ensemble des partenaires sociaux, DRH, membres
des comités d'entreprise, français et européens, une tribune de réflexion
et d'échanges.

Rencontres européennes
"Comités d'entreprise : de nouveaux enjeux"
Palais des Congrès Paris.

Accès libre sur inscription :
télécopie (01) 48 04 55 59 - téléphone (01) 48 04 02 36

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Formation professionnelle

COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES

Saint Louis double son bénéfice, mais sa stratégie demeure floue

Le papier et le sucre s'équilibrent dans les bons résultats du groupe

Nicholas Clive Worms, président par intérim de Saint Louis, a exclu de céder sa participation dans le groupe papeter Arjo Wiggins Appleton. Il dément également

vouloir racheter le sucrier Eridania-Béghin-Say. Le groupe cherche une nouvelle activité à développer à côté du papier et du sucre.

LE GROUPE Saint Louis est en roue libre depuis que son équipe dirigeante a été déclinée, le 20 janvier, dans un accident d'avion qui a causé la mort de son président, Bernard Dumon, et de Max de La Giraudière, directeur général de la principale filiale, la Générale sucrière (Le Monde des 22 et 23 janvier).

Nicholas Clive Worms, président de Worms et Cie, principal actionnaire de Saint Louis avec 27,8 % du capital aux côtés de l'Ifil, la holding de la famille Agnelli (25,9 % du capital), a pris temporairement les rênes du groupe, qui continue sur la lancée de ses dirigeants disparus.

En plein redressement, Saint Louis a doublé son résultat net, qui a atteint 1,46 milliard de francs en 1994, et va augmenter son dividende de 35 à 38 francs par action. Le groupe a été dopé par la forte reprise dans le secteur du papier et les performances remarquables de sa filiale à 40 %, le groupe papeter Arjo Wiggins Appleton (AWA). Pour la première fois, la contribution d'AWA au résultat courant du groupe est comparable à la « vache à lait » de Saint Louis qui constitue la Générale sucrière, protégée par les quotas européens du sucre. Dans le même temps, Royal Champignon, qui connaîtait de grandes difficultés, s'est redressé.

Seul problème, le groupe n'a toujours pas de président. « Nous cherchons quelqu'un qui ait un profil d'industriel. C'est un poste important, il faut prendre son temps pour faire le bon choix, dès que possible », a déclaré Nicholas Clive Worms, le 20 mars, devant un parterre d'analystes financiers. Et la

stratégie de Saint Louis reste floue. Selon des rumeurs boursières récurrentes, AWA pourrait être vendu à bon prix grâce au retournement de la conjoncture papetière.

En théorie, cette solution aurait dû satisfaire le financier Nicholas Clive Worms. En 1987, le partenaire de Bernard Dumon n'avait pas hésité à lui faire céder Lesieur, récemment acquis, pour réaliser une belle plus-value. Bernard Dumon avait ainsi vu s'élever son rêve de constituer un géant de l'agroalimentaire. Aujourd'hui, le financier adopte un discours d'industriel. « Saint Louis n'est pas vendeur de sa participation dans AWA. Cette décision a été prise à l'unanimité du conseil d'administration, a-t-il martelé. Je ne comprends pas pourquoi on veut nous faire céder une activité alors que nous n'avons pas besoin de cessions pour investir. »

RACHAT D'EBIS REPORTÉ SINE DIE

La communauté financière ne voit pas non plus où Saint Louis souhaite investir. Le rêve de Bernard Dumon était de reprendre le sucrier Eridania-Béghin-Say (EBS). Ce rêve semblait partagé jusqu'en février par Umberto Agnelli, président de l'Ifil. Mais, devant les démentis catégoriques du groupe Ferruzzi-Montedison, qui possède la société, l'opération est reportée sine die. « On parle d'EBS à cause des difficultés de Ferruzzi-Montedison, qui a déclaré très clairement qu'il n'avait pas l'intention de vendre. Pour nous, il n'y a pas de dossier EBS », a conclu Nicholas Clive Worms.

L'avenir dans l'agroalimentaire est, également, compromis. Saint-

Louis a apporté en 1994 sa division plats cuisinés, qui d'aurait pas la taille critique sur le marché européen, à la société Panzani, dont il détient 34,5 % du capital aux côtés de Danone, qui en possède le solde. Mais il devrait vraisemblablement céder cette participation à son partenaire dès le printemps 1996, pour 2,5 milliards de francs. La filiale Royal Champignon se trouvera alors fort isolée.

Saint Louis est aujourd'hui assis sur un tas d'or, d'autant que l'Ifil a injecté 750 millions de francs dans la société en novembre 1994 à l'occasion d'une augmentation de capital réservée et 728 millions de francs supplémentaires par un apport d'actions Danone. Une participation stratégique de 2 milliards de francs dans le groupe d'Antoine Riboud qui sert plus les intérêts de la famille Agnelli que ceux de Saint Louis directement.

Contrairement aux allégations de ses dirigeants, Saint Louis a toutes les caractéristiques d'une holding financière, dénote boursière comprise. La vente par appartements du groupe ferait la joie des boursiers.

Cette hypothèse n'étant pas pour l'instant envisagée, il n'est qu'à attendre que Saint Louis adopte une politique industrielle audacieuse. Le groupe n'a pas exclu d'identifier un nouveau secteur de développement, hors sucre et papier. Encore faut-il trouver ce troisième métier. « La difficulté pour nous est de monter progressivement dans une activité, a expliqué Nicholas Clive Worms. Saint Louis est un acteur déterminé, mais prudent. »

Arnaud Leparmentier

Roussel-Uclaf organise sa recherche pour préserver son identité dans Hoechst

Futur deuxième groupe mondial pharmaceutique après l'acquisition de Marion-Merrel-Dow, l'allemand Hoechst se réorganise. Sa filiale Roussel-Uclaf se spécialise sur certains marchés

BIEN QUE l'acquisition ne soit pas encore finalisée, le chimiste allemand Hoechst et sa filiale Roussel-Uclaf (16,2 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1994, 1,8 milliard de bénéfice) ont déjà intégré, dans leur stratégie, la firme pharmaceutique Marion-Merrel-Dow (MMD) que l'allemand Hoechst Chemical devrait leur céder d'ici au mois d'avril.

Dans ce nouvel ensemble qui deviendra le futur numéro deux mondial derrière le britannique Glaxo-Wellcome, Roussel-Uclaf n'entend pas perdre son autonomie, ni son identité. Jean-Pierre Godard, président du directoire, a confirmé, le 20 mars, son intention d'acquiescer pour 200 millions de dollars (1 milliard de francs) l'ensemble des filiales de MMD en Amérique latine et d'y devenir le leader sur ce continent. D'autre part, Hoechst pourrait autoriser la firme française à prendre une participation majoritaire dans les activités européennes de MMD.

Au-delà de ce partage des territoires, une redéfinition des compétences a également été établie. « Nous ne pouvons garder la croissance que nous avons connue en recherche-développement au cours

des dernières années. Stratégiquement, nous devons faire une pause », reconnaît Jean-Pierre Godard. Désormais, les laboratoires de recherche français se concentreront sur deux domaines, l'anti-infectieux et les maladies de l'os. Hoechst, de son côté, focalisera ses travaux sur le cardiovasculaire, le métabolisme et la rhumatologie. La recherche aux États-Unis portera uniquement sur le système nerveux central.

PLAN D'ÉCONOMIES

Cette division de la recherche s'accompagne en aval d'une poursuite du désengagement d'activités oco stratégiques. Ainsi le laboratoire Soekami-LeFranc, tourné vers la médication familiale, c'est-à-dire la vente de produits sans ordonnance, sera prochainement cédé au suisse Hoffmann-La Roche. Roussel-Uclaf avait acquis, en 1991, cette petite structure de 100 millions de francs de chiffre d'affaires, avec l'ambition de porter les ventes à 1 milliard sur ce créneau de l'automédication. L'objectif n'a pas été atteint.

La réorganisation se traduit aussi au niveau de la gestion par un plan d'économies estimé à 212 millions

de francs sur trois ans. Dans cette perspective, trois structures opérationnelles vont regrouper les cinq filiales actuelles : Roussel-Diamant, Hoechst-Houdé et Cassenne. Toutes ces modifications interviennent alors que le groupe s'apprête à quitter son siège parisien du boulevard des Invalides, vendu à la région Ile-de-France. Le 1^{er} mai, il déménagera à Romainville (Seine-Saint-Denis), berceau de la firme, où Gaston Roussel installa le premier laboratoire en 1920.

Si, pour tous ces motifs, 1995 « s'annonce comme un tournant pour le groupe », aucune raison ne peut laisser penser que, financièrement, « l'exercice en cours puisse être plus difficile que 1994 ». Selon Jean-Pierre Godard, « il est même dans le droit-fil du précédent ». Les deux premiers mois de l'année ont été très favorables, avec une croissance de 7 % en France. Affecté l'an dernier par la mise en œuvre des RMO (références médicales opposables), le marché intérieur se stabilise. Le groupe table, pour l'année, sur une progression de 5,8 % de son chiffre d'affaires dans la santé humaine.

Dominique Gallois

Les trois grandes banques suisses ont connu une année 1994 difficile

LAUSANNE

de notre correspondant

Pour les trois grandes banques helvétiques, l'euphorie peut avoir des limites. Les résultats de l'exercice 1994 qu'elles viennent successivement de rendre publics contrastent singulièrement avec les records affichés l'année précédente. Avec un bénéfice cumulé de 3,64 milliards de francs suisses (FS), soit environ 15 milliards de francs français, l'Union de banques suisses (UBS), le Crédit suisse (CS) et la Société de banque suisse (SBS) ne sont certes pas à plaindre, mais celui-ci n'en a pas moins diminué d'un tiers par rapport à 1993.

Derrière à faire connaître ses résultats, à la mi-mars, la SBS a accusé la chute la plus marquée. De 1,36 milliard de francs suisses, il y a un an, son bénéfice net consolidé a baissé de 41 % pour s'établir à 311 millions. La troisième banque helvétique qui, pour la première fois, ventile ses résultats, a réalisé la quasi-totalité de ses gains en

Suisse. A l'intérieur du pays, la SBS a dégagé un excédent de plus de 1 milliard de francs suisses tandis que les activités à l'étranger n'ont rapporté que 44 millions.

Qualifiant ces résultats de « décevants », le président du groupe, Georges Blum, les a attribués aux difficultés rencontrées sur les marchés internationaux, notamment à l'évolution des taux d'intérêt.

L'année a été particulièrement néfaste pour les opérations de négoce sur titres, devises et produits dérivés dont les revenus se sont effondrés de 66 %, passant de 2,9 milliards de francs suisses en 1993 à 990 millions. Les deux autres grandes banques ont également accusé une nette régression de leurs recettes sur les opérations de négoce de respectivement 64,2 % pour l'UBS et 44 % pour le CS.

Constatant sa place de premier groupe bancaire du pays, l'UBS a enregistré un bénéfice de 1,6 milliard de francs suisses, inférieur de 28,9 % à celui de l'exercice pré-

cedent. Devenu la deuxième banque helvétique depuis la reprise de la Banque populaire suisse, le CS a dégagé, de son côté, un bénéfice de 1,2 milliard, soit un recul de 17,7 % par rapport à 1993. Pour faire bonne mesure, l'UBS et le CS peuvent vanter que leurs bénéfices se sont néanmoins accrus de respectivement 20,1 % et 25,9 % comparés à 1992.

Après les résultats exceptionnels de 1993, les trois grandes banques helvétiques doivent donc rabattre un peu de leur superbe et revenir sur terre. Il y a un an, les bénéfices en hausse qu'elles affichaient (+70 % pour l'UBS, +53 % pour le CS, +36 % pour SBS) ne leur avaient pas valu que des lauriers et d'aucuns les avaient même jugés « indécents » en période de crise économique. Aujourd'hui, avec des résultats un peu moins grisants, les milieux bancaires ont plutôt le sentiment d'assister à un retour à la normale qu'à un effondrement.

Jean-Claude Buhner

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ECUREUIL ACTIONS FUTUR

SICAV ACTIONS FRANÇAISES - PEA

pour vos placements sur les valeurs dynamiques

Mise en paiement du dividende

• obligations françaises non indexées	0,46 F
• actions françaises	2,77 F
• titres de créances négociables	0,92 F
TOTAL	4,15 F

Ce dividende sera détaché le 6 avril et mis en paiement le 11 avril 1995. Le crédit d'impôt sera déterminé le jour du détachement.

Régime d'investissement sans frais jusqu'au 11 juillet 1995.

Performances au 30.12.1994

	Depuis le 31/12/93*
Ecureuil Actions Futur	- 12,62 %
Moyenne des Sicav actions françaises	- 14,13 %

*Mois du lancement de la Sicav.

Source : Europerformance.

Valeur de l'action au 30.12.94 : 186,06 F

DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1994

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 15 février 1995 sous la présidence de Monsieur Michel Dosière, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 30 décembre 1994.

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 29 mars 1995. Sous réserve de son accord, le dividende net de l'exercice a été fixé à 4,15 F par action.

Ecureuil Actions Futur, tout en respectant son objectif de gestion dynamique, enregistre un recul inférieur au marché des actions françaises et se classe au-dessus de la moyenne de sa catégorie. Créée fin 1993, elle est gérée dans une optique de placement d'une durée minimale de 5 ans.

Orientations des placements

Ecureuil Actions Futur est investie à 75 % minimum en actions : majorité de grandes valeurs de la cote française assortie de valeurs plus offensives.

Optimisez votre fiscalité : en détenant vos actions Ecureuil Actions Futur dans le cadre d'un PEA conserné ou moins 5 ans, vos plus-values et revenus sont exonérés d'impôt.

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

CAISSE D'ÉPARGNE



MERCI DE VOTRE GÉNÉROSITÉ

En 1994, grâce à une mobilisation sans précédent, vous avez apporté 300 millions de francs à la lutte contre le Sida. Cet argent - consacré pour moitié à la recherche, pour moitié à la prévention et à l'aide en faveur des personnes atteintes - a été géré conjointement par Ensemble Contre le Sida (ECS), la Fondation de France (FdF) et la Fondation pour la Recherche Médicale (FRM).

UNE AIDE AUX CHERCHEURS ET AUX MALADES

Ensemble Contre le Sida et la Fondation de France assurent une distribution équitable et efficace des fonds collectés. Au 1^{er} mars 1995, 156 millions de francs sont déjà engagés dans 458 projets associatifs et 181 projets scientifiques.

Les fonds du Sidaction sont répartis de la manière suivante :

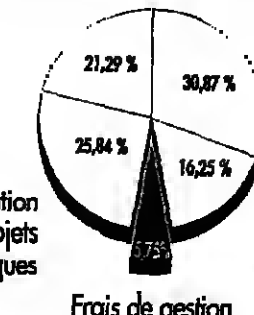
CONTINUONS ENSEMBLE LA LUTTE ENGAGÉE

Les chaînes de télévision, les radios, la presse, et tous les partenaires qui nous ont soutenu l'on passé renouvelant leur engagement, du 1^{er} au 7 avril, pour un Sidaction 1995. La Sidaction procède à la recherche et aux associations des ressources indispensables à la poursuite et au développement de leur action. Nous comptons cette année encore sur votre soutien et votre générosité.

1,4 millions de donateurs
300 millions de francs

RECHERCHE SCIENTIFIQUE
181 projets et bourses
- Recherche fondamentale
- Recherche clinique
- Sciences sociales
- Centre Luc Montagnier

ACTION ASSOCIATIVE
458 projets
- Prévention
- Information
- Hébergement
- Aide aux malades
- Soutien social



En cours d'affectation pour des projets scientifiques

En cours d'affectation pour des projets d'information, de prévention et d'aide aux malades

Frais de gestion et de collecte 5,75 %

Etat des engagements au 1^{er} mars 1995

Pour votre information, Ensemble Contre le Sida et la Fondation de France tiennent à votre disposition sur simple demande, le rapport financier sur la gestion du Sidaction 1994 :

Ensemble Contre le Sida : 27, rue d'Enghien - 75010 Paris

Fondation de France : 40, avenue Hoche - 75008 Paris

مركز الدراسات والبحوث

Plastic Omnium détient 28 % de Reydel Industries

LA SOCIÉTÉ LYONNAISE PLASTIC OMNIUM vient de prendre 28 % du capital de son partenaire industriel Reydel Industries, qui produit des tableaux de bord et des panneaux de porte en plastique pour automobile. La surprise est de taille pour la famille Bourgois, qui contrôle Reydel via une société familiale baptisée Compagnie financière de Turenne (CFT). Son ancien partenaire financier, la banque Worms, qui accompagnait la société depuis sa cotation au second marché en 1983, mais ne cachait pas sa volonté de se désengager, a vendu une partie de ses actions à Plastic Omnium.

« Nous entendons demander un siège au conseil d'administration de Reydel. Nous allons continuer à augmenter notre participation, mais nous ne comptons pas prendre le contrôle de la société », a expliqué Jean Burelle, PDG de Plastic Omnium. La CFT, qui détient 26,8 % du capital et 42,3 % des droits de vote, compte rester opérateur de Reydel, notamment avec l'aide de son nouvel allié, Paribas, qui détient 10 % des droits de vote. « L'essentiel est que l'ensemble du groupe Reydel Plastic Omnium donne satisfaction à ses deux clients Renault et PSA. Tout le monde va travailler en bonne entente », rassure Jean Burelle.

DÉPÊCHES

■ **MOTOROLA** : le géant américain des télécommunications aurait déposé, avant l'expiration du délai officiel fixé le 15 mars, un dossier de candidature pour la privatisation du groupe informatique français Bull. La Lettre de l'Expansion indique dans son édition du lundi 20 mars que Motorola souhaiterait prendre dans Bull une participation du même ordre que le japonais NEC. Celui-ci, seul candidat à avoir officiellement annoncé le dépôt d'un dossier, devrait se porter candidat à environ 17 % du capital du groupe français.

■ **BIDERMANN** : le groupe textile français est dans le collimateur de la Commission des opérations de Bourse (COB). Elle a transmis en 1994 au parquet un rapport d'enquête sur les financements octroyés par Elf Aquitaine, alors présidé par Loïc Le Floch-Prigot, et le Crédit lyonnais, au groupe Bidermann. « La COB estime que ces faits pourraient, pour le Lyonnais et surtout pour Elf Aquitaine, être constitutifs d'abus de crédit, d'abus de pouvoir et d'abus de biens sociaux ; et pour Maurice Bidermann, de recel d'abus de biens sociaux, de présentation de comptes inexacts et de fausse information du public », révèle Le Figaro dans son édition du 21 mars. Une information a été ouverte au parquet de Paris en août dernier et confiée à Eva Joly.

■ **ALCAN** : le groupe d'aluminium canadien a annoncé son intention de vendre une douzaine d'activités, situées en aval de la filière aluminium, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Irlande. Alcan espère trouver un seul repreneur pour toutes ces unités, qui ont réalisé un chiffre d'affaires de 635 millions de dollars (2,15 milliards de francs) l'an dernier. La vente pourrait rapporter 200 millions de livres (1,6 milliard de francs) au groupe, selon des analystes. Cette opération se situe dans le cadre de la politique de recentrage, entreprise depuis la fin de 1993 par le producteur d'aluminium.

■ **ALUMINIUM** : les cours de l'aluminium ont atteint le 20 mars leur niveau le plus bas au London Metal Exchange (LME). A la suite de ventes importantes des fonds d'investissements, l'aluminium a reculé de 40 dollars pour s'établir à 1 760 dollars, en baisse de 20 % par rapport au sommet de janvier dernier. Malgré une diminution des stocks qui s'établissent à 17 millions de tonnes en février (contre 17,22 millions en janvier), les opérateurs redoutent la fin de l'accord de l'autolimitation de la production signé entre les différents pays producteurs en février 1994 (Le Monde du 25 février). Même si les grands groupes d'aluminium continuent à respecter cet accord, quatre pays signataires sur six ont annoncé leur volonté d'augmenter leur production.

■ **EDF-GDF** : 40 % des agents de l'Île-de-France, du Nord-Pas-de-Calais, de la Picardie et du Centre ont, selon la direction, cessé le travail le lundi 20 mars, à l'appel de la CGT, FO, la CFTC, pour « la défense du service public ». Par ailleurs, dans un communiqué commun, les cinq syndicats (CGT, CFTC, CFTC, CGC et FO) ont protesté contre un projet de directive qui devrait être adopté mercredi 22 mars et qui, selon eux, « imposerait à la France d'adopter un système conduisant à un accès des usagers au réseau généralisé et ou démantèlement d'EDF ».

■ **TRANSPORTS** : le gouvernement canadien veut contraindre les grévistes qui paralysent les chemins de fer à reprendre le travail. Quelque 7 500 employés des sociétés publiques Canadien National (CN, marchandises) et Via Rail (passagers) ont cessé le travail, samedi 18 mars, après la rupture de négociations sur le renouvellement de leur convention collective, qui durerait depuis quinze mois, et environ 7 200 cheminots du groupe privé CP Rail (marchandises), filiale de Canadien Pacifique, sont en lock-out depuis le 8 mars.

■ **AIR INTER** : la quasi-totalité des syndicats de la compagnie aérienne devrait lancer un nouvel appel à la grève les 28, 29 et 30 mars, pour protester contre la suppression de 600 emplois, a indiqué un responsable de l'Union syndicale du personnel technique navigant. Le dernier jour de la grève coïncidera avec un mouvement de grève à la SNCF et à la RATP.

■ **SONATRACH** : le nouveau PDG de la société publique algérienne d'hydrocarbures, Nazim Zouliouche a été nommé, lundi le 20 mars, en remplacement d'Abdelhak Bouhafs, « appelé à d'autres fonctions ». La Sonatrach est la plus grande et la plus ancienne entreprise publique d'Algérie. Plus de 95 % des exportations du pays sont des hydrocarbures qui constituent la principale ressource en devises. Deux autres grandes entreprises publiques ont également changé de directeur : la société de l'électricité et du gaz Sonelgaz, Aïssa Benhamanem a remplacé M. Abdelhak Benabdoun et de la Compagnie nationale algérienne de navigation, M. à la tête de la Sonelgaz, tandis que M. Abdelhamid Abdelli a été nommé directeur général de la CNAN en remplacement de M. Lazhar Hani.

■ **USX-U. S. Steel** : le premier groupe sidérurgique américain et unité du conglomérat USX Corp. (pétrole, énergie et acier), a annoncé le 20 mars qu'il était redevenu bénéficiaire en 1994. Le sidérurgiste a réalisé un bénéfice net de 313 millions de dollars (1,5 milliard de francs) contre une perte de 149 millions de dollars en 1993, dernière année de restructuration. Son chiffre d'affaires compte pour plus de 30 % des ventes de USX Corp. USX-US Steel, qui bénéficie d'une activité soutenue, a pu augmenter ses prix dernièrement.

■ **SCOR** : le premier réassureur français, a acquis auprès des compagnies d'assurance UAP et AGF 5 % des actions de la Compagnie Financière SFAC, société holding du premier groupe d'assurance-crédit européen. Cette prise de participation s'inscrit dans le cadre d'une augmentation de capital de 250 millions de francs et de la réorganisation de l'actionariat de la SFAC.

■ **ALLEVAR** : la société sidérurgique, filiale d'Ascometal (Usinor-Sacilor) spécialisée dans les ressorts en acier, a réalisé en 1994 un bénéfice net consolidé de 41,5 millions de francs après une perte de 15 millions de francs en 1993. Le groupe, qui est coté au second marché, a connu en 1994 une « reprise vigoureuse » de son activité, avec un chiffre d'affaires en hausse de 18 % à 1,338 milliard de francs.

■ **INFRASTRUCTURES** : les ministres de l'économie et des finances des Quinze ont adopté, lundi 20 mars, à Bruxelles, les textes juridiques permettant d'engager les fonds communautaires destinés à financer le grand programme d'infrastructures de transport. Quatorze projets prioritaires de grands réseaux de transports, comme le TGV-Est, ont été retenus en décembre et une ligne de crédit de 2,34 milliards d'euros est prévue dans le budget communautaire pour financer ces projets sur cinq ans (1995-1999). Le règlement financier adopté lundi par les Quinze doit encore être soumis au Parlement pour que des décisions puissent être prises lors du sommet européen de Cannes en juin.

La Bourse de Paris bénéficie de prévisions favorables

Seule incertitude : les effets négatifs de la crise monétaire sur la croissance

Au cours des dernières séances, la Bourse de Paris s'est assez sensiblement redressée, gagnant près de 4 % en une semaine. L'indice CAC 40 est même

repasé, lundi 20 mars, au-dessus du seuil des 1800 points. Il ne s'agit certainement pas d'euphorie, et cet indice a abandonné encore 3,70 %

depuis le début de l'année, mais les études se multiplient pour indiquer que les valeurs françaises sont désormais à des cours attractifs.

IL FAUT REMONTER aux lendemains du krach d'octobre 1987 pour trouver des actions françaises à des cours aussi faibles. Cette idée est la conclusion d'une étude publiée à la fin de la semaine dernière par la banque d'affaires britannique Warburg. Selon ces calculs, le rapport cours/bénéfices du marché français est inférieur à 10,8, un niveau sans précédent depuis huit ans.

Mais les boursiers, surtout à Paris, ont appris ces derniers mois à se méfier des pronostics. L'année boursière 1994 devait aussi être très bonne... Les analystes estimaient à une majorité écrasante que les résultats des entreprises contribueraient largement à la bonne tenue des marchés. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les promesses n'ont pas été tenues. Au mois de février, la Réserve fédérale américaine mettait brutalement un frein à ces anticipations en augmentant ses taux d'intérêt à court terme et en provoquant un krach obligataire des deux côtés de l'Atlantique. Le marché des actions, emporté dans la tourmente, aura abandonné 17 % sur l'ensemble de l'an passé, et les

prévisions de résultats des entreprises ont été revues en baisse au fil des mois.

Mais l'optimisme renaît chez les analystes. Ils parient encore pour 1995 sur une progression d'au moins 25 % des profits à Paris par rapport à l'année dernière. Un mouvement qui sera d'ailleurs presque général en Europe. Selon l'Association en finance, un bureau d'études qui réalise des synthèses à partir des travaux de 150 de ses confrères de quinze pays européens — est ainsi étudiée une population de 1 200 entreprises représentant environ 20 % de la capitalisation boursière mondiale —, la croissance des bénéfices des entreprises européennes avoisinera cette année les 24 %.

Si l'investissement joue le rôle moteur qu'on attend, la reprise économique devrait être vigoureuse en Europe continentale, souligne Peter Dellspäcker, chef de la division analyses financières du Crédit suisse, à Zurich. La banque Warburg arrive également à des conclusions favorables, surtout pour la Bourse de Paris. Elle consi-

dère que passé l'incertitude liée à l'élection présidentielle, les valeurs françaises ont de grandes chances de tirer profit de la situation, quels que soient les scénarios économiques envisageables. Elles bénéficieraient évidemment d'un redressement de l'investissement et de la consommation. Mais même si la pression fiscale s'accroît et pèse sur l'activité, le regain de « crédibilité » de la France se traduirait par un retour des investisseurs étrangers et une hausse des obligations et des actions.

BÉNÉFICES AMOINDRIS

Une inquiétude persiste cependant, nourrie par la récente crise des changes. La dépréciation du dollar pourrait conduire à un ralentissement de la croissance en Europe, estime la Caisse des dépôts (CDC) dans sa dernière note de conjoncture publiée lundi 20 mars. L'appréciation du deutschemark par rapport aux autres monnaies va coûter quelque dixième de points de croissance à l'Allemagne, estime la CDC. Une hausse de 4 % du deutschemark pourrait se traduire

par un ralentissement de la croissance en Allemagne de l'Ouest, de 0,5 % à 0,6 %. Les économistes du Crédit lyonnais, encore plus pessimistes, considèrent qu'une baisse du dollar de 12 % face au deutschemark et un recul de 6 % des monnaies européennes contre le mark pourraient se traduire dès 1995 par une diminution de 1,3 % de la croissance en Allemagne et de 0,1 % en France.

La chute du dollar a d'ores et déjà incité nombre de sociétés de Bourse à revoir leurs prévisions de résultats. Peugeot ou Renault évaluent à 500 millions de francs l'amoindrissement de leurs bénéfices consécutif aux baisses de la lire, de la peseta et de la livre face au franc au cours des dernières semaines. Avec un dollar en moyenne à 5,10 francs en 1995, contre 5,40 francs en 1994, Elf Aquitaine verrait son bénéfice par action baisser de plus de 15 %, Pechiney et Total de 12 %, Rhône-Poulenc de 8 %, L'Air liquide de 5 % et Sanofi de 4 %.

François Bostrnavaron

Tout redevient vert, c'est le printemps !



HEINEKEN. AU NOM DE LA BIÈRE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

HORIZONS

FINANCES ET MARCHÉS

■ LES COURS DU PÉTROLE ont nettement progressé lundi 20 mars sur le marché à terme de New York. Le baril de brut de référence a terminé à 18,56 dollars, en hausse de 30 cents.

■ WALL STREET a clôturé lundi 20 mars pour la troisième séance consécutive sur un record historique. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a terminé en hausse de 0,25 %.

■ LA COMPAGNIE PARISIENNE de réescompte a lancé un emprunt obligataire de 1 milliard de francs, d'une durée de dix ans et présentant un taux coupon de 8,60 %.

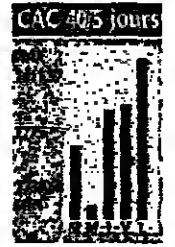
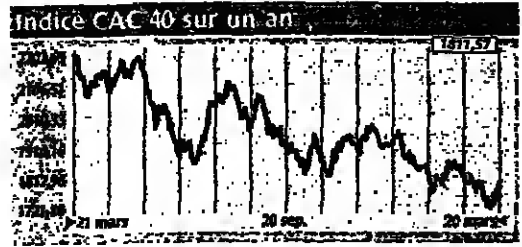
■ LE CHANCE- LER BRITANNIQUE de l'échiquier Kenneth Clarke s'est opposé lundi à Bruxelles à des interventions concertées sur les marchés des changes pour soutenir le dollar.

■ L'OPEP pourrait envisager de remplacer la monnaie de règlement de son pétrole si la chute du dollar se poursuivait, a déclaré M. Subroto, ancien secrétaire général de l'organisation.

LES PLACES BOURSILIÈRES

Paris en repli

Après s'être inscrit en hausse de 0,66 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris n'a pas réussi à poursuivre sur sa lancée des trois dernières séances et a très rapidement cédé du terrain. Il était en recul de 0,07 % aux alentours de midi. Les actions françaises n'ont pas profité de la bonne tenue du Matif (le contrat notional gagnant plus de 50 centimes à 112,66 et le contrat Pibor trois mois progressant de 21 centimes à 92,13) ni de la meilleure santé du franc revenu à moins de 3,55 pour 1 deutschemark. Les titres des distributeurs sont toujours recherchés dans le sillage de Comptoirs modernes (+0,68 % à 1480 francs), Promodis (+0,76 % à 1062 francs) et Carrefour (+0,26 % à 2300 francs). A noter que le cabinet Associés en Finance qui regroupe seize bureaux d'étude a révisé en baisse une nouvelle fois en mars ses prévisions de résultats des sociétés pour 1994 et 1995. Pour l'an dernier la révision moyenne est de



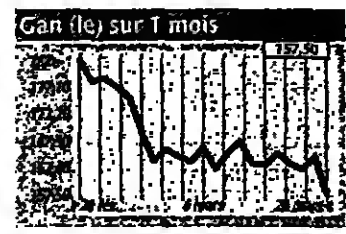
2,8 % pour les bénéfices par action (BPA) et de 2 % pour l'année 1995. Pour les sociétés du CAC 40 cette révision atteint 4,2 % et pour 1995, 1,2 %. Les révisions forte-

ment baissières affectent plus précisément le secteur des services financiers. Les BPA 1995 de ces sociétés ont diminué de 6 % en un mois.

Le GAN, valeur du jour

EN PERDANT ENCORE 4,1 % lundi 20 mars, l'action GAN voit portée à 42,3 % la hausse depuis le début de l'année. Le groupe « se rapproche de l'équilibre en 1995 » et devrait « restaurer son bénéfice d'exploitation en 1996 », a indiqué lundi son président Jean-Jacques Bonnaud. Mais pour 1994, le GAN avait annoncé en janvier un résultat déficitaire de 2,5 à 3 milliards de francs, suite aux pertes enregistrées par sa filiale UIC (Union Industrielle de crédit). Rappelant que l'Etat participerait aux co-

tés du GAN à la recapitalisation de l'UIC, M. Bonnaud a estimé les besoins de cette filiale à 3 milliards de francs.



Wall Street bat un nouveau record

WALL STREET a enregistré son troisième record consécutif lundi 20 mars, à l'issue d'une séance sans relief. L'indice Dow Jones a gagné 10,03 points (+0,25 %) à 4 083,68 points. L'activité a été relativement modérée avec quelque 301 millions d'actions échangées. Baisses et hausses se sont équilibrées : 1 086 contre 1 054, et 807 titres inchangés. La fermeté du dollar a contribué aux gains de Wall Street, où l'absence de publication d'indicateurs économiques explique une certaine réserve des opérateurs. Les chiffres du commerce extérieur américain pour janvier doivent être publiés mercredi, ceux des commandes de biens durables pour février, vendredi.

La Bourse de Londres a atteint

lundi son plus haut niveau depuis quatre mois. L'indice Footsie a clôturé en hausse de 34,9 points (+1,1 %) à 3 124,2 points. En revanche, la Bourse de Francfort a terminé la séance de lundi en repli, le DAX perdant 0,67 % à 1 991,75 points.

Enfin, la Bourse de Tokyo était fermée mardi 21 mars, en raison de la fête nationale du printemps.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 20/03	Var. %
Paris CAC 40	1811,57	+0,66
New-York DJ Index	4077,45	+0,25
Tokyo Nikkei	16130	+0,25
Londres FT100	3124,20	+1,10
Francfort DAX 30	1991,75	-0,67
Bruxelles C20	740,42	+0,68
Amsterdam AEX	1486,15	+0,39
Stuttgart DAX	1317,69	+0,39
Milan MIB 30	13534	+0,40
Amsterdam CIB	100,25	+0,05
Madrid IBEX 35	1128,25	+0,08
S. Coréien KOSPI	1128,25	+0,08
Londres FTSE 100	3124,20	+1,10
Hong Kong Hang Seng	8594,43	+0,69
Shanghai SSE	2297,54	+0,40

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	20/03	19/03
Alcoa	38,50	37,62
American Express	53,37	52,50
Allied Signal	38	38,37
AT & T	52,87	52,75
BellSouth	14,62	15
Boeing Co	40,25	40,62
Campbell Soup	51,12	51,50
Chevron Corp	47,17	48
Coca-Cola Co	57,75	58,25
Glaxo	54,87	55,37
Du Pont Nemours & Co	58,75	59,25
Eastman Kodak Co	51,62	52
Exxon Corp	60	60,25
Gen. Motors Corp	40,62	40,25
IBM	54,12	54,25
Goodyear T & Rubber	34,75	35,25
IBM	83,62	82,75
Intl Paper	71,75	71,75
J.P. Morgan & Co	60,62	60,25
Mc Don Douglas	55,87	55,12
Merck & Co Inc	44,50	43,87
Minnesota Mining & Mfg	57,62	57,12
Philip Morris	66,62	65,75
Procter & Gamble Co	69,50	69,25
Sears Roebuck & Co	52,25	51,25
Tesaco	64,50	64,87
Union Carb	50,87	50,62
Unilever	65,12	64,25
Westinghouse Electric	14,25	14,37
Woolworth	16,37	16,37

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	20/03	19/03
Allied Lyons	2,17	2,05
Barclays Bank	6,07	5,97
B.A.T. Industries	4,16	4,37
British Aerospace	5,23	4,98
British Airways	3,95	3,90
British Gas	2,35	2,31
British Petroleum	4,19	4,13
British Telecom	3,83	3,76
B.T.R.	3,16	3,22
Cadbury Schweppes	4,51	4,47
Eurochem	2,65	2,66
Glaxo	7,07	7
Grand Metropolitan	3,87	3,80
Harrold VZ	4,18	4,13
Hawson PLC	2,36	2,35
Great L	5,95	5,43
H.S.B.C.	7,07	6,90
Imperial Chemical	6,99	6,95
Leeds Bank	5,97	5,98
Martell and Spencer	5,97	5,90
National Westminster	5,18	5,08
Reinhold Oriental	5,68	5,67
Reuters	4,49	4,72
Saxcil and Satchell	0,91	0,90
Shell Transport	7,31	7,26
Smith Barney	5,97	5,98
Thames Water	4,38	4,28
Unilever Ltd	12,24	12,05
Wolcombe	10,68	10,60
Zeneca	8,83	8,79

FRANCFORT

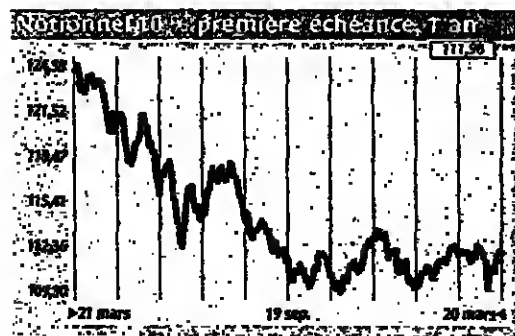
Les valeurs du DAX 30

	20/03	19/03
Alstom Holding N	2456	2449
Bayer AG	294,50	295,20
Boehringer	344,20	346
Boysen/Weichelt	376,50	377
Bayer Vertriebsbank	417,30	417,50
BMW	658	658
Commerzbank	325,50	320,50
Continental AG	191,80	194
Daimler-Benz AG	688	643
Deutsche Bank AG	422,50	419
Deutsche Babcock A	153,50	152
Deutsche Bank AG	684	691,30
Dresdner Bank AG FR	391,50	395
Henkel VZ	535	547
Hoechst AG	294	296,50
Karstadt AG	589,50	589
Kaufhof Holding	501	499,50
Linde AG	855,50	850
MTL Linde AG	185	185
Man AG	353,30	360,50
Mannesmann AG	389	394,50
Mittelstand AG	111	113
Preussag AG	416	422,50
Rohr	462,50	459,50
Schering AG	1049	1064
Siemens AG	658	658
Thyssen AG	266,80	271,80
Veba AG	519,50	519
Viag	517	518,50
Willing AG	1010	1030

LES TAUX

Hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert mardi matin 21 mars en légère hausse. L'échéance juin gagnait 16 centimes lors des premières transactions, pour s'établir à 112,32. Le taux de rendement de l'emprunt d'Etat de référence à dix ans s'établissait pour sa part à 7,96 %, soit un écart de 82 points de base (0,82 %) par rapport aux obligations allemandes



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 20/03	Taux au 19/03	Indice des prix
France	7,80	8,25	1,60
Allemagne	4,90	7,42	2,60
Grande-Bretagne	6,85	8,73	2,60
Italie	7,89	12,3	3,80
Japon	2,19	4,51	5,25
Etats-Unis	5,93	7,33	7,68

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 20/03	Taux au 19/03	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,51	7,49	100,90
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,74	7,66	101,12
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,95	7,89	101,72
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,09	8,01	101,70
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,35	8,32	102,76
Obligations Françaises	8,21	8,17	101,37
Fonds d'Etat à TME	-0,73	-0,78	100,13
Fonds d'Etat à TRE	-0,48	-0,52	99,61
Obligat. franç. à TME	-0,62	-0,69	100,03
Obligat. franç. à TRE	+0,11	+0,10	100,26

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	7,85	7,85	7,85	7,85
1 mois	7,85	7,85	7,85	7,85
3 mois	7,85	7,85	7,85	7,85
6 mois	7,85	7,85	7,85	7,85
1 an	7,85	7,85	7,85	7,85

MATIF

	échéance 20/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %						
juin 95	99,02	111,96	112,40	111,96	112,16	
sept 95	1486	111,78	111,96	111,70	111,88	
dec 95	2	111,60	111,60	111,60	111,78	

PIBOR 3 MOIS

	échéance 20/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
PIBOR 3 MOIS						
juin 95	28991	91,85	92,01	91,83	91,92	
sept 95	7873	92,89	93,09	92,87	92,88	
dec 95	5619	93,12	93,22	93,12	93,14	
Mars 96	1937	93,06	93,11	93,08	93,09	

ECU LONG TERME

	échéance 20/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
ECU LONG TERME						
juin 95	1663	81,78	82,06	81,78	81,86	
sept 95						

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	échéance 20/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40						
Mars 95	17862	1816	1816	1816	1816	
Avril 95	825	1826,50	1826,50	1826,50	1826,50	
Mai 95	85	1816,50	1816,50	1816,50	1816,50	
Juin 95	277	1816	1816,50	1816	1816,50	

LES MONNAIES

Stabilité du dollar

LE DOLLAR S'ÉCHANGIAIT mardi matin 21 mars à 1,40 mark, 89,10 yens et 4,98 francs lors des premières transactions entre banques. Il restait ainsi pratiquement inchangé par rapport à ses cours de clôture de la veille. Le franc s'échangeait pour sa part à 3,5555 pour 1 deutschemark. La livre s'échangeait à 7,8545 francs, en nette baisse. Lundi en début de matinée, le billet vert était tombé à un plus bas niveau historique de 88,65 yens face à la devise ja-

ponaise, avant de se reprendre en cours de journée à la suite de prises de bénéfices. « Le dollar est selon moi manifestement sous-évalué, mais il a une capacité de rebond. Je suis confiant », a affirmé Edmond Alphandery à l'issue du conseil des ministres des finances de l'Union européenne. Le ministre espagnol des finances, Pedro Solbes, a toutefois ajouté que la capacité d'action de l'Union européenne sur le dollar était « très limitée ».

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	cours BOP 20/03	% 19/03	Achat	Vente
DEVISES				
Allemagne (100 dm)	356,1900	+0,54	343	367
Belgique (100 fr)	4,6850	+0,22	4,6850	4,6850
Canada (100 \$)	4,9220	+0,22	4,9220	4,9220
Corée (100 \$)	17,2525	+0,22	16,8000	17,2000
France (100 fr)	317,6000	+0,22	317,6000	317,6000
Grèce (100 dr)	2,8745	+0,22	2,7500	2,9200
Irlande (100 Ir)	88,7900	+0,11	88	88,7900
Italie (100 li)	7,5255	+0,09	7,4000	7,5255
Israël (100 \$)	7,5985	+0,22	7,5500	7,6000
Grèce (100 dr)	2,1725	+0,38	1,9500	2,4500
Subs (100 \$)	68,4900	+0,25	63	73,4
Suède (100 kr)	408,5000	+0,40	416	440
Suisse (100 S)	79,5500	+0,24	75	84
Autriche (100 S)	50,6800	+0,38	48,9000	52,4
Espagne (100 pes.)	3,8745	+0,53	3,6000	4,2000
Portugal (100 esc.)	3,3700	+0,19	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	3,5977	+0,15	3,5000	3,6000
Japon (100 yens)	5,5764	+0,46	5,3000	5,6000
Finlande (mark)	113,7400	+0,46	108	119

L'OR

	cours 20/03	cours 19/03
Or fin (1/2 barre)	60800	61100
Or fin (en lingot)	61500	61800
Orce d'Or Londres	382,73	382,43
Pièce française (20)	357	357
Pièce suisse (20)	355	355
Pièce Union Int (20)	354	355
Pièce 20 dollars us	2400	2355
Pièce 10 dollars us	1260	1300
Pièce 50 pesos mex.	2273	2295

LE PÉTROLE

	cours 20/03	cours 19/03
En dollars		
Brent (Londres)	16,45	16,40
WTI (New York)	16,45	16,40
Crude Oil (New York)		

LES MATIÈRES PREMIÈRES

	20/03	19/03
INDICES		
Dow-Jones comptant	188,66	187,26
Dow-Jones à terme	267,73	267,84
Moody's		
METALUX (Londres)		
Cuivre comptant	2889	2893
Cuivre à 3 mois	2878	2882
Aluminium comptant	1736,50	1735
Aluminium à 3 mois		
Plomb comptant		
Plomb à 3 mois		
Etain comptant	5463	5463
Etain à 3 mois	5570	5570
Zinc comptant	1036,50	1036,50
Zinc à 3 mois	1032	1030
Nickel comptant	7145	7145
Nickel à 3 mois	7145	7145

PARITÉS DU DOLLAR

	20/0
--	------

مركز لامل

RÈGLEMENT MENSUEL

Liquidation : 24 mars
Taux de report : 5,88
Cours relevés à 12h30

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

SECOND MARCHÉ

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

SICAV

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and %.

AUJOURD'HUI

SCIENCES

TISSU Au Salon Première Vision, qui s'est tenu en ce début de mois à Villepinte, au nord de Paris, les exposants, tisseurs et chimistes ont mis en valeur les fibres synthé-

tiques. L'une des plus anciennes, le nylon, fait toujours l'objet de nouveaux développements. Soixante ans après son invention, cette fibre n'a plus du tout l'aspect de ses dé-

buts. ● **LES FILIÈRES** sont le point de départ du processus de fabrication. Elles permettent de créer des fibres plus fines que la soie. En jouant sur la forme de leur section, on peut modi-

fier, à l'infini, leur aspect et leur toucher. ● **DES ADDITIFS** chimiques complètent les traitements physiques pour améliorer ou, au contraire, atténuer la brillance des

tissus et leur donner un aspect plus irrégulier. Introduits au cœur des fibres, ces substances leur donnent des propriétés d'isolation thermique ou de conduction.

Le nylon s'offre une deuxième jeunesse

Des traitements perfectionnés donnent à cette fibre une grande variété d'aspects et de nouvelles propriétés pour séduire les professionnels de la mode et les consommateurs

A SOIXANTE ANS tout juste, le nylon n'avoue pas son âge. Cette fibre polymère découverte en 1935, mais dont la marque ne fut déposée que trois ans plus tard, ne fêtera pas son anniversaire. La firme qui l'a mise au point, Du Pont de Nemours, préfère faire oublier la mauvaise image de ses débuts. Aujourd'hui, sans que le consommateur en ait bien conscience, le nylon est très présent dans l'habillement. La mode des mois à venir pourrait lui offrir des arguments supplémentaires de vente, avec la fin de la grisaille et des camaïeux de beiges et de blancs cassés au profit des couleurs vives, et le début d'une certaine écologie favorisant les fibres naturelles.

Les quelque neuf cents fabricants de fibres et tissus réunis du 8 au 11 mars à Villepinte pour le Salon Première Vision présentaient un grand nombre de produits à base de fibres synthétiques. L'exposition « Matière » du Salon était d'ailleurs consacrée au polymère. Présenté sous de nouvelles identités (Tactel, Meryl, etc.), le nylon, mais aussi les fibres polyester (comme le tergal), offrent un tout autre aspect et un bien meilleur confort grâce aux innovations technologiques de ces dernières années.

La première d'entre elles, qui remonte à la fin des années 70, porte sur l'adjonction de substances chimiques, comme l'oxyde de titane, au polymère de base pour en augmenter ou en diminuer la matité. La seconde caté-

rie d'innovations a porté sur les filières, ces grilles à travers lesquelles passe le polymère fondu chauffé à 290 °C pour se transformer en fils s'échappant à la vitesse de 1 000 mètres à la minute ! La taille et la forme des trous de cette grille ont en effet une influence considérable sur les propriétés du fil, et donc sur le tissu qui en sera issu.

LA PLUS FINE DES SOIES

Point-clé du processus de production, ces plaques sont en platine. Elles sont fabriquées en Suisse au prix de 6 000 francs l'unité et ne sont livrables que six mois après la commande. Ces dernières années, la taille des trous a pu être réduite à moins de 12 microns, soit 12 millièmes de millimètre (les fabricants parlent de moins de 1 décitex ou d'environ 0,9 denier), ce qui permet de produire des fibres plus fines que la plus fine des soies.

L'usage de ces microfibrilles, utilisées tout d'abord dans les vêtements de sport et de pluie, se généralise aujourd'hui. Elles évacuent en effet mieux l'humidité provenant de la transpiration grâce à une meilleure capillarité, sans pour autant laisser la pluie pénétrer. En outre, elles donnent au tissu un touché « suédé », à l'opposé du caractère crissant des débuts du nylon. Plus fluide, le tissu tombe mieux. Revers de la médaille (ou autre atout au gré des modes) : il se froisse aussi davantage !

La forme des trous de la filière agit aussi sur la brillance du fil.

Primitivement, ils étaient ronds. Dans les années 80, sont apparues des filières trilobées (en forme de trèfle), triangulaires, etc. « Plus l'angle est aigu, plus le fil est brillant, car il réfléchit davantage la lumière », explique Valérie Cailliez, responsable des expositions sur la matière à Première Vision. Cette année, des vêtements à base de Tactel Diabolo apparaissent pour la première fois dans les collections de prêt-à-porter. Cette fibre, signée Du Pont de Nemours, est obtenue à partir d'une filière dont les trous ont la forme d'un osselet. Enfin, les filières peuvent aussi fabriquer des fibres creuses, qui peuvent soit isoler du froid, à l'instar des poils creux des animaux polaires, soit au contraire protéger de la chaleur.

imiter les animaux poilés

Le fabricant de polyester japonais Unitaka fabriquerait ainsi une fibre empli d'un gaz réfrigérant. Appelée Sarah Cool, son principal marché serait l'Arabie saoudite pour... les tchadors, selon Vincent Glorion, responsable marketing d'Inoseta, société commune entre Unitaka et DMC, Nylstar, filiale de Rhône-Poulenc et Snia Fibres, utilisent aussi ce creux de la fibre pour y introduire un produit électrostatique et fabriquer le Souple.

A ces propriétés dues à la forme des filières s'en ajoutent d'autres obtenues par les traitements auxquels la fibre est soumise. A la sortie de la filière, le fil est refroidi à l'air, séché à la vapeur, puis étiré pour rendre parallèles les chaînes moléculaires et accroître sa résis-

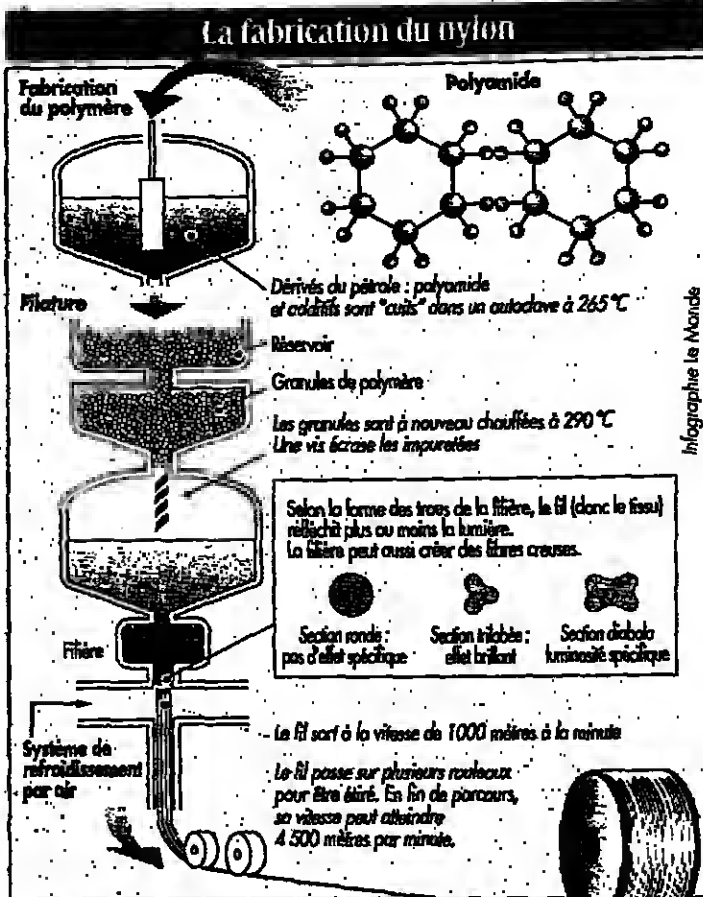
tance. C'est ici qu'intervient une troisième catégorie d'innovation, le POY (partially oriented yarn), mise au point dans les années 80 par la firme britannique ICI.

Comme son nom l'indique, ce procédé consiste à ne pas étirer le fil à son maximum, pour accroître ses ressources lors de phase suivante : la texturation. Cette étape permet de donner au fil un aspect plus ou moins « nerveux » en le tordant, en lui insufflant de l'air à haute pression ou en le frottant à chaud, à la manière des fers à cheveux de jadis. Une élasticité encore accrue peut être obtenue, si on le sonnaie, avec l'adjonction de lycra.

Vient ensuite les étapes du moulage, par des procédés physiques ou chimiques qui abiment volontairement la fibre pour lui donner un touché plus savoureux, par exemple. Tisseurs et enrobisseurs complètent alors ce travail. Ainsi, Inoseta utilise dans son usine de La Mure (Isère) une technique japonaise de traitement à la soude pour détruire volontairement une partie des fils polyester et donner une impression irrégulière au tissu.

Mais, selon Le Journal du Textile du 6 mars, d'autres fabricants, loin de chercher à imiter le naturel, veulent au contraire exacerber les caractéristiques propres du nylon et mettent en valeur son aspect technique, certains tisseurs allant même jusqu'à donner une allure nylon à des tissus qui n'en sont pas. Le monde à l'envers !

Annie Kahn



Le Brésil se dote d'un centre spatial

D'une ville fantôme s'envolent désormais des fusées de fabrication nationale

ALCANTARA

de notre envoyé spécial

Les militaires, qui ont choisi le site d'Alcantara pour y installer le centre brésilien de recherches spatiales, ont fait involontairement preuve de sens poétique. Le centre de lancement se trouve, en effet, à 7 kilomètres seulement de la ville fantôme d'Alcantara, sur les bords de l'Atlantique, qui a connu son heure de gloire aux XVIII^e et XIX^e siècles grâce au commerce du sucre et du coton, mais qui s'est dépeuplée rapidement après l'abolition de l'esclavage en 1888. La vie s'est déplacée de l'autre côté d'un bras de mer, à São Luis, capitale de l'État du Maranhão, laissant s'effondrer les maisons aristocratiques, les églises et les vieilles rues d'Alcantara.

En réalité, comme pour Kourou, en Guyane française, la décision a été dictée par la proximité de l'équateur, qui rend plus facile et moins onéreux le lancement de satellites. « Il fallait trouver un emplacement près de l'équateur, proche de la mer, favorable au peuple, où le terrain ne soit pas trop cher », explique le colonel Lauande, directeur du centre. Situé à 2 degrés de latitude au-dessous de la ligne équatoriale, Alcantara

ra a donc été retenu en 1982. Il s'agissait alors, même si les dirigeants de l'époque le niaient, de doter le Brésil de missiles capables d'emporter des charges nucléaires que les militaires s'efforçaient en grand secret de mettre au point.

L'OBJECTIF DE 1979

La fin de la dictature militaire, en 1985, et la disparition de PURSS ont conduit Brasília à abandonner son programme nucléaire militaire. Le Brésil se présente désormais comme un adhérent scrupuleux au traité de Tlatelco, qui interdit à ses signataires la fabrication et le stockage d'armes nucléaires dans toute l'Amérique du Sud. On en est donc revenu à l'objectif initial officiel du Centre de recherches spatiales, tel qu'il avait été défini en 1979 : lancer, avec des vecteurs de fabrication nationale, des satellites entièrement conçus au Brésil. Le goût du secret a disparu. Des équipes de la Nasa sont régulièrement invitées, de même que des chercheurs de Kourou, qui viennent en voisins.

Une première fusée VS 40, de fabrication brésilienne, a été lancée, en avril 1993. Elle pèse 6 tonnes et peut emporter 190 kilos de charge utile. Au total, cent quatre-vingt-

neuf fusées et sondes ont été tirées, essentiellement pour des recherches scientifiques et météorologiques. Aucun satellite n'a encore été mis en orbite à partir de la base d'Alcantara. La prochaine étape passe par une coopération avec la Chine.

Le premier satellite scientifique brésilien devrait être lancé, en octobre 1996, de la base chinoise de Chan Xi par une fusée Longue Marche. Appelée SAGI, il doit peser 60 kilos et rester deux ans en orbite, à 800 kilomètres d'altitude. Il aura notamment pour mission d'étudier le phénomène appelé « anomalie magnétique de l'Atlantique sud », qui se traduit par des perturbations dans les communications et parfois par leur interruption brutale. Le lancement d'un autre satellite géostationnaire de collecte de données, de conception sino-brésilienne, est également prévu, à la même époque.

MANQUE DE RESSOURCES

Lors de sa visite au Brésil, en novembre 1994, le secrétaire à la défense des États-Unis, William Perry, a évoqué un possible transfert de technologie en matière de lanceurs. Mais la condition préalable est l'achè-



sion du Brésil à la convention MTCR (« régime de contrôle sur la technologie des missiles »), qui lui interdit strictement toute exportation et doit être approuvée par le Congrès brésilien. Cela permettrait avant la

fin du siècle la mise au point de la fusée VLS (Véhicule lanceur de satellite). Celle-ci, d'un poids de 50 tonnes et comportant quatre étages, serait capable de lancer des satellites de 150 kilos à une altitude de 750 kilomètres.

Le Brésil s'est engagé à adhérer à la convention MTCR. Le problème semble désormais davantage celui du coût. A plusieurs reprises, ces dernières années, les projets spatiaux brésiliens ont été retardés, par manque de ressources. Le projet sino-brésilien est évalué à 800 millions de francs, dont 30 % à la charge de Brasília. Rien n'est encore très clair en ce qui concerne le futur VLS.

En attendant, le ministre de la science et de la technologie, José Israel Vagas, a indiqué que le choix du lanceur pour le satellite de collecte de données SCD 2, prévu prochainement, donnera lieu à un appel d'offres international. Le précédent satellite du même type, SCD 1, avait été lancé en février 1993 par une fusée américaine Pegasus. Il faudra donc vraisemblablement attendre encore plusieurs années avant qu'un satellite brésilien soit mis en orbite à partir de la base d'Alcantara.

Dominique Dhombres

La fusée Ariane subit un nouveau report

Une fuite a empêché le lancement sept minutes avant la mise à feu

KOUROU

de notre envoyé spécial

Le soléil et onzième vol de la fusée Ariane, prévu lundi 20 mars, depuis le centre spatial de Kourou (Guyane), a été reporté à cause d'une fuite sur un clapet d'alimentation en hydrogène liquide du troisième étage du lanceur européen. La procédure de lancement a été interrompue sept minutes avant la mise à feu, qui était attendue à 20 h 03, heure locale (0 h 03, heure de Paris mardi).

Un nouveau tir ne pourra pas intervenir avant plusieurs jours après le changement de la « plaque à clapets » défectueuse. Ces clapets, fabriqués par la Société européenne de propulsion (SEP), servent d'interface étanche à l'extrémité des bras cryotechniques qui permettent

le remplissage en oxygène et hydrogène liquides des réservoirs du troisième étage de la fusée. Il n'a pas été possible de rétablir l'étanchéité de la vanne défectueuse, en dépit de multiples manœuvres de fermeture et d'ouverture et de tentatives de dépressurisation, a expliqué Charles Bigot, président d'Arianespace.

Une fuite similaire, à l'extrémité du second bras cryotechnique, destiné à l'alimentation en oxygène liquide du propulseur, avait déjà occasionné, le 15 mars, un report de cinq jours du même tir d'Ariane. La pièce défectueuse avait été remplacée, mais sa sœur jumelle était restée en place.

Imprévoyance ou précipitation ? Charles Bigot a indiqué que les ingénieurs « avaient de bonne raison

de penser que cette seconde plaque fonctionnerait » et que la cause de la défaillance du clapet restait à déterminer. Un système de recharge avait été prévu, mais il ne pourra être installé qu'après avoir vidé les réservoirs des propulseurs du lanceur.

Ce contretemps s'inscrit dans une série d'incidents qui ont retardé de plusieurs mois le calendrier de lancement de la fusée Ariane 4, et qui sont tous imputables au troisième étage du lanceur. Le 24 janvier 1994, un problème de refroidissement d'un roulement de la turbopompe du moteur de cet étage avait entraîné un arrêt brusque du propulseur, précipitant Ariane et ses deux satellites, dont Eutelsat II F5, dans l'Atlantique. Le 1^{er} décembre 1994, une baisse de puissance du moteur

de ce même troisième étage avait causé la perte de Panamsat 3 lors du 70^e vol d'Ariane.

Cet échec avait contraint la société Arianespace à repousser de plus de deux mois le lancement du vol prévu lundi. La fusée européenne devait placer sur orbite deux satellites de télécommunication, l'un brésilien baptisé Brasilsat B2 et l'autre européen Eutelsat II F6, dit Hot Bird 1.

Afin de réduire les délais d'attente de ses clients, la société européenne voulait procéder à un lancement toutes les trois semaines en moyenne jusqu'à la fin 1995. Il est encore prématuré pour les responsables d'annoncer si le vol 72, prévu pour le 10 avril, sera retardé ou non.

Hervé Morin

La science en débat

Conférence

Mercredi 29 mars 1995 à 17 h

Le flacon, une belle histoire d'emballage.

Le verre, matériau d'art dans le flaconnage de luxe

Joël Desgrappes, agence internationale Desgrappes et Associés.

Hubert Varlet, Verreries Pochet et du Courval.

Animation : Patricia Bénazet, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie

30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris

Metro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

مركز العلوم والصناعة

Gérard Banide veut redonner à Monaco le goût de jouer

Appelé à la rescousse sur fond de crise, l'entraîneur du club est un puriste qui prétend se soucier plus de la manière que du résultat

Monaco reçoit Bordeaux, mercredi 22 mars, pour le compte de la 22^e journée du championnat de France de football. Disposant d'un des plus importants budgets de la première division - sur lequel il veut garder le secret -, le

club de la principauté connaît jusque-là une saison décevante qui lui ôte toute chance de qualification européenne. Les entraîneurs se sont succédés sans parvenir à donner un nouveau souffle à l'équipe monégasque. Une comparai-

son entre les budgets des vingt clubs de division 1 et leur classement respectif montre que Monaco n'est pas une exception et que les clubs les plus riches ne sont pas nécessairement les premiers.

GÉRARD BANIDE aime le beau jeu et la technique. Il affectionne les individualités et l'éclectisme. Il aime la technique et l'histoire. Il aime les oppositions de style et la pétanque. Il apprécie la mobilité et la pêche. Sur un terrain de football comme dans la vie, Gérard Banide est un esthète. Propulsé entraîneur de l'AS Monaco parce que l'équipe végétait en milieu de tableau de la division 1, il se refuse à croire que « le résultat prime tout ». Appelé à la rescousse sur fond de crise, il n'admet pas « la dramatisation du football ». A la manœuvre dans un des clubs les plus nantis du championnat de France, il maintient mordicus : « L'enjeu financier n'est qu'un à-côté ». Responsable d'une succursale de la maison principale, il ose insinuer : « L'image est le grand drame de notre époque ».

A l'écouter, assis sur un banc face à la mer, au centre d'entraînement de la Turbie, M. Banide pourrait être considéré comme un homme du passé, un vestige du football d'antan, d'avant tout ce qui se déballe dans le prétoire de Valenciennes. A cinquante-neuf ans, il regrette « le temps où les entraîneurs étaient les gens les plus importants dans un club. Ils avaient des idées. Ils imprégnaient de leur personnalité les équipes. Il y avait Batteux à Reims, Arribas à Nantes, Leduc à Monaco... ». Le mémorialiste poursuit sa liste nostalgique à l'infini. « Ils avaient chacun une façon de concevoir le jeu et le temps de l'entraînement. A cette époque-là, il y avait des confrontations de style ».

Lui est arrivé un peu plus tard, un peu trop tard, quand le monde du ballon s'était déjà professionnalisé. Il connaît l'ingratitude, « vint par Bernard Tapie » en 1988, « frustré de pas mal de choses à Marseille », « débarqué au moment où mon travail commençait à porter ses fruits ». Il doit vivre avec un football où « la défaite est inévitable. On cherche tout ce qui réussit, on rentre sur ordinateur et on fait pareil. Les équipes deviennent comme les voitures, toutes les mêmes ».

Il étouffe dans ce contexte où « les rencontres se déroulent sur des bandes de terrain de plus en plus réduites avec pour seul but d'annihiler les attaques adverses ». Il abhorre cette ambiance belliqueuse quand

« le football, c'est l'art d'éviter les duels. L'intelligence doit primer la force. Comme dans une corrida où la puissance de la bête est neutralisée par la technique du matador ». Il déteste le climat de la compétition qui « devient un championnat de peur où celui qui a le moins la frousse l'emporte ».

Mais c'est sans doute pour ces idées passées que M. Banide s'est retrouvé d'actualité à Monaco. Quand le club s'est abîmé dans la tourmente, il est devenu celui capable, envers et contre tout, de « privilégier le terrain ». « J'ai beaucoup d'admiration pour les gens qui ont des objectifs quantitatifs précis, affirme l'intéressé, un rien sarcastique. Moi, mon objectif numéro un, c'est de bien jouer ». Et c'est justement ce qui manquait à l'équipe, empruntée, démotivée, dévalorisée par le doute et les blessures.

REVENANCE
Donnés parmi les favoris en début de saison, les Monégasques ont déçu les attentes. La crise de confiance n'a pas tardé. Le prince même s'est ému. Le président Jean-Louis Campora s'est couronné. Les entraîneurs ont écopé. Il y eut, par ordre d'apparition au stade Louis II, Arsène Wenger, envoyé valdinguer jusqu'au Japon, puis Jean Petit et Jean-Luc Ettori, puis Jean-Luc Ettori seul. Avant que M. Banide ne soit appelé à la rescousse, officiellement pour épauler celui qui porta sept-cent-soixante fois le maillot de gardien de l'ASLM. « Avec cette pression, on a accordé trop peu de considération au jeu », résume celui qui entend réparer l'injustice. Une réhabilitation de l'essence du football qui sonne comme une revanche personnelle. Arrivé en 1976 à Monaco pour s'occuper du centre de formation, l'impétueux avait dirigé une génération qui en 1979 et amené au titre de champion de France en 1982. Après

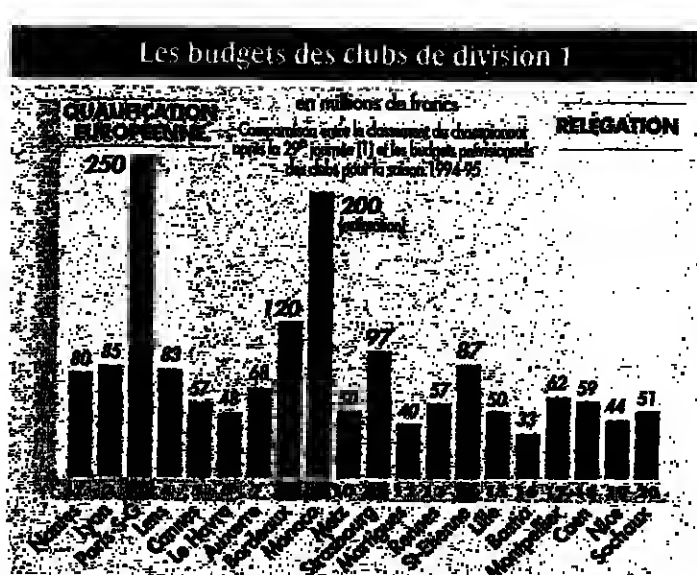
sa carrière marseillaise et un intermède au sein de l'encadrement de l'équipe de France, le vétéran était revenu aguerri sur le Rocher, mais s'était retrouvé cantonné de longues années au centre de formation de ses débuts. Avant d'être appelé en dépannage urgent. « Quand vous êtes dans la voiture avec quelqu'un et qu'elle tombe dans le fossé, vous n'avez pas le temps de l'aider ». Alors il est revenu à la tête de l'équipe avec un enthousiasme qu'il souhaite communicatif. Le résultat, il ne s'en soucie guère, en tout cas, il l'affirme si fort que cela ressemble à de la provocation. Quand tant d'autres se contenteraient, comme Raymond Goethals, un des ses successeurs à Marseille, de gagner « même un demi à zéro », lui

ne parle que de la manière. « L'enjeu n'est pas le jeu », et il ne le veut pas. Son credo : « Cultiver nos points forts ». Son confesseur : « Ne tenir aucun compte des forces de l'adversaire, ne pas essayer de s'adapter », même si ce manque de modestie peut se payer cher.

« La pédagogie, c'est l'art de la répétition », et le professeur ne se lasse jamais de répéter ses convictions, même à la brochette de vedettes, dont le Brésilien Sonny Anderson, qu'il vient de prendre en main. « Du soutien, première règle, le soutien... On sollicite la balle... un espace, une passe... ». Les incantations fusent, d'autant plus pressantes que le temps lui est compté.

Lui qui aime « les racines profondes qui perdurent au travers des siècles » n'a que trois mois pour convaincre. Sinon, il repartira « avec la conscience tranquille » et la certitude que ses conceptions ne sont pas dépassées, puisque « le Brésil est redevenu champion du monde ». « Du moment qu'on me laisse un terrain où faire travailler des jeunes, ça me va ». Et l'homme leur expliquera, avec une inébranlable assurance, qu'on peut encore faire du beau avec le football.

Benoît Hopquin



PEINTURE Gérard Gasiorowski (1930-1986) aimait la peinture, celle de Chardin, de Vuillard, de Cézanne. Il lui voua une sorte de culte et la pratiqua longtemps sous le

couvert, inventant même tout un scénario et des personnages qui feraient l'œuvre à sa place. ● ÉTRANGE FIGURE de l'art français, peu connue, sinon inconnue

hors de nos frontières, sauf peut-être en Allemagne où il a montré sa peinture au début des années 70, Gasiorowski avait exposé, en 1983, à l'ARC. Son œuvre fait actuelle-

ment l'objet d'une rétrospective au Centre Georges-Pompidou, la première depuis sa mort. ● L'EXPOSITION, qui met en évidence la polymorphie de cette œuvre cultivée,

qui n'a de cesse d'atteindre un état sauvage, permet à travers ses rebondissements multiples d'en mesurer l'ampleur, l'intelligence et la profonde originalité.

Le Centre Pompidou présente l'affaire Gasiorowski

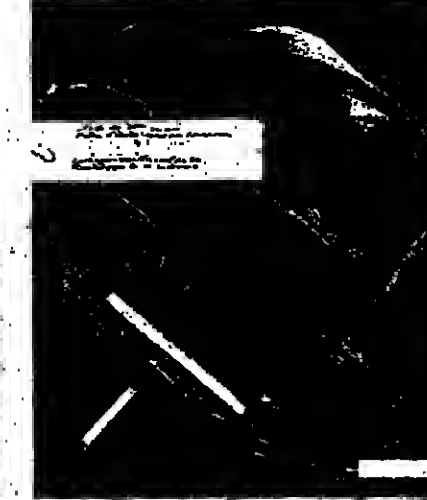
La première rétrospective de l'œuvre du peintre, mort d'un infarctus à l'âge de cinquante-six ans, permet de reconstituer le parcours énigmatique d'un artiste fou de peinture

« C'EST À VOUS, MONSIEUR GASIOROWSKI »
CENTRE GEORGES-POMPIDOU, galerie sud. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés, de 10 heures à 22 heures ; fermé le mardi. Jusqu'au 29 mai. 27 R. Tél. : 44-78-12-33. Catalogue 278 p. (250 F).

Qui était Gasiorowski ? Peu de gens le savent, même ceux qui l'ont côtoyé, même ses proches : les témoignages sont rares, et pour le moins embarrassés, qui tournent plus volontiers autour du personnage impossible, malcommode, plus qu'ils ne parlent de ses idées, ou de son œuvre que chacun se garde bien de juger.

Qui était Gasiorowski ? On doit pouvoir répondre au moins : un artiste en mal de peinture qui a vécu si replié sur lui et son œuvre que pour un peu on l'aurait complètement perdu de vue, même en France, où il n'a fait l'objet, de son vivant, que d'une exposition d'ensemble (ARC, 1983). C'est dire qu'au-delà de nos frontières, parce qu'aucune institution étrangère ne l'a présenté — seulement quelques galeries en Allemagne dans les années 70 —, il est inconnu, faute aussi de disposer d'un matériel suffisant sur son travail. Les écrits qui lui sont consacrés restent ponctuels, portent plus volontiers sur une phase de l'œuvre que sur l'ensemble, qui est polymorphe et d'une cohérence que l'on ne peut comprendre qu'à l'aide de toutes les pièces qui la composent. Comme un roman.

Voilà une œuvre qui n'a pas encore fait l'objet d'une vraie reconnaissance. Cela surprend, et ne surprend pas lorsqu'on parcourt les salles de Beaubourg. Dans son déroulé pour la première fois complet, elle apparaît, comme une formidable aventure qui ne se laisse pas



Quelques-uns des chapeaux que Gasiorowski attribuaient aux élèves de l'académie Worosis-Kiga. Acrylique sur toile, 1975.

aborder sans risque de confusion. Gasiorowski semble avoir tout fait pour brouiller les pistes, camoufler ses propos, abriter une quête éperdue de peinture et d'identité, derrière un scénario gommant tantôt l'une, tantôt l'autre.

IMAGES CORRODÉES

L'affaire Gasiorowski est compliquée. Dès ces années où l'artiste, qui passe pour un représentant de la figuration narrative ou du photoréalisme, produit, entre 1965 et 1970, d'étranges tableaux en noir et blanc. Rassemblés sous le générique « L'approche », ils sont un mélange d'images insaisissables, corrodées et corrodées, comme s'il blanchissait des souvenirs. Après quoi il a commencé à multiplier les entrées, peignant des « croûtes » en couleur, comme un peintre de Montmartre, mais en pire, gardant le blanc et le noir pour organiser simultanément une série de tableaux de paysages champêtres qu'il intitule *La Ruine du côté de Barbizon* et la série prous-

siennne *Albertine disparue*, d'une grande et rare distinction. L'image en potlité — galbe d'un sein, regard glissé sous un chapeau, personnages surgis de quelque album de famille du siècle dernier — tend à s'y rétrécir. Dans les *Impuissances*, vouées pour la plupart à quelque scène ou objet simples d'un passé révolu, l'image est à peine plus grande qu'un timbre-poste. Elle finit par se perdre dans les *Aïres*, six tableaux de même format où on aperçoit tout juste la trace d'un vol d'oiseau. Presque des monochromes blancs.

Si, pendant ces années, Gasiorowski est revenu, comme il l'a proclamé, à la peinture après onze ans d'absence, il ne cesse en fait de tourner autour du pot, du pot de peinture, du tube et de la couleur qu'il tient en réserve dans ses blancs. Lieux secrets d'images, de mémoire silencieuse, sensible et pudique, ne se décidant à passer à l'acte qu'en se protégeant de tout commentaire inopportuniste : en qualifiant lui-même ses peintures de « croûtes ». Un geste d'autodéfense, qui peut être lu, aussi, comme une mise en question du jugement de goût et de ce qui fonde la valeur artistique. Gasiorowski est un spéculateur vif et dérangeant, comme il y en a peu, qui serait même un des tout premiers à poser des problèmes relatifs à l'exercice de la peinture qui seront largement repris par la suite. Une sorte de redresseur de torts peut-être, sûrement un rebelle qui prend un malin plaisir à inscrire en faux les discours en vigueur sur l'art, y compris les commentaires, même les plus élogieux, sur son propre travail.

A peine est-il reconnu pour une « certaine perfection glacée de la facture appliquée à des thèmes d'une

lancinante séduction » (Jean Clair) qu'il entreprend de nouvelles œuvres qui ne seront ni glacées ni séduisantes. Partant de modèles réduits d'avions, de tanks et de camions qu'il macule de peinture noire, il jette à la guerre, bombarde, fait dérailler les trains. Personne ne comprend rien à ce gâchis, qui pour-

cents et quelques feuilles d'*Amalgames* mêlant pastiches et originaux, écrit : « Gasiorowski, peintre fol de peinture. » Et ne signe pas ces autres papiers sur lesquels il peint des fleurs et des pots, pour en faire une théorie de pots de fleurs, dont on retient aujourd'hui la galaté, la fraîcheur, presque une odeur de ter-

resseur Hammer (juge et marteau ?), une figure de l'ordre qui distribue médailles et sanctionne les élèves nommés, admis, refusés : soit la liste à peu près complète des artistes qui forment le paysage international de l'art dans les années 70, lesquels ont droit, chacun, à un chapeau. L'autre figure principale de l'école est Kiga, l'Indienne : une figure du désordre qui incarne la peinture innocente, à l'état pur et conduit la révolte contre les carcans, les classes et les devoirs. Elle finira par tuer Hammer, avant que Gasiorowski ne la fasse mourir, au début des années 80.

« La peinture, elle est plus forte que moi, elle me fait faire tout ce qu'elle veut », a dit Picasso, qui, ne doutant jamais de sa capacité à obéir à cette exigente personnalité, pouvait vivre bien ce rapport de domination : il n'en est pas allé de même de Gasiorowski, qui aurait pu faire sienne la phrase de Picasso, tant son œuvre apparaît dominée par cette entité féminine qu'est la peinture. Il n'en est pas allé de même de Gérard Gasiorowski, à une époque où s'adonner au plaisir de peindre ne va plus du tout de soi. Oh, si l'on peint, on ne peut plus peindre qu'en peignant la peinture, qu'en multipliant les discours sur l'acte créateur. Ce que fait par exemple un Gerhard Richter, dont Gasiorowski serait proche, s'il n'avait cessé de développer une œuvre sans frontière avec sa vie. En toute lucidité, non comme un dandy qui aurait fait de son existence son œuvre, comme un serviteur de rien qui s'efface derrière la peinture, ou se montre comme un bouffon sans importance. Est-ce une raison pour l'oublier ?

Geneviève Breerette

Biographie

1930. Naissance à Paris.
1952. Sorti de l'école des Arts Appliqués, Gasiorowski travaille dans une fabrique de bronzes d'ameublement. Premiers essais de peinture, catastrophiques, semble-t-il. Il ne peindra pas pendant plus de dix ans, travaillant comme employé dans une compagnie d'assurances, puis comme documentaliste chez Delphire.
1964. Reprise du pinceau. Début des « Approches », un travail en noir et blanc sur l'image et sa reproduction mécanique. Il commence à exposer sous le drapeau de la figuration narrative ou de l'hyper-réalisme. En 1972 il est invité à l'exposition « Douze ans d'art contemporain en France », et en 1974, à l'exposition « Pour mémoires » au CAPC de Bordeaux.
1973-74. « La guerre » sur papier, puis avec des jouets, envahit l'atelier rue Louis Blanc. Premiers « pots de fleurs », « Autoprotrets » ébouriffés, en « bouffon ».
1976. L'artiste annonce sa mort et la

création de l'académie Worosis-Kiga, qui lui permet de mettre en scène le milieu de l'art, de le critiquer, et de cultiver son dialogue avec la peinture incarnée par le personnage de Pépée rebelle : Kiga. Jusqu'en 1981, Gasiorowski vit reclus.
1981-86. Retour dans la société. Gasiorowski est un des artistes de la galerie Adrien Maeght, l'ARC lui consacre une rétrospective.
1986. Il meurt en août, d'un infarctus. Sa dernière peinture, « Fertilité », est une immense vague brune de 24 mètres sur 2.

rait participer de ce désir fou de régression libérant de son savoir, de son habileté, de « cette main bien éduquée » dont il se sert cependant dans une autre entreprise de peintures à l'acrylique sur papier. Dont les feuilles montées en panneaux, regroupées en murs au début des années 80 (en vue de l'exposition de l'ARC) constituent un formidable inventaire des styles de l'art du XX^e siècle, des modes, des manières de peindre, des genres. Une sorte de musée imaginaire. Cézanne et Picasso, reproduits par l'artiste, y ont leur place, sous la signature de Gasiorowski, qui, dans une de ces trois

réan, sans doute parce qu'on connaît la suite : les grandes peintures brunes des dernières années, dont cette ultime œuvre, *Fertilité*, où l'artiste réconcilie, semble-t-il, avec lui-même, perpétue ce qu'il appelle la « coulée des origines » : la peinture.

FIGURE DU DÉSORDRE

Entre-temps, pour pouvoir peindre, il lui aura fallu monter toute une histoire, inventer une école d'art et des personnages qui feront l'œuvre. L'école s'appelle l'académie Worosis-Kiga (anagramme de Gasiorowski). Elle est dirigée par le pro-

Xavier Veilhan et les mystères de la garde républicaine

A Tours, l'artiste développe une idée à la fois rassurante et menaçante du rapport police-citoyen

XAVIER VEILHAN, Centre de création contemporaine, rue Racine, 37000 Tours. Tél. : (06) 47-66-50-00. Du mercredi au dimanche, de 15 heures à 19 heures, jusqu'au 26 mars.

L'accueil est renversant, qui plonge le visiteur le nez dans le revers des tableaux et l'arrière-train des chevaux. Ceux de trois cavaliers de la garde républicaine que Xavier Veilhan s'est attaché à reproduire, en résine peinte, grandeur nature. Ces trois croupes monumentales attirent, dès l'abord. Mais la curiosité s'exerce, tout aussi puissamment, envers les quatre tableaux, eux aussi de grand format, installés à côté de la manière la plus inhabituelle qui soit : posés debout au sol, maintenus par une béquille, ils exhibent une face habituellement réservée au mur. C'est habile : l'envie de voir la surface peinte en est exacerbée. Contournons donc : sur l'avant, un portrait en pied. D'abord, celui d'un magicien de music-hall. Puis, presque juxtaposé, le même personnage travesti successivement en avocat, en petit marquis, et dans un costume de tous les jours qui prend

soudain l'allure d'un déguisement. Le modèle des quatre portraits serait, nous dit-on, un metteur en scène ami de l'artiste.

Magicien, metteur en scène, Veilhan le devient assurément en alignant ses trois gardes républicains, premiers d'une série appelée à se développer. Torse bombé, sabres au clair, ils sont au garde-à-vous devant le spectateur. Qui recule, instinctivement, et se fait doucement cisailier la cheville par une série de disques rotatifs excentriques. Posés au sol, ou suspendus aux plafonds, ces derniers entament un étrange face-à-face avec les soldats, dont l'attitude devient un joli et rigoureux hommage à ce *remède* de l'art cinétique. Lequel rivalise, grâce à une surface blanche, presque aveuglante, avec la polychromie des statues équestres.

Beaucoup plus discrète, une photographie domine l'ensemble. Elle montre l'artiste voltigeant au-dessus d'un carrefour tourangeau, comme une réédition du célèbre geste de Klein. Mais à une attitude plus élevée, et avec un trucage visible : un harnais maintient Veilhan suspendu au bras d'une grue. Chapeau tout de même, pour la performance : domi-

ner le monde aujourd'hui semble n'être pas une mince affaire. Dire que Xavier Veilhan domine réellement le sien est pourtant un peu prématuré. Certes, il manifeste une grande intelligence dans l'installation de ses différents éléments, et réussit à établir entre eux des correspondances, aux interprétations ouvertes. Mais d'aucuns les jugeront incertaines. On sait, depuis l'exposition d'une escouade de policiers en plastique, en 1993 à l'ARC (au Mu-

sée d'art moderne de la Ville de Paris), que Veilhan cultive une certaine équivoque. Il la revendique, même, dans un entretien accordé aux étudiants de l'université de Tours, qui effectuent un travail passionnant autour des expositions du CCC : « Placer les gens devant un policier à la fois rassurant et menaçant pose une question sur leur rapport à la police, et ça, c'est politique (...). Représenter un garde républicain ou un aristocrate de l'ancien régime incite à

réfléchir sur la limite entre ce qui est visuel et ce qui est moral : doit-on toujours associer ces deux notions, et jusqu'à quel point ? »

C'est une des questions, parmi toutes celles, trop nombreuses peut-être, que pose Veilhan dans ses réalisations qui savent paradoxalement allier une grande puissance plastique à un sens très développé de l'ambiguïté.

Harry Bellet

DU 7 MARS AU 23 AVRIL
Théâtre Silvia Montfort
loc. 45 31 10 96

la Baie de Naples
nouvelle création

écrite et mise en scène de Joël Dragutin
production théâtre 93

ECOUTEZ VOUS

Orchestre National de France
Mercredi 29 et Jeudi 30 mars, 20h
Salle Pleyel

Mozart Symphonie n° 41 K. 551 - Jupiter -
Dvořák Symphonie n° 8

Riccardo Muti, direction

Location 42 30 15 16

Radio France

42 30 15 16

Un photographe à Alger

Le Suisse Michael von Graffenried est un des rares reporters à se rendre souvent en Algérie. Il expose à l'Arche de la Défense

ALGÈRE de Michael von Graffenried, toit de la Grande Arche, Paris la Défense. Tél. : 49-07-27. Jusqu'au 31 mars. Livre, Éditions Benteli (Berne), 146 p., 120 francs.

Au Festival du photoreportage de Perpignan, en septembre 1994, un jeune Suisse allemand un peu fou, au visage angélique, expliquait devant deux mille personnes médusées comment, depuis quatre ans, il se rendait régulièrement en Algérie pour photographier « le rêve brisé de la démocratie » : « Je passe inaperçu avec mon petit mat et mes cheveux brouillés. Un vieux jeans, une veste banale, mon appareil caché dans une poche, la compagne présumée d'un ami algérien et ça passe. Au troisième jour de la fête de l'Aïd-el-Kébir, tout le monde m'embrasse. On me prend pour un Algérien. »

Ces images de reportage noir et blanc ou en diapositives projetées, pédagogiques et simples, Michael von Graffenried les présente dans une galerie-couloir, logée sur le toit de l'Arche de la Défense grâce au soutien de Robert Delpey, directeur du Centre national de la photographie. Pas vraiment un lieu idéal, les photos semblent « jetées » au mur. Il a dû tout prendre en charge, payer les tirages et les invitations au vernissage. Mais il n'a pas en le choix. « Tout le monde trouvait que c'était un beau travail, mais on me disait qu'en Algérie, en ce moment, ce n'était pas possible de l'exposer. »

Le vendredi 10 mars, Michael von Graffenried est à Alger pour son sixième séjour, quand a lieu l'attentat à la voiture piégée : trente blessés dans le quartier de Kouba, au sud-est de la capitale. La veille, il se trouvait dans une boîte, de nuit, à 30 kilomètres d'Alger. « Nous sommes partis avant le couvre-feu de 23 h 30 pour revenir à sa levée, après

4 heures du matin, raconte-t-il au téléphone. Plus de deux mille jeunes, des filles en minijupes, des garçons bien sapés, dansaient sur de la disco et du raï. C'était une chaudière. Les portes étaient bouclées. La folie dedans, la guerre dehors. Quand j'ai sorti mon appareil, les gens étaient terrorisés. Les images me tendaient les mains, mais je ne me suis pas senti capable d'en prendre une seule. L'image fait peur. »

« Travailler « contre » la volonté des gens est la seule façon de raconter un pays en guerre »

L'horreur le jour, la fête la nuit. Les images de Michael von Graffenried racontent cette double vie de l'Algérie : cette jeune femme partie chercher sa robe de mariée, blessée dans un attentat, défigurée et répudiée par son futur mari. « Des histoires comme celle-là, j'en connais des dizaines. » Il montre comment il est devenu difficile, avec la menace islamiste, d'aller à l'école, à l'université. Il surprend des amoureux, au bord de la mer, photographiés une salle de musculation à Alger, une grande roue de foire sur la route de l'aéroport, un immeuble « soviétique » dans le quartier délabré de Hussein Dey (« six personnes font des rotations pour dormir », des jeunes filles kabyles devant un coussin, le marché noir du Traboulo, la vie dans des cafés bondés. Mais aussi les slogans maoïstes peints sur les plaques d'égouts et les murs décapés (« Vivre, Abo FLN »), une prière en masse sur le macadam entre deux files de voitures, des manifestations islamistes, l'enfermement du président Boniaf, en 1992, celui de l'écrivain Tahar

Dhaout, tous deux assassinés par le Groupe islamique armé (GIA). Les légendes sont informatives : « Vingt-huit journalistes ont été assassinés entre mai 1993 et février 1995. » « Ce qui me frappe en ce moment, c'est que les gens se parlent de moins en moins. Ils vivent de moins en moins », raconte Michael von Graffenried. En 1991, il avait des contacts avec des sympathisants du FIS, s'aventurant dans la Casbah d'Alger quand la police n'y entrerait plus. C'est fini. Aujourd'hui, pour aller dans les quartiers difficiles, le photographe est obligé de « se livrer aux ninjas (les policiers) avec leurs cogoules et leurs kalachnikovs ». La situation de guerre a obligé Graffenried à changer son approche : « Je suis un militant d'une photographie faite avec l'accord des gens. Je parle beaucoup. Mais aujourd'hui tout le monde refuse de se faire photographier. J'utilise donc un panoramique, un appareil qui ne se porte pas à l'œil, mais sur le ventre. Les gens n'imaginent pas que je puisse déclencher sans les regarder. Le procédé est dégueulasse mais travailler « contre » la volonté des gens est la seule façon de raconter un pays en guerre. Dans la presse algérienne, il n'y a quasiment plus d'images. Le principal photographe s'appelle Ouahebi, il travaillait au Matin, il a arrêté de

travailler quand son rédacteur en chef, Saïd Mekbel, est mort dans ses bras après un attentat. Il expose depuis le 8 mars à Alger : c'est un cabinet d'horreurs. C'est l'Algérie. » Les amis de Michael von Graffenried, sa famille, lui demandent souvent « ce qu'il va encore foutre là-bas ». Lui répond qu'il ne sait plus très bien, qu'il a le virus. « J'ai séjourné trois mois sans passer une nuit à l'hôtel. J'ai cinq amis très proches. Chaque fois, c'est toute une famille qui vous accueille. Le journal, c'est la seule chose qui leur reste. Mais ça aussi, c'est en train de disparaître. »

Michel Guerrin



Des musiciens militent pour élargir la francophonie

SERIONS-NOUS parvenus au bout du rêve américain ? Rien n'est moins sûr, mais le virage s'amorce. Au Mans, où se tenait pour la deuxième année consécutive, les 17 et 18 mars, un forum de réflexion sur la chanson francophone, des jeunes, en majorité admirateurs de MC Solaar (invité vedette de ces journées avec Manu Dibango), ont redit leur fascination pour l'Amérique, ses rapers, son cinéma ou ses sports. Mais ils ont dit aussi leur envie d'en sortir, et d'adopter Khaled, Youssou N'Dour, les Fabulous Trobadours ou IAM comme références premières. Ainsi décrite, la France est une mosaïque culturelle, au même titre que les États-Unis ou l'Amérique latine. C'est une chance, à condition toutefois que cesse une politique de l'immigration discriminatoire, notamment à l'encontre des artistes africains, souvent confrontés à des refus de visas. « La France ne pourra s'en sortir qu'en acceptant la différence, ses autres saimême », affirmait Manu Dibango.

La puissance de l'imaginaire américain ne fait aucun doute. Il appartient donc aux « latins », francophones (308 millions de par le monde), mais aussi aux hispanophones (environ 370 millions) et aux lusophones (200 millions), d'en combattre l'hégémonie en « en faisant à leur tour rêver », a déclaré Michel Guillou, directeur général de l'AUFELF-UREF (association des universités de langue française ou partiellement francophones), lors d'un autre colloque. « Alternatives à l'uniformisation - trois espaces : francophonie, hispanophonie, lusophonie », qui se tenait, également les 17 et 18 mars, à l'initiative du ministère de la culture et de la francophonie, tandis que l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), regroupant une vingtaine d'États francophones, fêtait ses vingt-cinq ans (Le Monde daté 19-20 mars).

LIBERTÉ D'ESPRIT

De Juliette Gréco à Boris Vian ou Jean-Luc Godard, la France a été porteuse à l'étranger d'une image de non-alignement, frondeuse et libre, après avoir symbolisé les Lumières et la Révolution de 1789. Elle demeure une terre d'accueil et de tolérance, que les « demandeurs » de francophonie, de la Bulgarie au Brésil, assimilent au désenclavement diplomatique et culturel, point de ralliement entre le Nord (l'Europe) et le Sud (l'Afrique).

En Algérie, expliquaient, au Mans, deux journalistes algériens demandeurs d'asile politique, la langue française est celle de la liberté d'esprit face à l'intégrisme. Imposée par le colonisateur, elle est devenue, après la décolonisation, « une sorte de butin de guerre » dont les Algériens Khaled et Cheb Hasni (le chanteur de raï assassiné en septembre 1994) ont, par exemple, fait un usage bigarré, en le mêlant à l'arabe dialectal. Une réappropriation efficace.

L'an dernier, les débats organisés par Le Mans-Cité chanson (doublés d'un concours de la jeune chanson française) s'étaient tenus dans une atmosphère passionnée, au moment où l'Assemblée nationale votait les quotas de 40 % de chansons francophones sur les ondes (en application dès le 1^{er} janvier 1996).

Mais alors que la bataille menée par la France au GATT pour l'exception culturelle en matière d'audiovisuel prenait des allures avant-gardistes, celle des quotas de chansons francophones, tout comme la loi Toubon de juillet 1994 sur l'usage du français, avait hérité d'une étiquette passéiste. Force est de constater que toute mesure d'apparence restrictive aboutit à une francophonie peau-de-chagrin. Le compositeur Jean-Claude Petit, un des artisans des débats du Mans, s'interrogeait pour sa part sur « le peu de mobilisation des chanteurs français » pour définir une musique authentiquement « francophone », éloignée des tics et des standards américains.

V. Mo.

Banlieues bleues fait entrer l'esprit du jazz dans les lycées de Seine-Saint-Denis

Douze établissements du département ont accepté de participer aux actions musicales du festival

SUITE de longs bâtiments rénovés, le lycée Paul-Éluard de Saint-Denis, planté au carrefour de deux artères rectilignes, l'avenue Léonine et l'avenue Jean-Moulin, accueille environ deux mille élèves et deux cent cinquante professeurs. Il est l'un des douze établissements de Seine-Saint-Denis qui ont accepté de participer aux actions musicales du festival de jazz Banlieues bleues organisé depuis 1990, parallèlement à la programmation de concerts prestigieux dans quatorze villes du département.

Les élèves, d'origines sociales et ethniques très diverses, viennent à Paul-Éluard apprendre les maths et le français, et parfois la musique. L'enjeu, pour un festival qui fête cette année son douzième anniversaire, est précisément d'attirer les jeunes à ses concerts. En 1990, le spectacle vivant traverse une crise. « Nous avons alors constaté que l'entraînement du festival s'effiloche », explique Jacques Pernon, directeur de Banlieues bleues, et craint tout à coup que cette manifestation ne devienne un événement plié, bénéficiant d'une excellente réputation mais souffrant des images contradictoires qui sont liées au jazz : intello pour certains, ringard pour les plus jeunes. Nous avons pensé qu'il était anormal de rester à l'écart de la réalité socioculturelle du départe-

ment, alors que nous avons, par exemple, une salle au cœur de la Cité des 4 000, à La Courneuve. » Dans un premier temps, Banlieues bleues s'essaye au « concert-rencontre » : les artistes sont en dehors des soirées de concert - placés face à un public de jeunes amateurs. Mais « le contact était trop bref », ajoute Jacques Pernon. Banlieues bleues s'oriente donc vers des actions de plus longue haleine, fort du succès de sa Fanfare, moutée en 1990 à Sevran pour doubler celle d'Eddy Louiss.

600 ÉLÈVES

Ainsi, les ateliers « Trésors de la langue » (sur le texte et le rap), créés en 1994 en collaboration avec des associations locales, aux Bosquets à Montfermeil, s'étaient prolongés jusqu'aux vacances d'été. Le tromboniste et chef d'orchestre Craig Harris les avait ensuite transformés en spectacle musical. Et il a intégré six jeunes de Montfermeil dans le concert qu'il donnera, les 13 et 14 avril, à Aubervilliers (la création de Roots Expansion, avec son groupe, les Tailgater's Tales).

En 1994-95, 660 élèves du département se sont inscrits aux ateliers Banlieues bleues. Ils travaillaient depuis décembre. Dans le vaste gymnase du lycée Paul-Éluard, on a poussé les tables de ping-pong et adossé un synthétiseur au mur. A peine gérés par une acoustique de hall de gare, une trentaine d'adolescents de première et de terminale se donnent rendez-vous chaque vendredi après-midi. Catholiques ou musulmans, ils sont des engagés volontaires, candidats à l'apprentissage du gospel. Ils ont pour professeurs deux musiciens noirs américains, le chanteur Joe Lee Wilson (partenaire au chant et au piano de Sonny Rollins, Miles Davis, Sonny Murray et Archie Shepp) et le pianiste Kirk Lightsey.

D'autres, à Épinay-sur-Seine par exemple, ont vu leur cours d'anglais se teinter de l'esprit du swing des églises, avec traductions et commentaires. « L'Académie s'est engagée pour la première fois », dit Jacques Pernon, et de nombreux lycées du département ont inscrit ces actions dans leurs

projets d'établissement », incitant les professeurs à traiter du jazz et du blues en classe. Le montage de ces opérations suit parfois la logique de la poupée russe. Ainsi le groupe guadeloupéen Akyo, qui anime plusieurs ateliers de chant

lèges. Ou encore en allant faire un bœuf avec tous les participants à l'aventure, le dimanche 26 mars, à 17 heures, au Centre culturel Houdermont à La Courneuve : Fanfare (avec Manu Dibango et Tito Puentes), chorales africaine (Ma-

Des salles très professionnelles

A ses débuts, en 1984, Banlieues bleues a dû souvent bricoler dans des centres culturels fatigués et des gymnases bruyants. Mais le festival a vu son succès public évoluer en même temps que se transformaient ses lieux d'accueil. Aujourd'hui, la plupart des quatorze villes recevant Banlieues bleues bénéficient d'équipements modernes, aux aménagements professionnels. « La barrière du périphérique est en train de tomber », se félicite le directeur du festival, Jacques Pernon. Ainsi, à la MC 93 de Bobigny, longtemps unique par ses performances réputées au-delà de l'Hexagone, se sont ajoutés récemment l'Espace 1989 à Saint-Ouen, cinéma par vocation avec son large plateau, son confort, et l'Espace culturel de Drancy, étrange « bateau » coloré. Plus modeste, la chaleureuse Salle Jacques-Brel de Pantin connaît chaque année les plus beaux succès du festival. Le Forum culturel du Blanc-Mesnil, enfin, avec ses deux salles à l'acoustique soignée, est devenu, grâce à son dynamisme, l'un des lieux forts du festival.

et de percussions, a-t-il mis en place un spectacle croisé avec « Théâtre et chorégraphie », de la comédienne Milène Wagram, installée au collège Travail de Bagnolet. Carnot, célèbre tambourinaire guadeloupéen, auteur d'une passionnante autobiographie, Alors, moi chère, moi... (avec Marie-Cécile Lafontaine, aux Éditions caribéennes), en est le héros. Il jouera avec Akyo.

Les jeunes de Paul-Éluard pourront ainsi se mesurer à leurs aînés en musique, lors de concerts gratuits destinés aux lycées et col-

ma Sarah), antillaise, américaine (David Murray), percussions (Doudou N'Diaye Rose).

Banlieues bleues consacre 2 des 9 millions de francs de son budget 1995 à ce type d'actions, qui touchent environ neuf mille personnes. « Depuis un an, le pont réussit », affirme Jacques Pernon. Aménagées en douceur sur le terrain du chant et du jazz, les classes de chorale apprécient d'autant qu'elles auront « vécu un morceau du concert par anticipation ».

Véronique Mortaigne

CŒUR ARDENT de A.N. Ostrovski

mise en scène Bernard Sobel

10 mars - 9 avril



Théâtre de Gennevilliers
Centre Dramatique National
41 32 26 26 - Métro Gabriel Péri

ÉCOUTEZ VOUS

MAISON

Théâtre Guyan Muller
24 et 25 Mars 20H30
Strasbourg - 88 27 81 81

Le jour de fête

a la violence de la pudeur, la beauté brillante de la dignité. Un spectacle qu'il ne faut pas manquer.
Le Merdis

Par le Théâtre
Tattoo de Sarajevo

DISQUES - CD
LIVRES - FILMS

50 000 disques et CD
200 000 livres
26 000 films

36 15 LEMONDE

La prolongation des droits d'auteur agite les milieux de l'édition

Une directive de Bruxelles, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet, déclenche une importante bataille financière

Avec la nouvelle législation européenne à venir, des écrivains tels Courteline, Joyce ou Kipling, aujourd'hui tombés dans le domaine

public, vont pouvoir trouver une nouvelle protection. Chaque Etat membre de l'Union européenne est en train de rédiger une loi

transposant la directive dans son propre droit, qui devra être votée par son Parlement national. L'enjeu financier, pour les éditeurs

comme pour les héritiers d'auteurs, est important, en particulier en Grande-Bretagne, où les écrivains sont mobilisés.

DES ÉCRIVAINS européens parmi les plus prestigieux et les mieux vendus, comme Virginia Woolf, Rudyard Kipling, D.H. Lawrence, James Joyce, Georges Courteline, dont les héritiers ne perçoivent plus de droits d'auteur, vont-ils à nouveau être protégés ? Et les éditeurs vont-ils devoir se remettre à verser des droits ? Une directive européenne applicable au 1^{er} juillet 1995 fait mûrir la fièvre dans les milieux de l'édition. Elle prévoit qu'après la mort d'un auteur la durée de protection de ses droits passe à soixante-dix ans.

Actuellement, cette période varie de cinquante ans en Grande-Bretagne à soixante en Espagne et

soixante-dix en Allemagne et en Autriche. En France, en Italie ou en Belgique, elle est en principe de cinquante ans aussi, mais quelques prolongations sont prévues pour compenser les effets négatifs des guerres mondiales sur la diffusion des œuvres. Pour faciliter « la libre circulation des marchandises », Bruxelles a choisi d'harmoniser ces diverses législations. L'enjeu financier est de taille car une directive européenne a force de loi à l'intérieur des quinze pays de l'Union.

Le sort des écrivains morts après 1945 ou encore en vie ne pose pas problème : ils bénéficieront tout naturellement des soixante-dix années de protection. Les choses

se compliquent pour les auteurs disparus entre 1925 et 1945, s'ils ne sont plus protégés. Siôt que des romans, des poèmes, des essais ou des pièces de théâtre tombent dans le domaine public, d'importe quel éditeur est libre de le publier et d'a aucun droit d'auteur à verser. C'est ainsi que Courteline, décédé en 1929, est disponible chez une demi-douzaine de maisons d'édition françaises ou que Joyce est publié en Angleterre par une dizaine d'entreprises concurrentes. Pas moins de vingt éditeurs français proposent désormais *Le Livre de la jungle*. De nouvelles éditions ou traductions sont en préparation pour des auteurs qui devaient tomber dans le domaine

public d'ici peu : Kafka pour ses œuvres posthumes, Federico Garcia Lorca, George Orwell, H.G. Wells...

Toute la question est donc de savoir si la directive bouscule ces règles du jeu et si des écrivains aujourd'hui libres de droits vont bénéficier à nouveau d'une protection. Que dit le texte européen ? La nouvelle durée des droits d'auteur s'applique à toutes les œuvres qui, au 1^{er} juillet 1995, sont encore protégées « dans au moins un Etat membre ». Cet article a suscité d'interminables discussions à Bruxelles avant d'être adopté. Ainsi, n'importe quel auteur tombé, en Angleterre, dans le domaine public mais publié et encore protégé en Allemagne doit retrouver une protection de soixante-dix ans dans tous les pays de l'Union.

INTERPRÉTATION

« La directive peut couvrir des travaux d'auteurs britanniques à présent libres de droit, comme Kipling, s'ils sont protégés par la loi allemande », commente Hugh Jones, juriste spécialisé qui a épluché le texte de Bruxelles pour le compte de l'Association des éditeurs anglais, la Publishers Association. « Si tel est le cas, l'ouvrage pourra revenir sous la protection du droit d'auteur », ajoute-t-il. Mais rien ne dit que tous les éditeurs suivront cette interprétation.

Dans le cas des anthologies et des recueils de textes (textbooks), très courants dans les pays anglosaxons, les éditeurs seront sans doute amenés à « négocier un nouveau contrat pour continuer à les commercialiser après le 1^{er} juillet », pense Hugh Jones, s'ils contiennent des textes aujourd'hui libres de droits mais protégés demain. La Publishers Association se résout à l'idée de verser à nouveau le montant des droits aux héritiers d'écrivains morts entre 1925 et 1945. Elle refuse que la recherche des descendants ne soit pas toujours facile soixante-dix ans après la mort d'un auteur et souhaite qu'en cas d'échec les maisons d'édition

puissent arguer de leur « bonne foi ». En Grande-Bretagne, pays le plus touché par les effets de la nouvelle directive du fait de l'écart entre l'ancienne et la nouvelle durée de protection et de l'importance du marché du livre en langue anglaise, les écrivains sont mobilisés.

Le gouvernement est soumis à la pression de la Society of Authors, qui revendique 5 500 membres et accueille en son conseil quelques « poids lourds », tels Ruth Rendell, David Lodge ou Harold Pinter. Elle voudrait que les héritiers d'auteurs tombés dans le domaine public obtiennent le droit de signer des contrats d'exclusivité. En France, la Société des gens de lettres estime aussi qu'« héritiers et éditeurs devront renégocier les contrats ».

Éditeurs et auteurs se demandent actuellement sur quelles bases se feront ces arrangements. « Un auteur qui avait un contrat d'exclusivité avec nous reviendra-t-il chez nous ? Ses ayants droit préféreront-ils négocier une exclusivité avec un autre éditeur ou conclure avec plusieurs maisons ? » se demande Laurent Boyer, responsable du dossier chez Gallimard. De quels délais disposeront les protagonistes pour se mettre en règle avec la nouvelle législation ? Y aura-t-il des mesures transitoires ? En France, le ministère de la culture s'oriente vers une période provisoire d'un an pour permettre aux éditeurs d'écouler leurs stocks et de faire des offres aux ayants droit. En attendant que chaque pays ait voté sa loi d'application, les interprétations divergent. Tout le monde est cependant d'accord sur un point : après le 1^{er} juillet 1995, les litiges ne manqueront pas, et la directive fera la fortune des avocats spécialisés.

Catherine Bédarida

* Directive 93/98 du 29 octobre 1993, Journal officiel des Communautés européennes, 24 novembre 1993. La directive concerne aussi les « droits voisins » (musique, cinéma...).

Stephen James Joyce, petit-fils de l'écrivain « Il existe une véritable industrie James Joyce »

STEPHEN JAMES Joyce est le petit-fils de l'écrivain et son seul descendant en ligne directe. Né en 1932, il vit en France, où, retraité, il gère la succession littéraire Joyce, l'une des plus importantes du monde anglophone. Une partie des œuvres de son grand-père, mort en 1941, sont tombées dans le domaine public en 1991. Avec la nouvelle directive, elles pourraient retrouver une protection jusqu'en 2011.

« Pensez-vous toucher à nouveau des droits sur les œuvres de James Joyce qui n'étaient plus protégées ?

— Oui. Si les éditeurs ne nous versaient rien à partir du 1^{er} juillet 1995, nous réagirions. Je ne vois pas pourquoi je renoncerais à mes droits. Comme mon grand-père, je me bats et me battra toujours. S'il faut aller à la Commission de Bruxelles, j'irai. James Joyce a été l'un des premiers vrais Européens, vivant notamment à Dublin, Paris, Trieste et Zurich. Le plus important pour moi, c'est de protéger l'esprit et la lettre de mon grand-père et de défendre ses écrits et ses combats.

— Cet « esprit », comment le connaissez-vous ?
— Je suis un Joyce et non un joyce. Ma vision de lui reste celle de mon enfance. Je lis ses écrits pour le plaisir, je ne les interprète pas, je ne suis pas une encyclopédie littéraire. Je vais souvent sur la tombe de mon grand-père à Zurich. Je lui parle, il me répond. J'aimerais que les lecteurs ouvrent ses livres sans avoir peur, sans penser que c'est un sommet infranchissable, sans croire nécessaire d'être guidé par des spécialistes.

— Quelles utilisations de son œuvre vous semblent commerciales ?

— J'ai, par exemple, refusé qu'on mette des citations de mon grand-père sur des doublures de vestes de sport en Irlande.

— Pour illustrer le conte qu'il avait écrit pour moi, *Le Chat et le Diable*, je me suis opposé à certains dessins à la place de ceux, magnifiques, de Roger Blachoo [ex France chez Gallimard-Jeunesse].

— Il existe une véritable industrie James Joyce : des universitaires américains publient des revues spécialisées, organisent des colloques à n'en plus finir. Regardez ma bibliothèque : l'œuvre de Joyce occupe moins d'un mètre, ce qu'on a écrit sur lui ne tiendrait pas sur des centaines de mètres.

— Le pire, ce sont ces livres sur sa vie et sa famille. Aimer un artiste, est-ce vouloir le posséder complètement, jusqu'au plus profond de sa vie privée ?

— Depuis que certains romans de Joyce sont libres de droits, ils sont disponibles dans des collections appréciées par les étudiants. A présent, le prix de ces livres ne risque-t-il pas d'augmenter ?

— Les étudiants ne sont pas toujours aidés par ces livres de poche. Prenez l'édition anglaise d'*Ulysse*. Elle peut coûter jusqu'à 100 F en poche alors qu'il y a ni bibliographie ni notes d'universitaire, seulement une introduction et une postface en plus du texte.

— Celle de l'Oxford University Press, dans la collection « World's Classics », est peu chère, mais propose des outils que je considère utiles à des lecteurs étudiants. Le prix des livres et le montant des droits d'auteur ne sont pas directement liés.

Propos recueillis par C. B.

CONCERTS

MERCREDI 22, VENDREDI 24 MARS - 12 h 45
THÉÂTRE DU CHATELET
MIDIS MUSICAUX
le 22 : CYCLE BEETHOVEN
C. DESERT, piano
E. STROSSER, piano
le 24 : B. MOSER, piano
Schubert, Liszt

MER. 22, JEU. 23 MARS - 20 h 30
SAM. 25 MARS - 16 h 30
SALLE FLEYEL
ORCHESTRE DE PARIS
Dir. : Carlo Maria GIULINI
Donna BROWN, Petra MALAKOVA
John Mark AINSLEY
Maurice CHAUVEL
Peter MIKULAS
Chœur de l'Orchestre de Paris
MOZART
SCHUBERT
90 F à 320 F - Tél. : 45-63-07-96

DIMANCHE 26 MARS - 11 h 30
THÉÂTRE DU CHATELET
DIMANCHE 11 h 30
CYCLE BEETHOVEN
W. HOLZMAIR,
baryton
TRIO FONTENAY

DIMANCHE 26 MARS - 17 h
THÉÂTRE DU CHATELET
CYCLE BEETHOVEN
Quatuor de Tokyo
Quatuor à cordes

LUNDI 27 MARS - 12 h 45
THÉÂTRE DU CHATELET
MIDIS MUSICAUX
CYCLE BEETHOVEN
TRIO FONTENAY
Beethoven, Schumann

LUNDI 27 MARS - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Renata SCOTTO
SOPRANO
Granados - Mozart - Bellini - Liszt
Tél. rés. : 49-53-05-07

MARDI 28 MARS - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Eugen INDJIC
Piano
Scriabin - Chopin - Schumann
Stravinsky
Tél. rés. : 49-53-05-07

SAMEDI 1^{er} AVRIL
Samedi 1^{er} avril
PLEYEL 45 61 53 00
CLAUDE KAHN
DEBUSSY - CHOPIN - SCHUMANN - LISZT

Nostalgie et excentricité britannique inspirent les créateurs

PEAU DE SOIE, petites fleurs, gros nœuds, mousseline parme et vert pré, rose au décollé. Chez Nina Ricci, dans les salons parfumés de l'avenue Montaigne, Myriam Shaefer, ancienne assistante de Jean-Paul Gaultier, présente la collection maison de l'hiver 1995-1996 :

toute une galerie parisienne 1900 défile, marquées de velours et dames de chez Maxim's, affichant avec grâce tous les souvenirs de la Belle Époque... Une nostalgie cousue au petit point : robes de bal ou de promenades de Worth, ou rêves d'alcôve de Doucet. Il ne manque plus que les ombrelles. Ganté, chapeauté, le public semble parfois se rêver lui-même, retrouvant dans ses applaudissements l'écho du Joli Paris. Comme si l'élégance à la française ne pouvait que revenir toujours à ses amours fin de siècle ou après-guerre.

Le style français a parfois du mal à s'adapter à l'époque : si l'on écarte les parodies du vestiaire des Deschamps (Marc Lamo), les nouvelles valseuses du samedi soir de Véronique Leroy, beaucoup de créateurs se tournent cette saison vers l'Angleterre. Comme d'habitude, l'inspiration, à l'image d'un style qui toïlé, sous le plus grand clacisme, la plus grande excentricité. Romeo Gigli a succombé au charme du « swinging London », de la fin des années 60, abandonnant Twiggy dans une gondole vénitienne. Mais le défilé de Claude Sabbah et Gilles Rosier (GR 816) a fait l'effet

d'une grande promenade à Hyde Park, en marge de toutes ces ambiances confinées. Pas de chichis, pas de frou-frou, mais des tenues de dimanche d'une collection bed and breakfast, surgies d'un phantôme d'artistes gentlemen farmers. Des tenues pour concerts rock dans la prairie, bébés chanteurs et nannies aux cheveux rouges : redingotes de drap très Hermès junior et treillis de satin bleu ciel.

« L'Angleterre est à mes yeux le lieu où les opposés se marient le plus harmonieusement : ville et campagne, doux et rugueux, suave... Londres est la ville où je reviens toujours », affirme Christian Lacroix. Il lance sa collection Bazar à l'image de sa nouvelle boutique à Old Bond Street, où tapis léopard coïtoient capotages rose shocking, et appliqués en fer forgé : rencontres psychédéliques entre Sergeant Pepper de velours et modes de satin vieux or, lurex rose et combinaisons intégrales de satin pour jardin kaléidoscope aux bons boudes blanches. Agnès B o'a pas résisté à la vague anglaise, et ce goût pour des matières plus souples, des décolletés plus ronds, anti-Woodenbra, qui foot des bustes de collégiennes. Sans renoncer à cette french discretion, qui a fait sa renommée, elle avoue retrouver ses amours pour les petits pulls achetés à King's Road dans les années 70. Elle ouvre d'ailleurs une deuxième boutique à Londres et reconnaît : « J'ai été élevée à Versailles, le croquemant de ma culture d'origine et de mes influences ressort maintenant... »

Laurence Benaim

L'Atelier
Cornille de
Brigitte Jaques

Suréna création
de Pierre Cornille, mise
en scène Brigitte Jaques
du mardi au samedi
à 20h30, mercredi à 19h,
dimanche à 17h.

Entretiens avec
Pierre Cornille reprise
portrait de l'artiste d'après
ses écrits sur le théâtre, mise
en scène Brigitte Jaques
vendredi et samedi à
18h30, dimanche à 15h.

deux spectacles
10 mars au 15 avril
48 34 67 67 48 33 16 16 à Aubervilliers

ECOUTEZ VOIR

Tout
le
cinéma
36 15 LEMONDE

LE MONDE DES LIVRES
Retrouvez
la sélection
du Monde
sur Minitel
36 15 LEMONDE

SOIRÉE A PARIS

CINEMA

LE MONDE DES LIVRES

LE MONDE DES LIVRES

LE MONDE DES LIVRES

LE MONDE DES LIVRES

LE MONDE DES LIVRES

LE MONDE DES LIVRES

LE MONDE DES LIVRES

LE MONDE DES LIVRES

LE MONDE DES LIVRES

LE MONDE DES LIVRES

« Roberto Zucco » à Strasbourg

Jean-Louis Martinelli met en scène l'ultime pièce de Bernard-Marie Koltès



Avec *Roberto Zucco*, Jean-Louis Martinelli signe sa première « grande » mise en scène au Théâtre national de Strasbourg, dont il a pris la direction en décembre 1993. Écrite en 1988, cette pièce est la dernière de Bernard-Marie Koltès. Elle s'inspire de la trajectoire du *serial killer* Robert Zucco, et de la propre mort de l'auteur, qui se savait condamné par le sida quand il a écrit *Roberto Zucco*. Jean-Louis Martinelli a confié le rôle-titre à Charles Berling, qui fut sous sa direction l'inoubliable Alexandre dans *La Maman et la Putain* et Bardamu dans *L'Église de Céline* — deux spectacles marquants, de 1990 et 1992. A ses côtés, Françoise Bette joue la Mère, Alain Fromager le Frère, et Marcia Golovine la Gamine. Le spectacle sera repris la saison prochaine à Nanterre-Amandiers.

★ Théâtre national de Strasbourg, 1, rue André-Malraux, Strasbourg (67). Tél. : 88-35-63-60. Du lundi au samedi, à 20 h 30 ; le mercredi à 19 h 30. Jusqu'au 8 avril.

UNE SOIRÉE À PARIS

Brigitte Fontaine et Catherine Ribetto réunies. Brigitte Fontaine vient d'intégrer le label Virgin pour y produire un nouvel album. Étant donnée la qualité des précédents (*French Connection*, chez EMI, sans compter la réédition de son premier disque chez Saravali/Media 7, *Ah ! Monsieur le chef de gare...* avec le Grand Ensemble de Chicago), nous devrions être gâtés. Sur scène, Fontaine est inégalable. Catherine Ribetto est splendide, revenue à elle-même. Le festival Chorus des Hauts-de-Seine les a mariées le temps d'un concert, de quoi entretenir la folle originalité de la chanson française depuis vingt ans. *Chichy* (92). Théâtre Rutebeuf, 16-18, allées Léon-Gambetta. M. Mairie-de-Chichy. 21 heures, le 21. Tél. : 47-39-28-58.

Baden Powell. Un des grands guitaristes du monde — dont le style est, élégant et nostalgique, servi par la rythmique balancée de la bossa nova, a fait école — aime Paris et y revient avec le plaisir du connaisseur. Baden a accompagné Vinícius, travaillé avec Jobim, beaucoup composé, et une technique impeccable, mariée à un profond feeling, fait de lui un des grands musiciens du siècle. Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14. M. Café, Montparnasse-Bienvenue, 22 heures, les 21 et 22. Tél. : 43-21-56-70.

Chanson Plus Bifurquée. Ils sont du Sud, ils ont l'accent et l'humour badin des baladins. A quatre, ils s'amuseinent énormément, en parodiant les Gipsy Kings, les Compagnons de la chanson, ou en « turlutant » comme au Québec. Excellents chanteurs, musiciens raffinés, les Chanson Plus se payent le luxe d'une mise en scène minimaliste. Casino de Paris, 16, rue de Chichy, Paris-9. M. Trinité. 20 h 30, les 21, 22, 23 et 25 ; 16 heures, le 26. Tél. : 49-95-99-99. Location Fnac. De 100 F à 170 F.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

On ne badine pas avec l'amour d'Alfred de Musset, mise en scène de Philippe Sireuil, avec Jean-Michel Balthazar, Marcel Delval, Janine Godinas, Philippe Grand'Henri, Philippe Joussette, Valérie Lemaître, Anne Romani et Alex Trocki. Les Gernéaux, 48, avenue Clemenceau, 92 Suresne. A partir du 28 mars. Du mardi au samedi, à 20 h 45 ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 46-61-36-67. Durée : 1 h 50. 110 F et 140 F. Jusqu'au 15 avril.

Préparatifs sony now de Rainer Werner Fassbinder, mise en scène de Gill Bourson, avec Jérôme Blum, Jean Bourdieu, Delphine Cheyrol, Bruno Cochet, Julie Lopez-Curval, Elsa Ménard et Eric Simonin. Théâtre de Proposition, 3, cité Souzy, Paris 11. M. Boule-t-Montreuil. Les vendredis 24 et samedi 25, à 20 h 30 ; le dimanche 26, à 16 heures et 20 h 30. Tél. : 43-49-59-30. Durée : 1 h 50. 70 F et 100 F.

La Voix humaine de Jean Cocteau, mise en scène de Christos Nikopoulos, avec Nigél Holliday. Théâtre de la Main-d'Or, Belle-de-Mai, 15, passage de la Main-d'Or, Paris 11. M. Ledru-Rollin. A partir du 24 mars. Les vendredis et samedi, à 23 heures. Tél. : 40-65-67-69. Durée : 1 h 55. 50 F et 70 F. Jusqu'au 15 avril.

SÉLECTION

Amphytrion de Heinrich von Kleist, d'après Molière, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Pierre-Alain Chapius, Claude Duparlat, Jean-Marc Edou, Pierre Lefebvre des Noëttes, Mohamed Rouabhi, Daniel Znyk et Lisa Erbs (violoncelle) et Pascal Robault (alto). Athénée - Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9. M. Opéra. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 42-42-67-27. Durée : 2 h 15. De 95 F à 150 F. Jusqu'au 9 avril.

Anatole d'Arthur Schnitzler, mise en scène de Louis Du Loisy, avec Jean-Louis Baudouin, Cécile Baudouin, Nathalie Boutevrou, Emmanuel Oves, Pierre Ouf, Pierre Gerbaux et Denis Podelsky. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. Bastille. Du mardi au samedi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 30. 40 F et 100 F. Jusqu'au 22 mars.

Le Baladin du monde occidental de John Millington Synge, mise en scène d'André Engel, avec Jean Badin, Claude Évard, Jean-Pierre Lorit, Charlie Nelson, Sandra Stranac, Elizabeth Vitale, Serge Merlin, Jean-Christophe Quenon, Juliette Croizat, Julie Dumas et Karen Oubradine. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4. M. Châtelet. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 h 30. 90 F et 140 F. Jusqu'au 8 avril.

Cœur ardent d'Alexandre Nikolaïevitch Ostrovski, mise en scène de Bernard Sobel, avec Roland Amstutz, Agnieszka Kurnos, Sandrine Attard, Gérard Watkins, Denis Lauphar, Benoît Giras, Alain Mac Moy, Philippe Faure, Jean-François Lapalus, Lou Castel, Thierry Nibelle, Christian Auffermann et Pierre Blier. Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 41-22-26-26. Durée : 3 heures. 110 F et 130 F. Jusqu'au 9 avril.

Fin de partie de Samuel Beckett, mise en scène de François-Michel Perrotin, avec Pierre Palmi, Christophe Auri, Céline et Jean Nohu. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. M. Bastille. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 2 heures. 70 F et 100 F. Jusqu'au 15 avril.

Inaccessibles amours de Paul Elmond, mise en scène d'Abbas Zahmani, avec Jacques Bonaffé, Alain Reibel, Karim Vard et Frédéric C. Steenbrink (pianiste). Théâtre ou Jardin d'été, 4, cité Vélodrome, Paris 11. M. Blanche. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures et 20 h 30. Tél. : 42-62-59-49. Durée : 1 h 30. De 60 F à 100 F. Jusqu'au 14 avril.

Intimité et amour de Friedrich von Schiller, mise en scène de Marcel Bluwal, avec Robert Berlin ou

Jean Daurtemay, Alberto Aveline, Catherine Sauval, Isabelle Gerdien, Jean-Luc Bideau, Andrzej Seweryn, Sylvia Berge, Eric Frey, Cécile Brune, Thibault de Montalbert et Bruno Raffaelli. Comédie-Française salle Richelieu, place Colette, Paris 1. M. Palais-Royal. Les mercredis 22, samedi 25, mercredi 29 mars, samedi 1^{er} avril, à 14 h 30 et 20 h 30 ; les jeudis 23, lundi 27, jeudi 30 mars, lundi 3 avril, à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 25 F à 170 F. Jusqu'au 15 avril.

Les Lois fondamentales de la stupidité humaine de Carlo-Maria Cipolla, mise en scène de Thierry Bedard, avec Sophie Edmond, Marc Emotta, Hélène Gally, Sylvie Jobert, Marc Chevillon, Raphaël Homung et Catherine Pavet (pianiste). Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19. M. Porte-de-Pantin. Le mercredi, à 19 h 30 ; les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 21 heures. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 20. De 65 F à 135 F. Jusqu'au 15 avril.

Lumières d'après des ruines de Georges Lavaudant, Jean-Christophe Bailly et Michel Deutsch, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Anne Alvaro, Gilles Arboua, Marc Betton, Frédéric Constant, Philippe Morier-Genoud, Annie Perret, Odile Roire, Luc Touloute, Marie-Paule Teyssier et Francis Viet. Maison de la culture, 1, boulevard Léonard, 93 Bobigny. Les mercredis 22, samedi 25, jeudi 30, vendredi 31 mars, mardi 4 avril, à 20 heures ; le dimanche 26, à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 4 heures. 95 F et 130 F. Jusqu'au 9 avril.

Lumières d'après des ruines de Georges Lavaudant, Jean-Christophe Bailly et Michel Deutsch, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Anne Alvaro, Gilles Arboua, Marc Betton, Frédéric Constant, Philippe Morier-Genoud, Annie Perret, Odile Roire, Luc Touloute, Marie-Paule Teyssier et Francis Viet. Maison de la culture, 1, boulevard Léonard, 93 Bobigny. Les jeudis 23, vendredi 24, mardi 28, mercredi 29 mars, samedi 1^{er} avril, à 21 heures ; le dimanche 2, à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 1 h 45. 95 F et 130 F. Jusqu'au 12 avril.

Pierre Laplace, Robert Lucibello, Patrick Rocca, Laurent Schilling, Georges Ser, Nicki von Tempelhoff, Arina Thalbach et Benjamin Utzerath. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16. M. Trocadéro. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 3 heures. De 110 F à 150 F. Jusqu'au 20 mai.

La Musica, deuxième de Marguerite Duras, mise en scène de Bernard Murat, avec Fanny Ardant et Nels Arestrup. Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris 14. M. Edgar-Quinet, Gaîté, Montparnasse-Bienvenue. Du mardi au vendredi, à 20 h 45 ; le samedi, à 18 heures et 20 h 45 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 43-22-16-18. Durée : 1 h 40. De 120 F à 230 F. Jusqu'au 30 juin.

Sa maison d'été de Jane Bowles, mise en scène de Robert Cantarella, avec Romain Bonnin, Christophe Brault, Céline Cheenne, Sophie Delage, Hélène Foubert, Florence Giorgetti, Chantal Garrigues, Judith Henry, Patricia Jeanneau, Milla Simon, Nathalie Vidal et Marc Delhaye, Eric Jacquelin et Laurent Rivière (musicien). Théâtre national de la Colline, 15, rue Malhe-Brun, Paris 20. M. Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 44-62-52-52. Durée : 2 h 00. De 100 F à 150 F. Jusqu'au 16 avril.

Le Square : Le Shaga de Marguerite Duras, mise en scène de Christian Rist, avec Simon Eine, Jeanne Balibar, Catherine Hiegel, Muriel Mayette et Olivier Oautre. Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6. M. Saint-Germain. Les mardis, mercredis, vendredis, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. De 60 F à 130 F. Jusqu'au 15 avril.

Sunka de Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jaques, avec Sophie Boudet, Christophe Cazamane, Eric Chantelaure, Isabelle Furst, Patrice Juiff, Mourad Mansouri et Sophie Paul-Mortimer. Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Le mercredi, à 19 heures ; les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 48-34-67-67. Durée : 2 h 10. 70 F et 120 F. Jusqu'au 15 avril.

La Thébaïde de Jean Racine, mise en scène de Yannick Kerkos, avec Catherine Samie, Jean-Yves Dubois, Michel Favory, Anne Kessler, Nathalie Nerval, Redjep Mitrovica, Malik Farouk, Alexandre Pavloff et Vincent Bousard. Comédie-Française salle Richelieu, place Colette, Paris 1. M. Palais-Royal. Les vendredis 24, mardi 28, vendredi 31 mars, mardi 4 avril, à 20 h 30 ; les dimanche 26 et dimanche 2, à 14 h 30 et 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 heures. De 25 F à 170 F. Jusqu'au 24 juin.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des films en exclusivité et des reprises

NOUVEAUX FILMS

ANIMA Film franco-russe de Nikita Mikhalkov VO : Studio des Usulines, 5 (43-26-19-09) ; 40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 36-68-75-75 ; 40-30-20-10.

BISHOPS STORY Film irlandais-britannique-français de Bob Quinn VO : L'Entrepôt, 14 (43-43-41-63).

CASA DE LA VITA Film portugais-français de Pedro Costa VO : Europa Pantheon (ex-Reflet Pantheon), 5 (43-54-15-04).

EMMÈNE-MOI Film français de Michel Spinosa Racine Odéon, 6 (43-26-19-08) ; Le Balzac, 15 (43-61-00-00) ; Sept Palmiers, 18 (43-20-32-20).

EN MAI FAIS CE QU'IL TE PLAIT (*) Film français de Pierre Grange VO : 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-82) ; 36-68-68-12 ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-58-00-00) ; 36-68-69-22 ; Ellysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 36-68-69-27 ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-68-75-13) ; 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; 36-68-69-24.

HIGH BOAT BENNY Film irlandais de Joe Comerford VO : L'Entrepôt, 14 (43-43-41-63).

JUSTE CAUSE (*) Film américain de Arne Glimcher VO : Gaumont les Halles, 1 (36-68-75-55) ; 40-30-20-10 ; UGC Odéon, 6 (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-68-75-55) ; 40-30-20-10 ; George-V, 8 (36-68-43-47) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13 (36-68-75-55) ; 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; 36-68-69-24 ; Bienvenue Montparnasse, 15 (36-68-70-38) ; 40-30-20-10 ; Ref. Les 21, 22, 23, 24 et 25 ; 16 heures, le 26. Tél. : 49-95-99-99. Location Fnac. De 100 F à 170 F.

8 (36-68-75-55) ; 40-30-20-10 ; Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) ; Ref. 2 (36-68-70-23) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13 (36-68-75-55) ; 40-30-20-10 ; UGC Danton, 8 (36-68-75-55) ; 40-30-20-10 ; Les Montparnasse, 14 (36-65-70-42) ; 40-30-20-10 ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22).

UNE FEMME FRANÇAISE Film français de Régis Wargnier Gaumont les Halles, 1 (36-68-75-55) ; 40-30-20-10 ; Ref. Les 21, 22, 23, 24 et 25 ; 16 heures, le 26. Tél. : 49-95-99-99. Location Fnac. De 100 F à 170 F.

LES EXCLUSIVITÉS

L'APPAT (*) (Fr.) : Ref. 2 (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-82) ; 36-68-68-12 ; Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; 36-65-70-43 ; UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-43) ; 40-30-20-10 ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanrama, 15 (43-06-50-30) ; 36-68-75-55 ; 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16 (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17 (36-68

Les magazines de télévision conservent les plus fortes audiences des hebdomadaires

LA FRANCE EST LE PAYS des magazines : 42,5 millions de Français de plus de quinze ans lisent un magazine, 31 millions en lisent même un chaque jour, selon l'enquête de l'Audience études sur la presse magazine (AEPM), réalisée par IPSOS, ISL et la Sofres auprès de 14 780 personnes. L'enquête 1994, qui porte sur 127 titres et les suppléments de programmes de télévision des quotidiens régionaux, enregistre peu de bouleversement par rapport à l'étude précédente (Le Monde du 20 septembre 1994). Les plus fortes audiences sont toujours réalisées par les magazines à périodicité hebdomadaire, avec un « plus » aux journaux de programmes de télévision : *Télé 7 jours* (10 977 000 lecteurs), *Femme actuelle* (8 575 000), *Télé Star* (7 053 000), *Télé 2* (6 925 000) et *Télé Poche* (6 409 000). Ils sont suivis par les mensuels *Géo* (5 550 000), *Prima* (5 274 000), *Notre Temps* (4 959 000) et *Santé Magazine* (4 890 000). Parmi les hebdomadaires d'informations générales, les difficultés de l'événement du jeudi se traduisent par une chute de son audience de 17,7 %. *L'Express* perd 6,1 % - de 2 691 000 à 2 527 000 lecteurs -, alors que *Le Point* accroît son lectorat (+ 7,7 %), mais ces deux résultats sont à prendre avec précaution, compte tenu de la marge d'erreur de ce type d'études. Le *Nouvel Observateur* reste le premier « news » en termes d'audience, avec 2 746 000 lecteurs. Parmi les hausses significatives figurent celles de *Voici* (+ 11,1 %), *Cuisine et vins de France* (+ 43,3 %), *La Bonne Cuisine* (+ 35,1 %) et deux titres du groupe d'Alain Ayache, *Réponse à tout* (+ 14 %) et *Réponse à tout Santé* (+ 38,2 %).

■ **PRESSE** : le conseil de gérance de la Coopérative des quotidiens de Paris note, à la suite des propositions du ministre du budget, chargé de la communication, sur la presse écrite (Le Monde du 4 mars), qu'il s'est montré conscient des difficultés rencontrées par la presse quotidienne nationale dans sa distribution. A l'unanimité, le conseil demande que la contribution de 140 millions proposée par le ministre soit affectée en priorité à la modernisation de la distribution des quotidiens nationaux. Il demande à la direction des NMPP de « préparer l'ensemble des mesures susceptibles de répondre à cette attente ». Présidé par Bernard Villeneuve (La Tribune-Defossez), le conseil représente les titres du groupe Amaury, deux journaux du groupe Hersant, Le Monde, Libération, L'Humanité.

■ **TELEVISION** : le contrat liant la société de production Théophraste, de Jean-Marie Cavada, à France 3, pour l'émission « La marche du siècle » a été reconduit pour un an. L'émission de débat animée par Jean-Marie Cavada réalise en moyenne chaque semaine 15 à 16 % de parts de marché et rassemble quelque quatre millions de téléspectateurs, selon la société Théophraste. L'animateur de cette soirée hebdomadaire est aussi président de la Cinquième, chaîne du savoir et de la connaissance, lancée le 13 décembre 1994 sur le cinquième réseau, qu'elle partage avec ARTE.

Les propositions des producteurs audiovisuels

Pour préparer le marché européen, la réglementation française doit supprimer la barrière entre cinéma et télévision

JACQUES PESKINE, président de l'Union des syndicats de producteurs audiovisuels (USPA), est satisfait. Le projet de décret de Nicolas Sarkozy sur les quotas de production (Le Monde du 3 mars) est, selon lui, la preuve de la « maturité » du secteur audiovisuel. Ce texte réglementant les investissements des chaînes dans la production audiovisuelle généralise les termes d'un accord contractuel élaboré, de gré à gré, entre l'USPA et France Télévision.

Si les chaînes acceptent d'investir plus et mieux dans la production, l'autorité de régulation, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), s'engage à améliorer la réglementation. Plus il y a d'argent investi dans la production d'œuvres, plus les chaînes et les producteurs acceptent que l'éventail de répartition des fonds prenne en compte les logiques économiques des diffuseurs et celles des producteurs. Il s'agit des achats de droits pour des rediffusions d'œuvres audiovisuelles, des investissements dans des conventions d'écriture de scénarios, de productions d'œuvres européennes.

Le patron du principal syndicat de producteurs audiovisuels se réjouit qu'un mode de fonctionnement nouveau, plus souple et moins conflictuel, se mette en place entre les diffuseurs (télévision), les producteurs (en tant que faiblesse chronique) et les instances intermédiaires (gouvernement et CSA). Les puristes du libéralisme regretteront qu'il soit besoin de « quotas » pour inciter

les chaînes à investir, mais Jacques Peskine estime que, « pour la première fois, on a su faire du quota un instrument efficace et le doteur d'un rôle moteur ».

Il estime que la seconde étape du raisonnement serait aujourd'hui de supprimer la distinction qui existe entre le cinéma et la télévision. « Recommandons d'abord que sans le cinéma la production audiovisuelle indépendante n'existerait pas. Et sans un secteur cinématographique vivace, il n'est pas de production audiovisuelle conséquente. Si les 15-25 ans se désolent de voir des acteurs français au cinéma, il pourrait en être de même un jour à la télévision », explique-t-il.

LA CIRCULATION DES ŒUVRES

Le président de l'USPA assure que, sur tous les marchés de la télévision, la distinction cinéma-télévision n'a plus lieu d'être sur le plan de la réglementation et de la distribution des aides. Que les artistes et les historiens introduisent des distinctions ne le dérange pas. Mais, dans la mesure où les chaînes de télévision financent à la fois le cinéma et la production audiovisuelle, un cadre réglementaire (quotas de production, quotas de diffusion) et financier (compte de soutien à l'industrie des programmes) comportant un double volet n'a plus lieu d'être.

Une simplification des structures réglementaires et financières vise à apporter une solution à un problème : celui du surfinancement du cinéma et du sous-financement de la production audiovisuelle. Pour

tout le reste, et surtout les salles de cinéma, la différence cinéma-télévision doit subsister.

Pour ce qui est du compte de soutien (Cosip), créé en 1985, Jacques Peskine estime qu'il a rempli sa fonction, qui était d'accompagner les débuts d'un secteur. Selon lui, la période qui s'ouvre doit tenir compte des surcoûts liés au tournage en France. « On voulait qu'il soit aussi intéressant de faire un film de 15 millions de francs à moitié français que de 7 millions entièrement français. Au-dessus d'un certain seuil (3 millions de francs de dépenses), on obtient le retour maximum du Cosip. En dessous de 1,4 million de francs, le retour Cosip est le même. Et entre 1,4 et 3 millions de francs, il y a proportionnalité : pour chaque tranche de 100 000 francs, on génère 30 000 francs de compte de soutien. Le mécanisme demeure encore artificiel, mais il « accompagne le marché sans le pervertir », estime le président de l'USPA.

L'objectif n'est pas de mettre en place un marché en France, mais en Europe. « Il faut que les œuvres circulent », estime Jacques Peskine. Ce sera le cas si la mise en place d'une directive instituant des quotas de diffusion d'œuvres européennes pour les chaînes hertziennes, des obligations d'investissement pour les chaînes thématiques et un soutien financier - notamment le plan Média 2 -, tout ce qui peut favoriser la circulation des œuvres est bon à prendre.

Yves Mamou

La loi Evin jugée contraire au droit à l'information

JEAN-JACQUES GOMEZ, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, a refusé, lundi 20 mars, d'interdire à plusieurs chaînes de télévision la diffusion d'images laissant apercevoir des publicités en faveur des produits du tabac.

Dans une ordonnance de référé datée de jeudi 16 mars, il a jugé que l'objectif de la loi Evin du 10 janvier 1991, qui interdit toute publicité directe ou indirecte en faveur du tabac ou de l'alcool, « ne peut être atteint sans remise en cause du droit à l'information ».

« Une application sans mesure de la loi aurait pour effet de priver le téléspectateur de son droit à l'information et le diffuseur de son droit à la fourniture de l'information », a précisé le juge, qui avait été saisi par l'Association pour la lutte antitabagique.

Selon lui, l'application stricte de la loi aurait pour effet d'interférer dans les législations internes des Etats et remettrait en question « les principes régissant les relations entre Etats de la Communauté européenne ».

Jean-Jacques Gomez considère que la loi Evin ne pouvait pas être appliquée aux chaînes de télévision qui ne sont pas intéressées à cette publicité. « Il n'est aucunement démontré » que les chaînes de télévision assignées - TF 1, Eurosport et TV Sport - « oient participé de quelque manière que ce soit à la mise en place des publicités litigieuses », a affirmé le magistrat.

MARDI 21 MARS

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.40 Feuilletton : Les Feux de l'amour. 14.30 Série : Médicins à Honolulua. Cœurs et âmes ; Tel père, tel fils. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.30 Série : Les Garçons de la plage. 18.00 Série : Premiers baisers. 18.30 Série : La Mirade de l'amour. 19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.50). Invités : Enzo Enzo. 19.50 Le Baladeur Show (et 2.35). 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.	13.45 Série : Inspecteur Derrick. 14.50 Série : Dans la chaleur de la nuit. 15.40 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.00). 16.40 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Seconde B. 17.45 Série : Code Lisa. 18.15 Série : La Fête à la maison. 18.45 Jeu : Qui le meilleur gagne. 19.20 Flash d'informations. 19.25 Studio Gabriel (et 2.10). Invités : Marie-Christine Barrault, Claire Nadeau. 19.50 America's Cup. 19.59 Journal et Météo. Invité : Charles Pasqua.	13.35 Magazine : Vincent à l'heure. Invités : Pascal Daniel, Nathalie Simon, Serge Negri. 14.45 Série : La croisière s'amusse. 15.35 Série : Magnifique. 16.30 Les Minivacances. 17.40 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Vibre au cœur, d'Henrik Stangerup. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.00, Journal de la région. 20.05 Jeu : Fa si la charité. 20.35 Tout le sport.	13.25 Série : L'Homme de fer. 14.20 Série : Jim Bergerac. 17.00 Variétés : Hit Machine. 17.30 Série : Guillemeau Tell. 18.00 Série : Egalité. 18.54 Six minutes première édition. 19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Magazine : Mode 6 (et 1.05). Collections de prêt-à-porter automne-hiver 1995-1996 d'Yves Saint Laurent et de Valentino. 20.05 Série : Madame et sa fille. 20.35 Magazine : E = M 6. Présenté par Mac Lesgy. Comment marche la foudre ? 20.45 Magazine : Grandeur nature. Les Meas du Kenya utilisent un petit oiseau qui, par son chant, permet de trouver les ruches dissimulées dans les arbres.	13.35 La Journal du cinéma. 13.40 Cinéma : Guéhenne. Film franco-sénégalais d'Ousmane Sembène (1991). 15.29 » Court métrage : D'après nature. (et à 17.57, 22.20, 0.10). 15.30 Magazine : 24 heures (rediff.). 16.25 Le Journal du cinéma. 16.30 Cinéma : Tomates du ciel. Film franco-espagnol de Philippe Lioret (1993). 17.59 Surprises (et 1.40). 18.05 Canaille peudra. Crocs malins. En clair jusqu'à 20.35 18.30 Jeu : Pinzavolli. 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi puis à 19.10, par Philippe Gilas et Antoine de Caunes. Invités : Francis Huster, Christiane Reali, Marc Fajot. 19.20 Magazine : Zélorama. Présenté par Dany d'Errata, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Aigoud, Christophe Berth, José Garcia, Karl Zéro. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.	13.30 Magazine : Dédé. 14.00 La Sens de l'Histoire (rediff.). L'évolution des campagnes présidentielles en France. 14.10 La télévision, une vie essentielle dans les médias. Vidéo de l'actualité de la télévision. 15.25 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours : Inventer demain ; Allô la terre ; Eco et compagnie ; Ciné sur ciné ; Cogito : Langues ; espagnol et anglais (rediff.). 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Histoire de la bande dessinée. L'imagination au pouvoir. 18.30 Le Monde des animaux. La vie dans les extrêmes : les chants du désert.

LE MONDE DES LIVRES
Retrouvez la sélection du Monde sur Minitel
36 15 LEMONDE

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Envoyé spécial. Rediff. de France 2 du 16 mars. 21.00 Perfecto. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Edition de 22.00 Bouillon de culture. Rediff. de France 2 du 17 mars. 0.00 Alice. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min).
PLANÈTE 19.40 Animaux de toutes les Russies. De Gérard Calderon et Jean-Claude Cutolo (40). Le Bestiaire des routes. 20.30 L'Ouest, le vrai. De Greg Haffner (50/65). Le Général Crook. 21.20 80 : Silence. De Christophe Helli. 21.50 L'Enfance. De Geoff Haines-Stiles, Eugène Marner et Ena Akougnon (17). Les Grandes Espérances. 22.45 Les Hommes du pétrole. De Timothy Copestake (6/8). Le Pouvoir aux producteurs. 23.40 Escapes : Irlande. De Jacques Michel. 0.40 Nouvelles armes, blessures nouvelles. De Martin Fresh (50 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.40). 19.15 Paris modes (et 20.30). 0.10 19.45 Archives. 20.00 Premières loges. 21.00 Jean-Eddem's Club. Présenté par Jean-Eddem Hallier. 21.55 Premières loges. 22.25 Un

amour en Allemagne. ■ Film franco-allemand d'Andrzej Wajda (1983, 105 min).
CANAL 17.35 Les Triplets. 17.40 Rof. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi. 18.00 Les P tits lardons. 18.20 Tip top clip. 18.25 Sébastien parmi les hommes. 18.55. Cinéma : 19.00. Atomes crochus. 19.15. Cinéma : 19.20. Rébus (95 min). 19.30 Série : Zorro. 20.00 Cajo.
CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 21.25 Série : L'Hôtel en folie. 22.00 Série : Les Chevaliers du ciel. 22.25 Chronique baladée. 22.30 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Saison 4. 22.40 Série : Mission impossible. 22.50 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Equalizer. 1.00 Série : La Comtesse de Chamy (50 min).
MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 X Culture. Le magazine des sports de glisse. 21.30 Rock Legends. Rita Mitsouko. 23.00 Passion pub. 0.00 Blah-Blah Groove. 0.30 Vibrations. 0.30 Blah-Blah Métal. Motley Crue (30 min).

MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Benji and Butthead. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End 7 (120 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Euroski. 21.00 Monster Truck. 22.00 Bose. Championnat du monde WBO : poids lourds. Riddick Bowe (E-U)-Herbie Hide (G-B), au MGM Grand Garden à Las Vegas. 23.00 Snooker. European League 95 : 8^e match. Steve Davis-Ronnie O'Sullivan (120 min).
CINÉ CRÉFIL 18.55 L'Homme du Sud. ■ Film américain de Jean Renoir (1945, N., v.o.). 20.30 Education de prince. ■ Film français d'Alexandre Esway (1938, N.). 22.00 En avant la musique. ■ Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963, N.). 23.30 Le Majordome. ■ Film français de Jean Delannoy (1965, N., 95 min).
CINÉ CINÉMAS 18.40 Altes du papillon. ■ Film espagnol de Juanma Bajo Ulloa (1991, v.o.). 20.30 Les Bostoniennes. ■ Film britannique de James Ivory (1984). 22.25 Le Prince des marées. ■ Film américain de Barbara Streisand (1991, v.o.). 0.35 Stormy Monday (Un lundi trouble). ■ Film britannique de Mike Figgis (1988, 95 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Alexandre Jardin (L'île des gauchers). 19.30 Perspectives scientifiques. L'aérodynamisme, de l'architecture aux engins volants. 2. Profiler les véhicules terrestres. 20.00 Le Rythme et la Raison. La Cité de la musique : suivre le guide. 2. L'apprentissage. 20.30 Archipel science. André Gloridan (Comme un poisson dans l'eau). 21.32 Débat. Antoine Artaud et les problèmes de transcription. Débat enregistré au Salon du livre le 16 mars. Avec Pierre-Marc de Blais, Jean-Louis Labarre, Florence de Meredieu, François Caradee, Joysane Savigneau, Paul Fournel, Olivier Cortet et Thierry Gandillot. 22.40 Les Nuits magnétiques. Nostalgie, de l'Indochine au Vietnam. 1. L'album indo-

chinois. 0.05 Du jour au lendemain. Yann Martel (Paul en France).
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Peter Diamond, conseiller artistique de l'Orchestre de Paris. 20.00 Concert. Donné le 13 décembre 1994, à la salle Pleyel à Paris, par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. George Pellivanian : Vingt-quatre préludes pour orchestre, de Grieg ; Concerto pour trompette et orchestre, de Hummel ; Concerto pour deux trompettes et orchestre, de Haendel, Maurice André et Nicolas André, trompettes ; Symphonie n° 4, de Mendelssohn. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. Compositions pour chant et piano, de Verdi ; Liedes, de Schubert. 23.30 Musique plurielle. Œuvres de Simeon, Kagel, Busoni. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Brahms. 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Villa-Lobos, Pops, Brouwer, Fauré, Haïffner.

Les interventions à la radio

RTL, 18 heures : Jean-Marie Le Pen.
France-Inter, 19 h 20 : « Présidentielle : les atouts de Chirac », avec Alain Madelin (« Objections »).

مركز الدراسات

Arte raconte l'unification allemande

Avec « Négociations au sommet », le réalisateur allemand Thomas Hausner donne récits et analyses de la fin de la guerre froide : deux grandes années diplomatiques résumées en trois heures

CEUX QUI AIMENT le sérieux seront servis. D'ordinaire, les documentaires historiques survolent à grands coups d'axe les décennies. Celui-ci raconte en trois épisodes, de près d'une heure chacun, les deux années 1989 et 1990, celles qui ont marqué la fin de la guerre froide, du début de la présidence Bush à la réunification de l'Allemagne. Un travail empreint de la *Schwerfälligkeit* (la pesanteur) du réalisateur allemand Thomas Hausner et de la précision du livre de deux auteurs américains, Michael Beschloss et Strobe Talbot, dont il s'est inspiré.

Un peu fasciné par le faste des relations d'antan entre les deux superpuissances, par le décorum institutionnel et diplomatique, les auteurs ne nous épargnent aucun sommet, pas la moindre des rencontres ministérielles de l'époque, sur fond inamovible de Keesling, de la Maison Blanche (celle de Washington) et de « Foggy Bottom », le département d'Etat américain. Les grands témoins que sont James Baker, le secrétaire d'Etat de George Bush, Brent Scowcroft et Robert Gates, ses conseillers en matière de sécurité, Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, les ministres français et allemand des affaires étrangères, enfin Edouard Chevardnadze, leur collègue de Moscou, racontent leurs souvenirs. Seule concession à l'esprit des temps nouveaux : le dernier chef de la diplomatie soviétique s'exprime désormais exclusivement en géorgien.

Passons sur ce côté un peu fastidieux pour regretter une vraie la-

cune : les auteurs se sont concentrés exclusivement sur les relations soviéto-américaines et les problèmes de la réunification de l'Allemagne, oubliant tout ce qui se passait en même temps dans le reste de l'Europe de l'Est, du changement de régime en Pologne à la chute de Ceausescu en passant par la « révolution de velours » à Prague. Même en ce qui concerne l'Allemagne, le récit ne commence qu'en septembre 1989, laissant de côté l'exode des Allemands de l'Est pendant l'été précédent. On sait pourtant mieux aujourd'hui que la complaisance de la Hongrie face à cet exode et le refus de Mikhaïl Gorbatchev d'intervenir dans la querelle entre Berlin et Budapest ont été les points de départ du processus qui a conduit à la fin de la RDA.

Cela dit, on retiendra des images frappantes et un peu oubliées : Gorbatchev et Erich Honecker chantant ensemble, quelques jours avant la chute du second, leur dernière *Internationale* à Berlin-Est ; le porte-parole de la RDA annonçant aux journalistes, dans une langue de bois confuse, les mesures de « suppression des visas » que la foule allait interpréter à sa manière le soir même en renversant le mur.

Quant à George Bush, son évolution pendant toute cette période est retracée avec précision. Installé à la Maison Blanche en janvier 1989, le président et son équipe ont marqué une pause après la dérive — un peu trop conciliante à leurs yeux face à Moscou — de Ronald Reagan à la fin de son man-

dat. Leurs analyses se sont pas toutes faussées pour autant : Brent Scowcroft observe en février 1989 que « l'homme qui dirige aujourd'hui l'Union soviétique ne sera peut-être plus en place dans dix ans ». Mais, en attendant, Mikhaïl Gorbatchev reste « russe et communiste ». George Bush a sauté ironiquement la gâchette tout en invitant son homologue soviétique à « l'exporter à Berlin-Est ». Il se recevait Edouard Chevardnadze à la Maison Blanche le 21 septembre et attendra le début décembre pour avoir son premier sommet avec « Gorby », à Malte.

DANSER SUR LE MUR. Après quoi, cependant, il apprend à gérer le grand chambardement à l'Est. Il s'interdit de « danser sur le mur » et se livre à un difficile exercice d'équilibre à propos des pays baltes, balayés par la vague indépendantiste. A Gorbatchev, qui, à Malte, lui a dit vouloir éviter la violence à Vilnius car « ce serait la fin de la perestroïka » (il s'y résoudra treize mois plus tard), George Bush répond : « Dans ce cas, nous ne nous posons pas trop de problèmes ».

Sur l'Allemagne, le président américain s'emploie d'une part à consolider Helmut Kohl dans son désir d'obtenir l'unification sans quitter l'OTAN, d'autre part à faire passer la pilule à Moscou, où cette idée fait l'objet d'une « *Après l'été* », selon Chevardnadze — lequel, pour sa part, confirme l'avoir jugée dès 1986 inévitable. C'est à l'initiative de Washington que Moscou recevra des garanties sur

les effectifs de la future armée allemande, que l'OTAN adoptera en juillet 1990 une déclaration offrant un pacte de non-agression au pacte de Varsovie déjà moribond. Cela n'empêche pas Gorbatchev de flouter, de refuser de confirmer en public ce qu'il vient de dire en privé, ou encore de proposer des solutions fantaisistes comme une « double appartenance » de l'Allemagne aux deux alliances. Ce n'est qu'en juillet, au cours d'une rencontre avec Helmut Kohl dans le Caucase, que l'affaire sera définitivement réglée.

Roland Dumas raconte comment il a mis au point, avec son complice Genscher, le mécanisme des négociations « 2+4 » (les deux Etats allemands et les quatre alliés américains, britanniques et français du statut d'après guerre), qui allaient permettre la réunification en octobre 1990. Contrairement à ce qui a été souvent dit, l'ancien ministre allemand assure qu'il a été pleinement rassuré dès la fin novembre 1989, après une rencontre avec François Mitterrand, sur le soutien français à la réunification. Il confirme en revanche les « réticences » de Margaret Thatcher, mais ajoute que ce n'était pas essentiel à ses yeux : « Ce qui comptait pour nous, c'était la position des Etats-Unis et de la France ».

Michel Tatu

Le cauchemar vrai

par Agathe Logeart

ON A DES CAUCHEMARS parfois que l'on n'ose pas raconter, tellement ils paraissent absurdes. De longs couloirs qui n'en finissent pas de tourner, des escaliers interminables aux marches molles dans lesquelles on s'enfonce, le souffle qui manque, les mains qui s'agrippent à des rampes qui se débloquent. On arrive plus à courir, à respirer. On va se faire piétrer. On a mal à la tête, le cœur au bord des lèvres. On veut ne pas s'engourdir. On se dit qu'on est devenu poisson, on cherche l'eau, on cherche l'air. On veut se réveiller, sinon on va mourir. Il faut se réveiller, chasser la terreur nocturne, retrouver sa chambre, la lampe familière, la brise qui vient de la fenêtre entrouverte. On se réveille, défait, en nage, un peu confus. Mais la maison est là, rassurante. On se dit qu'on doit être vraiment très mal en point pour imaginer des choses pareilles. Tout cela est extravagant, on en rira demain peut-être, quand le jour sera levé.

On n'a pas ri du tout, en voyant les images diffusées par toutes les chaînes, depuis Tokyo. Car ce n'était pas un cauchemar, ni le conte fantastique né d'un esprit torturé. Des mains assassines y ont bel et bien déposé, dans le miroir et à l'heure de pointe, des flacons d'un gaz mortel destiné à tuer le plus de personnes possible en un temps record. On a vu les Japonais hagards, les bons hommes de science-fiction dans leurs combinaisons grises et oranges, les flacons de verre destinés à recueillir les preuves matérielles... On a appris qu'il y avait des

morts, et des milliers de personnes conduites à l'hôpital. On ne dormait pas. C'était vrai, invraisemblablement vrai.

Vinrent ensuite, en l'absence de revendication, les explications, le recensement des pistes. Tout de suite, le gaz était identifié : les nazis s'en étaient déjà servis, c'est une référence. Des pays en déclineraient sans trop se cacher : Etats-Unis, ex-URSS, Libye, Irak. Une secte bien connue au Japon, dont le gourou annonçait la fin du monde pour dans deux ans, serait peut-être capable d'en fabriquer. Moins graves, des « incidents » du même genre s'étaient déjà produits, mais l'enquête n'avait pu se poursuivre, nous a expliqué sur France 2 une journaliste française en poste au Japon, car dans ce pays les sectes religieuses sont très protégées. On croyait rêver éveillé. Un expert américain, interrogé par TF1, expliquait que tout cela, il l'avait annoncé, mais qu'on ne l'avait pas pris au sérieux. Tout cela était dit presque du ton de l'évidence.

France 3, un peu plus tôt, nous avait montré les images de Kurdes gazés par les irakiens, en 1988. On avait revu ces corps pétrifiés de femmes serrant leurs enfants, ces bouches, ces yeux incrédules des survivants, déchirés par de l'acide. Incapables de sortir de ce cauchemar vrai. Ces images nous avaient hantés, en leur temps. Rassisés d'horreur, on les avait chassées trop vite. Comme une punition, elles nous étaient à nouveau infligées, témoignage implacable de la folie des hommes.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.40 Série : <i>Bony</i>.</p> <p>14.35 Club Dorothée.</p> <p>17.30 Série : <i>La Croisière Pour l'Amour</i>.</p> <p>18.00 Série :</p> <p>18.30 Série : <i>Les Nouvelles Filles d'à côté</i>.</p> <p>19.00 Série : <i>Le Miracle de l'Amour</i>.</p> <p>19.00 Magazine : <i>Coupons</i> (et 1.30).</p> <p>19.30 La Bêbête Show (et 2.20).</p> <p>20.00 Journal : <i>La Minute hippique</i>.</p> <p>20.00 Météo, <i>Météo des neiges</i>.</p> <p>20.50 Diversité :</p> <p>Le monde est fou. Présenté par Jean-Pierre Foucault. Invités : Richard Gotainer, Yves Lecoq, Yves Rémy, Nathalie Simon, Dominique Descombes. Variétés : les Chippendales, Janet Jackson.</p> <p>22.45 Magazine : <i>52 sur la Une</i>.</p> <p>Il s'agit d'un homme seul, de Marion Desmarres et Dominique Aïse. Les hommes seuls (et jeunes) sont en pourcentage plus nombreux que les femmes seules.</p> <p>23.45 Série : <i>Les Femmes tout risque</i>.</p> <p>0.35 Les Rendez-vous de l'Entreprise.</p> <p>Avec François Grapotte, PDG de Legrand.</p> <p>0.55 Magazine : <i>Formule foot</i>.</p> <p>2.25 Journal et Météo.</p> <p>2.35 Programmes de nuit.</p> <p>L'équipe Cousteau en Amazonie ; 3.30, TF 1 nuit (et 4.05, 4.35) ; 3.40, L'Adventure des plantes ; 4.15, Côté cœur ; 4.45, Musique ; 5.10, Histoire naturelle.</p>	<p>13.45 Téléfilm : <i>Notre Juliette</i>.</p> <p>De François Luciani, avec Véronique Jannot, Patrick Chesnais.</p> <p>Une petite fille entre parents séparés.</p> <p>15.10 Château de Mauguera.</p> <p>15.10 Série : <i>Secours</i> (et 1.30).</p> <p>17.40 Série : <i>Code 112</i>.</p> <p>18.10 Série : <i>La Fête à la maison</i>.</p> <p>18.45 Jeu : <i>Que le meilleur gagne</i> (et 3.35).</p> <p>19.10 Flash d'informations.</p> <p>19.15 Studio Gabriel (et 2.05).</p> <p>19.55 Tirage du Loto (et 20.50).</p> <p>19.59 Journal et Météo.</p> <p>20.55 Téléfilm :</p> <p>Une petite fille particulière. De Jean-Pierre Préboist, avec Alexandra Vandemotte, Jacques Perrin.</p> <p>22.35 Magazine : <i>Des masques</i>.</p> <p>J'ai toujours voulu être un artiste. Reportages : Piano Zinc, Le ministre et son grand orchestre ; Viollette.</p> <p>23.50 Journal : <i>Météo</i>.</p> <p>0.20 Le Carde de minuit.</p> <p>Invités : Claude Lelouch, à propos de son film <i>Les Misérables</i> ; Marcel Bluwal ; Christine Bard ; Mona Ozouf ; Claire Gallois ; Jean Brady.</p> <p>1.35 Programmes de nuit.</p> <p>Histoires courtes : L'amour à 10 ans ; Gardien de phare ; 2.35, Emissions religieuses ; 4.05, 24 heures d'info ; 4.50, Outremers (rediff.) ; 5.50, Dessin animé.</p>	<p>13.55 Série : <i>Les Rivaux de Sherlock Holmes</i>.</p> <p>Le Mystère de Glendon Manor.</p> <p>15.45 Série : <i>Magnum</i>.</p> <p>16.35 Les Minifolies.</p> <p>17.40 Magazine : <i>Une pêche d'enfer</i>.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p><i>Eureka</i>, de Jacques Drillon.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'Information.</p> <p>A 19.09, Journal de la région.</p> <p>20.05 Jeu : <i>Fa si la chanter</i>.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.40 INC.</p> <p>20.50 Magazine :</p> <p>La Marche du siècle. Invités : Antoine Weidner, Jean-François Hory, Arlette Laguiller, Dominique Voynet.</p> <p>22.25 Météo et Journal.</p> <p>23.00 Magazine :</p> <p>Un siècle d'écrivains. Jorge Amado, de Walter Salles. L'auteur de Bahia de tous les saints a mené une lutte infatigable pour la liberté et contre l'oppression au Brésil.</p> <p>23.50 Documentaire :</p> <p>Les Champs Contretemps. Sur le chemin du nirvana (rediff.).</p> <p>0.45 Musique : <i>Graffiti</i>.</p> <p>Sinfonietta, de Britten, par l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, dir. Anne Muller (15 min).</p> <p>22.30 Beavis and Butt-Head, 23.00 The Report, 23.15 CineMétéo, 23.30 News at Night, 23.45 3 From 1, 0.00 The End ? (120 min).</p> <p>EUROSPORT 19.30 Eurosportnews, 20.00 Prime Time Magazine, 22.00 Motors, 23.00 Formule 1, 0.00 Equitation, Coupe du monde, Jumping de Hertenbosch Pays-Bas ligue d'Europe de l'Ouest, 13^e manche (60 min).</p> <p>CINÉ CINÉFIL 19.15 Ça commence à Vera Cruz, 20.30 La Femme de Don Siegel (1949, N.), 20.30 La Femme de mes rêves, 21.45 Le Bon Dieu sans confession, 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. A nos amours, Avec Liliane Wolters, écrivain et enseignante, 22.40 Les Nuits magnétiques. Nanstalgie, de Pindocine au Vietnam, 2. Un si grand bouleversement, 0.05 Du jour au lendemain, Michèle Gazier (Nathalie), 0.50 Coda, Nuits de printemps, 3. Couleur de miel.</p>	<p>13.30 M 6 Kid, Kidnot : lessive ; Kid découvre : voyage dans l'espace. Mighty Max ; 14.05 Conan l'aventurier ; 14.55 Moi Renart ; 15.05 20.00 Jeux dans l'espace ; 15.35 Highlander.</p> <p>16.05 Magazine : <i>Mag 6</i>.</p> <p>Side Pocket, Rocky et Rocky 2, Super Ticket, Moral Combat 2, Thor, Wild Guns, The Great Circus Mystery, Descent, lawnmower Man, Road Rash 3.</p> <p>16.20 Série : <i>L'Étalon noir</i>.</p> <p>17.30 Variétés : <i>HIT Machine</i>.</p> <p>17.30 Série : <i>Guillaume Tell</i>.</p> <p>18.00 Série : <i>Equalizer</i>.</p> <p>18.54 Six minutes première édition.</p> <p>19.00 Série : <i>Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman</i>.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, <i>Météo</i>.</p> <p>20.00 Magazine : <i>Mode 6</i> (et 0.40).</p> <p>Collection de Chantal Thomass et Marine Sibon.</p> <p>20.05 Série : <i>Madame et sa fille</i>.</p> <p>20.35 Magazine : <i>Ecolo 6</i>.</p> <p>La Revanche des moutons.</p> <p>20.45 Téléfilm : <i>Ange Esperandieu</i>.</p> <p>Avec Serge Dupin.</p> <p>Un ancien délinquant, devenu prêtre à Marseille, rentre en France à la mort de sa mère. Sa sœur subit l'influence d'un petit truand.</p> <p>22.20 Téléfilm :</p> <p>Machination diabolique. De Peter Smith, avec Jeran Krabbe. Une riche héritière se marie avec un homme au passé trouble qui l'a aidé à franchir le mur de Berlin, un an avant sa chute.</p> <p>0.10 Série : <i>Emotions</i>.</p> <p>2.30 Rediffusions.</p> <p>Espagne ardente et mythique ; 3.25, Le Nil des pharaons ; 4.20, Nature et civilisation (7) ; 5.15, Fréquentat.</p>	<p>13.35 Décoder pas Bunny.</p> <p>14.30 Documentaire :</p> <p>La Force des mâles. De Mary Cowell.</p> <p>15.00 Le Journal du cinéma.</p> <p>15.05 Téléfilm :</p> <p>Le Fantôme de ma mère. De Dave Thomas, avec Jean Stapleton, Geraint Wyn Davies.</p> <p>16.45 Sport :</p> <p>Basket-ball américain. Match de championnat de la NBA.</p> <p>18.05 Canaille peluche.</p> <p>Croc mains.</p> <p>En clair jusqu'à 21.00</p> <p>18.30 Jeu : <i>Pizzarollo</i>.</p> <p>18.40 Magazine : <i>Nulle part ailleurs</i>.</p> <p>Présenté par Jérôme Bonaldi puis, à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invités : Murray Head, Philippe Leroy-Beaulieu.</p> <p>19.20 Magazine : <i>Zénoviana</i>.</p> <p>Présenté par Daisy d'Enalla, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Aigoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.</p> <p>Spécial Jean-Paul Belmondo.</p> <p>21.00 Cinéma : <i>Profil bas</i>.</p> <p>Film français de Claude Zidi (1993).</p> <p>22.45 Magazine : <i>Jour de foot</i>.</p> <p>Présenté par Thierry Gilardi. Buts et extraits des matches de la 30^e journée du championnat de France de 01.</p> <p>23.30 Flash d'informations.</p> <p>23.40 Cinéma : <i>Lorenzo</i>.</p> <p>Film américain de George Miller (1992, v.o.).</p> <p>1.50 Musique :</p> <p>Culture hip-hop à New York.</p> <p>2.40 Surprises (20 min).</p>	<p>13.30 Magazine : <i>Défi</i>.</p> <p>14.00 L'Aventure polaire (rediff.).</p> <p>La Conquête des pôles, de Paul-Emile Victor.</p> <p>15.45 Les Ecrans du savoir.</p> <p>Au fil des jours ; Inventer demain ; Allô la Terre ; Les Grandes Inventions ; Ça bouge (rediff.) ; Rintintin ; Rintintin and the Shifting Sands (v.o.).</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 A l'aube des temps.</p> <p>L'endit des préhistoriques, 1/3. Cette nouvelle série propose de faire le point sur les connaissances paléontologiques à travers treize thèmes.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p> <p>La vie dans les extrêmes : nuits souterraines.</p> <p>19.00 Magazine : <i>Confetti</i>.</p> <p>Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. Comment dire le l'aine dans différentes langues : aujourd'hui, un couple à Prague.</p> <p>19.30 Documentaire :</p> <p>Ours et Morses.</p> <p>De Georg von Röm.</p> <p>20.20 Le Dessous des cartes.</p> <p>Chronique de Jean-Christophe Victor. Nucléaire (2/2). Etats des lieux.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Les Mercredis de l'Histoire.</p> <p>Présenté par Alexandre Adler. Négociations au sommet (2/3). La fin de la guerre froide, de Thomas Hausner.</p> <p>21.40 Opéra : <i>Pelléas et Mélisande</i>.</p> <p>De Claude Debussy, livret de Maurice Maeterlinck, mise en scène de Peter Stein. Avec Neil Archer, Alison Hagley, Donald Maxwell, Peter Mascocchi, Chœur et Orchestre du Welsh National Opera, dir. Pierre Boulez. Enregistré au Cardiff New Theater en mars 1992.</p> <p>0.20 Musique : <i>La Mer</i>.</p> <p>Trois esquisses symphoniques de Claude Debussy, avec l'Orchestre symphonique du SWF, dir. Esa-Pekka Salonen.</p> <p>0.45 Documentaire :</p> <p>Chambre 12, hôtel de Suède. Sur les traces d'A bout de souffle, de Claude Ventura et Xavier Villelard (rediff.).</p> <p>2.05 Rencontre.</p> <p>Avec Joseph Rovani et Jacob Arjouni (30 min).</p>

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 *Faut pas rêver*. Rediff. de France 3 du 17 mars. Invité : Patrick Brion. 21.00 *Temps présent*. Rediff. de la TSR du 9 mars. 21.55 *Météo internationale*. 22.00 *Journal de France 2*. Edition de 20 heures. 22.40 *Feuilleton* : *Le Sorcier*. 23.30 *Bas les masques*. Rediff. de France 2 du 1^{er} mars. La 100^e. 0.45 *Journal de France 2*. Edition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 20.25 *Retour vers l'oubli*. De Christophe Nageon. 21.25 *USA*. La loi des armes. De Folke Rydén. 22.20 *Annuaire de toutes les Russies*. De Gérard Caldeyron et Jean-Claude Cutah (44). Le Bestiaire des routes. 23.10 *L'Ouest*, le vrai. De Greg Haffner (58/65). Le Général Crook. 0.00 *L'Enfance*. De Geoff Hanes-Silves, Eugène Mamer et Ema Aluginon. (V7). Les Grandes Espérances. 1.00 *Les Hommes du pétrole*. De Timothy Copestake (5/8). Le Pouvoir aux producteurs (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 *Paris Première info* (et 23.50). 19.15 *Paris modes* (et 20.30, 23.20). 19.45 *Archives*. 20.00 *Paris*

Match Première (et 21.55). 22.25 *Luis Mariano*. De Jacques Rouhaud. Ma vie est une opérette. 0.05 *Concert* : *MP Big*. Enregistré au Warfield Theater de San Francisco en 1992 (100 min).

CANAL J 17.35 *Les Triplés*. 17.40 *Boi*. 18.00 *Dessin animé* : *Coup de bleudans les étoiles*. 18.15 *Cajou*. 19.15 *Domino*. 19.30 *Série* : *Zorro* (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 *Série* : *Au nom de la loi*. 20.30 *Série* : *Sinatra*. 21.05 *Série* : *Star Trek*. 21.55 *Chronique de mon canapé*. 22.00 *Série* : *Seinfeld*. 22.25 *Série* : *Les monstres nouveaux arrivés*. 22.50 *T'es pas une idée* 7.23.45 *Série* : *Dream On*. 0.20 *Série* : *New York Police Blues* (45 min).

SÉRIE CLUB 19.50 *Série* : *L'Odyssée imaginaire*. 20.15 *Série* : *Les deux font la loi*. 20.45 *Série* : *UFO*. Alerte dans l'espace (et 0.10). 21.40 *Série* : *Mission impossible*. 22.30 *Série* : *Code Quantum*. 23.20 *Série* : *Equalizer*. 1.00 *Série* : *La Comtesse de Chamy* (50 min).

MCM 20.10 *MCM mag* (et 23.30). 20.40 *MCM découvre*. 21.00 *Radio mag*. 21.30 *Rock Legends*. Rita Mitsouko. 23.00 *X Kulture*. 0.00 *Blah-Blah*. 0.30 *Blah-Blah*. 1.00 *Vidéoclips*.

MTV 20.00 *Greatest Hits*. 21.00 *Most Wan-*

ted. 22.30 *Beavis and Butt-Head*. 23.00 *The Report*. 23.15 *CineMétéo*. 23.30 *News at Night*. 23.45 **3 From 1**. 0.00 **The End ?** (120 min).

EUROSPORT 19.30 **Eurosportnews**, 20.00 **Prime Time Magazine**, 22.00 **Motors**, 23.00 **Formule 1**, 0.00 **Equitation**, Coupe du monde, Jumping de Hertenbosch Pays-Bas ligue d'Europe de l'Ouest, 13^e manche (60 min).

CINÉ CINÉFIL 19.15 Ça commence à Vera Cruz, 20.30 La Femme de Don Siegel (1949, N.), 20.30 La Femme de mes rêves, 21.45 Le Bon Dieu sans confession, 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. A nos amours, Avec Liliane Wolters, écrivain et enseignante, 22.40 Les Nuits magnétiques. Nanstalgie, de Pindocine au Vietnam, 2. Un si grand bouleversement, 0.05 Du jour au lendemain, Michèle Gazier (Nathalie), 0.50 Coda, Nuits de printemps, 3. Couleur de miel.

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 *Agora*. Jocelyne François (la Femme sans tombe). 19.30 *Perspectives scientifiques*. L'astrodynamique, de l'architecture aux engins volants. 3. Histoire de volées. 20.00 *Le Rythme et la Raison*. La Cité de la musique : suivez le guide. 3. L'information. 20.30 *Tire la langue*. Rétorique et cosmétiques ou le pouvoir des mots sur la peau. 21.32 *Correspondances*. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. Les nouvelles dramaturges. 22.00 *Communauté des radios publiques de langue française*. A nos amours. Avec Liliane Wolters, écrivain et enseignante. 22.40 *Les Nuits magnétiques*. Nanstalgie, de Pindocine au Vietnam. 2. Un si grand bouleversement. 0.05 *Du jour au lendemain*. Michèle Gazier (Nathalie). 0.50 *Coda*. Nuits de printemps. 3. Couleur de miel.

Les interventions à la radio

RTL, 7 h 50 : Bernard Pons (« L'innomé de Michèle Cotta »).

France-Inter, 19 h 20 : « Présidentielle : ce que proposent les communistes », avec Robert Hue (« Objections »).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 *Concert*. Donne le 22 février au Musée du Louvre. Boje Skovhus, baryton, Hamut Deutsch, piano : Aus des Jungendzeit (extraits), de Mahler ; Lieder sur des textes de Heine et Eichendorff, de Mendelssohn ; Quatre Lieder, de Zemlinsky. 22.00 *Soliste*. Margaret Price, soprano. Lieder, de Mendelssohn et Brahms. 23.30 *Musique pluriel*. Uninterrupted Rests, Rian Tree Sketch, de Takemitsu, Roger Woodward, piano ; Prélude pour clarinette solo, de Penderick, Alexander Romanik, clarinette ; Teller, de Murai, Relië Andia, guitare, 23.07 *Ainsi la nuit*. Duo pour flûte et piano, de Copland, Robert Stadman, flûte, David Buechner, piano ; Quatuor à cordes op. 11, de Barber, par The Chester String Quartet ; Portraits pour piano (extraits), de Thomson, Jacquelyn Helm, piano. 0.00 *Jazz vivant*. Concert donné le 23 février au studio Charles-Trénet, par Claude Bolling et le duo de piano Jean-Paul Amouroux, Jean-Pierre Bertrand ; Concert donné à Carnies, par le Trio Big Joe Diskin.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Re et Ro

par Pierre Georges

ELLE EST BIBLIOTHÉCAIRE. Il est bibliothécaire. Elle est de Buffalo, États-Unis. Il est de Queensland, Australie. Les bibliothécaires, comme les gendarmes, vont généralement par deux en patrouille intellectuelle. Quand une librairie rencontre un autre libraire, que se racontent-ils ? Des histoires de livres ? Pas du tout, des histoires d'amour.

C'est une love story du temps, Harlequin saute internet. Sortez vos mouchoirs ! Le 19 mars 1994, Charlene, c'est elle, s'ennuie un peu en son Yvonne College. Elle se « logue » sur le système Internet, c'est-à-dire sur l'univers. A peu près comme tous les jours, elle veut faire un brin de conversation. Et comme on trouve tout sur internet, y compris un réseau pour bibliothécaires au titre alléchant : « *Charlene, would you like to be my wife ? Kisses, Robert.* » La réponse fut immédiate : « *Are you crazy ? Kisses, Charlene.* » Ce qui, en langage éternel, signifiait oui.

Voilà qui mérite discussion. Charlene lance sa réponse à la mer : « *Tout à fait d'accord.* » Et elle ajoute pour faire bonne mesure qu'elle « *aime beaucoup le hard rock et les Monty Python.* » Ce qui n'a pas grand-chose à voir en l'air, mais facilite la conversation. Retour à l'envoiesse : « *Charlene, tout à fait d'accord avec ce que vous dites sauf pour vos goûts musicaux. Amis, Robert.* » Charlene, pour rattraper l'impair : « *Mais j'aime aussi Mozart.* »

Une bibliothécaire qui aime aussi Mozart ne saurait être définitivement négligeable. Robert Boot, c'est lui, en son université du Queensland, décide de poursuivre. Ainsi commencent les plus

belles histoires d'amour. Nous autres, élèves au Minutiel, savons cela depuis belle lurette.

Tres vite, Charlene et Robert ne vont plus pouvoir se passer l'un de l'autre. « *Re* », elle, et « *Ro* », lui – car en langage informatique, l'abréviation, c'est de l'argent –, ne cessent de dialoguer. Leurs goûts, les couleurs, les bienfaits de la tarte aux pommes, les vertus de la campagne, tout est bon, tout est bien. Le ton monte et les messages se peuplent de petits signes informatiques d'intense satisfaction. Notamment le typique « *:-)* » qui est symbole du sourire et de la béatitude câblés.

Le meilleur est à craindre. Effectivement, le 13 avril, du Queensland profond, arrive le message définitif que l'on se fait un plaisir de citer en édition originale : « *Charlene, would you like to be my wife ? Kisses, Robert.* » La réponse fut immédiate : « *Are you crazy ? Kisses, Charlene.* » Ce qui, en langage éternel, signifiait oui.

Robert s'en fut aux États-Unis. Ils se marièrent. Et ils eurent de jolis petits bibliothécaires. Voilà comment aurait dû se finir l'histoire de ces amours cybernétiques. Hélas ! un ordinateur chassa l'autre.

Ro et Re se marièrent bien. Mais lorsqu'ils voulurent aller en Australie vivre leur passion, l'ordinateur des services d'immigration cracha l'impitoyable fatale. Charlene était trop grosse de 12 kilos et souffrait de diabète. Sa venue sur le territoire australien serait donc de nature à entraîner des frais médicaux et à grever les comptes sociaux. Visa refusé. Alors Re et Ro ont tout raconté à la bonne vieille presse du cœur. Formidable, non ?

Nicole Notat prône un nouveau contrat social

La CFDT annonce au cours de son 43^e congrès qu'elle n'appellera pas à voter pour un candidat à l'élection présidentielle

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial
Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a ouvert le 43^e congrès de la confédération, mardi 21 mars à Montpellier, en prononçant un nouveau contrat social afin de mettre en œuvre le « *parti pris de la solidarité* ». D'emblée, M^{me} Notat est revenue sur les conditions du départ de Jean Kaspar, en octobre 1992, et sur son élection au secrétariat général. Elle a concédé qu'« *il ne s'agit pas là de l'épisode le plus glorieux de son parcours dans l'histoire de la CFDT* », avant de présenter un bilan de bonne santé de sa confédération. Forte d'une progression du nombre d'adhérents de 15,4 % sur les quatre dernières années – 650 000 en 1994 –, Nicole Notat a affirmé, « *sans crainte de [se] tromper* », que sa centrale est « *la première organisation syndicale française* ».

Soulignant que « *le chômage de longue durée, les fractures sociales, lourdes de déséquilibres démocratiques, lourdes de souffrances et de menaces pour l'avenir, constituent une guerre sourde et implacable, une oppression dont il convient aussi de se libérer* », Nicole Notat a défini le thème central de ce 43^e congrès : « *La part prise de la solidarité civile et au corps* ». M^{me} Notat a souligné, à propos du libéralisme, qu'« *il est incapable de répondre, à la fois, à la nécessité de la performance économique, aux exigences de la cohésion* ».

« *Entreprendre d'un monde plus solidaire* ». Affirmant son attachement « *à la défense de la Sécurité par la réforme et dans la fidélité à ses valeurs d'origine* » afin d'intégrer « *la défense des personnes privées de contrat de travail* », elle appelle de ses vœux la construction « *d'un véritable système de prévention et de protection contre le chômage* ».

« *OPPORTUNITÉS DE RÉFORMES* ». Evoquant la réduction du temps de travail (RTT), la dirigeante CFDT a affirmé qu'« *un verrou a sauté* », la réunion CNPP-syndicats du 28 février ayant débouché sur l'ouverture d'une négociation le 28 mars. « *C'est maintenant, et dans les semaines qui viennent, à elle d'ajouter, que nous avons besoin de créer un rapport de forces qui pèse sur ces négociations* ». Elle a annoncé une prochaine journée d'action nationale, à travers des branches ciblées dans lesquelles des actions seront menées dans 200 ou 300 entreprises.

M^{me} Notat a plaidé pour une RTT « *massive, diversifiée et créatrice d'emplois et non plus appliquée à doses homéopathiques dans quelques entreprises pilotes* ». Une réduction qui pourrait passer par un encouragement au « *temps partiel choisi* », pour les hommes comme pour les femmes, ou par la généralisation de la « *cessation progressive d'activité sous forme d'un droit accessible à tous* ». Invitant les chefs

d'entreprise à sortir de leur « *résistance idéologique* » ou de leurs « *peurs à innover* », elle suggère pour financer ces propositions la création d'« *un fonds d'intervention actif pour l'emploi, (...), initié par les partenaires sociaux et destiné à compenser le coût des mesures appliquées, à condition que ces mesures aient une efficacité démontrée sur l'emploi* ».

Sans grande envolée lyrique, Nicole Notat a semblé hésiter entre une vision plutôt comptable de son bilan et la définition de nouvelles ambitions. Elle a ainsi invité les militants à « *lever le nez du guidon* », jugeant urgent de susciter des « *représentations de l'avenir qui tournent le dos à la résignation et au saut-à-jeu* ». M^{me} Notat a souligné son ambition d'« *indiquer les voies des transformations sociales en ciblant les leviers les plus efficaces de notre intervention au quotidien* », en notant que « *cette période de contrastes et de perplexités recèle des opportunités de changements et de réformes* ». Jugant la campagne présidentielle « *décevante* », elle confirme que la CFDT « *n'appellera pas à voter pour tel ou tel candidat* » tout en voulant « *peser* » sur le débat. Pour séduire les militants de la CFDT, M^{me} Notat mise sur la clarté de ses objectifs. Reste à savoir si les 1410 délégués se laisseront convaincre.

Alain Beuve-Méry

Lapsus collectif au ministère de l'éducation nationale

AUSSE ARIDE soit-elle, la lecture du *Bulletin officiel* de l'éducation nationale révèle parfois des surprises et, pour tout dire, peut dissimuler quelques perles. En présentant lui-même, le 22 février, les nouveaux programmes de l'école primaire, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, affichait une tranquille assurance et un brin de fierté. Car ces programmes, remaniés et allégés dans un accord parfait avec les « *deux cent mille à trois cent mille instituteurs consultés* », avaient été discutés et négociés, lus et relus, simplifiés. Bref, c'était « *un modèle de concertation* » et de bonne gestion d'un dossier délicat.

Le Conseil supérieur de l'éducation, par son vote largement positif du 10 décembre, ne s'y était pas trompé. Ni le Conseil national des programmes présidé par Luc Ferry qui avait donné sa bénédiction. On aurait pu en rester là, tranquille pour au moins dix ans puisque tel est la durée de vie moyenne des « *instructions officielles* ». Mais si « *clair et simple* » qu'il fit, le texte manquait un peu d'âme. Le ministre décida donc de le peaufiner.

Dans une sorte de prolongement ministériel de son activité de biographe de « *roi libre* », Henri IV, un succès de librairie, François Bayrou se décidait à ajouter quelques grandes figures symboliques, loin de l'abstraction, « *cette malédiction de l'enseignement français* ». Et ses services tentèrent en route les machines. Aléa et saint Louis, bien sûr, sur lequel François Bayrou a en train un nouveau livre, Henri IV, naturellement, mais aussi Marie Curie, Jules Ferry. Arrivé au XX^e siècle, l'année du cinquantenaire imposait que l'on

fasse une place de choix à l'année 1945. Ce fut fait, mais légèrement à contre-emploi.

DES DATES HISTORIQUES

« *8 mai 1945 : armistice de la seconde guerre mondiale* », peut-on ainsi lire dans le chapitre consacré au XX^e siècle. Emoi au sein de l'association des professeurs d'histoire-géographie et de son président d'honneur, Jean Peyrot, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon. « *La capitulation sans condition de l'Allemagne, le 8 mai 1945, transformée en armistice, ce n'est pas un scoop* », dit-il. Coup de fil au cabinet qui se tient coi. Emoi au ministère où l'on cherche, depuis, d'où peut bien provenir une pareille bévue.

Le Conseil national des programmes n'ayant pas été consulté sur la version finale, pas plus que le Conseil supérieur de l'éducation où siègent d'éminents historiens, l'honneur est sauf de ce côté. Les enseignants de terrain consultés par le ministre sont blancs comme neige puisqu'ils n'ont eu droit qu'à une version provisoire où ne figuraient pas les dates fatidiques. Serait-ce alors l'inspection générale ? La direction des écoles, traditionnellement, gardée la haute main sur la rédaction des programmes du primaire et où siègent également d'éminents historiens ? Un membre du cabinet gagné par la fièvre historique qui s'évite rue de Casselle, auteur de la bévue ? Ou un lapsus collectif ? La direction des écoles agit le drapeau blanc, et promet : « *L'erreur sera rectifiée* ».

Christine Garin

Salman Rushdie a rencontré

MM. Balladur, Chirac et Jospin

EN PLEINE CAMPAGNE électorale, l'écrivain britannique Salman Rushdie a rencontré à Paris, lundi 20 mars, le premier ministre Edouard Balladur, les ministres des affaires étrangères et de la culture, Alain Juppé et Jacques Toubon, ainsi que deux candidats à l'élection présidentielle, Lionel Jospin et Jacques Chirac. A chacun, l'auteur des *Versets sataniques*, condamné à mort par l'ayatollah Khomeiny le 14 février 1989, a exposé une stratégie susceptible, selon lui, d'« *ouvrir la voie vers une solution* ».

Ainsi a-t-il révélé le contenu d'une déclaration signée à Copen-

hague, le 10 février, par l'ambassadeur d'Iran au Danemark, qui indique notamment que « *le gouvernement iranien n'enverra personne tuer Salman Rushdie* », que « *les relations de l'Iran avec les autres pays sont fondées sur le droit international et la non-ingérence* », et que Téhéran « *condamne le terrorisme sous toutes ses formes* ». Du coup, Salman Rushdie a proposé que « *tous les ministres des affaires étrangères demandent le même engagement aux ambassadeurs d'Iran, dans les quatorze autres pays de l'Union européenne* ».

Lors de la conférence de presse qui a clôturé son séjour, Salman Rushdie s'est félicité de la promesse d'Alain Juppé de « *soulever cette question lors d'une prochaine rencontre du conseil des ministres des affaires étrangères* » (le 10 avril à Bruxelles). Après avoir dénoncé le « *cynisme* » de l'indécision des États occidentaux, lors de son arrivée, c'est donc un homme apparemment détendu et plutôt optimiste qui s'apprêtait, lundi soir, à quitter la France, pour disparaître à nouveau dans quelque cachette secrète, de l'autre côté de la Manche.

FL N.

DANS LA PRESSE

L'attentat de Tokyo

YOMIURI SHIMBUN

Cet attentat est un défi à la stabilité de la nation. Cet acte, aussi insensé qu'aveugle, est sans précédent dans l'histoire criminelle de ce pays. Il ne peut avoir été commis que par un groupe de fanatiques dont le seul objectif est de terroriser et de dérouter les esprits (...). Le gouvernement doit impérativement réviser la législation sur les produits toxiques. Il y a de la crédibilité internationale du Japon dans son engagement à respecter la convention sur l'élimination des armes chimiques, qu'il doit ratifier et mettre en application l'année prochaine.

LIBÉRATION

L'attentat de Tokyo a d'ores et déjà pulvérisé un mythe aussi fréquemment admis par les étrangers que par les Japonais eux-mêmes, et dont les autorités nipponnes aiment à se flatter : celui de la sécurité de l'archipel. Le séisme de Kôbe, en janvier, avait déjà jeté bas le mythe de la supériorité technologique nipponne. Il est manifeste depuis hier que la seconde puissance industrielle du monde, le pays vanté comme « *le mieux organisé et le plus sûr* », n'est pas un archipel protégé des secousses qui ébranlent le reste de la planète.

Patrick Sabatier

LE FIGARO

Même à l'ère des satellites, un véritable contrôle des unités de fabrication d'armes chimiques reste quasi impossible. (...) Les pays occidentaux restent dans l'ignorance totale des activités en la matière de plusieurs pays « *sensibles* », parmi lesquels figure au premier rang la Libye. Celle-ci possède au moins deux usines suspectes, et a pratiqué à plusieurs reprises par le passé le chantage à l'attentat chimique contre l'Occident.

Jean-Paul Croizé

LA CHAÎNE INFO (LCI)

Ne nous leurrions pas. Ce qui s'est passé hier dans la capitale nipponne peut advenir demain à New York ou à Londres. Ce n'est point science-fiction. L'actualité cible aujourd'hui notre attention sur l'usage que des détraqués ont fait d'un gaz toxique. Mais qui peut exclure qu'un fou pollue un jour les eaux d'une capitale (...) on désorganise le fonctionnement d'un pays au moyen d'un virus informatique, sans parler de la banalisation et de la circulation mal contrôlée de matériaux radioactifs.

Pierre-Luc Séguillon

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Turquie : les Kurdes sont sous le feu des forces d'Ankara et de Bagdad 2
Japon : une secte est l'objet de soupçons après l'attentat de Tokyo 3
États-Unis : Bill Clinton se rendra à Moscou le 9 mai 4
Bosnie : reprise des combats 5

FRANCEPrésidentielle : les trois principaux candidats ne veulent pas faire de l'Europe un enjeu de la campagne 6
Revenus : M^{me} Chirac a réalisé une plus-value de 1,4 million de francs en 1993 7
Régions : les conflits sociaux s'ensifient en Corse 8

SOCIÉTÉInsertion : les jeunes obtiennent un emploi stable de plus en plus tardivement 9
Rapport : la commission des droits de l'homme dénonce la banalisation du racisme 10

HORIZONSPortrait : Claude Allègre, l'ami retrouvé de Lionel Jospin 12
Chronologie : février 1995 dans le monde 13
Éditoriaux : Massacres au Burundi ; Jeunes sans emploi 14

ENTREPRISES
Alliance : France Télécom et Deut-

BOURSE

Cours relevés le mardi 21 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	
Tokyo Nikkei	-18,21
Hong Kong Index	8594,43 +0,70 +4,92
Tokyo, Nikkei sur 3 mois	
1993-94	1994-95
1993-94	1994-95
1993-94	1994-95
1993-94	1994-95
1993-94	1994-95

DEMAIN dans « Le Monde »

MIKE TYSON, TROIS ANS K.O. DEBOUT : condamné pour viol, l'ancien champion du monde de boxe catégorie poids lourds sort de prison le 25 mars. Il a vingt-neuf ans. A l'ombre, il a lu Voltaire. A la lumière, nul ne sait de quoi il aura l'air.

Trappe du Monde daté mardi 21 mars : 536 829 exemplaires

Le Serveur Judiciaire
GROUPE JET LAG
Inventaire intégral des liquidations et saisies judiciaires
minitel 3617 VAE
Surveillance des ventes judiciaires par abonnement
Activité et dépt. de votre choix.
Demandes douter par fax 78 22 53 46

MENACES SUR L'ASSURANCE VIE

investir

PÉTITION NATIONALE

AGISSEZ AVEC

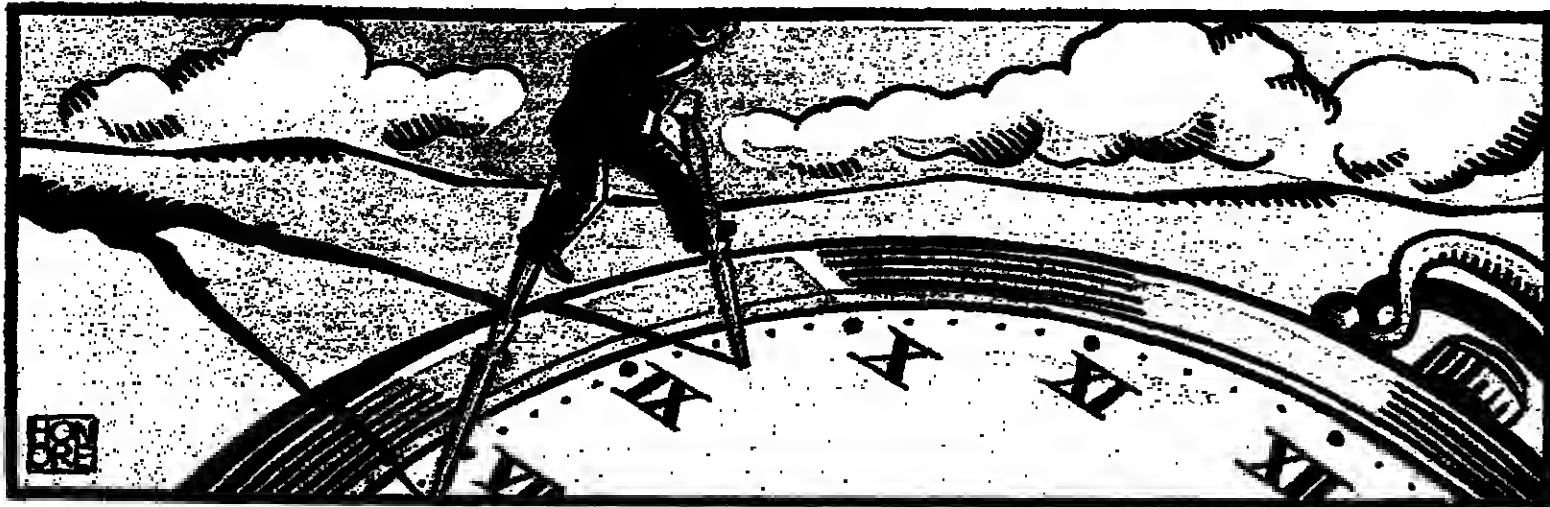
investir

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مذا من لاصحل

Le Monde

INITIATIVES



Le travail à réinventer

Pour une fois, l'utopie et la nécessité se rejoignent

Il y a quelques mois, la fédération CFDT de la métallurgie (FGMM) a réalisé une enquête de terrain sur le temps de travail et sa réduction en interrogeant les salariés à la base. Depuis le mois de janvier, à la suite d'une décision prise par son bureau national en septembre 1994, la CFDT dans son ensemble s'est lancée dans une vaste opération qui la mobilisera jusqu'en 1996. L'objectif ? Sous le titre « Le travail en questions », se mettre à l'écoute des mutations de l'emploi, telles qu'elles sont perçues au quotidien.

A un moment où l'on peut reprocher aux organisations syndicales de perdre le contact avec les réalités, les motivations prosaïques d'une telle initiative n'échappent pas à personne. Il s'agit de coller à nouveau aux aspirations et, au passage, d'obliger - d'amener - des délégués transformés en responsables institutionnels à renouer avec l'activité militante. Autrement dit, d'entreprendre une campagne de resyndicalisation.

Mais il y a davantage. Enfin, pourrait-on s'exclamer, un syndicat prend conscience que le monde du travail est en train de changer et qu'il est peut-être temps d'adapter ses pratiques à la nouvelle donne. Mieux, la CFDT postule sur les bouleversements en cours du travail, de ses formes comme de son contenu. Plutôt que d'adopter une attitude négative qui l'amènerait comme d'autres à condamner une régression sociale, elle préfère regarder comment elle pourrait inscrire sa marque.

Sur un autre registre, concordant, l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) a lancé une sonde qui n'est pas passée inaperçue. Evoquée dans le rapport d'Alain Minc, homologuée par les instances de cette fédération patronale puis expliquée dans l'un de ses bulletins internes, l'idée du « travail différencié » constitue, au-delà de ses aspects techniques, une tentative de réponse à l'évolution de l'emploi. En préconisant la suppression de la référence à la durée légale de 39 heures hebdoma-

dales, pour lui substituer une contractualisation individuelle « librement » débattue de gré à gré en fonction de la demande existante de temps de travail, elle ne tend pas seulement à remplacer la notion de contrat collectif par celle de contrat commercial. Elle s'aventure aussi à définir un autre rapport au travail et, pourquoi pas, à imaginer les prémisses d'une remise en cause de ce qui détermine le salariat au sens traditionnel.

Tandis que ces signaux s'allument, il est frappant de constater combien d'autres acteurs « restent en dedans de la main ». Les cabinets de consultants spécialisés dans la gestion sociale présentent bien l'existence de tels sujets mais ils ne sont guère qu'une petite dizaine à essayer de proposer des réponses. Et encore le font-ils avec des méthodes le plus souvent traditionnelles, qui privilégient les nouvelles formes d'organisation du travail, parce que, jugent-ils, une approche plus complète serait « trop sociale ». Pour la même raison, ils font d'ailleurs observer que la demande des entreprises est faible, les employeurs étant sûrement gênés par les implications extérieures à leur champ de responsabilité.

Mais l'attitude la plus surprenante reste celle des politiques en général qui, face à des enjeux aussi décisifs, semblent avoir tous décidé de n'en point parler ou de camper sur des concepts dépassés tels que le plein emploi. Pour des raisons historiques, le PCF ne veut pas démentir d'un objectif du travail stable, devenu irréaliste parce qu'inaccessible, alors que Karl Marx condamnerait le salariat comme une forme d'exploitation. Valéry Giscard d'Estaing qualifie de « défaitistes » ceux qui renoncent à reconstruire de fait le monde d'avant le premier choc pétrolier. Et ainsi de suite, si l'on excepte Alain Madelin, qui cherche une solution du côté de l'entreprise individuelle, qui peut charrier le pire comme le meilleur, ou Philippe Séguin, parti explorer les contours de la pleine activité. Or il faudrait bien un jour se saisir de ces thèmes, sans à voir la société évoluer sans que les décisions publiques aient pesé sur son organisation maîtrisée.

Bernard Brunhes, qui n'a rien d'un révolution-

naire ou d'un utopiste, se désespère de cette situation et, pour reprendre une expression maintenant commune, considère que les échéances à venir ne se réaliseront pas « sans fracture ni sans facture ». Impatient, au vu de ces enjeux ignorés, il estime que les fondements du contrat social sont d'ores et déjà ébranlés et que le temps est venu de réinventer le travail. Le salariat classique n'étant plus qu'un « songe », il faut chercher ailleurs les solutions pour tenir compte du développement des services qui déterminent des rapports de personne à personne et de l'irréversible « décloisonnement » de l'entreprise qui se nourrit du travail indépendant. Pour l'insertion et l'emploi, il commence également à envisager une « société de développement solidaire » qui le rapproche de Jean-Louis Laville. Lequel milite pour ce qu'il appelle une « économie solidaire » en émergence qui restituerait du lien social et réhabiliterait l'utilité sociale d'activités essentielles à la vie communautaire. L'un et l'autre, à quelques nuances près, imaginent une « hybridation » pour faire éclore ces nouveaux espaces en mélangeant du public et du privé, y compris, pourquoi pas, au sein de sociétés d'économie mixte.

Et voilà que ces recherches redonnent du lustre aux efforts de précurseurs tels que Jacques Robin et André Corz, dont on pouvait croire qu'ils préchaient dans le désert. Leurs thèses, anciennes maintenant, sont plus que jamais d'actualité, qui prononcent l'effondrement de « l'utopie » de la société industrielle et fondent un nouveau projet de civilisation. Parvenus à la conclusion que le travail, devenu dernière rareté, n'est plus le temps dominant, ils espèrent un autre équilibre où le temps ne serait pas vide, mais plein d'une citoyenneté active, riche de sens.

Rêve ? Alors que certains vivent comme un cauchemar la remise en cause du salariat traditionnel et du travail, ils donnent, eux, des raisons de croire en l'avenir. Et, après tout, il vaut mieux retenir cette hypothèse que celle induite par le même ambiant, où la mutation s'accompagnerait de renoncements subis.

Alain Lebaube

■ UN NOUVEAU MARCHÉ ?

Les consultants face aux nouvelles formes d'organisation du travail

par Jean Menanteau

■ RÊVES DE SALARIÉS

Nombre d'entre eux sont à la recherche de sens

par Catherine Leroy

■ AVOIR RAISON TROP TÔT

Les précurseurs du Temps libre ont longtemps prêché dans le désert

par Marie-Béatrice Bandet

■ UNE PLACE DANS LA VIE SOCIALE

Le retour illusoire au salariat classique

par Marie-Claude Betbeder

PAGE II

■ PRUDENCE POLITIQUE

Le salariat reste la référence de base

par Valérie Devillechabrolle

PAGE III

■ SYNDICATS EN CHANTIER

La CFDT se penche sur les mutations en cours du travail

par Alain Benve-Méry

PAGE IV

TRIBUNE

■ NOUS N'AVONS PAS SU TROUVER DE SUBSTITUT AU TRAVAIL

par Denis Clerc

PAGE IV

GROUPES SIITAI

■ Responsable des Etudes Informatiques h-f

■ Chef de Projet "Industries" h-f

Retrouvez nos opportunités de carrières dans la rubrique "secteurs de pointe".

LYONNAISE DES EAUX

Legal & General

Donner de la vigueur à vos talents ?

Legal & General Bank (France)

Rendez-vous page XVI

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

The Link Between Continents Since 1980

114 Sansome Street • San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco

California State APPROVED

fully ACCREDITED W.A.U.C.

MBA Master of Business Administration for International Management

■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational

■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés

Autres programmes de l'Université : Bachelor, et DOCTORATE of Business Administration

Main European Information Center : 17-25, rue de Chaillot 75116 Paris

Tél : (1) 40.70.10.00

Fax : (1) 40.70.10.10

IUA Tél : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052

IUA SAN FRANCISCO

DOSSIER • Le travail à réinventer

Un nouveau marché ?

Les consultants sont peu sollicités sur les formes d'organisation du travail

LES nouvelles formes d'organisation du travail intéressent-elles les organisations ? En clair, le débat actuel autour de cette mutation constitue-t-il un nouveau marché pour le conseil, lequel a lui-même vécu de profondes transformations ces trois dernières années (*Le Monde Initiatives* du 1^{er} mars) ? Force est de constater que la demande comme l'offre restent faibles en ce domaine bien que la loi quinquennale sur l'emploi de 1993 ait multiplié les dispositions particulières, notamment pour ce qui concerne le temps partiel.

Une dizaine de cabinets, au grand maximum, pratiquent aujourd'hui une démarche volontariste de préconisation en direction des entreprises. « Sur ce créneau nous avons peu de concurrents », reconnaît Michel Garçon, directeur de RDE. D'une manière générale, la demande est faible. Lorsqu'elle existe, elle est floue. Et une demande concernant le temps partiel ne se traite pas de la même manière qu'une réflexion sur le travail à domicile. Nous sommes dans une phase d'amarage. D'autre part, certains de ces thèmes sont actuellement en cours de négociation au niveau de la branche ou de l'entreprise. « Il n'est pas simple de réinventer une organisation qui laisse place, par exemple, au temps partiel », souligne de son côté Jean-François Carerra, du cabinet Algeco. Pour ce consultant, en effet, si le discours ambiant est largement ouvert sur les nouvelles formes d'organisation du travail, les résultats sont encore peu tangibles. Il faut, selon lui, compter avec la résistance que manifeste le management, qui craint de voir « casser ses habitudes ». Paradoxalement, en effet, le management, dont la vocation est pourtant d'anticiper les tendances, manifeste une résistance au changement. A ce qui lui apparaît comme étant, in fine, un projet « social ». De nombreux directeurs de ressources humaines sont pourtant conscients des enjeux futurs, lesquels peuvent dépasser en effet la sphère de l'entreprise. Mais ceux-ci se voient le plus souvent contraindre par les directions générales pour lesquelles la

démarche gestionnaire – davantage valorisante – est la préoccupation essentielle. Enfin, pour le consultant d'Algeco, « les entreprises ont sur ces questions une attitude individualiste alors que le problème soulevé est largement d'ordre collectif ». Conclusion de Jean-François Carerra : « Le sujet passionne encore peu, même si on en parle beaucoup ».

REGISTRES

« L'aménagement du temps de travail redevient à la mode après un long silence », constate pour sa part Dominique Thiery, vice-président de Développement et Emploi, organisme qu'il a créé en 1981. Il se souvient avoir été sollicité à l'époque sur les questions de flexibilité interne, alors que le mot n'existait pas, par une bonne cinquantaine d'entreprises. Aujourd'hui, l'appel de Développement et Emploi est de nouveau requis par quelques entreprises industrielles. Et, pour l'heure, l'essentiel de l'approche de cet organisme consiste surtout à convaincre les directions que l'aménagement du temps est chose complexe à mettre en place. « Le processus comporte une dimension organisationnelle, une négociation sociale, une communication individuelle », observe Dominique Thiery. L'organisme conseil doit en conséquence être capable d'appréhender ces trois registres. Force est de reconnaître que peu de cabinets sont susceptibles de pouvoir le faire ».

Complexité de la tâche, qui comprend aussi un important volet sociologique, culturel et psychologique, manque de définition de celle-ci et faiblesse de la demande font que les cabinets accompagnent encore peu les entreprises dans leur réflexion, si toutefois elles y réfléchissent vraiment. Ainsi que le fait remarquer un consultant de la CEGOS, « les nouvelles formes d'organisation du travail soulèvent des problèmes inédits comme chaque fois que se dessine une évolution ». Ce sont donc les juristes d'entreprise qui, pour l'heure, ont du pain sur la planche. Serait-il devenu urgent d'attendre ? Et Jean-François Carerra d'affirmer : « Il n'est pas exclu que ce soient les salariés eux-mêmes qui, le temps venu, fassent la demande de changement ».

Jean Menanteau

Réagissez
en direct
sur Minitel
36 15 LEMONDE

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2^{ème} ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui leur permet d'être admis directement en seconde année. L'objectif est de leur donner une formation au management en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait un des tout premiers centres européens de gestion et de management. Les étudiants qui intègrent l'école peuvent accomplir leur scolarité en alternance sous le régime de l'apprentissage.

Prochaine session

pour la rentrée 1995 :

du 6, 7 et

8 septembre 1995

Date limite de dépôt des

dossiers de candidature :

30 juin 1995

Documentation

et dossier d'inscription :

ESSEC • Admissions • B.P. 105

95021 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : (1) 34.43.31.26

ESSEC - Enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.
Affilié à la CCI de Versailles Val-d'Oise - Yvelines, membre de la Fesc.

Rêves de salariés

Une certaine usure, aller voir ailleurs... : ils sont nombreux à la recherche de « sens »

Dans son travail, elle dit qu'il est intéressant intellectuellement, bien payé, et consultant d'Algeco, « les entreprises ont sur ces questions une attitude individualiste alors que le problème soulevé est largement d'ordre collectif ». Conclusion de Jean-François Carerra : « Le sujet passionne encore peu, même si on en parle beaucoup ».

« L'aménagement du temps de travail redevient à la mode après un long silence », constate pour sa part Dominique Thiery, vice-président de Développement et Emploi, organisme qu'il a créé en 1981. Il se souvient avoir été sollicité à l'époque sur les questions de flexibilité interne, alors que le mot n'existait pas, par une bonne cinquantaine d'entreprises. Aujourd'hui, l'appel de Développement et Emploi est de nouveau requis par quelques entreprises industrielles. Et, pour l'heure, l'essentiel de l'approche de cet organisme consiste surtout à convaincre les directions que l'aménagement du temps est chose complexe à mettre en place. « Le processus comporte une dimension organisationnelle, une négociation sociale, une communication individuelle », observe Dominique Thiery. L'organisme conseil doit en conséquence être capable d'appréhender ces trois registres. Force est de reconnaître que peu de cabinets sont susceptibles de pouvoir le faire ».

Complexité de la tâche, qui comprend aussi un important volet sociologique, culturel et psychologique, manque de définition de celle-ci et faiblesse de la demande font que les cabinets accompagnent encore peu les entreprises dans leur réflexion, si toutefois elles y réfléchissent vraiment. Ainsi que le fait remarquer un consultant de la CEGOS, « les nouvelles formes d'organisation du travail soulèvent des problèmes inédits comme chaque fois que se dessine une évolution ». Ce sont donc les juristes d'entreprise qui, pour l'heure, ont du pain sur la planche. Serait-il devenu urgent d'attendre ? Et Jean-François Carerra d'affirmer : « Il n'est pas exclu que ce soient les salariés eux-mêmes qui, le temps venu, fassent la demande de changement ».

Chaque fois que les relations se dégradent au bout, cette envie d'autre chose resurgit comme un serpent de mer. Elle envisage alors de créer sa propre boîte avec quelqu'un qui partagerait la même vision de l'engagement professionnel. « J'ai envie de me battre pour mon salaire, de me battre au fond tout en étant sûr d'avoir un retour sur investissement professionnel. Mais je veux également préserver un équilibre entre ma vie professionnelle, ma famille et les loisirs. » Il ne sera pas facile de concilier le tout, elle en est bien consciente. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Geneviève n'est pas encore passée à l'acte. Quitter le statut de salarié, ce n'est pas évident, surtout lorsque l'on a un conjoint qui travaille en indépendant. « Pour lui, avec mon salaire, je représenterais un peu la sécurité. Si je me lance et que cela se passe mal, je risque de le stresser. Si c'est pour arriver au divorce dans deux ans, le jeu n'en vaut pas la chandelle. C'est un autre facteur à prendre en compte ».

DISPENSE

Créer son entreprise, Denis y pensait depuis quelques années. Comme une expérience qu'il aimerait bien tenter à un moment ou à un autre de son existence. Avec deux collègues, il avait « commencé à gambberger ». Mais il fallait résoudre les difficultés liées au financement, à l'idée et au temps. Et puis, l'opportunité s'est présentée. Ils profitent alors d'un plan social au sein de l'entreprise d'information qui les employait tous les trois et qui proposait d'aider les salariés le souhaitant à créer leur propre structure. « J'avais quinze ans d'entreprise, une certaine usure, l'envie d'aller voir ailleurs. Mais il n'est pas facile de s'adapter à une autre culture d'entreprise, surtout après être passé dans une boîte aussi marquée culturellement que celle-ci ».

« L'activité économique qui se développe actuellement, explique-t-il, est extraordinairement différente de celle des années 1950 à 1970. Tout ce sur quoi nous vivons – un certain type de code du travail, de syndicalisme, d'encadrement et de formation – s'est construit dans le contexte des grandes usines tayloriennes. Et voilà que l'emploi se déplace vers de petites entreprises de services. Les grandes sociétés elles-mêmes éclatent, se fragmentent, y compris les « usines à services » que sont les banques, les assurances ou les grands services administratifs. Et, souligne-t-il, « cela n'est pas dû au hasard ». Les nouvelles technologies, l'éclatement des marchés (du fait d'une demande qui se diversifie sans cesse davantage), la pression de la concurrence et un certain désir chez les individus d'être moins enclavés : tout se conjugue pour imposer un façon différente de travailler. D'autre part, « les études récentes aboutissent à la même conclusion : les seuls emplois qui se développeront d'ici vingt ans seront centrés sur la relation de personne à personne – du commercial au psychosocial, de la santé à la sécurité – tout domaine où l'on n'a rien à faire des horaires rigides de l'entreprise taylorienne, mais qui réclament au contraire souplesse et adaptation. » On pourrait multiplier les constats de ce type, qui conduisent tous à la même conclusion : le retour au salariat « classique » est un mirage. Mais cette mise en garde n'est pas à sens unique. « Gardez-vous à droite !... », semble dire Bernard Brunhes. Il faut certes assouplir et analyser le code du travail pour l'adapter aux formes nouvelles de vie économique. Mais le libéralisme sans frein est ravageur : « N'oubliez pas qu'en Angleterre comme aux Etats-Unis des millions de personnes sont au-dessous du seuil de pauvreté tout en travaillant à temps plein ! Il faut élaborer un véritable programme pour le travail indépendant, des contrats de travail d'un type nouveau. C'est d'autant plus indispensable que le nouvel univers économique « exclut ceux qui ne lui conviennent pas », par nature et indépendamment du chômage, au nom de la productivité, de la qualité et de la réduction des coûts. Le code du travail pourrait être reconstruit autour de quelques règles essentielles : il instaurerait la souplesse tout en posant des verrous pour empêcher les maîtres du jeu économique d'en abuser et il laisserait le soin aux partenaires sociaux de préciser les règles en fonction de chaque situation. Mais dire cela, ce n'est guère qu'exprimer un vœu pieux : « Pour jouer ce rôle, les syndicats devront se renforcer et s'unir. D'ici là, je suis très inquiet ».

Catherine Leroy

Une place dans la vie sociale

Le retour illusoire au salariat classique

LES mesures ponctuelles pour lutter contre le chômage ne seraient-elles que pansements sur une jambe en bois ? Certains jours, Bernard Brunhes en convient, « découragé » par les singularités « myopiques » des débats et la « prudence » abyssale des politiques. Mais cet ancien haut fonctionnaire, spécialiste des questions économiques, patron d'un cabinet de management des ressources humaines et d'études des problèmes sociaux (devenu aujourd'hui le groupe Bernard Brunhes), n'en continue pas moins de marteler ses analyses : le chômage a atteint un niveau tel que les fondements même du contrat social s'en trouvent ébranlés. Il faut carrément « réinventer le travail ».

« L'activité économique qui se développe actuellement, explique-t-il, est extraordinairement différente de celle des années 1950 à 1970. Tout ce sur quoi nous vivons – un certain type de code du travail, de syndicalisme, d'encadrement et de formation – s'est construit dans le contexte des grandes usines tayloriennes. Et voilà que l'emploi se déplace vers de petites entreprises de services. Les grandes sociétés elles-mêmes éclatent, se fragmentent, y compris les « usines à services » que sont les banques, les assurances ou les grands services administratifs. Et, souligne-t-il, « cela n'est pas dû au hasard ». Les nouvelles technologies, l'éclatement des marchés (du fait d'une demande qui se diversifie sans cesse davantage), la pression de la concurrence et un certain désir chez les individus d'être moins enclavés : tout se conjugue pour imposer un façon différente de travailler. D'autre part, « les études récentes aboutissent à la même conclusion : les seuls emplois qui se développeront d'ici vingt ans seront centrés sur la relation de personne à personne – du commercial au psychosocial, de la santé à la sécurité – tout domaine où l'on n'a rien à faire des horaires rigides de l'entreprise taylorienne, mais qui réclament au contraire souplesse et adaptation. » On pourrait multiplier les constats de ce type, qui conduisent tous à la même conclusion : le retour au salariat « classique » est un mirage. Mais cette mise en garde n'est pas à sens unique. « Gardez-vous à droite !... », semble dire Bernard Brunhes. Il faut certes assouplir et analyser le code du travail pour l'adapter aux formes nouvelles de vie économique. Mais le libéralisme sans frein est ravageur : « N'oubliez pas qu'en Angleterre comme aux Etats-Unis des millions de personnes sont au-dessous du seuil de pauvreté tout en travaillant à temps plein ! Il faut élaborer un véritable programme pour le travail indépendant, des contrats de travail d'un type nouveau. C'est d'autant plus indispensable que le nouvel univers économique « exclut ceux qui ne lui conviennent pas », par nature et indépendamment du chômage, au nom de la productivité, de la qualité et de la réduction des coûts. Le code du travail pourrait être reconstruit autour de quelques règles essentielles : il instaurerait la souplesse tout en posant des verrous pour empêcher les maîtres du jeu économique d'en abuser et il laisserait le soin aux partenaires sociaux de préciser les règles en fonction de chaque situation. Mais dire cela, ce n'est guère qu'exprimer un vœu pieux : « Pour jouer ce rôle, les syndicats devront se renforcer et s'unir. D'ici là, je suis très inquiet ».

NÉCESSAIRE

Economiste devenu sociologue (1), Jean-Louis Laville a en commun avec Bernard Brunhes de refuser de considérer le niveau actuel du chômage comme le simple fruit d'une crise momentanée. Il en appelle à plus de lucidité : « Quand cessera-t-on de se comporter comme si l'on ne voulait pas désespérer Billancourt, alors que Billancourt n'existe plus ? » Tous deux également considèrent comme absolument

évolutions en cours aux Etats-Unis et au Japon, et soulignent dans leurs ouvrages respectifs que le travail perd de sa centralité, qu'il ne peut plus être le temps dominant. André Gorz évoque « la société du temps libre ». Jacques Robin parle de « temps libre ». Tous deux le disent et le répètent : il faut cesser d'admettre que le travail est la source majeure de la cohésion sociale et que la croissance est un remède miracle.

CRÉATIVITÉ

« L'activité, argumente Jacques Robin, doit se substituer progressivement au travail. Le vrai problème est de gérer le temps choisi, qui ne doit pas être un temps vide, un temps passé à regarder la télévision par exemple. La créativité qui est en chacun de nous doit s'exprimer et une solidarité sociale s'en construire. » Cette mutation, poursuit André Gorz, sera possible si nous consentons à ces nouvelles activités (associatives, éducatives, culturelles, etc.) les mêmes droits et pouvoirs que ceux octroyés aux formes classiques d'emploi qui ont servi de modèles jusqu'à maintenant.

Décidés à tenir un discours de vérité, les deux hommes reconnaissent qu'il s'agit aussi d'une réalité vertigineuse que les hommes politiques ont souvent du mal à appréhender. Ils ne s'étonnent donc pas d'avoir été ainsi peu écoutés. « Il y avait une sorte de tabou, estime André Gorz. La priorité affichée dans les années 70 visait plutôt à rattraper l'Allemagne en termes de productivité et de performance. Le reste n'intéressait guère. » Les politiques peuvent peut-être rattraper le temps perdu. Jacques Robin et André Gorz savent que les mentalités vont évoluer lentement et que la transition sera longue : « de l'ordre d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années ». Paroles d'experts.

Marie-Béatrice Raudet

nécessaire la réduction du temps de travail. Mais l'intérêt de Jean-Louis Laville se porte plus particulièrement sur l'effet des réalités économiques nouvelles : « Nous vivons une crise de l'intégration par l'emploi salarié. Chômage et exclusion n'en sont que des révélateurs », assène-t-il. Pendant des décennies, le salariat a structuré la vie individuelle, comme la société dans son ensemble. Du coup, son reflux actuel est synonyme de désintégration d'un monde.

S'il est incontournable de développer des « activités » nouvelles, il faut donc qu'elles aient une capacité intégratrice. Or on a choisi jusqu'ici de le faire sous une forme « émietlée » de l'emploi domestique individuel ou dans le cadre de sous-statut, comme les travaux d'utilité collective (TUC) et les contrats emploi-solidarité (CES). « Des impasses ! » La solution est à chercher ailleurs, dans l'étude attentive – trop négligée par les théoriciens en chambre des services de l'avenir – de ce que d'innombrables groupes locaux élaborent depuis quelques années : des structures, d'apparence utopique, mais que l'on retrouve dans l'ensemble du monde occidental. De véritables emplois salariés (normalement payés et protégés) s'y juxtaposent à une part de bénévolat, qui a le double intérêt de souligner l'utilité sociale de l'activité réalisée et d'en abaisser le coût. Des personnes d'expérience, que le travail « classique » a rejetées, et des jeunes en quête d'une première initiation s'y mêlent à des professionnels qualifiés.

La grande force de telles initiatives vient de ce qu'elles sont portées par le désir, la volonté de trouver, on de retrouver, une place dans la vie sociale à travers une activité qui a un sens. Même si leur nouveauté déconcerte, « il est temps de les prendre au sérieux et de construire les politiques qui leur permettront de se développer ».

Marie-Claude Betheder

هذا من لاصل

Prudence politique

Le plus souvent, la prudence est de règle, et le salariat reste la référence de base

Y penser toujours, n'en parler jamais... A lire la plupart des programmes des candidats à l'élection présidentielle, le travail salarié reste la référence obligée des grandes familles politiques. Certes, depuis le temps que les gouvernements échouent à ralentir la progression du chômage, bien peu osent encore évoquer ouvertement ce que cette adhésion indéfectible au salariat implique en terme de promesse de retour au plein-emploi. Faisant partie de ces rares exceptions à aller jusqu'au bout de leur raisonnement, le Parti communiste continue imperturbablement à plaider en faveur de « la transformation des contrats o.d.s. en emplois stables, normalement rémunérés ». Mais au détriment de toute crédibilité économique... De l'autre côté de l'échiquier politique, Valéry Giscard d'Estaing assume lui aussi ses responsabilités en affirmant haut et clair que « l'enjeu dominant » d'ici à l'an 2000 « devrait être le retour au plein-emploi ». Dans son dernier ouvrage intitulé *Dans cinq ans, l'an 2000*, l'ancien président de la République estime que l'accomplissement de « cet objectif stratégique » relève avant tout d'« une affaire d'organisation et de volonté ». Et de qualifier de « défaitistes » tous ceux qui se contentent de promettre qu'ils « essaieront de diminuer le nombre de chômeurs ».

ASPIRATION

Reste que, pour l'ancien président de la République comme pour la majeure partie de la classe politique, les solutions avancées pour lutter contre le chômage se limitent toujours et encore à une redistribution du travail - sous-entendu, des salariés - en direction de ceux qui n'en ont pas. Seules les dynamiques sur lesquelles s'appuie cette redistribution de l'existence humaine, pour citer Valéry Giscard d'Estaing et Edouard Balladur jouent sur l'intérêt supposé des entreprises pour des formules de recrutement de moins en moins onéreuses : contrats subventionnés par les pouvoirs publics, transferts de charges patronales aux contribuables. Au oom des socialistes et des écologistes, Lionel Jospin et Dominique Voynet préfèrent mi-

ser sur l'aspiration naturelle des salariés au temps libre.

Dans ce concert unanime, rares sont donc les voix à faire entendre une musique différente. C'est assurément le cas d'Alain Madelin qui, en fidèle de l'idéologie libérale, prêche en faveur d'une société où chaque citoyen serait son propre maître. Promoteur de la loi du 11 février 1994 relative aux entrepreneurs individuels, le ministre des entreprises a d'ores et déjà mis en application ce principe en présumant que les liens unissant des travailleurs indépendants à des donneurs d'ordre, s'apparentent désormais à des « relations commerciales » et non plus à des relations d'employeurs-salariés.

Sans nul doute, le plus novateur en ce domaine au sein de la classe politique, reste Philippe Séguin, partisan comme Alain Madelin, de Jacques Chirac : « Ce qui est mort, ce n'est pas le travail, mais bien le plein-emploi. (...) C'est pourquoi il nous faut l'abandonner pour tendre vers la pleine activité, c'est-à-dire la situation où chacun trouve une place dans la société », affirmait ainsi, en septembre 1993, le président de l'Assemblée nationale, à la tribune du congrès national de la Coordination des organismes d'aide aux chômeurs par l'emploi. Avant de parvenir à ces conclusions, Philippe Séguin observe que « l'absence d'activité détruit, en réalité, l'identité sociale et jusqu'à la personnalité de ceux qu'elle frappe ». « C'est un cancer qui s'attaque à toutes les cellules de la société, de la famille à la région et de l'entreprise à la ville ». A contrario, « le travail et, plus généralement, l'utilité sociale demeurent le fondement du statut et de la dignité dans les sociétés modernes ». C'est aussi le meilleur moyen de préserver la citoyenneté des exclus et donc les fondements de notre démocratie. Pour résumer, il s'agit de l'insertion, « l'insertion s'opère sur les « gisements d'activité inexploités par les entreprises », par manque de rentabilité, dans le secteur des services aux personnes et aux sociétés : « Ce sont là des besoins réels auxquels il peut être répondu par la création d'une offre que le marché ne fait pas le plus souvent émerger de manière spontanée... ».

Valérie Devillechabrolle

Précision. A la suite de notre dossier consacré au « retour des consultants » (« Initiatives » du 1^{er} mars), M. Bertrand A. Durand, directeur du cabinet CNPG Conseil, nous prie de préciser que le cabinet a été créé en 1966 et a opéré dans le secteur du conseil en ressources humaines depuis cette date.

En 1986, précise-t-il, « à la demande de certains consultants souhaitant bénéficier d'un stock option, une filiale a été créée sous le nom de CNPG Ressources Humaines S.A. En décembre 1992, au plus fort de la crise, j'ai décidé d'arrêter cette structure déstabilisée par des consultants succombant à la morosité ambiante ». Depuis, CNPG Conseil a repris une activité d'outplacement.

eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

PROCHAINE SESSION

(reprise des cours : Octobre 1995)

18 et 19 Mai 1995

Date limite d'inscription : 22 Avril 1995

Renseignements - Inscriptions

ECOLE SUPERIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUEES

1, rue Bouguinville, 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-59

Etablissement privé d'enseignement supérieur

Fondé en 1949 - Reconnu par l'Etat

Diplôme visé par le Ministère de l'Education nationale

A partir d'un certain niveau de responsabilités, on rencontre souvent un Ancien du Collège des Maîtres ESSEC.



Holim Saad
M.S. ESSEC d'Administration Financière 1988
Maîtrise et DEA Physique chimie, Paris VI,
Vice-Président (Paine Webber).

Neuf formations de 3^{ème} cycle

- M.S. Gestion Marketing
- M.S. Management et Ingénierie Logistique
- M.S. Droit des Affaires Internationales et Management
- M.S. Techniques Financières
- M.S. Management des Systèmes d'Information et de Décision
- M.S. Gestion Achats Internationaux
- M.S. Gestion des Entreprises Agro-alimentaires (en partenariat avec l'ESGRI, l'INRA et l'INAP)
- M.S. Assurance - Finance
- M.S. Gestion des Collectivités Locales et Environnement Urbain
- M.S. Vente et Stratégie du Changement



Closure des inscriptions

vendredi 5 mai 1995

Collège des Maîtres ESSEC
Avenue Bernard Hirsch • 8.P.105 • 95021 Cergy - Pontoise Cedex
Téléphone : (1) 34.43.30.83 • Télécopie : (1) 34.43.30.30



Executive MBA

Faire la différence

Totalement compatible avec la vie professionnelle, l'Executive MBA est réservé aux jeunes managers à fort potentiel. Ce programme constitue un atout décisif dans le développement de leur carrière. Basé sur les principes d'interaction et d'innovation, l'Executive MBA d'ESSEC IMD est le fruit de l'expérience et de l'excellence du corps professoral international de l'ESSEC.

Prochaine session :
juillet 1995 à octobre 1996.
85 jours échelonnés
(vendredi/samedi).

INTERNATIONAL
MANAGEMENT
DEVELOPMENT

(1) 46 92 21 00

VIVIANE HENRIOT
CATHERINE BOURGEOT
CNIT, BP 230, 92055 Paris-La Défense.

Stag. Oblig.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^{ème} CYCLE
MANAGEMENT ET
DEVELOPPEMENT
DES RESSOURCES
HUMAINES

- 9 mois de formation
- 6 mois de mission en entreprise

Admission :
Diplômés de l'enseignement supérieur
(écoles d'ingénieur, écoles de commerce,
IEP, maîtrise,...)

Information sur rendez-vous :
Christine Valfrey, Tél. 40 03 15 88

IGS, 12 rue Alexandre Parodi - 75010 Paris

Etablissement privé d'enseignement supérieur

Nom	Prénom
Adresse	Ville
Code Postal	
Niveau d'études	
Je souhaite recevoir une documentation détaillée sur le 3 ^{ème} Cycle	
Coupes à retourner à IGS, 12, rue Alexandre Parodi - 75010 Paris	

ESSEC

PROGRAMME DOCTORAL

Pour devenir professeur, chercheur, conseiller en gestion et économie d'entreprise

- Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AIX-ESSEC ou autre université
- Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Economie
- Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
- Durée des travaux : 2 à 3 ans
- Possibilités de bourses de recherches significatives

- Pré-recrutement possible en DEA "Sciences de Gestion" IAE d'Aix-ESSEC ou Paris X - ESSEC - HEC
- Diplôme requis : 2^{ème} cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion.

■ Date limite des candidatures : 15 juin 1995

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
Groupe ESSEC • BP 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex France
Téléphone : 33 (1) 34.43.30.85



■ Etablissement de la Chaire de Commerce et d'Industrie de Versailles.
Programme bénéficiant du soutien de la FNEGE.
(Fédération Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises).
Groupe ESSEC, Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé.

Le Monde éditions

Dessins de Plann.
L'Histoire au jour le jour.
L'Album du Festival d'Avignon

36 15 LEMONDE

PCS

Préparation Commerciale Supérieure

Centre de Préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1978

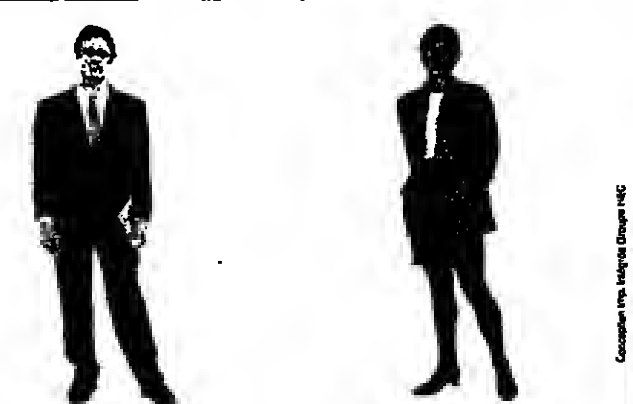
- Classes prépa. ESC et classes pilotes HEC.
- Corps professoral réputé.
- Suivi personnalisé et groupes homogènes.
- Admission sur dossier pour bacheliers S, ES, L.

Classes pilotes HEC

Conditions d'admission
• Voies générale et économique pour les bacheliers titulaires d'une mention et les admissibles aux concours.
• Dépôt des dossiers à partir de janvier.

PCS Groupe E.S.L.S.C.A.
1, rue Bouguinville 75007 Paris -
Tél. : (1) 45-51-32-59.
Enseignement Supérieur Privé

Une vocation,
un métier :
professeur
chercheur



Philippe AUBIER
Professeur
Université Montpellier II
Agréé en sciences de gestion
Docteur HEC

Vous souhaitez être au cœur des développements les plus avancés en gestion et participer à l'éducation des futurs dirigeants d'entreprise : le Groupe HEC

Pour tout renseignement, retourner ce coupon à :
DOCTORAT HEC : 1 rue de la Libération - 75361 Jouy-en-Josas Cedex - Tél. : (1) 89 67 72 38

Nom	Prénom
Adresse	
Diplôme	
Université/Ecole	

Date limite de dépôt des dossiers : 15 mai 1995

Pascale VIALA
Professeur adjoint
Université de Montréal
DEA Finance
Docteur HEC

vous propose une formation à la recherche et au métier de professeur de management (en contrôle, finance, marketing, ressources humaines et stratégie).

Dossier (suite)

Syndicat en chantier

La CFDT a décidé de lancer une vaste enquête auprès des salariés sur les mutations en cours dans le monde du travail

AMÉNAGEMENT ou réduction du temps de travail, flexibilité interne ou externe, autonomie et mobilité accrue des salariés, contrat de travail ou contrat commercial, développement de la sous-traitance, précarité et exclusion, etc. En vingt ans de crise, le monde du travail a connu de sévères remises en cause. Les prévisions d'une France où le salaire occuperait près de 100 % de la population active sont remises en question. Les pénibilités ne disparaissent pas, elles changent de nature. C'est pour prendre en compte l'ampleur de ces mutations que la CFDT a engagé une enquête « Le Travail en questions ». La décision a été prise par le bureau national de la CFDT en septembre 1994 et le coup d'envoi a été lancé en janvier.

Il ne s'agit pas de la énième enquête commandée à des experts à partir d'un échantillonage de salariés sondés, mais d'une démarche à la fois plus ambitieuse et plus neuve. C'est avant tout un grand chantier syndical. L'enquête sera menée sur le terrain auprès de 50 000 salariés par différentes fédérations du syndicat. L'objectif est d'être à l'écoute des salariés, de comprendre leurs réactions et leurs aspirations face au travail. Le tout en vue de se placer en situation d'anticipation sur le thème du travail et de construire des plateformes revendicatives, à partir des attentes des salariés.

PROXIMITÉ

Pour la CFDT, il s'agit de retourner à l'essence même du rôle des syndicats. Pendant un siècle, avancées sociales et luttes syndicales ont toujours été conduites de pair. Dans la foulée de la campagne de requalification, entreprise par la CFDT au milieu des années 80, ce chantier d'envergure nationale veut renouer avec les contacts de proximité, recréer un véritable lien entre ses mandataires (syndicats, adhérents) et les salariés. En fin de compte, « renouer les cordons syndicaux à l'usine ».

Quatre grands thèmes, qui assurent le cadre général de l'enquête, ont d'ores et déjà été rete-

nus : diversité des situations salariales et contrats de travail ; évolution entre temps passé au travail et temps hors travail ; impact des nouvelles technologies ; nouveaux modes de gestion des entreprises et leurs conséquences sur l'organisation et les conditions de travail. A l'intérieur de ce cadre, chaque fédération doit choisir un thème et son public. Huit organisations ont déjà répondu présent à l'appel. La Fédération communication et culture a, par exemple, retenu le thème de la précarité chez les salariés pigistes à la télévision, dans l'édition, la presse et les agences de publicité ; celle des services de santé et des services sociaux a choisi le travail de l'équipe soignante dans les hôpitaux. La FGE (gaz-électricité) s'intéresse au déficit de dialogue dans les établissements, etc.

Un premier compte rendu de ces investigations est prévu en mai-juin, mais l'enquête doit se poursuivre jusqu'en 1996 auprès d'autres fédérations de métier ou d'unions régionales interprofessionnelles. La méthode d'enquête comporte trois volets. Un volet local, conduit par la section syndicale, privilégie l'écoute des salariés en recourant à des questions ouvertes qui leur permettent la plus large expression. Un second volet, fédéral, englobe des questions plus fermées relatives au thème choisi par chaque fédération. L'idée est de cerner des intérêts communs au niveau d'une branche ou d'une profession. Enfin, sur le plan confédéral, les questions fermées seront liées aux quatre grands thèmes. Pour la synthèse générale uniquement, la CFDT aura recours à un comité scientifique en cours de constitution.

Du dépouillement de cette enquête devrait résulter une connaissance plus fine de la réalité des entreprises que les syndicalistes ont peu à peu perdue. En réhabilitant son rôle d'enquêteur social, la CFDT veut reprendre l'initiative du temps de travail. Il s'agit de faire pièce aux propositions qui émanent des organisations patronales (CNPF, UIMM, CJD, etc.). Il revient aux syndicats de porter les revendications sur les lieux de travail. Un des enjeux de demain, pour la CFDT, est de s'assurer que les mutations en cours dans le monde du travail s'accompagnent bien de garanties collectives pour les salariés.

Alain Beuve-Méry

TRIBUNE

Nous n'avons pas su trouver de substitut au travail

PAR DENIS CLERC

On croyait pouvoir s'en passer, mais ce n'était qu'un rêve : la société sans travail, ou avec peu de travail est peut-être techniquement possible, elle ne l'est pas socialement. Depuis un siècle et demi, nous avons multiplié par plus de trente l'efficacité moyenne de chacune des heures travaillées. Marx voyait dans ce formidable accroissement des « forces productives » le gage d'une société libérée du travail, donc de l'aliénation. Or c'est l'inverse qui se passe : nous n'avons pas su trouver de substitut au travail. Ce dernier demeure le mode de socialisation essentiel : il procure non seulement le revenu, mais aussi le statut et les droits sociaux. Il est le principal créateur de lien social. Être privé d'emploi, ce n'est pas seulement tomber dans la précarité économique, faute de revenu, c'est aussi être privé de relations, de rôle, de fonction. Bref d'utilité reconnue. L'homme sans travail a besoin de la société pour vivre, mais la société n'a plus besoin de lui : le drame du chômage est d'abord là, dans cette perte de la dignité, dans ce renvoi aux poubelles de l'histoire.

Certains parlent de substituer l'activité au travail. De deux choses l'une : ou bien cette activité dont ils parlent est un travail, socialement utile, qui doit donc être reconnu comme tel par la société, et rémunéré comme tel. Ou bien ce n'en est pas un, mais une occupation sans utilité sociale, « petit boulot » de créateur de chausures, de poinçonneur de métro,

sous-rémunéré parce que sans intérêt social : alors, il s'agit d'une fausse piste, d'un emploi « Canada dry » ; si, à la société dualiste qui sépare les travailleurs des sans-emploi, on substitue une société dualiste, qui sépare les vrais emplois des faux, où est le progrès ?

L'emploi pour tous est donc la seule visée socialement acceptable, la seule perspective que l'on puisse se fixer si l'on ne veut pas pérenniser la fracture qui parcourt notre société. Mais cela suppose deux conditions : d'abord qu'il soit créé un nombre suffisant d'emplois. Ensuite que tous les candidats puissent trouver chaussure à leur pied. Sur le premier point, il est clair que l'on n'y parviendra qu'en utilisant tous les registres de la politique de l'emploi : allègement de charges, solvabilisation de la demande et, surtout, réduction de la durée du travail, puis, qu'il s'agit là, chacun en est conscient, de la principale variable d'ajustement dont nos sociétés disposent sur le long terme. En un siècle et demi, la durée effective du travail sur une vie humaine a été divisée par trois : grâce à quoi la croissance économique a un sens, et le nombre d'actifs occupés a pu augmenter sensiblement malgré les gains de productivité.

La deuxième condition est moins évidente : pour que l'emploi pour tous redonne une réalité, encore faut-il que les exclus de l'emploi ne soient pas victimes de pratiques sélectives d'embauche. Or c'est le cas : les chômeurs de longue durée, les femmes, les jeunes sans diplôme, ceux sans expérience, etc. ont tendance, dans

la file d'attente de l'embauche, à voir les candidats mieux placés les dépasser. Ainsi tombent-ils dans la trappe à chômage, d'où il leur est très difficile de sortir sans un sérieux coup de main.

Ce coup de main, les organismes qui s'occupent d'insertion par l'activité économique le leur donnent. C'est pourquoi il est important que de tels organismes existent. Ils sont la preuve concrète que la notion de solidarité existe encore dans notre société. Les entreprises d'insertion, les associations intermédiaires, les régies de quartier, les centres d'hébergement et de réadaptation sociale sont l'honneur de notre société, la manifestation concrète du refus d'un égoïsme inhumain.

Hélas ! ils risquent fort de n'être que notre bonne conscience : dépourvus de moyens, ces organismes ne suffisent évidemment pas à la tâche : tous réunis, ils représentent moins de vingt mille postes de travail. Certes, il est important qu'ils existent, et ces vingt mille postes représentent en réalité beaucoup plus, puisqu'ils matérialisent que le social, aussi, peut être producteur, qu'il ne s'agit pas seulement de charité, mais de construction de l'homme. En ce sens, les entreprises d'insertion annoncent un autre type d'économie, dans lequel ce que l'on fait sert à ceux qui le font, une société dans laquelle la production produit des hommes, en même temps que des choses. Nous en sommes loin. Ne serait-ce que par la modestie des sommes que les pouvoirs publics acceptent d'y mettre aujourd'hui. Comme s'ils crai-

gnaient que cette économie pour l'homme ne soit destructrice de l'économie pour l'argent qui est la règle de notre société.

Mais ne soyons pas aveuglés. Il n'est pas de médaille sans revers. Les activités d'insertion par l'économie peuvent aussi être dévoyées : lorsqu'elles servent de prétexte à des formes de déqualification, comme si l'on voulait expérimenter une sortie en douceur du droit du travail, construit depuis un siècle pour que l'homme travailleur ne soit pas une marchandise comme les autres. La création du chèque-service peut permettre le retour à l'emploi d'hommes et de femmes qui en étaient exclus. Mais il peut permettre aussi d'expérimenter la fin du contrat de travail, le retour au louage de services du code Napoléon, au début du XIX^e siècle. L'enfer est pavé de bonnes intentions.

La conclusion est claire : l'insertion par l'activité économique est indispensable. Mais elle doit faire l'objet d'une vigilance forte de la part des acteurs sociaux, pour que la défense du faible ne se mue pas en une destruction des garanties sociales. Sous prétexte de social, tous les coups ne sont pas permis. C'est notre responsabilité collective de faire en sorte que l'insertion par l'activité économique ne soit pas le camouflage d'un retour à des formes de précarité et d'exploitation qu'un siècle de luttes sociales avait permis de limiter.

* Denis Clerc est directeur du mensuel Alternatives économiques.

LIVRE

Un rendez-vous manqué

LE TÉLÉTRAVAIL, vague de fond ou engouement passager, de Geneviève Gontier, Centre d'études pour l'emploi, dossier 4, nouvelle série, 1994, 79 p., 90 F.

Par le seul titre de son étude, c'est bien à une question de fond que tente de répondre Geneviève Gontier, chercheuse au centre d'études de l'emploi (CDE). Une étude bienvenue car, près de vingt-cinq ans plus tard, ce concept de télétravail, né au début des années 70 s'avère toujours difficile à définir. L'auteur a donc beau jeu de rappeler que, dans sa définition large, cette forme d'activité n'est pas nouvelle. Même si les liaisons par câble n'existaient pas, le travail à domicile des femmes au siècle dernier - dans la confection

par exemple - comportait une part de flexibilité déjà appréciée par les donneurs d'ordres.

Le mariage de l'informatique et des télécommunications a certes bouleversé la donne. De manière sans doute trop rapide, beaucoup ont vu dans le télétravail un outil capable de bouleverser les structures du travail et de l'entreprise et de générer des emplois nouveaux, voire une manière de réorganiser le territoire français. Dans le même temps, la tendance bien réelle et de plus en plus accrue de délocalisation d'une grande partie des tâches et la flexibilité souhaitée par les entreprises sont venus renforcer cet engouement.

Le mérite de l'étude conduite par Geneviève Gontier est de rappeler que la « vague de fond » n'a pas été au rendez-vous : même si le télétravail comporte des opportunités certaines à l'intérieur de l'Hexagone, changement de lieu de travail ne veut pas dire création d'emplois. De plus, l'Insee n'est pas en mesure d'évaluer le nombre de travailleurs, indépendants ou salariés, relevant du télétravail à domicile. La seule référence est l'étude réalisée en 1993 par Thierry Breton, qui fait état d'environ 16 000 personnes concernées. Il en était prévu 300 000 ! En revanche, si l'on englobe les activités des télésecrets (télémarketing, télésecrétariat, recouvrement de créances, télétraduction...), le champ s'avère être moins restrictif. C'est ainsi que le télémarketing emploierait 30 000 personnes et le télésecrétariat 5 000. Toutes activités confondues, on parviendrait à 120 000 personnes.

Des chiffres très « fluctuants », comme le précise l'étude, dans la mesure où ces « activités utilisent souvent un personnel précaire ». Enfin, la dernière partie de l'étude examine les avantages et les risques du télétravail. Notamment pour ce qui concerne la relation des salariés à leur entreprise et la nature du contrat de travail. Conclusion de l'auteur : « Le télétravail en est aujourd'hui encore au stade d'une technique nouvelle et de marchés à explorer (...). Il remet en cause les formes d'organisation et d'évaluation du travail. A ce titre, il ouvre de vastes perspectives de recherche. »

J. M.

ECHOS

FORMATION

■ Michel Etraud, ministre du travail et de la formation professionnelle, et Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, ont signé avec l'Association nationale des industries agroalimentaires (ANIA) un accord-cadre de développement de la formation. Objectif : favoriser les actions de formation qualifiante dans les PME-PMI. L'Etat consacrera 105 millions de francs sur quatre ans. Une formation devrait être ainsi offerte à 15 000 salariés supplémentaires.

HÔTELLERIE

■ Le groupement pour l'emploi des diplômés de l'enseignement hôtelier (Gedeh) a mis en œuvre un serveur télématique (3615 GDEH) qui doit permettre de développer une communication interactive entre l'offre et la demande. Les employeurs peuvent avoir accès au fichier des demandeurs d'emploi, anciens élèves diplômés des écoles hôtelières. Ceux-ci pourront prendre connaissance des offres correspondant à leurs recherches. Contact : Lycée hôtelier, place François-Rabelais, 78280 Guyancourt.

ARMÉES

■ Le Centre militaire de formation professionnelle (CMFP) et Manpower ont signé une conven-

tion dont l'objectif est de multiplier les « chaînes » d'insertion offertes aux personnels issus de l'armée de terre et d'aider les entreprises à recruter les professionnels dont elles ont besoin. Situé à Fontenay-le-Comte, le CMFP bénéficie de l'appui pédagogique de l'AFPA. Il accueille 500 stagiaires par an.

Par ailleurs, l'association des anciens officiers de vaisseau dans les carrières civiles (AOVC) a entrepris, avec des experts du monde de l'entreprise, un cycle de conférences dans un but d'enrichissement mutuel. Les prochaines rencontres se dérouleront à l'Ecole militaire les 4 et 25 avril. Elles porteront sur les « métiers de la marine, métiers de l'entreprise ». Contact : Marc Roure. Tél. : (1) 45-72-40-40.

CADRES

■ Selon l'Agence nationale pour l'emploi des cadres (ANPEC), 5 098 postes ont été offerts aux cadres par voie de presse au cours du mois de janvier 1995. Toutes les fonctions progressent, notamment celles liées à la production. Si la tendance se poursuivait tout au long de l'année, note l'ANPEC, on retrouverait un niveau moyen comparable à celui de l'année 1991 (4 900 postes par mois).

Jeux de mots

36 15 LEMONDE

" Le seul livre de management que tout dirigeant devrait lire cette année..." L'Expansion
" Dès les premières pages, on a le sentiment d'une révélation."

Les Echos

Stratégies audacieuses pour prendre en main le devenir de votre secteur et créer les marchés de demain

LA CONQUÊTE DU FUTUR

Gary Hamel, C.K. Prahalad



InterEditions

ITINÉRAIRES POUR L'EMPLOI

- LE MAGAZINE -

Francine AIZICOVICI

reçoit cette semaine

Frédéric DO

responsable de l'insertion à l'ANCE

Une émission diffusée par 375 radios locales (Liste des horaires et des fréquences sur 3615 EMPLOI)



Une production de l'agence ITINÉRAIRES, Lyon 04-78-40-00



Glass Europe

CA : 3,2 milliards de francs, 3200 personnes, 3 usines en France, 3 usines en Italie, 15 filiales en Europe. Nous sommes rattachés à un groupe international de 35 000 personnes leader mondial dans les domaines du verre, de la chimie et de la peinture. Nous recherchons pour notre division VERRE AUTOMOBILE notre

FUTUR RESPONSABLE QUALITE

Un parcours motivant du process à la qualité

Ingénieur débutant, votre parcours se déroulera dans une de nos unités de production de verre feuilleté automobile.

vous y débutez au sein du service process industrialisation où vous développerez vos compétences techniques en participant à l'exploration des outils de production ainsi qu'à l'étude et à la réalisation des équipements en relation avec le service investissements.

vous réussirez dans cette première mission, vous permettra d'ici environ deux ans de succéder au Responsable Qualité et de vous affirmer dans un poste qui outre le sens de l'organisation et de la négociation, implique autonomie et charisme pour vous faire reconnaître tant auprès des différents services production, logistique et commercial en interne que de la clientèle française et européenne, et de promouvoir notre politique de la qualité totale.

Ce poste implique la maîtrise de l'anglais.

Poste situé à Aniche (proche de Douai) (59).

Ecrire sous réf.
128 2811 SM
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

RESPONSABLE AFFAIRES SOCIALES

Notre société est rattachée à un groupe international leader mondial dans son domaine.

Nous recherchons le responsable des affaires sociales d'une de nos usines (800 personnes). Il s'agit d'une unité moderne tant par son mode de management que par les techniques mises en oeuvre. Un haut degré de responsabilité et d'engagement, une organisation décentralisée, une communication riche et dense favorisent la réalisation d'objectifs ambitieux.

Membre de l'équipe de Direction de l'Etablissement, en collaboration étroite avec le DRH central pour l'élaboration et la mise en oeuvre de notre politique sociale et humaine, vous jouerez un rôle clé dans le développement de notre performance.

La réussite dans cette fonction implique :

- une formation supérieure : Sciences Po, Droit ou équivalent,
- une expérience de généraliste du personnel en milieu industriel et 35 ans environ,
- une évidente envergure personnelle vous permettant d'être reconnu comme un interlocuteur dynamique et avisé par l'ensemble de vos interlocuteurs,
- la connaissance de l'anglais.

Poste ville Ouest France.

Ecrire sous réf.
12C 2763 SM
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Banque

Un parcours riche et original

Diriger un grand projet d'organisation de gestion des coûts

Evoluer vers le marketing opérationnel

Un grand Etablissement financier de l'Ouest de la France particulièrement dynamique et performant souhaite s'adjointre un collaborateur de valeur et de fort potentiel.

Sa première mission - en qualité de Chef de Projet - sera d'élaborer un système permettant de déterminer et de gérer les coûts opérationnels et commerciaux afin :

- d'alimenter les études de rentabilité de clientèle,
- de mettre en place un système de facturation interne,
- de fournir des éléments chiffrés à la politique tarifaire.

La réussite de ce projet important lui permettra d'assumer ensuite des responsabilités opérationnelles de haut niveau au sein de la Direction du Marketing.

Ce parcours conviendrait à un cadre de valeur :

- diplômé d'une école supérieure de gestion ou d'ingénieurs
- ayant 5 ans d'expérience dans un grand cabinet d'audit (ou de conseil) de forte notoriété ou dans un établissement financier lui ayant permis d'acquérir de solides connaissances en comptabilité analytique et calcul de coûts dans le domaine bancaire,
- témoignant de réelles capacités de management,
- alliant la rigueur de la gestion à l'esprit commercial.

Poste basé grande ville Ouest France.

Ecrire sous réf.
12C 2753 SM
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

JEUNE AM, ENSI, ENI...

Un poste formateur et polyvalent dans notre Direction Technique



Nous sommes une PMI très dynamique (40 personnes, CA supérieur à 60 MF, export 90 %), nous faisons partie des premières entreprises mondiales dans l'étude et la réalisation d'équipements de production de fils et câbles métalliques.

Nous sommes rattachés à un Groupe européen de 1500 personnes. Notre développement nous conduit à créer un poste d'Ingénieur rattaché à notre Direction Technique. Après être formé au sein de notre BE, il assumera des responsabilités polyvalentes en particulier dans le domaine de l'après-vente, du planning, des études, de la qualité.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur débutant ayant de préférence effectué des stages dans le domaine des machines spéciales et connaissant la CAO. Dynamique, témoignant d'un excellent esprit d'équipe, ayant le goût de la technique et le sens du client, il sera désireux et capable de participer pleinement à la vie et à l'expansion de l'entreprise au sein d'une structure légère et efficace.

Maîtrise de l'anglais indispensable, connaissance d'une deuxième langue européenne appréciée.

Poste banlieue Est de Paris.

Ecrire sous réf.
12A 2817 SM
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Nous faisons partie d'une société leader européen dans son domaine qui devrait vous permettre d'évoluer dans un contexte de coopération étroite entre les diverses unités de production européenne de notre Groupe.

Votre mission : rattaché au Directeur d'Usine, vous serez chargé de la modernisation et du maintien de l'outil de travail dans une de nos principales usines en France :

- mise au point et réalisation du plan travaux neufs
- organisation et supervision de la maintenance, le cadre responsable de celle-ci vous étant rattaché.

Votre profil :

- vous avez une formation AM ou équivalent et environ 30-35 ans
- vous avez acquis une compétence solide en mécanisation-automatisation ainsi qu'en gestion d'investissements et vous avez l'habitude de travailler en relation avec les entreprises extérieures,
- vous avez pu mettre en évidence vos qualités d'organisation, de contact et de sens aigu du progrès technique
- vous maîtrisez l'anglais.

Poste basé dans le Centre de la France.

Ecrire sous réf.
12A 2819 SM
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Industrie Chimique

Travaux neufs

CHEF DE PROJET CONFIRME

Un groupe industriel français de tout premier plan renforce sa direction technique et recherche un Chef de Projet Confirmé.

Il prendra en charge complètement la réalisation d'installations en France et à l'étranger depuis le stade avant-projet (spécifications techniques, estimation des coûts et délais) jusqu'au démarrage inclus.

Il coordonnera l'ensemble des moyens internes et externes (BE, fournisseurs d'équipements, entreprises de travaux, organes de contrôle) et animera des équipes.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur grande école, ayant une spécialisation en génie chimique. Il aura environ 10 ans d'expérience (procédés et/ou travaux neufs) acquise dans une ingénierie ou un grand groupe industriel.

Il témoignera de solides qualités d'organisation, de dynamisme et de contact et aura une excellente maîtrise de l'anglais.

Poste basé à Lyon.

Ecrire sous réf.
12A 2818 SM
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

LE MONDE DES CADRES

Jeunes Diplômés BAC + 5

Commercial/Marketing - Gestion - Systèmes d'Information
Techniques des Télécoms - Ressources Humaines

Grande entreprise innovatrice de services au public, France Telecom relève des défis de la grande des technologies de demain.

Jeune diplômé d'une grande école de commerce, d'ingénieur ou de sciences, vous pouvez vous qualifier pour une fonction de responsabilité dans un environnement innovateur. Vous serez intégré à nos équipes de vente, de gestion, de ressources humaines, de systèmes d'information, de réseaux, ou de systèmes d'information de gestion. Vous aurez la possibilité de compléter vos talents et d'enrichir votre expérience.

Exercer au rythme de vos talents, vos responsabilités vous offriront une expérience véritable, notamment en matière de gestion de projets et de multiples opportunités professionnelles.

Pour en savoir plus sur les conditions de candidature (diplôme requis, expérience, etc.), contactez la Direction Recrutement la plus proche de votre domicile, ou écrivez nous, nous vous enverrons un prospectus.

Clôture des inscriptions le 4 avril 1995

N° Vert 05 21 11 11

France Telecom



Association humanitaire (budget 165 M.F., 150 expatriés), recherche dans le cadre de ses perspectives de recrutement pour 1995

Chefs de mission (réf. CME)

Intervenant sur le terrain dans le domaine de l'urgence et de la post-urgence, les chefs de mission sont chargés de gérer et de développer les actions de distribution et de réhabilitation.

Profil : 30-40 ans, Bac + 4, expérience humanitaire, institutionnelle ou sociale exigée, bonne connaissance de l'anglais, expérience de la gestion d'équipes et des relations publiques, aptitude à la gestion des budgets. Zones géographiques concernées : ex Yougoslavie, Moyen-Orient, Afrique Centrale, Afrique de l'Est.

Statut : Statut de volontaire, mission de 1 an, postes basés sur le terrain.

Responsable de programme basé à LYON (réf. RPE)

Il apporte un soutien logistique quotidien aux missions, il participe à l'encadrement des équipes de terrain, à la formation des volontaires, mais aussi à la recherche des financements et à la gestion financière et opérationnelle des programmes.

Profil : Agé de 28 à 40 ans, vous avez acquis une première expérience humanitaire de terrain de 2 ans minimum, dans le cadre d'une association ou d'une structure institutionnelle. Votre formation universitaire (Bac + 4) vous a préparé à la gestion des budgets, à la connaissance des organisations internationales et à la géopolitique. Par ailleurs, vous êtes déjà profondément engagé dans l'action humanitaire. Bonne connaissance de l'anglais exigée.

Statut : Contrat à durée déterminée, poste basé à LYON mais impliquant de nombreux déplacements sur le terrain.

Europact

GROUPE MONITEUR

Groupe de presse spécialisée dans les domaines de la construction, architecture et décoration recherche

REDACTEUR EN CHEF

Responsable de l'information technique

Votre mission

Développer et mettre en oeuvre notre ambitieuse politique d'information technique de haute qualité dans un journal à destination des professionnels de la Construction.

Votre profil

Journaliste passionné par l'évolution des techniques et des produits, vous avez déjà exercé des fonctions similaires, ou

Ingénieur ETP ou équivalent, vous savez communiquer par l'écrit d'une façon claire et synthétique.

Outre de solides connaissances techniques, ce poste exige curiosité, rigueur, capacité à animer et à motiver une équipe.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Sylvianne NICOLAS,

PUBLICATIONS DU MONITEUR
17, rue d'Uzès - 75002 PARIS

Grand Groupe de Services spécialisé dans le domaine des loisirs et leader dans son secteur (7 milliards de francs de chiffre d'affaires) recherche le

DIRECTEUR MARKETING

de son activité Grand Public

Directement rattaché au Directeur de cette activité, il s'occupera sur une équipe structurée. Il mènera 5 missions complètes qui porteront sur : les études, les produits et les services, la communication, la promotion, les nouveaux modes de distribution.

A 35 ans environ, vous avez une formation d'école de commerce de haut niveau et vous parlez couramment anglais. Vous avez acquis des expériences réussies de Chef de Produit puis de Chef de Groupe dans des sociétés de produits de grande

consommation ou de services grand public. Vous travaillez actuellement au sein d'une entreprise de forte notoriété.

Vous êtes dynamique et actif. Votre bon sens relationnel, vos qualités d'analyse et de créativité ainsi que votre goût marqué pour l'organisation et l'anticipation vous permettront de réussir dans le Groupe.

Le poste est basé à Paris.

Ecrire sous réf. MV19 à GRH CONSEILS - 12, rue de Castiglione 75001 PARIS, Discretion assurée.

GRH Conseils

Cabinet de Gestion de Ressources Humaines créé en 1985 recherche

Consultant Confirmé

à temps partiel ou à la vacation



Vous collaborerez à des missions de recrutement, notamment à la conduite des entretiens, à la pré-

sélection des candidats et à la rédaction des comptes-rendus.

De formation supérieure (psychologue de préférence) vous justifiez d'une expérience de plusieurs années en recrutement et connaissez bien le monde de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence C20 à MT Conseil - BP 154 92504 RUEIL MALMAISON Cedex.

RESPONSABLE COMMUNICATION - FUNDRAISING

Créé en 1973, le GROUPE DÉVELOPPEMENT (organisation non gouvernementale) soutient des projets de développement économique et social avec des ONG du tiers monde partenaires.

Agé(e) de 30/35 ans, le ou la responsable communication devra justifier d'une expérience minimum de cinq ans en entreprise et, au mieux, d'une double expérience association/entreprise, à un poste équivalent.

Sa formation (Ecole supérieure communication marketing) et ses précédentes fonctions devront s'apparenter directement à la maîtrise des techniques de marketing de préférence, ou à celle des relations publiques.

La connaissance et l'expérience de la réalité des projets de développement du milieu ONG institutionnel ou du transport aérien seront un plus.

Sa mission sera de définir et de mettre en oeuvre une stratégie de communication dans le but unique d'augmenter les fonds propres du GROUPE DÉVELOPPEMENT.

Il ou elle devra :

- Étudier les marchés et analyser une stratégie clientèle,
- Établir et suivre le plan stratégique de communication,
- Assurer la formation, la gestion et l'animation de l'équipe commerciale (services civils),
- Assurer les relations média.

Lettre de motivation manuscrite, photo, CV détaillé (comportant au moins trois références professionnelles) à adresser à :

J. M. JOLY - GROUPE DÉVELOPPEMENT
BAT 106 BP 07 - 93352 LE BOURGET CEDEX.

Nous progressons dans le même axe...

FRANÇOIS SANCHEZ CONSULTANTS

Conseil en Ressources Humaines
Recherche de Cadres

A partir du 27 mars 1995, toutes nos équipes et toutes nos structures sont prêtes à vous accueillir à notre nouvelle adresse : 191 - 195 avenue Charles de Gaulle - 92521 Neuilly sur Seine Cedex. Tél. (inchangé) : (1) 46.24.80.00 Fax (inchangé) : (1) 46.24.26.28.



FRANÇOIS SANCHEZ CONSULTANTS

PANEL

مركز الامن والامن

LE MONDE DES CADRES

Consultant en qualité de service

slp (Ivry sur Seine - 50 pers.) intervient comme conseil auprès de grands comptes dans la mise en place d'outils quantitatifs de mesure et de pilotage (études, tableaux de bord et systèmes d'information statistiques).

Responsable de la relation commerciale et de la prestation fournie, vous intervenez depuis l'audit du besoin des clients et l'élaboration de la proposition, jusqu'à la mise en place des solutions ou la synthèse et la présentation de résultats d'études. Pour mener à bien vos projets, vous travaillez en étroite collaboration avec les équipes techniques (statisticiens et informaticiens).

De formation Bac + 5 (école d'ingénieur, école de commerce ou universitaire), à 30 ans environ, vous disposez d'une solide expérience dans la conduite de projets (en organisation, informatique, statistiques, ou marketing...) acquise soit en entreprise, soit en cabinet conseil ou grande SSI et vous souhaitez participer à la mise en place de projets innovants dans le pilotage de la qualité de service.

Vous conciliez les qualités du consultant à l'écoute des besoins de ses clients, à celles du chef de projet, capable d'animer une équipe.

Si vous souhaitez rejoindre une structure jeune, en pleine croissance sur ce marché, écrivez en mentionnant la réf. 2305MO sur l'enveloppe à LBW, 42 rue Laugier, 75017 PARIS, qui transmettra à notre conseil en recrutement.



Décider avec les outils d'aujourd'hui

Un avenir gonflé d'énergie

Nous sommes une fédération professionnelle représentant 6.000 mutuelles, 40 milliards

de chiffre d'affaires, leader dans le domaine

de la complémentaire

maladie et de la santé,

avec 25 millions de personnes protégées.

Nous recherchons 2

CONSULTANTS SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL

Vous intervenez sur le terrain pour conseiller les mutuelles adhérentes à notre fédération en matière de création, de gestion et d'adaptation de différentes structures : établissement de soins pour personnes âgées, personnes handicapées, centres de santé et de loisirs-vacances. Dans ce cadre là, vous conduirez l'intervention en coordonnant l'action de collaborateurs externes et/ou de partenaires externes.

Votre pratique vous permettra d'être attentif à l'évolution des métiers dans tous leurs aspects (économique, gestion, environnement, déontologique, réglementaire...). Vous serez ainsi force de proposition au sein de la Fédération sur les actions à entreprendre pour orienter leur évolution et développer l'action des groupements gestionnaires. Vous aurez également une mission d'analyse et d'anticipation des besoins des mutuelles qui se concrétisera notamment par la réalisation de documents et de guides de référence.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure à dominante gestion/marketing ou gestion/systèmes d'information, complétée par une expérience de 5 ans minimum dans une activité de conseil développée dans le secteur sanitaire et social et/ou hospitalier.

Votre profil à la fois conceptuel et opérationnel vous donne une forte capacité à planifier, coordonner et suivre des projets. Savoir-faire relationnel, créativité, adaptabilité et sens de l'anticipation seront également des atouts pour réussir dans ces missions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence CSS, votre niveau actuel et vos souhaits de rémunération à l'attention de Nathalie CHEVALLIER, MUTUALITE FRANCAISE, Direction des Ressources Humaines, TE 59003, 73719 PARIS CEDEX 15. Confidentialité assurée.



L'INTELLIGENCE MUTUELLE

Une ambition : le service Ingénieur d'affaires Nantes

Vous assurerez le pilotage technique, économique, commercial d'affaires importantes en liaison avec différents intervenants (internes et externes). Ingénieur diplômé, vous avez une première expérience réussie de la gestion globale de chantiers. Merci d'adresser votre dossier de candidature à Schindler, réf. DZN, 127 av. Aristide-Briand, 94117 Arcueil Cedex.

Schindler
The Elevator and Escalator Company

IMPORTANT GROUPE de PRESSE Spécialisé dans l'Art de Vivre et la Décoration

Recherche UN(E) RÉDACTEUR(RICE) en Chef

Pour le développement d'un nouveau magazine autour de la maison. Expérience confirmée : News magazines, quotidiens nationaux, magazines féminins. Le candidat choisi sera étroitement associé au travail de réflexion et de

positionnement mené par la Direction Éditoriale du groupe. Adresser lettre manuscrite (CV+photo) au Monde publicité, sous la réf 8877, 133 Avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08, qui transmettra.

Filiale d'un groupe bancaire national, nous sommes spécialisés en produits d'épargne immobilière. La croissance de nos activités nous amène à rechercher un

adjoint au secrétaire général

Vous prenez en charge la gestion sociale et le développement de nos produits d'Épargne Immobilière. Vous assurez, en particulier, le suivi réglementaire et juridique de sociétés d'investissement (SCPI, ACAVI). Vous aurez également la responsabilité de réaliser des études fiscales et immobilières détaillées à partir de l'analyse des évolutions de notre marché et dans le cadre du développement de notre activité

de gestion de patrimoine. Enfin, vous contribuez à augmenter nos performances et conduisez notamment un ensemble d'actions, afin de développer notre présence auprès d'une clientèle de particuliers et d'institutionnels. A environ 28/30 ans, de formation supérieure (Sciences Po et/ou DESS Fiscalité - gestion de patrimoine), vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans dans une Banque ou une Société Immobilière.

Excellent rédacteur, vous avez démontré votre esprit de synthèse et d'analyse, vos qualités de communication et vos capacités d'anticipation.

Merci d'adresser lettre, curriculum vitae, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 883, à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

CHARGE D'ETUDES MARKETING

Filiale d'un grand Groupe International Industriel, implanté dans la proche banlieue Ouest de Paris, recherche dans le cadre d'une création de poste un Chargé d'Etudes Marketing.

Vos responsabilités sont à la fois nombreuses et diversifiées. Il vous appartiendra de mettre en place des stratégies produits mais également de les suivre et de les optimiser.

Vous devrez également réaliser des études de marchés et d'environnement.

A 25/30 ans, de formation HEC - ESSEC, vous possédez 2 ans d'expérience.

Votre culture, votre autonomie, votre sens de l'analyse seront nos critères d'appréciation. Bilingue anglais, la connaissance de l'allemand ou de l'espagnol représente un atout certain.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions s/réf. D5478 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE cedex ou tapez 3615 EUROMES code D5478 (0,99 F la mn)

Conseil en recrutement et gestion de carrières

Professionnalisme et qualité, tels sont les maîtres mots de notre développement depuis 10 ans. Nous poursuivons notre expansion... et nous nous installons dans de plus grands locaux pour mieux y accueillir nos porteurs économiques, entreprises, candidats... Nous avons le plaisir de vous communiquer nos nouvelles coordonnées en attendant de vous y recevoir : SCOREMAN S.A. Antélias C, ZI Les Milles, 13858 Aix-en-Provence Cedex 3. Tél 42 24 31 57 - Fax 42 24 32 98

Vos interlocuteurs : François Durand, Corinne Alberty.



L'Institut de Formation Régionale des Industries Agro-alimentaires est un jeune centre de formation, donnant une priorité à l'apprentissage et à l'alternance. Pour asseoir son développement, l'IFRIA crée le poste de

DIRECTEUR

Lyon

A plus de 35 ans, votre expérience professionnelle vous a rendu familier de la formation : vous avez aussi concrétisé votre goût des contacts dans une expérience commerciale réussie.

L'idée d'évoluer dans un poste qui comprend à la fois des relations commerciales et d'animation pédagogique et des responsabilités de gestion vous séduit.

Alors écrivez à notre Conseil Pascale LEVET sous référence 1676



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

SECTEURS DE POINTE

LES INGENIEURS DE L'INNOVATION



Leader en Ingénierie et Conseil (1600 consultants), les compétences d'ALTRAN vont des études techniques au conseil en passant par la conduite de projets, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, l'audit et l'expertise technique. Elle recherche pour ses activités en hautes technologies des :

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

3 à 5 ANS D'EXPÉRIENCE

PARIS - TOULOUSE - RENNES - NANTES - BREST - LYON - AIX
BRUXELLES - MADRID

• Télécommunications.
• Téléphonie.
• Énergie (nucléaire, pétrole...)
• Transport (ferroviaire, automobile...)
• Aéronautique, Espace, Défense
• Banque, Assurance, Finance

• Électronique (analogique, numérique, ASIC...)
• Traitement du signal...
• Radiotéléphonie mobile, GSM, DECT... commutation, gestion des réseaux
• Acoustique, Vibrations
• Thermique
• Automatique, Fiabilité, CAO, CFAO...
• Logiciel temps réel, Génie logiciel...
• Systèmes d'information

Merci d'adresser votre C.V. en rappelant la référence LM03 à Jean-Michel MARTIN
ALTRAN - 58, Bd Gouvion St-Cyr
75858 PARIS Cedex 17

Une carrière ouverte sur tous les métiers d'un groupe mondial

Groupe international aux premiers rangs de son secteur, CGI développe ses activités dans de nombreux domaines : Conseil et Ingénierie en informatique de gestion, Génie Logiciel, conception, développement et diffusion de logiciels (finances, comptabilité, ressources humaines, GPO...), Nos approches, nos méthodes et nos outils ont fait leurs preuves et sont souvent considérés comme des standards mondiaux.

Nous souhaitons renforcer nos équipes chargées de concevoir et de mettre en œuvre les systèmes d'information nécessaires aux stratégies de développement de grandes entreprises.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

Débutants ou première expérience en informatique de gestion

Votre formation supérieure scientifique ou technique et votre éventuelle première expérience en informatique de gestion vous ont permis de démontrer vos qualités de rigueur et de méthode. Vous avez le sens de la communication, de l'équipe et des responsabilités.

Dès votre intégration, vous bénéficierez d'une formation technique et méthodologique qui vous permettra de vous intégrer au sein d'une équipe opérationnelle. Vous évoluerez ensuite régulièrement, en participant à des missions d'importance croissante et en y exerçant des responsabilités de plus en plus larges. A terme, votre carrière sera ouverte sur toutes les activités et tous les métiers de notre Groupe.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre et C.V.) sous la référence MO/395

Le groupe CGI est un des leaders mondiaux du Conseil et de l'Ingénierie Informatique



- 4000 personnes
- C.A. : 2 milliards de francs
- 50 implantations en Europe et en Amérique du Nord

CGI INFORMATIQUE

CGI Informatique - Direction du Recrutement
30, rue du Château-des-Reuniers - 75640 Paris Cedex 13

Créer et innover pour mieux développer nos projets industriels !

Afin d'accompagner notre croissance dans le domaine de l'électronique industrielle, nous recherchons un **INGÉNIEUR SPÉCIALISTE DE L'INNOVATION ET DE LA CONCEPTION** pour notre cellule R & D.

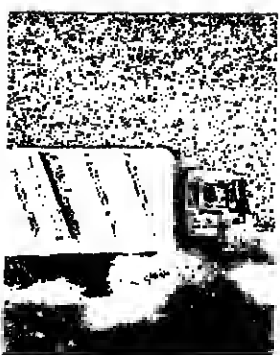
Vous aurez pour missions de concevoir de nouveaux produits, créer de nouvelles fonctions, proposer des solutions techniques innovantes... dans un contexte industriel faisant appel à la mise en place de nouvelles technologies et à de multiples compétences techniques dont la dominante est mécanique.

Curieux, d'esprit et créateur, vous savez développer et argumenter vos projets avec passion et conviction. Vous serez

interlocuteur de nombreux sous-traitants et outiliers dans vos démarches de mise en œuvre des projets. Ingénieur à dominante mécanique, type ENSAM ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience créative en R & D principalement mécanique. La maîtrise de l'anglais sera considérée comme un plus. Poste basé en Bourgogne.

Merci d'envoyer CV, lettre, photo et prétentions, sous réf. 9607940 à Corinne NOURRY, RH PARTNERS, 29 bis rue de l'Arquebuse, 21000 Dijon et consultez la définition de fonction sur le 3617 RH PARTNERS.

RH PARTNERS



Publipanel

Avec plus de 7 milliards de francs de CA, SITA, filiale du Groupe LYONNAISE DES EAUX figure au tout premier rang européen dans les activités de collecte et de traitement de déchets ménagers et industriels. Le développement technologique rapide des métiers liés à l'environnement et notre souci constant de déployer de nouveaux services auprès d'une clientèle de collectivités locales et d'industriels producteurs de déchets nous conduisent à étoffer nos structures.

Responsable des Etudes Informatiques h-f

Paris

Rattaché au Directeur des Systèmes d'Information, vous conduisez l'ensemble des projets d'études et de réalisation informatiques de la Direction des Systèmes d'Information (D.S.I.). Vous dirigez les collaborateurs affectés aux Etudes (environ 10). Vous définissez leurs missions et leurs objectifs, à charge pour vous de les aider à les réaliser et de les contrôler. Vous êtes particulièrement impliqué dans un projet stratégique de longue haleine, qui concerne l'ensemble des filiales du Groupe : vous représentez la D.S.I. aux comités de pilotage de ce projet et êtes responsable de la bonne fin de celui-ci en terme de coûts et de délais. Vous participez à l'élaboration du budget et du plan à moyen terme de l'informatique du Groupe SITA.

Agé de 32/38 ans, vous êtes impérativement issu d'un pays membre de l'Union Européenne et titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'une grande école (X, Mines, Pont & Chaussées, Centrale, Supélec, ...) ou un équivalent européen et avez passé quelques années dans une SSII à piloter des projets d'envergure (> 5MF).

Vous savez diriger des individus et êtes familier des méthodes destinées à "vendre" aux utilisateurs les projets que vous avez conduits. Vous êtes donc un bon négociateur, diplomate avec vos collaborateurs et avec les clients internes de la D.S.I. Vous parlez l'anglais et souhaitez entrer dans un Groupe de dimension internationale.

réf. REI

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à Geoffroy VIELJEU Responsable du Recrutement - SITA - 94, rue de Provence - 75009 PARIS.

Chef de Projet "Industries" h-f

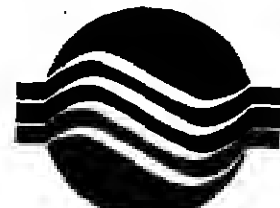
Paris

Au sein de notre Direction Technique et d'Exploitation, rattaché au Chef du Service "Assistance aux projets", vous organisez sur le plan technique les offres de service destinées aux industriels. Vous analysez leur besoin en fonction de la réglementation et des process existants et établissez avec les Directions Commerciale et Stratégique du Groupe les priorités en matière de développement de nouveaux outils. Vous centralisez le savoir-faire de SITA vis-à-vis des Industriels notamment en matière de caractérisation des gisements de déchets, de collecte et de tri. Vous assurez la veille technologique et organisez la coordination des projets avec des bureaux d'études extérieurs.

Agé de 28/35 ans et ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne, vous êtes impérativement titulaire d'un diplôme d'ingénieur généraliste de type Centrale Paris ou de son équivalent européen, assorti d'une expérience réussie d'au moins 5 ans en milieu industriel.

Vous êtes diplomate et avez la capacité de fédérer autour de vous les énergies. Vous parlez l'anglais et souhaitez entrer dans un Groupe de dimension internationale.

réf. CPI



LYONNAISE
DES EAUX

مركزاً من الامم

Telecommunications
Voix image
Data

Data Architect
Consultant

SECTEURS DE POINTE

LE MONDE / MERCREDI 22 MARS 1995 / IX

Télécommunication « voix/image » Chef de projet téléphonie

Le groupe Schneider, leader mondial de la distribution électrique et du contrôle industriel, réalise un chiffre d'affaires de 55 milliards de francs. Avec 91 500 personnes dans 130 pays, 800 implantations industrielles et commerciales, le groupe Schneider choisit la proximité. La branche industrie du groupe Schneider recherche son chef de projet téléphonie.

Au sein de la direction informatique, vous doterez le groupe d'une infrastructure de communications « voix/image » adaptée aux besoins et aux impératifs économiques. Vous menez les projets d'implantation nécessaires au réseau téléphonique dans les diverses unités/départements filiales. Vous dirigez les études spécifiques. Vous sélectionnez le fournisseur final du réseau France et définissez avec lui les équipements. Vous intervenez en tant

qu'expert et conseil dans l'évolution de la technologie ainsi qu'auprès des utilisateurs.

De formation ingénieur télécommunications, vous avez acquis une expérience de pilotage de réseaux d'autocommutateurs de grande capacité (5 ans minimum). Dans un environnement complexe, votre forte capacité organisationnelle et votre goût pour l'animation d'une équipe vous stimulent pour encadrer et conduire un projet qui vous permettra ensuite d'évoluer dans le groupe.

Poste basé à Evreux (27), de fréquents déplacements en France et à l'étranger nécessitent la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence JQA5072, à Schneider Electric S.A., service recrutement et développement des cadres, 38050 Grenoble Cedex 9.

GROUPE SCHNEIDER

INGENIEUR CONTROLES

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (type ENSIMAG, SUPELEC - ESIEE - ENSEBHT option informatique), deux ans d'expérience minimum dans l'automobile vous ont permis de développer vos connaissances des techniques de l'automatisme et de contrôle de système ainsi que de la méthode S.M.T. et des outils d'assemblage (JEAN MARELLI).

Vous maîtrisez également le langage C, en environnement UNIX et avez des connaissances Assemblage (MOTOROLA 68000 famille 68300...).

Chargé de développer le logiciel applicatif pour nos projets de Contrôle Moteur, vous participerez à la définition des spécifications d'implantation adaptées à la structure du micro-contrôleur utilisé, réaliserez l'analyse logique des fonctions à développer ainsi que le codage dans une architecture logicielle structurée.

Enfin, après avoir défini et réalisé les tests de validation du logiciel, vous en assurerez la livraison au client dans le respect des délais.

Méthodique et rigoureux, vous parlez couramment l'anglais et maîtrisez l'italien écrit.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à Monsieur D. COROUGE - MAGNETI MARELLI FRANCE - 19, rue Lavoisier - 92002 NANTERRE Cedex.

MAGNETI MARELLI

L'ELECTRONIQUE AUTOMOBILE

Pour conduire le développement de son système d'information, dans le traitement et la gestion des données, le département Automobile de Sofres recherche un

INFORMATICIEN

âgé de 30 ans environ, expérience MS/ACCESS, SQL SERVER souhaitée, bon esprit de synthèse, goût prononcé pour le travail en équipe pluridisciplinaire et pour le monde de l'automobile, anglais indispensable.

Adresser CV avec lettre manuscrite, photo et prétentions à M^{me} THIRION, Sofres, 16, rue Barbès, 92129 MONTROUGE Cedex.



L.R. ETANCO S.A. est un groupe Français de 150 personnes, spécialiste de l'accroissement de fixation (200 millions de CA en 1994). Notre croissance européenne nous amène à recruter pour notre partenaire Italien un :

DIRECTEUR DE PRODUCTION Bilingue Italien

En étroite relation avec le Directeur Général, vous êtes responsable de l'organisation, de la planification et des méthodes de production. Vous gérez les flux tendus de production de boulonnerie en forgeage à froid, jusqu'au stockage, en passant par l'assemblage et le conditionnement. Vous réorganisez le parc d'outillage et les lignes de conditionnement. Vous managez 100 personnes et assurez le respect des règles "ISO" européennes. Votre challenge à deux ans sera de réduire les stocks et d'augmenter la productivité en rationalisant l'existant.

35/40 ans, ingénieur mécanique de formation et de préférence de nationalité française, vous avez prouvé, au cours d'une précédente expérience de 5 ans, vos capacités d'organisateur et de gestionnaire de production (si possible en Italie). Homme de terrain, vous optimisez votre service en utilisant votre sens de l'observation, de l'écoute et de l'analyse. Vous formez et animez vos équipes afin qu'ils adhèrent aux projets de l'Entreprise. Votre objectif : adapter chaque homme à un poste au mieux de son potentiel.

Vous avez une parfaite connaissance de la gestion des priorités et de la GPAO. La maîtrise de la langue italienne et la connaissance du monde du Bâtiment sont indispensables.

Si ce poste autonome et à forte ouverture dans une société en pleine expansion vous intéresse ; si les avantages liés à l'exportation vous stimulent ; et si vous voulez intégrer un groupe leader européen dans son domaine d'activité ; alors sachez saisir l'opportunité de nous rencontrer lors d'un entretien individuel le : 6 avril 1995.

Merci d'adresser (ou télécopier) votre CV, lettre et photo en précisant la réf. 4060/IM sur la lettre et sur l'enveloppe à notre Conseil I.S.B.C. - 56, rue de Paris - 92100 BOULOGNE. (Fax : 46.03.30.15)

Nord Est
ITALIE

BC

L'Homme et l'Entreprise

We are a world leader in the pharmaceutical industry. Dedicated to becoming the worldwide leader in providing customers with optimal clinical and economic outcomes, we pursue innovation in products, technology, information, services and delivery systems. Our European Data Resource Management Centre of Competence based in Paris, is looking for a

Data Architecture Consultant

Competitive Salary

You understand the strategic value of properly managing the information asset across the Value Chains. You have practical experience in modelling business needs for data, establishing common definitions and implementing effective data sharing.

You have significant experience in Information Engineering being familiar with at least one Case Tool (preferably ADW), and have a good understanding of business process reengineering. You are interested in significant opportunities to travel across Europe and to the US. You will use your facilitation and communication skills in diverse cultural environments, consulting with the business and IS partners. You are fluent in English and at least one other European language.

Join our small team of experts to guide and support our projects in building a consistent environment where data is sharable and accessible.

Please send full CV + photograph + phone number + current salary to Alain Chéenne, Michael Page International, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex or leave your CV on 3617 code MPage under reference ACH11443



Michael Page International
International Recruitment Consultants
London Paris Amsterdam Düsseldorf Frankfurt HongKong Sydney

UNE CARRIERE A LA CARTE

Leader européen dans la conception et la fabrication de cartes à puce, reconnue dans plus de 30 pays, SOLAIC vit une formidable expansion. Toujours à la conquête de nouveaux marchés, nous développons des produits d'avenir dans un secteur en plein essor.

INGENIEUR EN DEVELOPPEMENT ASIC

MISSIONS : Dans le domaine de la carte à mémoire, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous développerez et suivrez l'industrialisation de nouveaux produits.

Vous définirez aussi les moyens de tests associés.

PROFIL : Ingénieur en électronique ayant 3 ans d'expérience minimum dans le domaine des ASICs mixtes, semi-custom et full-custom, dans le secteur des Télécom ou radiofréquence.

Connaissance VHDL demandée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence IDAM 0395 à SOLAIC, BP 6021, Service du Personnel, 45060 ORLÉANS cedex.

SOLAIC
GROUPE ELIAGE

SECTEURS DE POINTE



ETRE INGENIEUR A L'APAVE : UN LABEL DE QUALITE

Parce que la confiance de plus de 100 000 clients nous place au premier rang du contrôle technique.

Parce que la polyvalence de nos activités forme le cœur de nos collaborateurs et fait évoluer chaque jour nos collaborateurs dans la variété et la nouveauté.

Parce que la polyvalence de nos activités forme le cœur de nos collaborateurs et fait évoluer chaque jour nos collaborateurs dans la variété et la nouveauté.

Autant de raisons qui vous invitent à rejoindre les 3200 ingénieurs et techniciens de notre groupe aux postes suivants :

► Ingénieur Electricien Chargé d'Affaires

(réf. AMEE/0395/001)

Ingénieur diplômé, 30-35 ans, votre expérience réussie en conduite de projet en électricité industrielle, votre sens du contact, votre goût du management et de la performance vous conduisent naturellement à rechercher la responsabilité opérationnelle d'activités d'assistance technique.

► Ingénieur Electricien Chargé de Développement

(réf. AMEE/0395/002)

Ingénieur diplômé, vous bénéficiez d'une première expérience réussie. Vous participerez au développement technique de nouvelles prestations "courants faibles" (télécommunication, GTC, préclavage...); vous assurerez leur commercialisation et leur mise en œuvre auprès de vos clients.

► Ingénieur Responsable Produit "Rayonnements ionisants et non ionisants"

(réf. CRER/0395/001)

Ingénieur electricien ou bio-médical, diplômé, votre expérience en rayonnements ionisants, vos connaissances en rayonnements non ionisants feront de vous notre responsable de l'activité, chargé du développement produit et de l'entretien d'une équipe opérationnelle. Une bonne connaissance du milieu hospitalier serait appréciée.

► Ingénieur Mécanicien

(réf. L2M/0395/002)

Ingénieur diplômé en mécanique, vous possédez une expérience d'environ 5 ans en bureau d'études, ingénierie ou organisme de contrôle technique. "Homme de terrain", autonome, vous serez chargé du développement d'affaires en assistance technique dans les domaines du levage-manutention et plus généralement mécanique auprès de nos clients; bien évidemment, vous aurez en charge l'ensemble des aspects commerciaux, techniques et d'encadrement de cette activité.

► Technicien Supérieur en Mécanique (Animateur de stages)

(réf. L2M/0395/001)

Votre expérience réussie d'environ 3 ans en tant qu'animateur de stages après une formation de type BAC + 2 vous conduit à rechercher une plus grande polyvalence dans un environnement technique évolutif. Vous aurez à animer nos stages de formation de conducteurs d'appareils de levage et à vérifier et essayer des installations de levage-manutention.

► Inspecteur Technique en Appareils à Pression

(réf. SAP/0395/001)

Autonome, ayant le sens du contact humain, vous développerez vos qualités d'esprit, d'observation et de synthèse en assurant le contrôle et les épreuves hydrauliques des matériels de transport de matières dangereuses et d'appareils à pression dans nos entreprises de Normandie. Ce poste conviendrait à un technicien supérieur ayant au minimum 5 ans d'expérience en réglementation et construction de matériels T.M.D.

► 2 Ingénieurs Thermiciens Chargés d'Affaires

(réf. TEM/0395/001)

Hommes de terrain, autonomes, ingénieurs diplômés, vous possédez une solide expérience dans le domaine industriel en bureau d'études, ingénierie ou organisme de contrôle technique.

- Ingénieur Thermicien (10 ans d'expérience minimum) vous assurerez le développement d'affaires en assistance technique auprès de nos clients et à terme l'encadrement d'une équipe.

- Ingénieur Thermicien (5 ans d'expérience minimum) possédant de bonnes connaissances notamment dans le domaine du froid industriel, vous participerez au développement de nos activités de contrôle et d'assistance technique.

Anglais indispensable. De bonnes connaissances en Essais Mesures Thermiques viendront compléter vos atouts.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au Service Relations Humaines et Sociales - références correspondantes voir ci-dessus APAVE NORMANDE - 2 rue des Mouettes - BP 98 - 76132 MONT SAINT AIGNAN CEDEX.

Ingénieur chimiste

ENSI Chimie, PC, ENSIC Nancy
Spécialisation Chimie Macromoléculaire

Notre engagement permanent dans la recherche de nouveaux produits positionne notre groupe à la première place mondiale de l'Optique Ophthalmique (13 000 personnes; 6,3 milliards de francs de C.A.). C'est dans ce contexte d'innovation et de dynamisme que nous souhaitons intégrer un :

Au cœur de l'activité Recherches Verres, vous piloterez des projets consacrés à la création de nouveaux matériaux ainsi qu'à leur mise en œuvre, dans le cadre des orientations stratégiques de l'entreprise.

Votre expertise en tant que Polymériste vous permettra de proposer de nouvelles formulations chimiques. Vos connaissances en Gécologie Chimique vous permettront de collaborer activement avec les équipes pluridisciplinaires chargées de la mise en œuvre des matériaux que vous aurez élaborés.

Responsable d'une équipe de Techniciens, vous saurez exercer vos qualités d'animateur. Votre sens de la communication assurera votre intégration au sein des équipes de projet.

Vous possédez une première expérience industrielle en R&D de 3 à 5 ans qui a confirmé votre autorité de compétence, votre sens de la rigueur, votre pragmatisme et vos qualités pédagogiques. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Pour ce poste basé en Région Parisienne, nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence AP/ES/IC à notre conseil - Annie Piersou - 29, rue de Berri - 75008 PARIS.



Ingénieur Electronicien

SECTEUR AUTOMOBILE

Interlocuteur privilégié des principaux constructeurs automobiles, nous sommes dans le monde un spécialiste reconnu et le premier fabricant en France dans notre secteur d'activité.

Responsable du développement de la partie électronique moteur, vous aurez pour mission :

- de définir, qualifier et valider les produits en relation avec le Responsable Etudes;
- de définir le concept, conduire les essais de faisabilité sur prototype, recommander les technologies à utiliser;
- d'élaborer le cahier des charges et le présenter en justifiant vos choix techniques et technologiques;
- d'adapter le produit aux clients et en suivre le développement.

Ce poste situé dans la région d'Orléans implique de nombreux déplacements de courte durée en Europe.

A 28/30 ans, ingénieur en électronique (ESIGELEC, ESEO, SUDRIA, INPG ...) vous maîtrisez l'anglais. L'allemand en deuxième langue est un plus. Vous avez acquis une expérience de 2 à 5 ans en injection essence chez un équipementier automobile à un poste d'études, idéalement en contrôle moteur, où vous avez été confronté aux notions de haute fiabilité pour un coût minimum.

Homme de dialogue, vous communiquez avec aisance et vous êtes force de proposition.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée sous réf. 154-06/LM (sur l'enveloppe) à notre conseil ARPE 43, rue Laffitte - 75009 PARIS.



LYON

CHEF de PROJET "chirurgie réfractive"

Leader européen des implants intraoculaires, nous sommes filiale d'un groupe international spécialisé en bio-technologies. Nous renforçons le potentiel de notre Direction R&D (8 pers.), en recrutant un chef de projet "chirurgie réfractive". Etroitement associé à l'élaboration des nouveaux produits, il aura la responsabilité de leur développement clinique, sur les plans technique, financier et relationnel. Ce poste, qui offre une grande autonomie, nécessite la pratique courante de l'anglais et implique des déplacements ponctuels en France et à l'étranger. Il s'adresse à un débutant, ingénieur spécialisé en optique très motivé par l'approche clinique ou biologiste disposant de solides connaissances en optique.



Merci d'adresser votre candidature réf. 5160 à DIAGNOR, BP 9044, 69262 LYON CEDEX 09

diagnor

MANDELIEU (06)

1 450 PERSONNES



Société d'économie mixte exploitant les autoroutes Estrel-Côte d'Azur-Provence-Alpes, recrute son/sa

Responsable de l'Activité Technique Péage

En prise directe avec le chef de service des techniques spéciales, ce cadre prendra en charge la direction et la coordination des études, des travaux neufs et de la maintenance de l'activité "techniques péages". Il participera à la préparation des budgets de son secteur, à la programmation et au suivi administratif des travaux.

Par ailleurs, pour l'ensemble du service, il consolidera les budgets et simplifiera fortement dans la production et la gestion des marchés publics.

Il pourra s'appuyer sur une solide équipe de 40 personnes, composée d'ingénieurs, de techniciens et d'agents administratifs, qu'il dirigera dans un souci permanent d'efficacité.

De formation supérieure, ingénieur ou équivalent universitaire, ce candidat devra pouvoir se prévaloir d'une compétence technique doublée d'une connaissance et d'une pratique administrative et budgétaire. Un diplôme de type IAE sera un plus.

Une expérience confirmée et prouvée, acquise dans un domaine touchant à la perception du péage et une réelle capacité à animer des équipes sont indispensables.

Interlocuteur de poids lorsqu'il représentera le service, il sera en outre excellent rédacteur.

Des épreuves de sélection auront lieu à Nice ou à Paris.



Adresser votre dossier de candidature, CV, lettre manuscrite, photo, prétentions, en précisant la réf. 195 et un numéro de téléphone à Guy Postel Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Confidentialité garantie.

Guy Postel

CEGI L'informatique de gestion a un nom

Plus qu'une grande réussite d'entreprise, le groupe Informatique CEGI constitue la référence en matière de projets de gestion pour les PME PMI dédiés à différentes activités économiques (expertise comptable, prêt à porter, travail temporaire, nettoyage...) ainsi que pour le secteur de la santé (cliniques, hôpitaux, sanitaire et social). Nos 190 collaborateurs réalisent 200 MF de CA. Nous recherchons des :

INGENIEURS D'AFFAIRES

Fer de lance de notre développement, vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos clients et prospects. Ecouter, analyser, persuader, conseiller... à vous de fidéliser les entreprises en proposant des solutions adaptées et en pilotant leur mise en œuvre.

Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez révélé vos talents de négociateur au cours d'une expérience de 2 à 5 ans dans le secteur de l'informatique de gestion.

Vos connaissances techniques (UNIX, réseaux, télécommunication, intégration de systèmes) s'ajoutent à une vaste culture générale et un esprit curieux et ouvert.

Votre intégration s'accompagnera d'une formation de haut niveau, à la fois théorique et terrain.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV détaillé, photo et prétentions s/réf. LM/03 à CEGI - 63 bis Bd Sessières 75017 Paris.



DIASONICS

International

DIASONICS est un des leaders mondiaux de l'échographie médicale. Le "Groupe de Développement" (basé aux ULIS, 20 km de Paris) de DIASONICS International, chargé de la conception générale et du design industriel des nouveaux produits, en liaison avec les Centres de Recherche (Californie; Norvège, Israël), recherche un

Ingénieur projet (III A)

35/40 ans, diplômé A et M ou Ecole d'Ingénieurs généraliste avec : Maîtrise et pratique avancée CAO 3D (Autocad + logiciels associés),

Plasturgie et procédés de réalisation, Electronique générale, électromécanique, électrotechnique, Mécanique, fonderie, tôlerie, outillage.

Parfaitement bilingue anglais, il travaillera au sein d'une petite équipe en liaison permanente (déplacements fréquents) avec les Centres de Recherche.

Dans un environnement international et multiculturel très affirmé, ce poste utilise les techniques les plus avancées pour des produits de haute technologie. Recrutement immédiat

Envoyer dossier de candidature très détaillé à : J.N. TRINH, Consultants 1 rue des Roches - 27930 BROSVILLE (France)

Chap 100/125

SECTEURS DE POINTE



INGENIERIE DES TRANSPORTS COLLECTIFS

LYON

Au sein du groupe SCETAUROUTE, nous assurons le développement harmonieux des transports collectifs urbains et régionaux et recherchons, pour nos projets de maîtrise d'ouvrage, un :

Ingénieur Matériel Roulant

Ingénieur diplômé en Mécanique ou Electricité (Centrale, ECAM, INSA...) vous avez une expérience de 5 ans minimum dans le domaine ferroviaire (Ingénierie ou industrie). Vous êtes bilingue anglais, mobile et ouvert à l'international.

Dominique Pierre MILLOT notre Conseil vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre manuscrite sous référence M 2053 X

RHOC

19 place Tolozan - 69001 LYON

Ingénieur Mines, Centrale...

Mettez votre expérience industrielle au service du tertiaire

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT

Voir en pages « dirigeants »

LES DIRIGEANTS

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT

Votre expérience industrielle au service du tertiaire

Un important organisme du secteur tertiaire situé en région parisienne ouest recherche pour l'un de ses départements, un Directeur Opérationnel.

A la tête de trois services importants rassemblant 700 personnes, votre mission sera de repenser, dynamiser, mettre en place des processus destinés à améliorer l'efficacité et la qualité des services.

Pour cela, vous utiliserez de nouveaux systèmes d'information, de management, de gestion.

Cette mission, qui s'apparente à un véritable challenge industriel appliqué à des flux administratifs et de services, s'adresse à un homme de l'industrie.

A 40 ans environ, Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Mines...), vous avez révélé au cours de votre expérience un véritable charisme, une autorité naturelle et une réussite dans l'organisation et le management des hommes et des flux. Homme d'action et d'innovation, cette responsabilité dans un environnement stratégique vous motivera pour entraîner vos équipes vers de nouveaux projets.

Membre du conseil de direction, vous apprécierez votre intégration au sein d'une équipe de dirigeants de haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 95164 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra en toute confidentialité.

TELECOMMUNICATIONS

Jeune société Rennaise en forte croissance, spécialisée dans la conception et la fabrication de produits HIGH TECH crée le poste de

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

En relation avec le directeur commercial, vous suivrez et développerez une clientèle professionnelle d'opérateurs de réseaux, radio-diffuseurs, fabricants d'émetteurs afin de vendre nos produits et systèmes dans le domaine du transport du son et de l'image (système DAB...), principalement en Europe.

De formation Ingénieur (technique ou commerciale), bilingue anglais, votre 1ère expérience commerciale dans ce milieu professionnel des télécommunications ou de la radio-diffusion a confirmé votre aisance technique et relationnelle, votre sens de l'écoute, de la rigueur et de la pédagogie, ainsi que votre disponibilité (semaine partagée entre Rennes et déplacements en Europe).

Envoyer CV sous réf. SF 1693, à mettre sur l'enveloppe, à CPC Espace Alpha - Bât. H - 35769 Rennes St Grégoire cedex. Les premiers entretiens auront lieu à Rennes ou Paris.

RENNES



NANTES

INGÉNIEUR PRODUIT

Nous sommes un groupe international leader des semi-conducteurs et de leur application à l'automobile et à l'industrie. Nous recrutons aujourd'hui un ingénieur produit pour notre site de Toulouse. Vous aurez pour mission de gérer la relation technique avec les acteurs principaux de ce marché au niveau européen.

Vous contribuerez à la définition de nouveaux prototypes en prenant en charge la coordination de l'avancée technique des projets.

Avec 3/5 ans d'expérience professionnelle acquise dans un milieu industriel, vous êtes accoutumé à travailler dans un environnement technologique complexe, évolutif et exigeant. Ouvert et réceptif, vous êtes soucieux de susciter l'adhésion. Bien sûr, la maîtrise de l'anglais est impérative à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence JB/300, Insider, 51/59 rue Ledru-Rollin, 94853 Ivry-sur-Seine Cedex.

Insider
Conseil en Ressources Humaines

numatics un des leaders du marché international des vérins, distributeurs pneumatiques et de leurs accessoires s'installe dans toute l'Europe.

Récemment nous nous sommes implantés en France aussi nous recherchons

DIRECTEUR GENERAL

Directement rattaché au président des opérations européennes, le bon candidat

- âgé de moins de 45 ans, devra avoir une expérience de directeur général et être à la recherche d'un nouveau et stimulant challenge.

- âgé de moins de 40 ans, devra être un professionnel de la direction des ventes et pouvoir démontrer un très bon succès préalable.

Outre une qualification d'ingénieur en mécanique et une très bonne connaissance des règles du marché industriel, un réel sens de gestionnaire et une aptitude de la direction du personnel seront indispensables. Le poste requiert aussi une excellente maîtrise de l'anglais.

L'emploi proposé offre une réelle opportunité de carrière. Le salaire et l'intéressement ne seront pas un obstacle pour le bon candidat.

Envoyer CV et lettre de motivation portant la mention personnel et confidentiel à :

Philip ROBINSON - Président of European Operations
NUMATICS SARL - 106, avenue de Laitre de Tassigny - 93806 Epinay-sur-Seine cedex.

CONSEIL EN CARRIÈRES

Donnez un nouvel élan à votre carrière

Cadres, vous souhaitez réussir votre évolution professionnelle à l'intérieur ou à l'extérieur de votre entreprise. DHE CONSEIL a permis à plusieurs centaines de cadres et dirigeants de trouver une activité conforme à leurs aspirations grâce à des techniques originales de marketing personnel.

Rencontrez confidentiellement notre équipe de consultants de haut niveau et profitez de leur parfaite connaissance du marché de l'emploi et des modes d'accès aux décideurs.

Téléphonez au 44 72 05 38 tous les jours de la semaine, samedi matin inclus, pour un premier entretien sans engagement financier.

DHE CONSEIL
32, rue de Cambrai - 75019 PARIS

D.H.E. Conseil

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines

Dans le cadre du renforcement de ses équipes d'audit, un important organisme professionnel recrute un

Auditeur Interne

Région Parisienne

Vous êtes l'adjoint du directeur du service des Inspection et vous participez à l'audit récurrent des membres affiliés. Vous évaluez et contrôlez l'application des normes et procédures internes. De façon ponctuelle, vous menez des missions approfondies sur le plan juridique, fiscal, comptable et financier. Vous assurez au sein du service le rôle de support technique.

Agé de 40 à 50 ans, de formation supérieure type universitaire (Bac +5), vous avez acquis une expérience de 10 à 15 ans au sein d'un grand groupe comme

auditeur interne ou de préférence au sein d'un service d'inspection bancaire/assurance. D'une grande rigueur intellectuelle et morale, vos qualités relationnelles et managériales seront les atouts nécessaires pour réussir dans ce poste.

Adresser CV + Photo + N° de tél + rém. actuelle à Amaury Destailleur, Michael Page Finance et Comptabilité, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617 code MPage sous réf. AD11534



Michael Page Finance & Comptabilité
Le spécialiste du recrutement Financier et Comptable

400 KF +

Institution financière à forte notoriété, notée AAA, spécialiste du financement local, leader sur son marché, recrute son

Responsable Service Prévisions & Etudes ALM

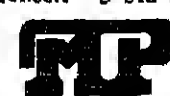
A partir de la collecte d'informations diverses, de la prise en compte d'hypothèses et de choix stratégiques de l'établissement, l'intéressé sera chargé de réaliser des simulations qui serviront aux décisions de gestion à venir, de développer les modèles existants afin de les adapter à l'évolution de l'activité, de surveiller les risques de bilan, des contrôles de cohérence comptable et des prévisions budgétaires à moyen et long terme ; il préparera par ailleurs le Comité ALM. Enfin, il sera à même d'élaborer un cahier des charges informatique.

A la tête d'une jeune équipe dynamique, l'intéressé sera à même de l'animer et d'en coordonner l'action. Il travaillera de concert avec le contrôle de gestion de l'établissement en jouant des synergies qui s'imposent.

Doté de solides bases mathématiques, informatiques et comptables, ainsi que d'une bonne connaissance des marchés financiers, il agira en véritable force de proposition au sein de cette institution.

Agé de 32-38 ans, de formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, Actuariat, ...), il justifiera d'une expérience similaire de plusieurs années acquise en environnement bancaire.

Si cette perspective vous intéresse, contactez Jean-François Montell au (1) 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + rém. actuelle à Michael Page City, 3 bld Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex, ou tapez votre CV sur le 3617 code MPage ss réf. JFM10902



Michael Page City
Les Marchés Financiers - La Banque d'Affaires

JURISTES

Juriste

Propriété industrielle - Au sein d'un important cabinet de conseil en propriété industrielle, vous prendrez en charge le suivi juridique des dossiers de nos clients. Vous gérerez ces dossiers dans leur intégralité depuis l'étude jusqu'au règlement des litiges. De formation juridique supérieure, maîtrise du droit des affaires + DESS propriété industrielle, vous avez une expérience de 5 ans minimum acquise chez un conseil, de préférence, et/ou en entreprise. Vous parlez anglais. Vous aimez à la fois résoudre les difficultés techniques des dossiers et développer vos prestations avec le portefeuille de clients confiés : vous trouverez au sein de notre cabinet des perspectives d'évolution pouvant inclure des responsabilités de management.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1686.95M mentionnée sur l'enveloppe à notre conseil Chantal Baudron s.a - 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

Important groupe pharmaceutique français d'envergure internationale recherche un

JURISTE D'AFFAIRES

LYON

Rattaché au responsable juridique de la société, vous intervenez comme conseil auprès de différents opérationnels de la société et en particulier ceux en charge de la recherche et d'activités spécifiques.

Autonomie, vous les assistez dans la préparation et la négociation de leurs accords.

De formation 3ème cycle en droit des affaires, vous avez impérativement acquis une première expérience de 2 à 3 ans environ en tant que juriste, en cabinet ou en entreprise, de préférence dans un environnement "haute technologie".

Pour ce poste, une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. 233P à SOURCES Rhône-Alpes - Le Kiosque - 50 avenue de Chanoine Cartellier - 69230 Saint Genis Laval.

Société de création récente, affiliée aux grands réseaux bancaires, nous intervenons dans le domaine financier pour garantir un nouveau type de prêt à l'accession sociale à la propriété.

Dans le cadre de notre développement rapide, nous recherchons notre

Responsable de la Gestion du Système d'Information

Vous serez chargé du pilotage et de l'évolution du système d'information exploité en infogérance et vous superviserez l'ensemble des tâches de production : réception des prêts, flux financiers, gestion des incidents.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 10 à 15 ans en milieu bancaire ou financier. Vous maîtrisez les méthodes d'organisation, la conduite de projet et la bureautique. La connaissance de l'environnement AS 400 serait un atout supplémentaire.

Vous avez développé des qualités de management, de polyvalence, d'adaptabilité et de pédagogie. Organisé et rigoureux, vous avez le sens des responsabilités, de la rentabilité et des délais.

Le poste est à pourvoir immédiatement, à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence RG/95 à :



AJC Conseil - 4, rue Louise Michel
92300 LEVALLOIS-PERRET.

CONSEIL DE DIRECTION

Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

مركز الدراسات والبحوث

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines

LORRAINE

Organisme de développement économique

Pour assurer la gestion et le suivi d'une politique de zones industrielles, en étroite collaboration avec le Secrétaire Général, nous recherchons

Chargé de mission opérationnel

Vous êtes de formation ESC (ou équivalent), et vous possédez impérativement une solide expérience en aménagement et urbanisme, et en connaissez des dispositifs de financement.

Vous avez une motivation particulière pour le travail en équipe et pouvez attester d'une expérience dans la conduite d'actions en partenariat.

Le maîtrise de la langue allemande serait un plus très apprécié.

Nous vous invitons à établir votre premier contact avec notre conseil et à lui faire part de votre motivation en lui adressant votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite + CV + photo et prétentions) sous réf. 404/LM.

Réponse et confidentialité vous sont assurées.

nicole ferville

226, rue Jeanne d'Arc, 54000 Nancy



CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

Groupe européen (plus de 2 MdF de CA), filiale d'un groupe anglo-saxon prestigieux

Nos produits proviennent de plusieurs sites de production, et sont aujourd'hui leader sur leur marché. Afin d'améliorer encore notre compétitivité, nous devons accroître notre rentabilité industrielle. Votre rôle sera de prendre en charge avec votre équipe le contrôle de gestion, dont notamment l'analyse de nos coûts industriels, et d'y apporter toutes les améliorations nécessaires. Cela passera par une refonte de notre système de coûts et de nos systèmes d'information de gestion. Vous aurez en outre la responsabilité des budgets, du reporting (US GAAP), et des plans d'investissement.

A 30/35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une solide expérience du contrôle de gestion industriel acquise dans un groupe international, de préférence anglo-saxon. La parfaite maîtrise de l'anglais est impérative.

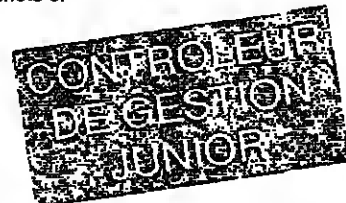
Votre réussite à ce poste vous permettra d'évoluer rapidement vers des fonctions élargies dans un environnement international, en France ou en Europe.

Merci de contacter Jérôme Lancien au 45.38.62.62, ou adresser votre dossier complet de candidature à CLP associés, 33 av. du Maine, 75255 Paris cedex 15, sous réf. LM277.

C . L . P
associés

CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

Le Crédit Mutuel, 308 milliards de Francs de dépôts, 8 millions de clients, 3 600 guichets et 22 000 salariés est le 5ème groupe bancaire français.



Son organisme central, la Confédération Nationale, recherche pour sa Direction du Contrôle de Gestion et de la Prévision un Contrôleur de Gestion Junior.

Vous participerez aux recherches et études menées par le Département Contrôle de Gestion/Etudes Economiques sur l'environnement général et les conditions d'exploitation du Crédit Mutuel, en vue de fournir aux instances dirigeantes tous les éléments permettant d'évaluer la situation et les perspectives du groupe.

De formation supérieure Bac + 5/8 (grandes écoles de commerce, 3ème cycle de gestion...), vous avez une première expérience des études de gestion acquise impérativement dans le secteur bancaire ou dans une fonction financière.

Vos qualités d'analyse et de synthèse alliées à votre sens de l'innovation seront des atouts déterminants pour ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 503 à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88/90 rue Cardinet, 75017 PARIS.

Crédit Mutuel

la banque à qui parler

Aujourd'hui, responsable pour demain



ANDRA

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Dans le cadre du développement de nos activités, nous étoffons notre équipe et recrutons un

Contrôleur de Gestion

AUBE (10)

Rattaché au Responsable Administratif du centre, vous vous voyez confier deux missions principales :

- Le contrôle budgétaire, l'élaboration des tableaux de bord de gestion et du reporting.
- La tenue de la comptabilité générale et analytique, ainsi que la gestion de la comptabilité clients et la trésorerie déléguée.

Vous contribuerez à l'élaboration du Plan à Moyen Terme d'exploitation et aux études économiques liées aux investissements.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'une Ecole de Commerce ou titulaire d'une MSTCF ou du DESCE justifiant d'une expérience professionnelle réussie (5 ans minimum) dans une entreprise industrielle à un poste similaire.

Vos qualités d'animation et de communication associées à un esprit logique et exigeant seront déterminants dans la réussite de votre mission.

Merci d'adresser votre CV, lettre, photo et rémunération actuelle sous réf. RS 95.03 à LBW 42 rue Laugier, 75017 PARIS, qui transmettra.

SECTEUR PUBLIC

Collectivités Territoriales - Ministères

DIRECTEUR

DE L'AGRICULTURE ET DE L'ESPACE RURAL

SUD OUEST

Il aura pour mission de mettre en œuvre les politiques départementales en matière d'agriculture, équipement rural, protection de l'eau et de l'environnement.

Ses larges responsabilités s'étendent aussi bien à l'animation, la coordination, la gestion d'équipes importantes, qu'aux relations extérieures et à la négociation avec syndicats professionnels, entreprises du secteur, chambre d'agriculture, ministère...

Ce poste nécessite une formation Ingénieur (de préférence IGRF) ; de bonnes connaissances du milieu professionnel et de ses rouages administratifs. Des qualités relationnelles et d'animateur sont indispensables pour s'affirmer en souplesse, pour s'imposer à l'ensemble de ses interlocuteurs et pour réussir dans ce poste important.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence 95/272 M à notre conseil Françoise BARS - FB Conseil, 20, rue de la Michodière, 75002 Paris.



Cabinet de recrutement créé en 1982, situé parmi les premiers de sa profession et ayant développé un concept original de conseil en communication nous poursuivons notre croissance (+ 20 % en 94) et recherchons

Consultant

Professionnel du conseil en recrutement de cadres (annonces et/ou approche directe), libéral ou salarié, autonome dans la gestion et le développement de votre C.A., vous souhaitez rejoindre une structure solide mais à taille humaine qui vous permettra d'agir en responsable.

Vous pourrez ainsi faire partager à nos consultants (15 ans d'expérience du conseil en moyenne) votre savoir-faire et votre motivation. Nous savons rémunérer en conséquence les performances de nos consultants.

Merci d'adresser votre CV en indiquant la réf. 5851/LM sur l'enveloppe à

Réponses candidatures 36 15 CV PLUS (2.19 F/min)



Le Monde
PUBLICITE



Pour passer vos annonces :

44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

OPÉRATION
SPÉCIALE

GESTION / FINANCE

**Quand le terrain
est très fertile,
les talents
prennent
de la vigueur.**

Legal & General est un des leaders au Royaume-Uni et en Europe dans la gestion de produits financiers, de fonds de retraite et d'assurance-vie. Aujourd'hui, plus de 3 millions d'épargnants font confiance à Legal & General qui gère dans le monde plus de 300 milliards de £. Classé depuis plusieurs années au 1^{er} rang des plus fortes progressions en France, notre structure originale, à la fois banque et assurance, constitue un espace idéal pour nos conseillers financiers, qui mettent en oeuvre quotidiennement un réel service de conseil en gestion de patrimoine.

Chez Legal & General, nous croyons "dur comme fer" à la notion de région. Celle-ci est la base indispensable de l'épanouissement professionnel de nos collaborateurs et s'inscrit pleinement dans notre stratégie de croissance. Notre objectif à moyen terme est de multiplier par deux nos implantations régionales (16 à ce jour).

C'est pour vous, professionnel de la vente de produits financiers ou jeune diplômé débutant, la promesse d'acquiescer des responsabilités évolutives et enrichissantes, dans un contexte très porteur.



Legal & General Bank (France)

Rouen
Caen
Rouen
Bordeaux
Bayonne
Paris
Toulouse
Lille
Nantes
Lyon
Marseille
Alsace
Nice
Strasbourg
Troyes



Photo STOCK IMAGE

Les jeunes pour assumer des responsabilités

Professionnels des produits financiers

Avec une solide expérience des produits financiers, vous êtes un excellent vendeur doublé peut-être d'un bon manager d'équipe, mais surtout, vous savez prendre la mesure de l'enjeu qui vous attend.

A vous d'inscrire votre action dans notre stratégie d'expansion et de contribuer à l'une des plus belles réussites du marché de la vente de produits financiers.

Les grands axes de votre mission :

- L'encadrement d'une équipe de commerciaux dont vous aurez à organiser, contrôler et optimiser l'activité.
- Le soutien de leur action sur le terrain afin de transmettre votre savoir-faire et faire fructifier leur talent.
- Le développement et le suivi de votre propre clientèle.

Votre rémunération sera fonction de vos résultats mais aussi de ceux de votre groupe.

réf. 1289

Les jeunes pour cultiver et épanouir ses talents

Débutants Bac + 3 minimum

Stage de formation dès l'intégration, formation technique sérieuse et continue, politique de rémunération sans excès ni déceptions, réelles perspectives d'évolution... voici pour l'environnement.

De niveau Bac + 3 minimum (comme 75 % d'entre nous), vous débutez dans la vie active ou vous avez une première expérience professionnelle.

Parfaitement à l'aise sur le plan relationnel, vous savez déjà que les résultats professionnels tangibles s'obtiennent avec beaucoup de travail.

Vous serez chargé, une fois votre période d'intégration réussie, de prospecter une clientèle de particuliers que vous conseillerez pour la gestion globale de son patrimoine.

réf. 2289

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence et la ville choisie si vous souhaitez rejoindre une de nos implantations déjà existante, ou bien si vous vous sentez en mesure de participer à la création d'une nouvelle agence en indiquant la région qui vous intéresse à Legal & General Bank (France) - 58, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

PROFESSIONNELS
DE LA BANQUE ET DE L'ASSURANCE

**Rejoignez
Norwich Union**



EN RUBRIQUE DÉVELOPPEMENT
DES MARCHÉS.



à forte notoriété, nous sommes spécialistes du financement local.

L'une de nos principales activités est de mettre en place les financements d'opérations complexes dans le domaine d'infrastructures publiques ou privées, pour le compte d'industriels ou de concessionnaires de grands projets. Aujourd'hui, nous souhaitons renforcer le département concerné et recherchons un

**Financer
des Grands Projets**

CHARGE DE
MISSION SENIOR

De formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs ou Ecole de Commerce), à 35 ans environ, vous avez acquis 5 à 7 ans d'expérience internationale dans le financement de projets importants, soit au sein d'une banque d'affaires, soit chez un opérateur industriel (BTP, services...).

Vous assurerez la prise en charge complète de plusieurs grandes opérations. Vos capacités d'analyse et d'appréciation du risque mais aussi vos qualités de négociateur seront des atouts majeurs.

Pour ce poste, la maîtrise de l'anglais et de l'outil de travail informatique sont nécessaires. De fréquents déplacements en province et à l'étranger sont à prévoir.

Pour nous rencontrer rapidement, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. CMS/M au : CREDIT LOCAL DE FRANCE - Direction des Ressources Humaines - Secteur Carrières/Formation - 7/11 Quai André Citroën BP 1002 - 75001 PARIS Cedex 15.



Le financer du cadre de vie

مركز الدراسات والبحوث

ORGANISATEUR

auditeur
interne

Généraliste

Généraliste
action
internationale

OPÉRATION

GESTION / FINANCE

SPÉCIALE

ORGANISATEUR

Important
Etablissement Financier de Crédit, recherche un

Rattaché au Responsable de l'Organisation, votre mission s'inscrit dans la recherche permanente de l'optimisation de l'organisation de l'entreprise (structures, procédures et postes de travail...), selon les orientations définies.

Dans ce cadre, vous formez les diagnostics sur l'existant, proposez les améliorations nécessaires, obtenez les validations auprès des services concernés, conduisez et coordonnez la mise en œuvre des

évaluations. Vous intervenez également dans le cadre d'actions de réorganisation, de formation du personnel et sur des travaux d'insertion relatifs à de grands projets informatiques. De formation supérieure (Ingénieur ou Grande Ecole de Commerce), avec une spécialisation en gestion, vous bénéficiez d'une expérience opérationnelle réussie dans l'un de nos métiers :

commercial, recouvrement au comptabilité, ou dans une fonction d'organisation portant sur au moins l'un de ces trois métiers.

Ce poste est basé en proche banlieue averse. Si vous souhaitez évoluer dans les métiers de l'organisation, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), en précisant sur l'enveloppe la référence 879, à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex.

ENTREZ AU COEUR DE L'ACTION

AUDITEUR JUNIOR

A 23/26 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce/gestion ou possédez une formation universitaire complétée par un DESS d'audit.

AUDITEUR SENIOR

Agé d'une trentaine d'années, diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion, vous possédez plusieurs années d'expérience acquises au sein d'un cabinet ou d'une grande entreprise industrielle.

Merci d'envoyer votre candidature s/réf. AUD à USINOR SACLOR - Service de Recrutement Immeuble Ile-de-France - Cedex 33 - 92070 LA DEFENSE.

Acier
USINOR SACLOR

Groupe de Services de dimension internationale (40 implantations en France, 15 filiales en pays francophones), nos auditeurs interviennent sur l'ensemble des sites et dans les différents services du siège. Nous souhaitons renforcer leur équipe, rattachée à la Direction Générale, en intégrant un

valuer les risques encourus par l'entreprise, identifier les déficiences dans les procédures, élaborer des recommandations pertinentes et conseiller les responsables dans la mise en œuvre d'améliorations, accompagner l'évolution du groupe, c'est la mission que nous lui confierons.

Après votre formation supérieure (Ecole de Commerce ou de Gestion), vous avez déjà exercé cette fonction pendant 2 ou 3 ans, en cabinet ou en entreprise. Vous savez donc qu'elle implique disponibilité, rigueur et méthode, ainsi qu'une grande aisance relationnelle. Nous serons particulièrement attentifs si votre parcours s'est déroulé à l'international.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite + CV sous réf. 933 à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 PARIS.

RESPONSABLE FINANCIER "CARTE PRIVATIVE"

Nous sommes une importante société de distribution implantée en France et à l'étranger.

Rattaché au service financier, le titulaire de ce poste se verra confier l'étude, le lancement et le développement de notre carte privative.

Dans un premier temps : il rédige un cahier des charges définissant les procédures comptables, financières et de gestion, les moyens informatiques à mettre en place pour intégrer une carte privative dans notre système d'encaissement :

- il définit avec le service marketing les critères d'application : paiement comptant, différé, crédit ;

- il élabore la structure des données relatives à la carte, au recouvrement, fichiers, etc.

Dans un deuxième temps : il assure la diffusion de la carte dans la clientèle, et constitue une équipe pour garantir un service client irréprochable.

Profil recherché : 28-30 ans, de formation supérieure : école de commerce ou de gestion complétée par des compétences financières et comptables, une bonne connaissance de l'anglais. Vous pouvez justifier d'une première expérience dans une société de crédit ou d'une fonction similaire. Votre connaissance des techniques en matière de carte de crédit vous rend apte à organiser l'ensemble de notre programme. Vous êtes animé du désir de créer un service efficace.

La franchise, le goût des contacts directs, la pratique du sport correspondent à la philosophie et au dynamisme de l'entreprise.

Le poste est à pourvoir dans la région lilloise. La rémunération est en rapport des compétences recherchées. Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 1085, à notre conseil : Xavier de WAMBRECHIES, PROMONOR, 17, rue Edouard Delesalle - 59800 LILLE. Discretion assurée.

PROMONOR

PROMONOR

LILLE, PARIS, BRUXELLES, LONDRES, DUSSELDORF

Groupe Industriel multinational, nous sommes réputés pour l'excellence de nos produits et notre capacité d'innovation. Nous cherchons pour l'une de nos filiales (350 MF) implantée à Paris proche banlieue un

DIRIGEANT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Votre mission : avec une quinzaine de collaborateurs, contrôler et développer les activités du département (comptabilités générale et analytique, prix de revient, reporting, trésorerie, systèmes d'information, paie et gestion du personnel), élaborer le budget et en suivre la réalisation, établir les plans de financement et contrôler les investissements, régler les questions administratives et juridiques.

En contact étroit avec les responsables opérationnels et la maison-mère, vous savez adapter l'organisation afin de répondre aux exigences du marché et à une logique de forte croissance et de rentabilité.

A 35/40 ans, de formation supérieure, vous avez déjà exercé des responsabilités similaires dans un environnement industriel international et avez une forte capacité de management et de prévision. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais, voire une deuxième langue.

Merci d'écrire à notre Conseil, Marie-Claude TESSIER, sous réf. 6102/LM



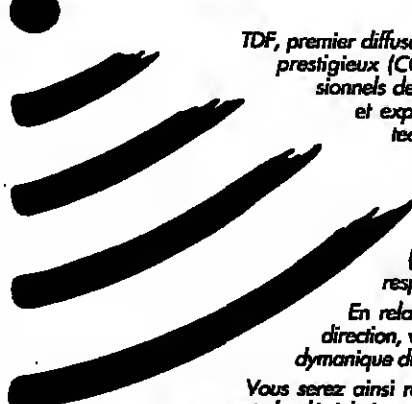
ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

Gérant actions international

Filiale de gestion d'un groupe financier important, notre société est spécialisée dans la gestion d'OPCVM.

Dans le cadre de notre développement, la Direction de la gestion financière des marchés actions recherche,

De formation supérieure scientifique, économique (Bac + 5), complétée d'une spécialisation en analyse financière et d'une expérience professionnelle comme gérant, vous contribuerez par votre savoir-faire au développement de cette activité. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions), en précisant sur l'enveloppe la référence 881 à COMMUNIQUE - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex.



TDF, premier diffuseur de radio et de télévision, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux (COGECOM - Groupe France Telecom), avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel réalise un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs et exporte son savoir-faire dans le monde entier. A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données (radio et TV numérique, réseaux câblés, communication mobile).

Pour l'un de nos centres de recherche : TDF-C2R (110 personnes), situé à Metz, nous recherchons un(e) responsable administratif et financier.

En relation étroite avec le directeur du centre et membre du comité de direction, vous serez chargé d'organiser une administration souple, efficace et dynamique du centre, en optimisant les moyens humains, financiers et matériels.

Vous serez ainsi responsable d'une équipe de 15 personnes et assurerez, dans le respect des législations en vigueur d'une part et dans le cadre de la politique et des orientations définies par TDF d'autre part :

- la supervision du budget, la mise en œuvre et l'application des procédures financières et comptables ;
- l'élaboration de la politique ressources humaines, le suivi des carrières et de la formation du personnel composé principalement de chercheurs ;
- la gestion des moyens et le bon fonctionnement des installations.

De formation supérieure, bac + 4 minimum, vous justifiez d'une expérience réussie dans une fonction équivalente. Rigoureux et organisé, vous avez de réelles qualités relationnelles. Vous êtes en outre apprécié pour votre dynamisme et votre esprit d'initiative.

Pour ce poste basé à Metz, merci d'adresser votre candidature sous réf. DAF/LM, à TDF, Département Développement des Carrières, Lydia Garnier, 21-27 rue Barbès, 92120 Montrouge.

Responsable administratif et financier H/F

L'ESPRIT DES ONDES

TDF
Groupe France Telecom

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

PROFESSIONNELS DE LA BANQUE ET DE L'ASSURANCE



Paris
Lille
Strasbourg
Lyon
Nantes
Nice
Bordeaux
Grenoble
Toulon
Marseille

Développez vos talents en capitalisant sur un système d'investissement unique.

MEDIA PA Photo: PH

Motivé par la gestion de patrimoine, à 30/40 ans, vous faites preuve d'une réelle maîtrise de la vente. Après 2 ans d'expérience dans le domaine de l'assurance, vous souhaitez évoluer dans cette branche et êtes prêt à vous y investir ?

Rejoignez AFFIDIA ! Conseil en Gestion de Patrimoine du groupe Norwich Union, nous vous proposons aujourd'hui une rare opportunité. Vous êtes dynamique, ambitieux ?

A l'écoute de vos clients et excellent conseiller ?

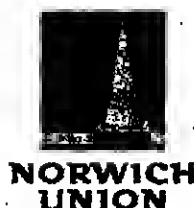
Intégrez le groupe Norwich Union et bénéficiez de la notoriété de la première Mutuelle d'Assurance Vie de l'Union Européenne !

Chargé de commercialiser un système d'investissement unique auprès d'une clientèle haut de gamme que vous prospectez, vous aurez la responsabilité de développer un portefeuille au

sein de l'une de nos agences. Formé à nos produits financiers et à l'application de nos méthodes commerciales, vous pouvez transformer votre talent en une véritable réussite professionnelle.

Merci de téléphoner aux collaboratrices d'Allo-Carières de 9h à 17h en précisant la référence A 678 au

(1) 49.09.09.49
ALLO CARIÈRES



L'ENVERGURE D'UNE CARRIÈRE DANS UN SECTEUR HIGH TECH

JEUNES DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

Nous vous proposons d'intégrer notre société filiale d'un groupe leader au plan mondial. Vous participerez, après une période de formation, au développement d'activités dans un environnement jeune et dynamique.

Nous vous offrons la possibilité d'assumer rapidement des responsabilités dans les domaines marketing et commercial.

Capacité d'organisation et sens de la communication sont essentiels pour réussir dans cette fonction.

La maîtrise d'une ou plusieurs langues étrangères ainsi qu'une certaine mobilité seront appréciées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence JD à NC Communication - 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

Ingénieur Commercial Senior

Rémunération élevée très motivante

PARIS

Opportunité de tout premier plan pour un commercial confirmé à fort potentiel de participer au développement d'un des tous premiers groupes mondiaux de l'univers informatique.

LA SOCIÉTÉ

- Leader dans l'organisation et la vente de salons et événements informatiques
- Fortes notoriétés mondiale
- 20 personnes en France, très forte croissance

LE POSTE

- Sous la responsabilité du Directeur Commercial, vous devrez :
 - assurer entièrement le lancement opérationnel d'un nouveau produit de dimension internationale et stratégique pour l'entreprise
 - gérer un fort courant d'affaires avec les partenaires informatiques (constructeurs, éditeurs, SSI, VARs...)
 - réaliser d'ambitieux objectifs de croissance sur un marché très concurrentiel.

PROFIL RECHERCHE

- 30 ans, vendeur dans l'âme
- Formation supérieure type ESC ou grande école d'ingénieur
- Vous avez une bonne connaissance du secteur informatique ainsi que des utilisateurs
- Expérience de la vente de solutions complexes, à une clientèle de grands comptes, indispensable
- Homme de terrain et fin négociateur, c'est par votre détermination et votre tenacité que vous deviendrez l'un des artisans clés de notre développement.
- Anglais impératif, expérience professionnelle idéalement acquise dans un environnement anglo-saxon.

Merci d'adresser votre CV, rémunération actuelle et coordonnées professionnelles s/réf. IM0301 à Emmanuel DUPONT, N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.



INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL PREMIÈRE MONTE

ÉQUIPEMENTIER AUTOMOBILE - PARIS

Mission : sous l'autorité du directeur commercial, vous prospecterez les bureaux d'étude et les usines des clients nationaux en automobile, poids lourds, ferroviaire, aéronautique. Vous identifieriez des projets et participerez à l'élaboration des offres.

Profil : solide formation en mécanique de niveau ingénieur ou équivalent. Expérience commerciale de plusieurs années, anglais indispensable. Rigueur, dynamisme, esprit d'entreprise. Déplacements fréquents.

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre, photo et prétentions), sous référence REC 174-50 à, CAREER - 7, rue Ampère - 75017 Paris.

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, c'est tous les mardis* c'est le Monde Initiatives



*daté mercredi

Pour agir et pour réfléchir

Le Monde
PUBLICITE



Pour passer vos annonces :

44-43-76-03
44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

مركز الامم المتحدة